

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Domination, résistance et espace de dialogue

Les dynamiques de transformation de l'hégémonie au Vietnam

par
François Fortin-Deschênes

Département d'anthropologie
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
M.Sc. en Anthropologie

Avril, 2009

©, François Fortin-Deschênes, 2009



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Domination, résistance et espace de dialogue
Les dynamiques de transformation de l'hégémonie au Vietnam

présenté par :

François Fortin-Deschênes

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Guy Lanoue
président-rapporteur

Bernard Bernier
directeur de recherche

Jean Michaud
codirecteur

Pierre Beaucage
membre du jury

Résumé

Le modèle économique socialiste classique s'est effondré récemment ce qui a forcé plusieurs nations à se remettre en question. Au Vietnam, après plus de trente ans d'expérimentation du socialisme, le gouvernement s'est lancé dans un ensemble de réformes qu'il nome *đôi mới*. Depuis plus de vingt ans maintenant, la société vietnamienne affronte le futur en puisant dans des caractéristiques de son passé. S'il le fait, c'est beaucoup pour s'adapter à ses nouveaux partenaires que sont l'Occident et l'Asie émergente. Venus remplacer le Bloc de l'Est, ces nouveaux alliés partagent d'autres valeurs, ce qui a grandement motivé le Vietnam à se renouveler. Si les réformes les plus évidentes du *đôi mới* concernent les stratégies économiques, les sphères sociales et politiques se transforment également.

Dans ce mémoire, je veux suggérer une interprétation des dynamiques de transformation sociale qui puisse rendre compte des bouleversements de la culture vietnamienne en me penchant tout particulièrement sur l'évolution du cadre politique du pays et de ses politiques économiques dans le contexte de l'expansion mondiale de l'idéologie néolibérale.

Dans cette optique, je vise trois objectifs bien précis. D'abord, j'ambitionne de montrer comment se greffent à cette évolution les concepts du corpus littéraire associé à la notion d'hégémonie. Ensuite, j'entends identifier et départager les poids respectifs des facteurs externes et internes qui contribuent à cette évolution. Finalement, je souhaite discuter des diverses manifestations de cette évolution et particulièrement des rapports de forces actuels.

Mots clés : Hégémonie, résistance, Vietnam, *đôi mới*, économie politique, anthropologie, changement social.

Abstract

The economic model of classical socialism recently collapsed forcing many nations to reconsider their strategies. In Vietnam, after more than thirty years experiencing this model, the Party-state launched, officially in 1985, a myriad of reforms recognised under the appellation *đổi mới*. Today, we notice that the Vietnamese society is facing the future, reviving parts of his past. If he does, it is a lot because he wants to adapt to his new economic partners, wish comprise the rich countries of the West and the emerging ones through out Asia. This group shares a different set of values than those shared by the deceased East Bloc, effectively motivating Vietnam to renew itself. If the most striking changes affecting Vietnamese concern the economic sphere, the socio-political landscape is also moving.

In this master's thesis, I want to suggest an interpretation of the dynamics of social change that could effectively explain the upheaval in the Vietnamese culture. I will concentrate particularly on the political field and on the economic strategies of the country, as well as on the consequences of neoliberal globalisation. In that sense, I will follow three objectives. First, I aim to show how the concepts comprised in the literary corpus of hegemony account for these transformations. Second, I want to identify and tie the external and internal factors responsible for those changes. Finally, I wish to discuss the diverse manifestations of that evolution, and especially those concerning contemporary power relations.

Keywords: hegemony, resistance, Vietnam, *doi moi*, political-economy, anthropology, social change

Table des matières

Résumé.....	i
Table des matières.....	iii
Liste des tableaux :.....	iv
Listes des cartes :.....	iv
Acronymes.....	v
Remerciements.....	vii
Avant-propos.....	ix
<u>Introduction</u>	1
<u>1. Méthodologie</u>	9
1.1 La recherche au Vietnam.....	10
1.2 Mon contexte d'étude.....	12
1.3 Hanoï. Les préparatifs.....	13
1.4 Une interdépendance tumultueuse.....	15
1.5 Notes supplémentaires sur les difficultés du contexte vietnamien.....	19
Conclusion.....	20
<u>2. L'hégémonie, fruit des dominations, résistances et dialogues</u>	22
2.1 Les fondements de l'hégémonie, les idées de la domination.....	23
2.2 Domination, résistance et dialogue.....	29
2.3 Culture, hégémonie et idéologie. L'inconscient et le conscient.....	36
Conclusion.....	42
<u>3. Les formes culturelles du Vietnam pré-đổi mới</u>	44
3.1 Les grandes influences idéologiques du Vietnam prérévolutionnaire.....	45
3.2 Les formes politiques et économiques prérévolutionnaires.....	50
3.3 L'avènement de l'idéologie révolutionnaire.....	61
3.4 Les formes culturelles révolutionnaires.....	70
Conclusion.....	82
<u>4. Le đổi mới. Ses causes et ses aspirations</u>	83
4.1 Facteurs externes. Le poids de la conjoncture internationale.....	84
4.2 Facteurs internes. Un contexte d'espoir et de désenchantement.....	93
Conclusion.....	104
<u>5. Le Vietnam du renouveau. Perspectives et enjeux actuels</u>	107
5.1 Les formes politiques et économiques du renouveau. Les changements dans l'hégémonie.....	108
5.2 Domination, résistances et dialogue. Les nouvelles règles du jeu.....	126
5.3 Espoirs et menaces de la globalisation néolibérale.....	146
Conclusion.....	156
<u>Conclusion</u>	158
<u>Bibliographie</u>	164
<u>Annexe</u>	164

Liste des tableaux :

- I - *Formes de domination et de résistance* pages 32-33
II - *L'organisation de l'appareil d'État depuis 1992* page 114

Liste des cartes :

1. Répartition des députés à l'Assemblée nationale page 128
2. Répartition des membres du parti, par région page 129

Acronymes

AMI	Accord multilatéral sur l'investissement
ANSEA	Association des nations du Sud-est asiatique
APV	Armée populaire du Vietnam
ASE	Asie du Sud-est
BM	Banque mondiale
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle, aussi appelé Comecon
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DSRP	Documents stratégique pour la réduction de la pauvreté
DSRPC	Documents stratégique pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
DTS	Droits de tirage spécial
EBUVN	L'Église bouddhique unifiée du Vietnam
FDI	Foreign direct investment
FMI	Fond monétaire international
GSO	General Statistics Office du Vietnam
HCM	Hồ Chí Minh
IDE	Investissement direct étranger
IMEX	Compagnies import-export permises par un décret du PCV en 1980
NZE	Nouvelle zone économique
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation de nations unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PAS	Plan d'ajustement structurel
PCI	Parti communiste indochinois
PCV	Parti communiste vietnamien
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
ZLÉA	Zone de libre échange des Amériques

À ma mère

Remerciements

La rédaction de cette Maîtrise fut pour moi un processus long et exigeant. Je dois son accomplissement au concours de plusieurs personnes que je désire mentionner ici.

Je tiens à remercier tout d'abord mes directeurs de recherche Bernard Bernier et Jean Michaud. Ils ont été tous les deux d'une grande aide, leurs spécialités respectives ont balisé mon cheminement. J'espère que ce mémoire est à la hauteur de leurs grandes qualités. S'il y a des faiblesses dans ce travail, j'en prends l'entière responsabilité.

Je sais gré à Jean Michaud et Sarah Turner, professeure de géographie à l'Université McGill, de m'avoir introduit sur le terrain en personne. Je suis aussi reconnaissant à Christine Bonnin et Laura Schoenburger, avec qui je partage plusieurs bons souvenirs de Sa Pa et de Hanoi.

Au Vietnam, les chercheurs de l'*Institut national de recherche en science sociale* de Hanoi m'ont permis d'effectuer mes recherches sans trop d'embûches. Le directeur, Mr. Tuan, s'est montré très accueillant et enthousiaste. Mr. Phuong était responsable de ma personne. Il a été amical, disponible et protecteur. Sans eux, mes recherches auraient été beaucoup plus périlleuses. Avec leur soutien, elles furent agréables. Je tiens tout particulièrement à remercier mon assistante de recherche, Nguyễn Nguyệt Minh. Malgré quelques prises de bec, ce travail n'aurait pu voir le jour sans son aide.

Les professeurs, étudiants, techniciens et secrétaires de la *Chaire du Canada en études asiatiques* de l'Université de Montréal m'ont offert à l'occasion un appui moral, un soutien matériel et logistique, et un milieu stimulant à travers l'organisation de rencontres diverses, qu'elles fussent dans un cadre académique ou informel. Je mentionnerai le directeur de la chaire Rodolphe De Koninck, les professeurs Dominique Caouette et Yann Roche, le chercheur Stéphane Bernard, les étudiants au doctorat et à la maîtrise Thanh Hai Pham, Jean-Philippe Leblond, Jean-François Bissonnette, Daphné Marion-Vinet, Nicklaus Davey et Jean-François Rousseau. Je tiens à souligner l'aide de Bruno Thibert sans qui certaines tâches techniques auraient été presque impossibles à accomplir.

Je veux encore mentionner le groupe de rédaction formé avec Olivier Durand et Charles Gagnon dont la fréquentation a fait de l'écriture une activité moins solitaire. Ces rendez-vous hebdomadaires représentent un processus stimulant que je conseille à tous

les étudiants de maîtrise. J'aimerais remercier spécialement Charles pour le partage d'idées enrichissantes et nos intérêts commun, et Olivier pour son pragmatisme inspiré et ses bons pâtés, rillettes et autres plats de sa confection qui sont venus arrondir nos réunions.

Finalement, mes parents et amis m'ont tous soutenu dans la longue entreprise que fut la rédaction de ce mémoire. Je remercie leurs encouragements et l'écoute, parfois enthousiaste et parfois patiente, des récits de mes accomplissements et des difficultés que j'ai pu rencontrer. Je terminerai en remerciant Céline Defranould, pour son amour et sa patience. Grâce à elle, ces dernières années de dur labeur furent infiniment moins pénibles.

Avant-propos

L'ethnologie procède d'une approche holistique qui cherche à comprendre l'homme à travers l'étude des sociétés humaines contemporaines. La discipline s'est largement développée en étudiant les groupes sans histoire écrite. Le but était alors d'en comprendre les modes d'organisation originaux et d'enregistrer leurs expériences historiques particulières avant qu'elles ne disparaissent sous les puissantes vagues des conquêtes occidentales. Plus tard, on a compris que derrière le rouleau compresseur de la modernité persistaient des vestiges du passé et florissaient de nouvelles altérités. Le terrain de la discipline s'est alors étendu au monde entier. L'étude de l'autre a aussi amené l'Occident à se remettre en question, devenant lui-même l'objet d'étude de nombreux anthropologues. L'approche anthropologique s'est alors enrichie de plusieurs autres disciplines comme entre autres la sociologie, les sciences politiques et la psychologie, en même temps qu'elle leur apportait de nouveaux outils méthodologiques. Bien que les ethnologues étudient encore beaucoup les sociétés minoritaires, je me situe davantage dans cette tradition qui s'intéresse aux sociétés à État et d'abord à l'Occident et aux rapports qu'entretiennent ses habitants entre eux, mais aussi avec leurs voisins.

Dans cette perspective, je me suis penché sur trois grandes dynamiques historiques inter-reliées qui à mon avis marquent ces rapports depuis quelques siècles, à savoir, la modernité, la globalisation et le capitalisme. Ces dynamiques renvoient toutes à l'expansion de l'Occident. Je m'intéressais déjà aux grands mouvements historiques et aux institutions internationales durant le Baccalauréat. Dans ma promotion, nous parlions de la globalisation et nous en mesurions mal les contours. Si je considère ce mouvement inévitable, je ne l'estime pas paisible, imperturbable, ni même à sens unique pour autant. Les manifestations contre la ZLÉA, l'AMI, l'OMC et les compressions dans l'éducation nous ont galvanisés un moment. J'ai été choqué, mais peu surpris, par les révélations de Joseph Stiglitz (*La grande désillusion*, 2002) et de Michel Chossudovsky (*La mondialisation de la pauvreté*, 1998) qui dénoncent sans le nommer le néocolonialisme. Beaucoup s'insurgent aussi contre le néolibéralisme, concept ambigu. La lecture de David Harvey (*A Brief History of Neoliberalism*, 2005) m'a permis d'y voir plus clair et d'en mesurer toute l'importance dans le monde d'aujourd'hui. Le monde se transforme

sans cesse : la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) et l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) furent abandonnés, la Banque mondiale (BM) et le Fond monétaire international (FMI) sont de plus en plus décriés, si les États-Unis sont toujours le pays le plus puissant du monde, plusieurs parlent de l'émergence d'une géopolitique multipolaire. En définitive, ce qui m'intéresse tout particulièrement, ce sont les rapports de pouvoir qui marquent notre planète car j'en suis venu à croire qu'ils sont un moteur primordial des transformations sociales. Sans avoir la prétention de saisir complètement tous ces grands mouvements historiques, je crois que l'étude des rapports de force par lesquels ils évoluent me permet de mieux les appréhender.

Dans ma quête de compréhension du monde et de ses dynamiques, l'actualité m'a aidé à restreindre mon objet d'étude. Dans la sphère de mes intérêts, deux grands événements ponctuent actuellement les grands mouvements qui m'interpellent. En premier lieu, la « fin du communisme » frappe les esprits. « Le développement, le déclin et l'éclatement des systèmes socialistes constituent les phénomènes politiques et économiques les plus importants du XXe siècle. À l'apogée de sa puissance et de son expansion, un tiers de l'humanité vivait dans le cadre de ce système. Or, celui-ci n'a pas simplement influencé ses propres sujets, autrefois et aujourd'hui. Il a aussi profondément marqué ceux qui vivaient en dehors du monde socialiste. » (Kornai, 1996;12-13) À la face du monde pourtant, le communisme a échoué. Le démantèlement du Bloc de l'Est, la chute du mur de Berlin, la perestroïka en Russie, les réformes d'ouverture économique en Asie semblent en avoir scellé le sort. Si le socialisme classique caractérisé par la planification de l'économie et la domination du système coopératif n'a pas perduré dans les pays qui l'ont expérimenté, les théories ont tout de même forgé des structures durables et efficaces sur l'ensemble de la planète. Je crois que le communisme de Marx et Engels est un idéal qui contient une importante valeur heuristique, voire un projet de société, sinon à tout le moins une critique fort pertinente du capitalisme. Tout au long de mes études, j'ai cherché à mieux comprendre ce système et j'ai donc voulu que l'économie prenne une place importante dans mon mémoire.

Le second grand événement qui marque notre époque et qui m'interpelle est l'émergence de l'Asie. À mon avis, cette renaissance doit beaucoup à l'expansion du capitalisme. L'extraordinaire développement des technologies de transport et de

communication qu'a connu le XXe siècle fait en sorte que les échanges millénaires entre l'Orient et l'Occident connaissent une expansion phénoménale. Or, il existe encore de profondes incompréhensions entre ces deux pôles. Il est donc urgent de s'intéresser à ces régions émergentes qui deviennent des partenaires inévitables dans tous les domaines de la vie.

Guidé par ces intérêts, j'ai choisi de me pencher sur l'expérience particulière du Vietnam. Quatre raisons ont motivé mon choix. D'abord, le pays a expérimenté le système socialiste de l'économie planifiée et des coopératives pendant une trentaine d'années, ce qui n'est pas négligeable. D'ailleurs, il s'affiche toujours comme socialiste et dans les faits, c'est bien le parti communiste qui est au pouvoir. Ensuite, bien que je n'en mesurais pas l'ampleur à l'époque, je connaissais l'apparent paradoxe qui oppose l'idéologie du PCV et son système économique, construit de plus en plus selon les lois du marché. Ce paradoxe m'a particulièrement attiré. De plus, le Vietnam fait partie des tigres d'Asie (avec la Thaïlande, la Malaisie, la Chine du Sud, l'Indonésie et les Philippines), ces pays qui, par contagion économique, connaissent un développement flamboyant après celui des dragons (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour). Finalement, dans une optique très pragmatique, les intérêts partagés avec Jean Michaud pour le Vietnam, les contacts qu'il y entretient et les projets de recherche qu'il y mène encore me promettaient un encadrement plus efficace et me facilitaient grandement la tâche pour une éventuelle étude de terrain.

Avec des intérêts aussi larges, je dois avouer avoir éprouvé des difficultés considérables à circonscrire mon sujet d'étude. Ces difficultés expliquent en partie le caractère général de ce mémoire. J'estime tout de même avoir réussi à y développer des interprétations critiques du développement économique et politique du Vietnam contemporain. L'Occident doit travailler avec l'Orient pour construire le monde de demain et dans cette optique, nous devons travailler à trouver des bases communes pour le dialogue. Cette démarche passe inévitablement par l'étude de l'histoire, de l'organisation sociale, politique et économique des sociétés impliquées. À travers cette maîtrise, j'ai entamé un dialogue avec l'Asie et le Vietnam en particulier. Mon travail représente un long effort pour comprendre ce que mes interlocuteurs m'ont dit et j'espère que mes propos leur rendront justice. Je souhaite que le lecteur puisse en tirer quelques

enseignements. Pour ma part, il servira de base aux échanges que je désire poursuivre dans le futur.

Introduction

« One of the myths of modernity is that it constitutes a radical break with the past. The break is supposedly of such an order as to make it possible to see the world as a tabula rasa, upon which the new can be inscribed without reference to the past – or, if the past gets in the way, through its obliteration. Modernity is, therefore, always about ‘creative destruction’, be it of the gentle and democratic, or the revolutionary, traumatic, and authoritarian kind. »

Paris, Capital of Modernity (Harvey, 2003b:1)

Selon James Wolfensohn, un ancien président de la Banque mondiale, si les pays en voie de développement contribuaient en 1950 pour seulement 10% du PIB mondial, cette proportion devrait avoisiner les 65% en 2050¹. Les dragons et les tigres d'Asie y seront certainement pour beaucoup. Selon M. Wolfensohn, la Chine devrait même devenir la première économie mondiale vers 2040, détrônant les États-Unis. L'ancien président de la BM estimait également que : "[l]es responsables des pays développés n'ont toujours pas mesuré qu'il ne s'agissait pas d'un changement modeste dans l'économie mondiale", mais d'un bouleversement profond que M. Wolfensohn compare à "un mouvement tectonique". Il ajoutait que "[n]ous [les pays riches] sommes mal préparés à ce changement, qui est loin d'être mineur". Il note que ce transfert du pouvoir se manifeste aussi dans les relations internationales, donnant en exemple les responsables politiques et économiques africains qui font maintenant affaire directement avec la Chine et l'Inde sans l'entremise des pays occidentaux. Il est ainsi toujours urgent pour les anthropologues d'étudier ces cultures étrangères, non plus parce qu'elles seraient à la veille de leur disparition, mais plutôt parce qu'elles sont appelées à prendre de plus en plus de place sur la carte géopolitique mondiale.

Les pays asiatiques font effectivement figure de meneur dans cet avènement. Parmi ceux-ci, le Vietnam n'est pas le plus imposant, mais après plusieurs décennies de guerres dévastatrices qui ne s'achevèrent qu'à la fin des années 1980 avec le règlement du conflit cambodgien, l'ampleur du chemin parcouru en seulement vingt ans impressionne. Cette république socialiste affiche un taux de croissance annuel supérieur à 7% depuis sept ans. Après la Chine, il s'agit du taux de croissance le plus haut de

¹ « Les pays riches pas préparés à affronter l'émergence de l'Asie », 22 septembre 2007, tiré du site www.aujourdhuilachine.com.

l'Asie de l'Est et du Sud-est. Il y a encore vingt-cinq ans pourtant, l'agriculture du pays ne suffisait pas à nourrir sa population. Aujourd'hui, le Vietnam figure au onzième rang des producteurs céréaliers du monde et il figure au deuxième rang mondial des exportateurs de riz, après la Thaïlande. Ayant adopté une stratégie d'exportation, c'est aussi le deuxième exportateur de café de la planète, derrière le Brésil (De Koninck, 2006:63 et 83). En 2007, le pays a même intégré l'OMC. La conversion de l'économie vietnamienne au capitalisme semble totale et pourtant, le parti communiste, toujours au pouvoir, continue de proclamer les idéaux socialistes. À travers cette étude, je me suis grandement intéressé à ce paradoxe. J'ai donc cherché à comprendre la nature, les causes et les conséquences des transformations du cadre politique et de la politique économique du Vietnam.

Le point de rupture advient officiellement en 1986 avec le lancement officiel d'un ensemble de mesures, surtout économiques, connu sous le nom de *đổi mới* (« rénovation » ou « renouveau »). Malgré les apparences, ce renouveau implique également des transformations sociales et culturelles profondes. Comme je m'attacherai à le démontrer dans ce mémoire, le *đổi mới* est le fruit de dialogues et de luttes entre la société civile, l'État et les forces extérieures. À mon avis, les auteurs qui se sont intéressés au corpus de l'hégémonie offrent les meilleurs outils pour aborder les rapports de forces qui sont au cœur des dynamiques de transformation sociale et c'est pourquoi je ferai appel à certains d'entre eux. Outre les mécaniques de ces changements, il faut comprendre que la rénovation établit aujourd'hui un rapport original entre le communisme et le capitalisme, rapport qui permet au pays de hausser le niveau de vie de sa population et de renouveler avantageusement ses partenaires politiques et économiques. Les conséquences de ces transformations ne sont toutefois pas que positives.

Bien que différente à bien des égards, l'expérience du Vietnam se compare à celle de la Chine où l'on constate aussi l'avènement de ce que certains nomment le néolibéralisme « avec des caractéristiques chinoises » (Harvey, 2005:120-151). Le néolibéralisme peut se concevoir comme une réorganisation du capitalisme international dont les premières manifestations apparaissent à la fin des années 1970 et qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Selon David Harvey, qui se base sur les travaux de Gérard

Duménil et Dominique Lévy (Harvey 2005:16 et 19), cette idéologie serait sous-tendue par un projet politique pour restaurer les conditions de l'accumulation du capital et la restitution du pouvoir aux élites économiques. Les arguments avancés dans le livre de Harvey sont plutôt convaincants et, sans nul doute, plusieurs promoteurs de ces réformes y voient l'avancement de leurs intérêts non seulement monétaires, mais également politiques. Le néolibéralisme serait-il plus simplement une tentative technique pour sortir le système capitaliste du marasme des années 1970 comme il est généralement entendu? La recherche d'une réponse claire à cette interrogation sort du cadre de ce travail, mais dans le contexte d'une réorganisation réelle du système politique et économique mondial, une partie du présent mémoire veut évaluer les implications et les mécanismes de ces transformations pour le Vietnam.

Ayant souligné l'importance déterminante du *đổi mới* dans l'histoire récente du Vietnam et noté la simultanéité du lancement de ces réformes et de l'expansion globale du néolibéralisme, je formulerai la question de recherche que je désire exploiter dans ce mémoire comme suit : je veux suggérer une interprétation des dynamiques de transformation sociale qui puisse rendre compte des bouleversements de la culture vietnamienne en me penchant tout particulièrement sur l'évolution du cadre politique du pays et de ses politiques économiques dans le contexte de l'expansion mondiale de l'idéologie néolibérale.

Dans cette optique, je vise trois objectifs bien précis. D'abord, j'ambitionne de montrer comment se greffent à cette évolution les concepts du corpus littéraire associé à la notion d'hégémonie. Ensuite, j'entends identifier et départager les poids respectifs des facteurs externes et internes qui contribuent à cette évolution. Finalement, je souhaite discuter des diverses manifestations de cette évolution et particulièrement des rapports de forces actuels.

Développement du mémoire

Ce travail se fonde d'abord sur une littérature pertinente et ensuite sur une étude de terrain de plusieurs semaines dans une bourgade du Nord-Ouest du Vietnam, Sa Pa. Pour présenter mes recherches, je me propose de suivre le cheminement suivant. Dans le premier chapitre, la présentation du contexte de recherche clarifiera ma méthodologie

qui fut considérablement influencée par l'état politique du Vietnam et par les contraintes de la maîtrise. Il y sera question des conditions de terrain et de ma relation particulière avec mon « assistante » de recherche. En définitive, mon terrain, forcément incomplet, permet de mieux évaluer la littérature et d'enrichir mes analyses d'anecdotes glanées sur le terrain.

Au chapitre deux, je me concentrerai sur les théories associées au corpus de l'hégémonie. La réflexion théorique que je présente ici permet de solidifier les assises de mes recherches et de les inscrire dans une tradition intellectuelle qui leur donne un sens supplémentaire. Pour saisir les dynamiques qui président aux évolutions du cadre politique et de la politique économique qui l'accompagne, j'ai trouvé dans le corpus des théories sur l'hégémonie une pléthore d'auteurs qui voient tous dans les luttes de pouvoir un, sinon le, moteur primordial des transformations sociales. Or, j'ai également acquis cette conviction au cours de mes études. Si d'autres forces comme l'environnement géographique ou les systèmes symboliques par exemple conditionnent considérablement les cultures, en définitive, les rapports de forces orientent toutes les transformations sociales. Il est donc pertinent de comprendre ces mécanismes. Il serait bien impossible de rendre compte ici de toute la richesse que recèle le corpus littéraire associé à l'hégémonie. J'ai donc choisi certains auteurs particuliers qui permettent à mon avis d'interpréter efficacement les évolutions qui marquent le Vietnam contemporain. Le concept est issu de l'œuvre de Karl Marx, mais Antonio Gramsci, bien sûr, en est aux fondements. À l'aide de ces deux auteurs, je définis l'hégémonie comme l'ensemble des visions du monde et des pratiques qui sont non contestées dans la société et ainsi prises pour acquies par la très grande majorité de ses membres. Marx et Gramsci n'offrent cependant qu'une explication très limitée des mécanismes de transformation sociale. Pour le premier, si les luttes de classes et les inventions techniques en sont le moteur, on en voit mal les modalités précises sauf si on en accepte le dénouement prédéterminé. Quant au second, il cherche surtout, en étudiant diverses tactiques, par quels moyens la classe ouvrière peut renverser l'ordre établi. Ces auteurs jettent tout de même les concepts qui sont à la base du corpus littéraire et c'est justement les ambiguïtés dans leurs travaux qui ont permis l'éclatement des réflexions subséquentes sur l'hégémonie. Je fais ensuite appel à James C. Scott dont les recherches

aident à comprendre les divers outils de la résistance. Il est à noter que, pour lui, les rapports de domination et de résistance sont intenses et il accorde peu d'intérêt aux rapports de coopération. Récemment, il a néanmoins fait certaines ouvertures. Il existe en effet un espace de dialogue entre les divers groupes sociaux dont les modalités se clarifient par la lecture de Scott et de certains de ses commentateurs comme Carol J. Greenhouse, K. Sivaramakrishnan et Christine P. White. Jean et John Comaroff me permettent quant à eux de faire des pas de géant. Suivant leurs travaux, il faut d'abord distinguer entre le conscient et l'inconscient. Les idéologies sont conscientes et s'opposent à l'hégémonie, inconsciente. L'objectif des idéologies est de façonner l'hégémonie, mais le processus n'est pas toujours paisible. Il y a des luttes entre les diverses idéologies dans un espace flou, situé entre l'idéologie dominante et l'hégémonie contemporaine. Les principaux acteurs dans ces luttes sont l'État et la classe dominante, la société civile dans toute la complexité de sa composition, de même que certaines forces étrangères. Les luttes idéologiques visent donc l'incorporation de visions et de pratiques nouvelles dans la sphère inconsciente et non contestée de l'hégémonie. Je souhaite que mon texte arrive à expliciter clairement cette dynamique complexe. Suivant cette herméneutique, le *đôì mới* peut s'entendre comme une réorganisation de l'hégémonie, résultat de rapports de domination, de résistance et de dialogues entre l'État, la société et les forces étrangères. Je considère cette dynamique comme étant à l'œuvre dans tous les pays du monde, mais je me propose d'en saisir les implications pour le Vietnam en particulier. Ce chapitre théorique aidera à identifier les causes de la rénovation et à mieux saisir les enjeux qui en découlent. Dans cette optique, il faut d'abord présenter la conjoncture historique, économique et politique particulière du colonialisme, des guerres de libération et de la construction du socialisme qui a transformé une culture vieille d'au moins deux millénaires et l'a fait entrer dans la modernité.

Au chapitre trois, je présenterai donc le cadre politique de la société vietnamienne pré-*đôì mới* et sa politique économique. En effet, pour comprendre la situation actuelle, il est impératif de saisir où plongent ses racines. À la lumière de mes réflexions sur l'hégémonie, je présenterai ainsi les divers acteurs et le contexte dans lequel leurs rapports s'inscrivent et évoluent avant la rénovation. Je m'intéresserai tout

particulièrement au contexte de la révolution socialiste à travers lequel le cadre politique actuel s'est installé et qui a vu apparaître une toute nouvelle politique économique, celle propre aux pays socialistes. En premier lieu, les travaux de Janos Kornai aideront ici à comprendre l'importance de l'idéologie socialiste pour la construction et l'application de cette nouvelle structure. Par la suite, plusieurs autres auteurs comme Philippe Papin, David Marr, John Kleinen, Buu Lam, Carlyle Thayer, Pierre Gourou, et j'en passe, aideront à mieux saisir les différents niveaux de l'organisation sociale de l'époque qui retient, malgré l'importante destruction créatrice de la révolution, plusieurs caractéristiques des structures coloniales et précoloniales et dont certains aspects perdurent aujourd'hui. Finalement, il deviendra possible de s'attarder plus spécifiquement aux politiques économiques de l'époque en se servant toujours des travaux de J. Kornai et des nombreux spécialistes du Vietnam. Il sera ainsi rapidement présenté les dynamiques importantes de la réforme agraire, de la collectivisation, des Nouvelles zones économiques (NZE) et d'autres mesures importantes. À la fin de cette présentation, nous aurons une idée claire du cadre politique et des politiques économiques qui constituent la marque de l'ancienne conjoncture et dont certains aspects se perpétuent à ce jour. Les conclusions sont que le système socialiste classique fonctionne assez bien (encore mieux en temps de guerre), même s'il s'accompagne de problèmes spécifiques. De plus, il faut retenir que tout système, aussi révolutionnaire soit-il, n'est jamais vierge de structures anciennes. Finalement, le développement des rapports de pouvoir à cette époque présente des problèmes qui subsistent après les changements de la conjoncture et que le *đôì mới* cherchera à résoudre à son tour.

Au chapitre quatre, il deviendra possible de s'attarder aux raisons qui ont motivé le lancement du *đôì mới*. Les dynamiques de transformations sociales s'inscrivent dans une conjoncture à la fois locale et plus globale. Dans ce chapitre, je veux d'abord les aborder séparément de sorte que chaque facteur soit clairement compris. Je traiterai donc premièrement des facteurs externes, pour me pencher deuxièmement sur les facteurs internes. Troisièmement, je proposerai une analyse des poids respectifs des différentes conjonctures. Il faut comprendre que les réformes se divisent en deux phases, celle de leur lancement entre 1975 et 1986, et celle de leur application officielle

de 1986 à 1995. Le *đổi mới* fut instauré par le PCV pour assurer sa survie politique et économique, mais fut grandement motivé par les pressions populaires qui influencèrent sa nature même. Au corpus littéraire déjà cité, il faut ici ajouter de nouveaux auteurs comme Mélanie Beresford et Benedict J. Tria Kerkvliet dont les travaux mettent l'accent sur le rôle primordial du peuple vietnamien dans l'évolution du cadre politique et de la politique économique du pays. Les travaux de David Harvey serviront également à mieux saisir les mouvements de la conjoncture internationale de l'époque. Il faut retenir que les opportunités politiques et économiques pour la population se démultiplient tandis que les anciennes élites arrivent à se conserver, voire à se consolider. Bien que la situation du Vietnam soit plutôt stable depuis dix ans, le *đổi mới* continue de caractériser le pays.

Au chapitre cinq, je veux finalement dépeindre le plus fidèlement possible le cadre politique actuel du Vietnam et les politiques économiques qui y sont mises en oeuvre. D'abord, les rapports de domination, de résistance et de dialogue renouvelés lors du *đổi mới* instaurent de nouvelles règles du jeu. Le nouveau mot d'ordre est « croissance et lutte à la pauvreté ». Dans ce sens, les initiatives locales et individuelles sont encouragées, pour autant qu'elles ne remettent pas en question la légitimité du parti communiste. La structure politique demeure relativement inchangée malgré quelques petites ouvertures qui n'empêchent pas la multiplication des scandales de corruption et l'éclatement sporadique de révoltes paysannes. La situation actuelle se définit par le renforcement des pouvoirs locaux caractérisé par l'émergence de civilités suppléantes (suivant l'expression de Weller, 1999, rapporté dans Luong, 2005:124)², accompagné d'une redéfinition des moyens du centre. Ensuite, sur le plan économique, la croissance extraordinaire du PIB ne dérougit pas, mais il faut admettre que le pays lutte toujours pour son indépendance économique. Finalement, plusieurs enjeux qui ne sont pas tous exclusifs au Vietnam marquent l'actualité. Par exemple, si le niveau de vie de tous s'est amélioré, les écarts de richesses ne cessent d'augmenter ce qui pourrait éventuellement nuire à la stabilité politique et économique nationale. La dégradation de l'environnement est également menaçante. Les effets pervers qui l'accompagnent ne

² Pour plus de détails sur le concept de civilités suppléantes, référez vous à la section 5.2 de ce mémoire, page 142.

sont pas encore très flagrants, mais les initiatives pour les contrer sont encore frileuses. Les perspectives pour l'avenir sont donc ouvertes. Néanmoins, ce chapitre servira, je l'espère, à mieux évaluer l'évolution de certains enjeux politiques et économiques.

Pour conclure, il apparaît que les concepts du corpus de l'hégémonie nous aident à mieux comprendre les causes et les conséquences de l'évolution du cadre politique et de la politique économique du Vietnam dans le contexte de la globalisation néolibérale. L'époque contemporaine apporte des défis considérables : lutter contre les contradictions du capitalisme, faire face aux promesses et aux affres de la globalisation, soutenir l'émergence des pays longtemps exploités, surveiller l'éveil de la puissante Chine. Sommes-nous prêts à les affronter ? Faut-il craindre la conjoncture actuelle, savoir en tirer profit, chercher à en limiter les effets pervers ? Une chose est sûre, le choix ne revient plus à un seul empire. Les volontés du Sud et de l'Est deviennent de plus en plus difficiles à ignorer. À l'heure où la croissance asiatique fulgurante redéfinit l'échiquier planétaire, il est important de chercher à mieux connaître ces cultures voisines car c'est avec elles que nous construirons l'avenir.

« L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir. L'histoire humaine n'est qu'un effort incessant d'invention, et la perpétuelle évolution est une perpétuelle création. »

*Discours à la jeunesse.*³ Jean Jaurès (1859-1914)

³ Tiré du site Internet suivant : <http://www.thucydide.com/realisations/detendre/citations/histoire.htm> visité le 20 avril 2009.

1. Méthodologie

« (...) « Ah, tu es de retour ?

-Oui.

-C'était assommant ?

-Oui.

-Tu as été très malade ?

-Oui.

-Tu as rapporté des notes sans queue ni tête et tu as oublié de poser les questions essentielles ?

-Oui.

-Et tu repars quand ? »

Je ris faiblement. Pourtant, six mois plus tard, je repartais (...) »

Un anthropologue en déroute, (Nigel Barley, 1998:261)

« [...] celui qui étudie fait toujours bien de choisir un lieu d'étude où l'on est mal disposé envers lui plutôt qu'un lieu d'étude où l'on est bien disposé envers lui, car le lieu où l'on est bien disposé envers lui lui retire la plus grande partie de la concentration nécessaire à l'étude tandis que le lieu où l'on est mal disposé envers lui, lui permet de s'adonner à cent pour cent à l'étude, parce qu'il *doit* alors se concentrer sur l'étude pour ne pas désespérer [...] »

Le naufragé, (Thomas Bernhard, 1998:18)

Soyons sincère, mon terrain fut trop court et les investigations laborieuses. J'ai dû faire le deuil de plusieurs pistes de recherches pour recentrer mon mémoire qui, en bout de ligne, s'en remet beaucoup à la littérature. Dans ce contexte, j'ai préféré ne pas concentrer mon analyse exclusivement sur la bourgade de Sa Pa. Je me servirai plutôt de mon séjour à Hanoï ainsi qu'à Sa Pa et ses alentours pour illustrer mes réflexions et mes analyses qui portent sur le pays tout entier. Je crois qu'une démonstration gagne en clarté si elle est illustrée tout au long de son développement par des exemples tirés d'expériences personnelles. Je désire présenter ici le contexte particulier de mes recherches pour expliquer ma méthodologie qui, en ce qui a trait au terrain, fonctionne un peu suivant les modalités du « bricolage » tel que décrites par Claude Lévi-Strauss dans *La pensée sauvage* :

« Le bricoleur est apte à exécuter un grand nombre de tâches diversifiées ; mais, à la différence de l'ingénieur, il ne subordonne pas chacune d'entre elles à l'obtention de matières premières et d'outils, conçus et procurés à la mesure de son projet : son univers instrumental est clos, et la règle de son

jeu est de toujours s'arranger avec les 'moyens du bord', c'est-à-dire un ensemble à chaque instant fini d'outils et de matériaux, hétéroclites au surplus, parce que la composition de l'ensemble n'est pas en rapport avec le projet du moment, ni d'ailleurs avec aucun projet particulier, mais est le résultat contingent de toutes les occasions qui se sont présentées de renouveler ou d'enrichir le stock, ou de l'entretenir avec le résidu de constructions et de destructions antérieures (...) les éléments sont recueillis ou conservés en vertu du principe que 'ça peut toujours servir'. De tels éléments sont donc à demi particularisés : suffisamment pour que le bricoleur n'ait pas besoin de l'équipement et du savoir de tous les corps d'état ; mais pas assez pour que chaque élément soit astreint à un emploi précis et déterminé. » (C. Lévi-Strauss, 1962;27)

Cette approche est bien connue des anthropologues. Elle est un peu la marque de l'ouverture d'esprit nécessaire à toute démarche de compréhension de l'autre. Pour faire état plus complètement de ma méthodologie, je propose ici de présenter le contexte qui a marqué mon séjour au Vietnam. Le lecteur y trouvera soulevées des questions concernant les rapports de pouvoir dans le nouveau vietnamien. Ces questions forment finalement le cœur de mon mémoire. Dans ce chapitre, des pistes de réponses sont implicites et ne seront exploitées que plus tard, après la réflexion théorique sur l'hégémonie, nécessaire à l'analyse subséquente.

1.1 La recherche au Vietnam

Les luttes de libération nationale au Vietnam et la guerre froide ont à bien des égards empoisonné les relations avec l'étranger. Depuis l'ouverture du pays à la fin des années 1980, presque tous ceux qui y ont effectué des recherches ont souligné les difficultés liées au contexte politique. S'il est vrai que durant ces vingt dernières années les rapports avec les anciens envahisseurs n'ont cessé de se réchauffer, il n'y a encore pas si longtemps, discuter avec des étrangers, particulièrement ceux des pays non-communistes, signifiait au Vietnam une interrogation subséquente par la police locale pour savoir ce qui s'était dit (Malarney, 2002:xiv ; et discussions personnelles). Aujourd'hui, l'étendue du tourisme n'autorise plus ces méthodes, mais les contrôles du parti existent toujours sous différentes formes et les investigations anthropologiques sont toujours soumises à certaines contraintes.

Luong Van Hy a synthétisé ces difficultés de façon intéressante. L'auteur se penche sur les difficultés qui peuvent entraver la recherche anthropologique effectuée

par des étrangers au Vietnam. Il part du point de vue que ce type d'enquête y nécessite une implication méthodologique triple: un séjour d'observation participante de longue durée ; l'apprentissage de la langue qui représente un outil primordial pour pénétrer l'univers socioculturel local ; et l'entretien nécessaire d'un sentiment d'empathie chez le chercheur pour le groupe qui l'intéresse (Luong, 2006:372). Les investigateurs qui respectent cette approche de base peuvent néanmoins être frustrés dans la poursuite de leurs objectifs dépendamment de leur lieu et de leur objet d'étude. Luong affirme par exemple que la recherche est pratiquement impossible dans les hautes terres et les régions frontalières ou sur des sujets comme la religion, la politique et les lois, ainsi que sur les minorités ethniques (ce qui ne fait pas l'unanimité dans la communauté scientifique). Il note également l'existence de restrictions plus sévères dans le Sud, réalité qu'il identifie à l'insécurité persistante du gouvernement face à cette région qui fut longtemps administrée par des étrangers (les Français et, indirectement, les Américains). Les recherches seraient finalement plus aisées au Nord, dans les régions urbaines et sur des sujets comme le développement socioéconomique (écologie, économie et santé), la parenté et l'organisation sociale, les genres et les rituels. Toutefois, même dans ces conditions, l'autorité demeure présente: « [a]nthropological research in Vietnam is collaborative and dialogic, not only because it always involves collaboration and dialogues between anthropologists and their informants, but also because few scholars from outside the country could do anthropological research without the company of Vietnamese assistants and collaborators. » (Luong, 2006:373-4) Mon expérience ne fait pas exception à la règle comme il sera démontré plus loin.

Je souscris dans les grandes lignes à cette vision de la recherche anthropologique au Vietnam. Je considère donc qu'une coopération à long terme, l'apprentissage de la langue et l'empathie pour la communauté hôte sont des conditions essentielles sans lesquelles il devient extrêmement difficile d'effectuer des recherches concluantes au Vietnam. Par contre, je ne partage pas son point de vue quant à l'impossibilité d'effectuer des enquêtes sur les minorités ethniques et dans les régions montagneuses et frontalières. Si je ne peux nier que les chercheurs sont effectivement surveillés jusqu'à un certain point, ces études sont plus que possibles puisque entreprises par de nombreux chercheurs, comme entre autres Jean Michaud et Sarah Turner (sur les places de

marchés dans les montagnes du Nord : Michaud et Turner, 2000), R. De Koninck (sur les défis socioéconomiques des hautes terres : De Koninck, 2005 ; et sur la colonisation des zones frontalières : De Koninck, 2006), W. Smith (sur les marchés financiers dans les hautes terres du Nord : Smith, 2004), O. Salemink (sur les politiques de sédentarisation dans les hauts plateaux centraux : Salemink, 2000), C. Goulet (sur les politiques étatiques envers les minorités ethniques : Goulet, 2005), L. Schoenburger (sur les échanges frontaliers au nord du Vietnam : Schoenburger, 2006), sans parler de Sowerwine, Sikor, Mellac, S. Scott et j'en passe. De plus, je constate en fait que les chercheurs qui travaillent avec les minorités ethniques réussissent à créer des contacts beaucoup plus fructueux avec leurs informateurs. En effet, si les montagnards sont tenus à l'écart de la société kinh (majorité ethnique) à bien des égards, ils conservent ainsi une certaine liberté de pensée et de parole, une distance du pouvoir qui leur permet de parler plus ouvertement à des chercheurs étrangers. Il faudrait ajouter que même les investigateurs dont le sujet principal relève des questions économiques ne s'y limitent souvent pas. Finalement, une vision critique des politiques de l'État devient davantage possible au Vietnam et ce, plus le temps nous éloigne de la guerre d'Indochine, de « la guerre des Américains » (comme les Vietnamiens l'appellent) et de l'époque opaque des coopératives. Bref, il me semble plus fertile de noter les ouvertures que de se borner à identifier les avatars du passé, ce qui ne justifie toutefois pas d'ignorer les contraintes évidentes de la recherche dans ce pays.

1.2 Mon contexte d'étude

Il aura fallu entre six et huit mois à Shaun K. Malarney (une référence dans l'étude de la culture vietnamienne : Malarney, 2002) pour être accepté par les membres de la commune qu'il a choisi d'étudier. Pour gagner cette acceptation, il a dû mener plusieurs entrevues et participer à de nombreuses cérémonies communales et religieuses. Après avoir accepté de mâcher le bétel lors d'une procession funéraire, il fut reconnu par les habitants comme « l'Américain qui mâche le bétel comme nous » (Malarney, 2002:xv) et ceux-ci s'ouvrirent à lui. Sans surprise, je n'ai évidemment pu atteindre ce niveau d'intégration en quelques semaines. Malgré mon implication dans mes entrevues, ma présence à une procession funéraire et à une cérémonie religieuse, ma participation à quelques activités sociales avec la population et finalement, même

après avoir moi aussi mâché le bétel qu'une femme m'a offert dans un temple, je dois admettre que je n'ai pu m'insérer significativement dans le contexte local. Le facteur temps est primordial et il faut aussi rappeler que je ne parle pas la langue. Je ne réponds donc pas à deux des critères de base énoncés par Luong pour réussir une enquête ethnographique valable. Je suis loin de croire pour autant que mon séjour fut inutile. Cette réalité montre simplement les limites de mon terrain de maîtrise. Les données que j'ai recueillies me permettent tout de même de mieux évaluer les informations fournies par la littérature et l'expérience que j'ai vécue est unique. Celle-ci me permettra d'illustrer de façon originale le développement de mon mémoire.

Mes investigations au Vietnam ont donc eu lieu durant l'été 2005. Après deux semaines d'acclimatation et de préparatifs dans la capitale, Hanoï, j'ai séjourné neuf semaines à Sa Pa, une petite bourgade de six mille habitants dans les montagnes du nord-ouest du pays. Cette première expérience de recherche m'a apporté, outre des données pertinentes à mon travail et de bons souvenirs, une meilleure connaissance de ce qu'une enquête ethnologique signifie. Je crois maintenant utile de me pencher rapidement sur cette expérience parfois frustrante, mais néanmoins enrichissante. Pour cette incursion dans le contexte vietnamien, j'ai été accompagné par une jeune chercheuse de 24 ans qui fut dépêchée par l'*Institut national de recherche en sciences sociales* et il faut voir comment cette relation a façonné une grande partie de mon expérience.

1.3 Hanoï. Les préparatifs

Les deux premières semaines que j'ai passées dans la capitale ont rapidement donné le ton de mon séjour au Vietnam. D'abord, ma fascination pour l'Asie m'avait déjà amené dans la région deux ans plus tôt, alors je savais un peu à quoi m'attendre ; un séjour de deux mois dans une famille paysanne du Nord de la Thaïlande m'avait permis de vivre un choc culturel qui, je le savais, ne serait d'aucune commune mesure avec ce qui m'attendait. Par contre, ce voyage me plaçait pour la première fois dans les conditions d'une recherche ethnologique. Dès mon arrivée, j'avais donc plusieurs choses à faire. Je devais d'abord prendre contact avec l'*Institut national de recherche en sciences sociales* et organiser avec lui mon départ pour Sa Pa. Ensuite, je devais rencontrer deux étudiantes en géographie de l'Université McGill qui allaient elles aussi

entreprendre des investigations dans le nord-ouest du pays. Comme elles ne seraient pas là avant une semaine, je planifiais finalement profiter de mes premiers jours pour entamer l'exploration des ressources bibliographiques de la ville.

J'ai rapidement compris que pour faire de la recherche au Vietnam, il y avait certaines règles à respecter. En fait, je sous-estimais un peu ma relation avec l'Institut que je traduirais aujourd'hui comme située entre la coopération et le contrôle. Par exemple, M. Phuong, mis en contact avec moi par l'entremise de mon co-directeur Jean Michaud, était « responsable » de ma personne ce qui m'obligeait à lui rendre des comptes réguliers. Heureusement, il s'est avéré être un homme accessible et jovial. Ainsi, lors de notre première rencontre, qui eut lieu sur une petite terrasse où l'on servait de la bière, des arachides et de la viande de chien grillée, il m'a tout de suite reproché de ne pas l'avoir contacté plus tôt. Effectivement, je l'avais appelé trois jours après mon arrivée à Hanoï, le temps de m'installer et de découvrir les environs, alors qu'il aurait préféré que nous nous rencontrions dès le premier jour, voire le lendemain matin de mon atterrissage. Son supérieur, le directeur de l'institut M. Tuan, que j'ai rencontré le matin suivant autour d'une tasse de thé, n'a pas manqué non plus de me faire le même reproche. D'ailleurs, tout au long de mon terrain, j'aurais cette obligation de me rapporter rapidement aux autorités locales concernées.

Mis à part ces entretiens somme toute des plus sympathiques, la contrainte majeure, qui représente aussi le véritable centre de la coopération entre l'Institut et moi, réside dans ma relation avec Mlle Minh, une assistante de recherche imposée. Elle représente en fait l'enjeu de la collaboration entre Hanoï et Montréal, une associée et un subtil outil de contrôle. Je reviendrai plus bas sur son statut très particulier qui a défini nos rapports et mon expérience de terrain.

Si l'assistante est l'enjeu, les conditions de notre association sont aussi sujettes au marchandage. Comme nous étions trois, les deux étudiantes de McGill, Christine et Laura, et moi-même, nous avons été présentés à deux « collaboratrices », soit Mlle Hai et Mlle Minh. Dès le départ, M. Phuong et M. Tuan nous ont fait comprendre qu'ils apprécieraient beaucoup que Mlle Hai fasse partie du voyage ; la participation de Mlle Minh n'était pas vraiment discutable. Cependant, j'ai personnellement passé un peu de temps avec Mlle Hai et il m'apparut clair qu'elle serait un poids pour nous tous : son

anglais était déficient, elle n'avait aucune expérience en recherche et une formation en marketing (loin de nos intérêts); de plus, elle ne semblait pas le moins du monde intéressée à s'exiler dans des contrées éloignées, pour ne pas dire « sauvages », comme la région montagneuse de Sa Pa. Bref, nous avons réussi à les convaincre que Mlle Minh suffirait pour nous trois. Nous avons toutefois l'intention de chercher d'autres interprètes éventuels une fois sur place.

Le ton était donné ; les chercheurs vietnamiens étaient sympathiques et d'abord facile, mais il y aurait des contraintes. Nous partions donc avec Mlle Nguyễn Nguyệt Minh, ou « Lumière du clair de lune », comme « assistante » pour enquêter sur des sujets un peu tabous, mais aussi variés que les rapports de genre chez les minorités ethniques et leurs implications dans les structures du marché à Sa Pa, les échanges frontaliers chez les minorités ethniques de la province de Lao Cai et les implications socioculturelles et économiques du *đổi mới*. Quant à la recherche de documents, j'ai pu constater que la littérature se rapportant directement à Sa Pa ou à ses environs était soit absente, soit très difficile à obtenir ; les archives communistes ne se laissent pas consulter si facilement.

1.4 Une interdépendance tumultueuse

Comme je l'ai dit plus tôt, ma relation avec Mlle Minh a grandement façonné mon expérience de terrain. C'est à travers son statut très particulier que je perçois le plus clairement cette accointance. D'abord, qui est-elle ? Elle a 24 ans, vient de terminer ses études et travaille à l'*Institut national de recherche en sciences sociales* depuis environ un an. En fait, pour les deux premières années de travail, elle est en « probation », c'est-à-dire qu'elle ne reçoit aucun salaire garanti, mais est plutôt payée par les contractants qui l'engagent par l'entremise de l'Institut. Cette situation relativement précaire fait en sorte qu'elle travaille à la fois pour nous, qui la payons, et pour l'Institut, qui l'engage et la forme⁴.

Dans ce sens, elle est envoyée à Sa Pa dans trois optiques. Avant tout, dans un but de coopération qui concerne autant notre relation duale que, par extension, celle

⁴ Cette situation n'est pas sans rappeler le système de double dépendance des membres des Comités populaires tel qu'explicité par Philippe Papin (Papin, 2003:130-138). J'y reviendrai à la section 5.1 de ce mémoire.

entre l'Institut et les universités montréalaises. Ensuite, elle est aussi en quelque sorte une « espionne » au compte du Parti communiste vietnamien. Finalement, elle joue également un rôle plus pratique, qui est aussi le plus contraignant pour moi : elle ouvre les portes de la recherche. Ce qui suit détaille ces différentes fonctions.

D'abord, dans une optique de coopération, le travail de Mlle Minh et les permis qu'elle transporte constituent la plus importante contribution de l'Institut en échange de quoi, l'Université de Montréal, et McGill, subventionnent des salaires, entretiennent des relations de recherche et je ne sais quoi encore. Ce rapport ne me concerne pas directement, mais l'entente me lie toutefois à Mlle Minh et, plus spécialement encore, lui confère un statut de co-chercheur. Je m'explique. Au départ, je m'attendais à travailler avec une interprète, mais j'ai rapidement dû changer ma vision des choses. Elle refusait elle-même fermement de se voir comme telle pour la simple et bonne raison qu'elle est une jeune chercheuse. Elle est formée en géographie et elle s'intéresse au développement économique et à ses implications sociales. Mlle Minh est toujours en formation et il en ressort que nous avons un statut fort semblable. L'écart avec la situation d'interprète est important, vous l'aurez compris. Concrètement, dans les entrevues, elle refusait de simplement traduire. Pour cause, elle se percevait comme une co-chercheuse, son rôle étant de participer à la quête des informations dont j'avais besoin. Quand je lui demandais par exemple de traduire, elle me répondait parfois : « Ah, ce n'est pas important, on ne fait que discuter », ou encore « Cette partie de la discussion n'est pas pertinente à tes recherches »! Ce genre de commentaires me frustrait dans mes premières entrevues. J'ai ainsi dû développer une méthode particulière et abandonner l'idée de diriger complètement les entrevues. Une communication constante avec mon « assistante » devenait l'aspect le plus important de ma méthodologie de recherche. Un entretien étoffé préparait toute entrevue, qui était toujours suivie d'un dialogue soutenu. Aussi, le plus souvent possible, je m'efforçais de l'entretenir sur le sens de mes recherches, mes intérêts particuliers et la nature de la discipline complexe qu'est l'ethnologie. Je crois que Mlle Minh aimait apprendre et qu'elle a retiré beaucoup de cette expérience qui fut pour elle aussi ardue à bien des égards. J'ignore ce à quoi aurait pu ressembler le travail avec un véritable interprète, plus près de mes attentes initiales, mais je crois que nous nous sommes bien débrouillés

dans les circonstances, bien que plus de temps nous aurait très certainement été favorable. Pour ma part, j'ai appris à travailler en équipe et à communiquer mes intérêts et mes objectifs. J'ai également développé une vision beaucoup plus aiguisée de la situation politique contemporaine du Vietnam. Finalement, malgré nos frustrations, je suis forcé d'admettre que cette coopération a participé à notre formation à tous les deux.

Mlle Minh jouait également un rôle plus ou moins explicite de contrôle. Celui-ci s'opérait de deux manières, d'abord par des communications fréquentes entre elle et M. Phuong, ensuite et beaucoup plus subtilement, à travers l'idéologie qu'elle conviait. Je ne voudrais pas ici faire un procès d'intentions ou même juger trop rapidement et sans preuves suffisantes d'une situation structurelle fort particulière, en grande partie innocente et le fruit de conjonctures historiques. Seulement, je trouve aussi nécessaire de tenter de comprendre ce que j'ai ressenti comme en partie contraignant. Ainsi, M. Phuong appelait Mlle Minh régulièrement. Au début, il le faisait à chaque jour, voire plus d'une fois dans la même journée, puis trois fois par semaine, puis deux, puis une et ce jusqu'à la fin des neuf semaines. M. Phuong s'assurait avant tout que tout allait pour le mieux, tant logistiquement, que moralement et physiquement, pour elle et pour nous. En ce sens, il jouait un rôle de superviseur et d'éventuel protecteur – il m'a même conseillé lorsque j'étais encore à Hanoï : « si quelqu'un te cause des problèmes, n'hésite pas à m'en parler ». Sans tomber dans la paranoïa, concernant mes enquêtes, il aurait probablement été le premier à me guider sur la marche à suivre en cas d'écarts de conduite, c'est-à-dire si je m'étais trop écarté des questions de recherches que je lui avais soumises. Plus subtilement ensuite, je dirais que l'idéologie de Minh m'a limité dans mes recherches. Je m'explique : Minh travaille dans un environnement où les sensibilités communistes dominent ; tous les membres de l'Institut pour lequel elle travaille sont membres du Parti communiste ; M. Phuong a fait la guerre au Cambodge, il a rencontré très brièvement le président Ho Chi Minh et a travaillé avec Võ Nguyên Giáp⁵ ; les parents de Minh sont également membres du Parti, ainsi que quelques-uns de ses proches amis. Il s'en suit que Minh, qui est trop jeune pour être membre du PCV, demeure une grande sympathisante communiste. Pour en avoir discuté avec elle, je sais

⁵ Membre éminent du PCV et célèbre stratège militaire derrière la victoire à Dien Bien Phu qui a marqué la défaite des Français en Indochine.

qu'elle deviendra membre sans hésiter si ça peut l'aider dans sa carrière. Elle admet que les communistes ont fait des erreurs, mais elle est aussi fière des accomplissements et admire l'ambition et le rêve de grandeur, un peu naïf (de ses propres aveux) des communistes, leur croyance en la justice et en l'égalité, bref en leur volonté sincère de bâtir un monde meilleur. Elle remercie tout particulièrement la capacité du parti à se renouveler : elle affirme que grâce au *đổi mới*, le niveau de vie du peuple s'est grandement amélioré et que les gens ne meurent plus de faim. L'opinion de Minh reflète assez bien le discours officiel. Aussi je peux dire que si ce milieu sait reconnaître certaines de ses erreurs, il n'est pas prêt à entendre toutes les critiques. Il en va de même pour Minh. Ici, une anecdote s'avère révélatrice de l'attitude de mon « assistante » : un membre d'une minorité ethnique discutait hardiment dans la rue et m'a demandé des conseils pour se sortir d'une situation économique rendue difficile à cause des décisions du gouvernement et de l'attitude des entrepreneurs et des cadres locaux. Devant ses remontrances, Minh lui a lancé, visiblement choquée et le menaçant du doigt : « Ne parle pas contre le gouvernement ! ». Dans un tel contexte, il peut devenir difficile de dénicher les individus moteurs du changement social, qui sont souvent critiques face aux discours dominants. En revanche, cette situation fut avantageuse quand il vint le temps de parler avec des membres du Parti ou avec des anciens fonctionnaires de l'État qui s'attachaient rapidement à Minh et s'ouvraient en conséquence. En définitive, malgré tous les indices de la présence d'un régime politique communiste, ce rôle d'« espion », comme je me plais à le désigner, en est surtout un de supervision qui n'est pas nécessairement négatif, bien que contraignant.

Finalement, l'assistante détient également le statut de « maître des clés ». En d'autres mots, elle possédait d'abord la connaissance de la pratique bureaucratique et, plus concrètement, avait accès à un grand nombre de permis sans lesquels personne n'eût été autorisé officiellement à me parler. En effet, Minh faisait de la recherche depuis un peu plus d'un an, ce qui, en plus d'être vietnamienne, lui permettait de savoir où aller et à qui parler pour les questions d'autorisation ou pour certaines questions particulières concernant les membres de la structure administrative. Mieux encore, elle était venue à Sa Pa avec M. Phuong quelques semaines avant notre arrivée pour être présentée aux autorités locales et pour les avertir de nos recherches prochaines. Elle

n'était donc pas étrangère au lieu et son aide dans ce sens a facilité plusieurs rencontres. Minh possédait donc l'autorité écrite pour pratiquer des investigations. Il s'agit là de plusieurs permis officiels portant l'étampe rouge de tous les bureaux des paliers concernés. Il aura fallu en effet montrer ces papiers systématiquement aux autorités locales et même à plusieurs habitants soucieux de notre légitimité, voire de leur tranquillité d'esprit et de leur marge de manœuvre.

Les réformes ne représentent donc pas, à tout le moins pour l'instant, un changement de pouvoir. C'est toujours aujourd'hui le PCV qui dirige le pays et la machine bureaucratique veille toujours au grain. Ici, si Minh m'a été d'une grande aide, elle fut également un subtil outil de contrôle aux mains du gouvernement.

1.5 Notes supplémentaires sur les difficultés du contexte vietnamien

J'aimerais ici m'attarder sur deux autres points importants qui m'ont donné un peu de fil à retordre au cours de mes investigations. Ils renvoient au contexte politique et culturel particulier du Vietnam.

D'abord, il faut rappeler que l'ethnologie comme on la pratique en Occident demeure une discipline méconnue au Vietnam. Là-bas, les ethnologues s'intéressent surtout aux 54 minorités ethniques nationales et, il semblerait, en grande partie d'un point de vue statistique (Luong, 2006:375, Michaud, 2006:256-261, Koh Siew Im, 2002). Par conséquent, bien que certains m'acceptaient facilement comme chercheur, d'autres affichaient d'autant plus de méfiance devant l'obscurité de ma discipline. Aussi, j'ai dû souvent me présenter comme historien ou simplement insister sur un aspect précis de mes intérêts pour faciliter les échanges. Durant ce terrain, j'ai constaté l'importance pour un chercheur de bien connaître et de bien expliquer ses objectifs, mais cet exercice demande encore plus d'efforts quand on travaille dans un contexte culturel et politique différent du nôtre.

Dans cette optique, j'ai rapidement dû me rendre à l'évidence qu'une partie de mon objet d'étude était tabou. Effectivement, les rapports de pouvoir représentent un objet délicat, surtout que de nouvelles élites politiques et économiques émergent qui ne sont pas membres du PCV. Je dois dire que j'ai tout de même été surpris. En effet, plus de personnes que je ne l'aurais cru étaient réticentes à me parler. Pour certains, leur malaise était palpable. Quand ils ne refusaient pas directement de me parler, ils

mentaient maladroitement, esquivait certaines questions ou tentaient carrément de m'éviter physiquement. Plusieurs également ont exigé de voir les permis. Certains nous ont même confié leurs appréhensions et tenaient à s'assurer que leur identité ne serait pas divulguée. Faut-il rappeler que l'attitude de Minh ne porte pas non plus à recevoir les critiques. Les gens demeuraient donc le plus souvent dans les limites du discours officiel. Par contre, si la politique est consciencieusement évitée, les habitants de Sa Pa n'hésitent pas à discuter d'économie. Beaucoup de petites et moyennes entreprises prospèrent et même le président du comité populaire se vante de l'opulence de sa bourgade en affirmant qu'elle ne compte plus que quatre familles pauvres ! Bien sûr ce chiffre est discutable et tous les habitants à qui j'en ai parlé disent qu'il y a encore trop de pauvreté, mais suivant les lignes officielles, beaucoup ajoutent lucidement : « Il y en a tout de même moins qu'avant. Merci aux bonnes politiques du PCV pour cette situation ». Finalement, on peut tout de même en dire autant au sujet de l'ouverture politique, merci au *đôi mới*.

Conclusion

Ce récit soulève des questions importantes sur l'indépendance de la recherche et l'engagement scientifique que l'espace m'interdit ici de développer d'avantage. Somme toute, je considère mon expérience de recherche au Vietnam comme extrêmement enrichissante. Même si ce fut parfois frustrant pour moi, je dirais que Minh fut une bonne coéquipière. Elle était sensible et assidue. Il faut rappeler qu'elle travaillait alors avec trois personnes différentes. Il faut aussi savoir que les gens de la ville n'aiment généralement pas trop s'exiler dans les zones reculées du pays. C'était flagrant chez Hai, mais pour Minh, on sentait qu'elle appréciait au moins en partie l'expérience et qu'elle apprenait beaucoup. Notre relation a changé ma façon de voir la recherche ethnologique et m'a appris beaucoup sur l'organisation sociale vietnamienne.

Un séjour plus long m'aurait certainement permis d'asseoir mon indépendance et d'inscrire davantage mes recherches dans le contexte local. C'eut été possible dans le cadre d'un doctorat. Si mon investigation ne répond pas aux critères énoncés par Luong d'une recherche ethnographique au Vietnam, elle n'en perd cependant pas toute validité. Conséquemment, ce mémoire va puiser beaucoup dans la littérature, mais le terrain m'aura permis de confronter les idées véhiculées dans les livres et d'enrichir

cette enquête en présentant aux moments opportuns des anecdotes de terrain et des informations obtenues lors d'entrevues. Donc, en ce qui a trait à l'utilisation des données ainsi recueillies, j'en appelle encore une fois au « bricoleur » de Claude Lévi-Strauss :

(...) « Regardons-le à l'œuvre : excité par son projet, sa première démarche pratique est pourtant rétrospective : il doit se retourner vers un ensemble déjà constitué, formé d'outils et de matériaux; en faire, ou en refaire, l'inventaire; enfin et surtout, engager avec lui une sorte de dialogue, pour répertorier, avant de choisir entre elles, les réponses possibles que l'ensemble peut offrir au problème qu'il lui pose. » (C. Lévi-Strauss, 1962;36)

De cette manière, le présent mémoire est le résultat de nombreuses réflexions qui sont nées ou qui ont évolué lors de mon passage sur le terrain. C'est aussi le fruit d'une investigation livresque qui commence par l'étude du corpus associé à l'hégémonie sur lequel je vais maintenant me pencher.

2. L'hégémonie, fruit des dominations, résistances et dialogues

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte de classes »

Le manifeste du Parti communiste (Karl Marx, 1973:30)

Pour Marx, la lutte des classes est au cœur des dynamiques de transformation sociale. En fait, d'autres luttes sont importantes comme celles pour le droit des femmes, pour l'éradication de la pauvreté ou contre les dégradations environnementales par exemple. Aussi, pour répondre à Marx, cité ci-dessus, je dirais plutôt que l'histoire de toute société est aussi toujours l'histoire des luttes de pouvoir. En effet, toutes les transformations sociales sont inévitablement négociées à travers des rapports de pouvoir. En fait, le plus grand mérite de Marx, après son analyse critique du capitalisme, est d'avoir fait de la perspective historique un aspect incontournable des recherches en sciences sociales. Si j'entame ce chapitre avec une citation de Marx, c'est que cette optique sera fondamentale dans ce mémoire. De plus, Marx est un monument et sa lecture est encore pertinente aujourd'hui. Si l'école de pensée qui l'a suivi, le marxisme, a connu des hauts et des bas, elle a néanmoins donné naissance à de nouveaux concepts, comme l'hégémonie.

Cette notion cherche traditionnellement à expliquer les mécanismes de reproduction des systèmes de domination. Plusieurs auteurs s'y sont intéressés, produisant de nombreux textes dans les années 1970, puis 1980, 1990 et encore aujourd'hui. Il en résulte un corpus imposant, mais fort hétéroclite. Un auteur va même jusqu'à parler d'une ère post-hégémonie⁶. Même Pierre Bourdieu et Michel Foucault empruntent très clairement des concepts à l'hégémonie, mais ont cependant cherché à transformer le vocabulaire pour sortir le débat des luttes stériles du dogmatisme de plusieurs marxistes. Le champ de recherche demeure donc toujours pertinent aujourd'hui.

La notion d'hégémonie telle que définie ci-dessous permet de rendre compte des rapports de forces qui se trouvent au cœur des dynamiques de transformation et de

⁶ Sur la post-hégémonie, voir Scott Lash, « Power after Hegemony », dans *Theory, Culture & Society*, Vol. 24, No. 3, 55-78, 2007.

reproduction sociale. Ce corpus m'apparaît donc très utile pour expliquer les importants changements que connaît le Vietnam depuis le lancement du *đổi mới*. De plus, l'ensemble des concepts que j'en extrais permettra de brosser un portrait pertinent et original du Vietnam contemporain.

L'hégémonie, controversée, comporte sa part de flou sémantique. Mon objectif n'étant pas ici d'offrir une revue de littérature exhaustive, j'ai sélectionné certains auteurs qui ont cherché à construire clairement la notion d'hégémonie. Le résultat est une interprétation qui, sans être totalement inédite, est celle que je privilégie.

2.1 Les fondements de l'hégémonie, les idées de la domination

À la base, la notion d'hégémonie renvoie à un rapport particulier entre deux groupes qui s'opposent, les dominants et les dominés. La notion est issue du concept de fausse conscience développé par Marx et Engels. On pourrait citer le passage suivant, tiré de *L'idéologie allemande*:

« Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance *matérielle* (*material force*) dominante de la société est aussi la puissance dominante *spirituelle* (*intellectual force*). La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de la domination. » (Marx et Engels, 1982:111-112)

Il faut retenir trois idées de ce passage. D'abord, Marx fait référence à une opposition de classe. Une classe domine toutes les autres. Ensuite, il faut noter que cette classe s'impose de deux manières, soit par des moyens matériels et par des moyens intellectuels ou spirituels. Finalement, le résultat en est la reproduction de la vision du monde du groupe dominant dans l'esprit des autres groupes, assurant ainsi la pérennité du système matériel de domination. Cette reproduction des idées de la domination dans l'esprit des dominés, Marx l'appellera la fausse conscience. Les travaux de Marx sur ce

phénomène s'arrêtent plus ou moins là. Pour lui, le phénomène est naturel et la classe bourgeoise, dominante et illégitime, doit disparaître pour que la fausse conscience se « règle ». Les travaux de Gramsci s'inspirent de ce passage et forment de nouvelles notions théoriques. Je m'intéresse tout particulièrement aux concepts d'hégémonie, de classe politique et civile, de guerre de position et de mouvement et finalement de bloc historique. Il est important que ces notions soient clairement comprises. Je vais donc présenter les travaux de Gramsci, puis en montrer les limites.

Gramsci, dont toute l'œuvre vise à trouver des moyens de renverser le pouvoir établi, réfléchit dans le sillon tracé par Marx :

« The supremacy of a social group manifests itself in two ways, as 'domination' and as 'intellectual and moral leadership'. A social group dominates antagonistic groups, which it tends to 'liquidate', or to subjugate perhaps even by armed force; it leads kindred and allied groups. A social group can, and indeed must, already exercise 'leadership' before winning governmental power (this indeed is one of the principal conditions for the winning of such power); it subsequently becomes dominant when it exercises power, but even if it holds it firmly in its grasp, it must continue to 'lead' as well. » (Gramsci dans Litowitz, 2000:518)

En d'autres mots, le groupe dominant doit obtenir le consentement spirituel des dominés non seulement pour s'établir, mais également s'il entend maintenir sa position de supériorité dans le temps. Cet assentiment, qui correspond grosso modo à la fausse conscience chez Marx, renvoie à l'hégémonie chez Gramsci. Ce dernier opère un renversement par rapport au premier. Pour Gramsci, un groupe doit d'abord être un modèle spirituel avant d'acquiescer une domination matérielle. De cette manière, la conscience des citoyens n'est pas entièrement fautive, puisqu'elle est le fruit, en partie du moins, d'une légitimité morale et intellectuelle issue d'un travail historique de « leadership » (direction intellectuelle). Gramsci ajoute :

« The 'spontaneous consent' given by the great masses of the population to the general direction imposed on social life by the dominant fundamental group; this consent is 'historically caused' by the prestige (and consequent confidence) which the dominant group enjoys because of its position and function in the world of production » (Gramsci, cahier de prison², p.133, dans Litowitz, 2000:523).

Dans cet ordre d'idées, le groupe dominant jouit d'un prestige lié à sa fonction et, j'ajouterais même, à la fonctionnalité, voire à l'efficacité, du système de production qu'il dirige. Si ce système est efficace, une majorité des participants y trouvera son compte. Plus ce système fonctionne sur une longue période ou plus il permet de régler les problèmes des différentes époques qui se succèdent, plus il est accepté par le peuple et avec le temps, il acquiert un certain prestige, une légitimité sans cesse renouvelée. Ce qui devient intéressant donc avec Gramsci, c'est que dans les relations de pouvoir, il n'y a plus uniquement la domination.

Soyons clair, pour Gramsci, comme pour Marx, la confiance accordée au système capitaliste par leurs contemporains est mauvaise et perpétue de nombreuses injustices. Ils croient tous deux que le système communiste serait meilleur et cherchent donc des moyens pour l'instaurer. Tous les deux se basent sur ce constat que les dominants se maintiennent à la fois par la force et le consentement. Quand les deux modes de domination fonctionnent ensemble à plein régime, Gramsci parle d'un Centaure, mi-animal, mi-humain, correspondant aux deux pôles de force et de consentement. Or, si pour Marx, il faut d'abord renverser l'ordre établi par une révolution armée, pour Gramsci, il faut d'abord s'atteler à transformer l'hégémonie. Il conçoit alors une stratégie qui se fonde sur ses réflexions théoriques. Pour renverser le groupe dominant et changer le mode de production, il faut donc entreprendre une *guerre de position* suivie d'une *guerre de mouvement*. Simplement, le premier type de lutte représente les batailles au niveau intellectuel, symbolique, spirituel, pour faire valoir des points idéologiques précis. Gramsci fait le parallèle avec une guerre de tranchées dans laquelle chaque combat remporté améliore la position d'un groupe par rapport à son opposant. Cette myriade de petites batailles vise donc à transformer les idéologies qui tendent à légitimer l'ordre établi. L'objectif est de discréditer le groupe dominant et de faire valoir un nouveau système. Le second type de lutte, les combats armés, matériels, vise naturellement à renverser le gouvernement et à remplacer les groupes qui le contrôlent. Bref, il faut noter que les rapports de résistance comme ceux de domination s'opèrent sur le même terrain, c'est-à-dire à la fois matériel et symbolique.

Perry Anderson, un lecteur critique de l'œuvre de Gramsci, note que « [t]he mere counter position of 'war of position' to 'war of manoeuvre' in any Marxist strategy in

the end becomes an opposition between reformism and adventurism. » (Anderson, 1976:69). Notons toutefois que Gramsci a peut-être un peu travaillé contre ses convictions en suggérant par l'ampleur de son travail sur l'idéologie et la guerre de position que la guerre de mouvement ou l'insurrection finale pourrait être évitée, versant ainsi dans une position réformiste. Pour preuve de ses convictions profondes, il suffit toutefois de consulter l'article de *Rinascita* du 12 décembre 1964 (p.7-21), où Athos Lisa Report cite Gramsci : «The violent conquest of power necessitates the creation by the party of the working class of an organization of a military type, pervasively implanted in every branch of the bourgeois State apparatus, and capable of wounding and inflicting grave blows on it at the decisive moment of struggle.» (rapporté par Anderson, 1976: 72) La vie et le travail de Gramsci sont incompréhensibles sans cet engagement profond envers la révolution «classique». Ce moment décisif suit néanmoins un important travail idéologique caractérisé par une guerre de position. Malgré cette conviction et constatant que la légitimité morale peut et doit s'acquérir, Gramsci amorce une certaine dissociation par rapport à une perception simple de l'ordre social qui serait caractérisée par la dichotomie dominants/dominés.

Dans ce sens, Gramsci divise les sociétés en deux nouveaux groupes, à savoir la *société politique* et la *société civile*. La société politique correspond à l'ensemble des individus qui agissent au sein de l'État. Inversement, la société civile renvoie aux forces privées qui, selon Gramsci, partagent généralement les vues de l'État, assurant sa pérennité, mais qui sont aussi sujettes à des luttes matérielles et symboliques qui remettent en question la légitimité des gouvernants (Gramsci, 1978-2:133). En m'inspirant de la définition de Douglas Litowitz, je définis plus précisément la société civile comme le vaste réseau de contacts, d'associations, de familles, d'églises, et de regroupements informels à travers lequel les personnes évoluent au quotidien sans entrer directement en relation avec l'État (Litowitz, 2000:523). La société politique renvoie alors au réseau similaire agissant dans les institutions contrôlées par l'État.

La société civile peut être rapprochée de la société active de Karl Polanyi (Burawoy, 2003:217-18). La société civile stabilise, à travers ses relations avec l'État, les relations de classe, permettant, d'une certaine manière, un dialogue entre les groupes. De façon similaire, la société active de Polanyi se constitue pour réguler l'expansion des

marchés (une force qui serait destructrice) et permet le développement embryonnaire d'un socialisme démocratique. C'est un groupe qui naît avec l'expansion du capitalisme. Pour Michael Burawoy, qui synthétise les travaux de Gramsci et de Polanyi, la société civile ou active tempère à la fois l'État et le marché, ou l'économie. Cette société est un peu finalement pour lui la somme des ONG dont le rôle est double, réguler (en offrant un rapport de force solide à l'État et aux puissances économiques) à la fois l'État et le marché dont les développements autonomes sont dangereux (Burawoy, 2003:220-3).

Pour rendre compte de l'unité qui se forme entre gouvernés et gouvernants, entre dirigés et dirigeants, Gramsci parle alors d'un *bloc historique* (Gramsci, 1978-1:185). Cette nouvelle notion permet une vision d'ensemble des rapports sociaux matériels et symboliques qui caractérisent une société donnée à un moment précis dans le temps. Dans ce bloc, « les forces matérielles sont le contenu et les idéologies, la forme » (Gramsci, 1978-1:122). Le concept renvoie grosso modo aux configurations géopolitiques des États-nations. Les sociétés civile et politique, ensemble, dirigent le bloc historique. Ces termes permettent par exemple à Gramsci de comparer la robustesse des diverses sociétés civiles : « En Orient, l'État étant tout, la société civile était primitive et gélatineuse ; en Occident, entre État et société civile, il y avait un juste rapport et dans un État branlant on découvrait aussitôt une robuste structure de la société civile. » (Gramsci, 1978-2:86) Dans cette optique, Gramsci voulait modifier et renforcer la société civile de l'Italie par une guerre de position qui transformerait l'idéologie dominante et permettrait ensuite de renverser par une révolution la société politique établie. Une guerre de mouvement hâtive serait illégitime. Ces nouveaux concepts permettent ainsi d'envisager des rapports plus complexes entre les différents groupes qui composent la société.

En plus de cette ouverture, les travaux de Gramsci apportent encore une nouvelle dimension aux rapports de domination. En effet, l'emprise de l'idéologie dominante gagne en profondeur et acquiert une amplitude renouvelée. Cette portée accrue de la domination est rendue possible par la définition de l'idéologie, que Gramsci définit ainsi : « au terme «idéologie» on donne justement le sens le plus élevé d'une conception du monde qui se manifeste implicitement dans l'art, dans le droit, dans l'activité économique, dans toutes les manifestations de la vie individuelle et collective »

(Gramsci, 1978-1:75). L'idéologie teinte alors tous les niveaux de la société, de l'adoption des lois nationales aux élans quotidiens du sens commun. Conséquemment, les luttes politiques doivent être menées simultanément dans toutes les sphères de la société. Un État dont l'idéologie se confondrait exactement à celle de la société civile est néanmoins le rêve des dictateurs. L'usage de la force n'y serait ultimement pas nécessaire car la domination y serait totalement incorporée. En réalité, la tête et le corps du Centaure agissent dans des proportions variables, suivant les situations. Par exemple, en ce qui concerne les programmes télévisés et les manuels scolaires, leur contenu n'est pas assuré par la force, mais ils peuvent être retirés par la force. Tout acte dans la sphère privée est sécurisé par la force et tout acte de force est aussi un acte symbolique qui parle de la légitimité de l'État (exemple des habits de la police, de la magistrature, etc.).

La notion d'hégémonie telle qu'on la connaît aujourd'hui doit beaucoup à l'œuvre de Gramsci. Celui-ci aurait toutefois emprunté le terme aux Russes et à la Troisième Internationale (Anderson, 1976:18). L'hégémonie utilisée par Lénine et les sociaux démocrates en Russie représentait quelque chose comme un large support pour la classe révolutionnaire. Le terme faisait référence aux alliances nécessaires entre les classes (paysans, cols blancs, bourgeois et intellectuels) pour que la prise du pouvoir par les communistes soit légitime et ne donne pas l'impression d'un coup d'État. Le terme impliquait aussi que la classe prolétarienne devait faire des concessions aux autres classes pour pouvoir se présenter comme l'agent historique de celles-ci. Malheureusement, il n'y a pas de section entièrement dévolue à l'hégémonie dans les textes de Gramsci. Cet état de fait s'explique en partie par les conditions dans lesquelles il a dû écrire. Effectivement, la presque totalité de son œuvre fut rédigée en détention. Il fut emprisonné sous Mussolini pour son activisme politique dans le Parti communiste italien. Il fut détenu de 1926 à 1937 et mourut d'une apoplexie quelques jours après sa libération. Ses réflexions sont consignées dans des cahiers d'écoliers (les *Carnets de prison*) et dans sa correspondance. Constamment sous le regard de ses geôliers et loin des ressources bibliographiques, la forme de son travail ne pouvait être achevée. Si son œuvre est difficile d'approche, elle réussit à apporter un regard neuf sur les rapports de force à l'intérieur des nations et entre celles-ci. Paradoxalement, les flous qu'elle

comporte ont également permis à de nombreux auteurs de pousser les réflexions en tentant à leur tour de définir plus clairement la notion d'hégémonie.

Bref, pour Gramsci, l'hégémonie renvoie toujours aux idées de la domination. Toutefois, ces idées ne sont pas naturellement imprimées en faux dans la tête des gens. Elles sont le fruit historique de la coercition et du consentement, mais acquièrent ainsi une véritable légitimité. Elles sont finalement le résultat des rapports entre les sociétés civiles et politiques qui dirigent le bloc historique dans le concert des nations. Toutefois, Gramsci est finalement plus enclin à théoriser les limites et les possibilités du changement social ainsi que les opportunités de la formation de classe et des luttes qu'elle mène, plutôt que de rechercher un véritable moteur à l'histoire. Ce faisant, il a tout de même forgé plusieurs concepts qui aident à saisir les dynamiques de transformation sociale.

Plusieurs questions demeurent irrésolues : l'hégémonie est-elle partagée par la totalité des citoyens ? Dans quelle mesure y a-t-il résistance contre elle dans la société ? De plus, les idées de la domination sont-elles toujours les mêmes à travers le temps ? Dans quelles mesures et de quelle manière se transforment-elles ? Quelles sont les modalités quotidiennes d'un éventuel dialogue entre la société civile et la société politique ? La réponse à ces questions aidera grandement à saisir les dynamiques sociales du Vietnam contemporain.

2.2 Domination, résistance et dialogue

Comment expliquer le changement social autrement que comme une nécessité morale (selon la posture de Gramsci) ou comme partie d'un déterminisme finaliste (suivant la dialectique de Marx)? Et bien d'abord en acceptant que tout acte de domination engendre naturellement de la résistance.

Pour Michel Foucault, les relations de pouvoir n'existent pas sans résistance : « Quant aux relations de pouvoir, pour comprendre en quoi elles consistent, il faudrait peut-être analyser les formes de résistance et les efforts déployés pour essayer de dissocier ces relations » (Foucault, 1984:301). Il insiste sur l'intransitivité de la liberté ou la rétivité du vouloir. Ce faisant, il perçoit les rapports de pouvoir comme en perpétuelle redéfinition, ou sous tension constante. « Car s'il est vrai qu'au cœur des

relations de pouvoir et comme condition permanente de leur existence, il y a une « insoumission » et des libertés essentiellement rétives, il n'y a pas de relations de pouvoir sans résistance, sans échappatoire ou fuite, sans retournement éventuel » (Foucault, 1984:319). L'hégémonie ne serait donc jamais totale, « all-embracing ». Alors, où se situe la résistance quand elle n'est pas organisée activement par des intellectuels, mais lorsque le statu quo semble totalement hégémonique? Dans quelles mesures les idées de la domination sont-elles partagées dans le peuple? Les travaux de James C. Scott deviennent très utiles quand vient le temps d'identifier les diverses formes de la résistance. Trois de ses livres sont capitaux pour saisir sa vision du monde : *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance* (1985), *Domination and the Arts of Resistance : Hidden Transcripts* (1990) et *Seeing like a State* (1998).

Un important désaccord sépare les travaux de James C. Scott de ceux d'Antonio Gramsci. Contrairement à ce dernier, Scott affirme comme Foucault que même si la résistance est rétive, l'apparent consentement de la masse n'est que pure façade. Pour lui, l'hégémonie est surtout un système de domination coercitif qui produit des résistances de toute sorte. La critique principale que Scott oppose à la mécanique de l'hégémonie telle qu'expliquée par Gramsci concerne la différence entre les pensées et les actions des masses. Quand, pour Gramsci, les actions sont plus radicales que la pensée, conformes aux valeurs et perceptions déterminées d'en haut, pour Scott, ce serait plutôt le contraire (Scott, 1985:322) : si les masses adoptent une multitude d'interprétations de l'idéologie dominante, souvent même sont-elles ouvertement hostiles à la vision du monde des dirigeants, elles s'avèrent plutôt conciliantes dans la pratique, préférant le statu quo aux révolutions, les réformes aux grandes entreprises de transformation qui nécessitent des arrangements pénibles. C'est pourquoi le peuple est d'ailleurs perçu par plusieurs intellectuels comme arriéré et conservateur. Ce serait donc plutôt le rôle des intellectuels et autres élites (en fait les tenants d'un nouveau mode de production) de travailler à organiser l'opposition active, matérielle et idéologique. Scott s'oppose donc à l'idée de fausse conscience de Marx tout aussi bien qu'à celle d'hégémonie de Gramsci. Pour lui, l'hégémonie telle que décrite par ces auteurs concerne uniquement le groupe dominant qui travaille sans cesse à renforcer sa cohésion interne. Le point de vue des dominés se résumerait alors en une ténacité pour

la préservation de soi et de ses intérêts, caractérisée par un esprit et une pratique qui préviennent le pire et qui deviennent ainsi porteurs de promesses d'améliorations futures (Scott, 1985:350). Il affirme ainsi que les dirigés acceptent les platitudes des dirigeants plus par nécessité que par concordance idéologique.

Cette position a amené Scott à s'intéresser activement aux dynamiques de résistance. Avec *Domination and the Arts of Resistance : Hidden Transcripts*, l'auteur souligne l'importance primordiale des représentations. Il explique comment les subalternes, frileux face aux contestations publiques, résistent d'abord subtilement en réinterprétant les signes émis par les dominants. Les individus dominés reprennent ces signes pour leur donner un nouveau sens qui bien souvent s'oppose à l'original. Dans cette optique, tout acte d'assentiment devant les puissants cache en réalité un texte de résistance (un « hidden transcript »). Par exemple, un habitant de Sa Pa me racontait que la coopérative s'était vanté d'avoir des vaches de Mongolie (Mông cồ), des poules Legorh (sorte de poulet russe industriel sensé donner 280 oeufs par an) et des Oies du lion (sur tữ) de Chine. Toutefois, les vaches ne donnaient pas de lait et n'offraient pas de la viande de qualité, les poules ne fournissaient pas le nombre d'œufs publicisé et les oies étaient tout ce qu'il y a de plus normal. Ils ont alors trouvé des nouveaux noms : les vaches *mông cồ* (égorgées), les poulets *gay go* (difficiles) et les oies *tữ tữ* (suicidées). Le chef de la coopérative de l'époque reconnaît aujourd'hui que ces animaux ne servaient qu'à embellir le paysage (*sight seeing*). Ces textes cachés visent à protéger les intérêts et l'intégrité des dominés sans trop les exposer aux représailles. En dévoilant partiellement certains points de vue, ils permettent également d'évaluer la popularité des visions du monde alternatives sans discuter ouvertement de résistance. Dans *Weapons of the Weak*, Scott s'attache à démontrer quels sont les moyens pratiques qui s'offrent aux subalternes pour résister concrètement aux assauts des puissants. Selon lui, les dominés résistent à l'aide des moyens qu'ils possèdent, les armes des faibles. Il identifie plusieurs moyens qui sont plus ou moins ouverts ou publics (voir le tableau I. pour une illustration des diverses armes des faibles). Finalement, Scott regroupe ces deux approches sous la notion d'infra-politique qui correspond à l'ensemble des luttes menées sans bruits, dans des réseaux informels regroupant des membres de la famille, des voisins, des amis ou d'autres membres de la communauté. Cette activité politique se

déguise pour éviter la surveillance et la répression. Elle se cache parfois même dans l'anonymat de la culture populaire.

« Ces assemblées informelles sont, pourrait-on dire, les formes élémentaires de la vie politique sur lesquelles des formes plus élaborées, ouvertes et institutionnelles, peuvent être bâties, et dont ces mêmes formes sont susceptibles de dépendre pour garder leur vitalité. Ces formes élémentaires expliquent également pourquoi l'infra-politique échappe à l'attention. (...) Le moindre relâchement dans la surveillance ou la répression, le moindre attermoisement, menace de se transformer en grève déclarée, les contes populaires d'agression oblique menacent de se transformer en mépris avoué et en défi frontal, et les rêves millénaristes menacent de se transformer en politique révolutionnaire. » (Scott, 2006:6)

Pour Scott, l'État est essentiellement coercitif. Dans *Seeing like a State*, il montre bien comment l'État cherche toujours à tout contrôler sans se soucier réellement du point de vue des dirigés. La principale préoccupation des dirigeants, affirme l'auteur, se résume à la recherche d'un « legible landscape », c'est-à-dire qu'ils simplifient les éléments du territoire à diriger pour en faciliter la manipulation. L'objectif principal réside dans l'optimisation du contrôle des habitants et de la perception des taxes et impôts⁷. Bref, devant les assauts de l'État oppressif, la société civile résiste quotidiennement, par le déploiement d'actions concrètes aussi bien que la diffusion de systèmes de représentations alternatifs. Le tableau qui suit, tiré des travaux de James C. Scott, exemplifie clairement les différents types de résistance qui correspondent aux diverses formes de domination. Je le reproduis ici entièrement pour la clarté de l'argument et parce que j'y ferai référence en divers points de ce mémoire.

Tableau I. Formes de domination et de résistance :

	Domination matérielle	Domination statutaire	Domination idéologique
Pratiques de domination	Appropriation du grain, impôts, travail, etc.	Humiliation, défaveurs, insultes, atteintes à la dignité.	Justification par les groupes dirigeants de l'esclavage, du servage, des rangs, des privilèges.
Formes de résistance publiques et	Pétitions, manifestations, boycotts, grèves,	Affirmation publique de sa valeur sociale par le geste,	Contre-idéologies publiques promouvant l'égalité et la révolution

⁷ Pour en savoir plus sur le « legible landscape », voire *Seeing Like a State* (1998), chapitre 1 et 2.

déclarées	occupations de terres et rébellions ouvertes.	l'habillement, le discours, et/ou désacralisation ouverte des emblèmes du prestige des dominants.	ou récusant l'idéologie dominante.
Formes de résistance dissimulées, discrètes, ou déguisées, (INFRA-POLITIQUE)	Formes quotidiennes de résistance. Exemples : braconnage, squat, désertion, fuite, faible empressement, etc. Résistance directe mais déguisée. Exemples : appropriations masquées, menaces masquées, menaces anonymes.	Texte caché de colère, d'agression, affirmations déguisées de dignité. Exemples : rituels d'agression, contes populaires de vengeance, utilisation de la symbolique du carnaval, ragots, rumeurs, création d'espaces sociaux autonomes pour affirmer sa dignité.	Développement de sous-cultures dissidentes. Exemples : millénarismes, « hush-harbors » des esclaves (« havres de paix »), religions populaires, mythes du banditisme social et du héros de classe, représentations du monde « sans dessus dessous », mythes du « bon » roi ou de l'époque précédant « le joug normand ».

Tableau tiré de Scott, 2006

À la lecture de Scott, il est légitime de s'étonner de l'omniprésence de l'oppression des États. Dans sa vision des choses, les paysans, ou plus largement les subalternes, semblent toujours être des victimes. Plusieurs lui ont d'ailleurs reproché cette perspective (Christine Pelzer White, 1986; K. Sivaramakrishnan, 2005; Mark Edelman, 2005; entre autres) et ont cherché à sauver le concept d'hégémonie, entendu jusqu'à maintenant comme la reproduction des idées dominantes dans le peuple. Carol Greenhouse interprète cet intérêt marqué pour les phénomènes de résistance et d'oppression comme une forme d'engagement politique, un parti pris pour une certaine éthique académique (Greenhouse, 2005:359 et 366). Cette approche est très utile et éclairante parce qu'elle permet de détailler plusieurs des moyens utilisés dans les rapports de force sociaux, mais échoue néanmoins à donner de ces derniers une vision d'ensemble cohérente.

On peut effectivement se demander ce qui est résisté et ce qui ne l'est pas. Paradoxalement, Sivaramakrishnan trouve une porte de sortie à ce dilemme dans un autre des livres de James C. Scott, à savoir *Moral Economy of the Peasant* (Scott, 1976). Dans ce texte, l'auteur affirme que l'opposition aux dominants advient quand les dirigés

perçoivent les rapports économiques comme injustes, contraires aux attentes qu'ils ont de ce que doit être une économie *morale*. Ces attentes consistent « of what states and elites may claim and of what they must, in turn, provide in times of necessity. » (Edelman, 2005:332) Scott écrit: « The only justification for economic inequality is the benign, community-serving use of power ; elites, to validate their power, must do their duty » (Scott, 1976:52). Il y aurait donc un possible dialogue entre l'État et la société civile:

« If hegemony is the tolerable level of appropriation as naturalized, or at least acquiesced in, and if hegemony is constantly negotiated and altered through both covert and overt protest, this approach suggests a mutualistic, dialectical process in which the state is integrally involved. Hegemony (...) is relevant here. » (Sivaramakrishnan, 2005:351)

Dans le même sens, Christine P. White note que les paysans coopèrent au moins autant qu'ils résistent et qu'en dernière instance, la plupart veulent sortir de leur condition de petit producteur pour atteindre un meilleur statut, s'élever dans la hiérarchie économique, politique et symbolique. Les subalternes défendent leurs intérêts et ceux de leur réseau social, de leur clan. Si l'hégémonie n'est pas toujours garantie par une pratique économique morale, elle l'est aussi par les promesses d'ascension sociale que permet le régime politique. Au concept de résistance quotidienne, White ajoute celui de collaboration quotidienne.

« If the peasant majority is held to play a major role in the making of history, then established rule, however oppressive and exploitative, depends in large measure upon their collaboration or compliance with the system. Therefore, we must add an inventory of "everyday forms of peasant *collaboration*" to balance our list of "everyday forms of peasant resistance": both exist, both are important. I suspect, moreover, that in "normal" periods there is more everyday collaboration than everyday resistance. Indeed, this is why new regimes seek rapid "normalisation". » (White, 1986:56)

La question de fond que soulèvent Sivaramakrishnan et White, c'est de savoir si les subalternes peuvent exercer un pouvoir politique positif. Peut-on parler de dialogue entre les dirigeants et les dirigés? Les citoyens ne sont pas toujours dominés ou dominateurs. Les subalternes ne sont pas toujours des victimes, ou seulement des

victimes. Les idées de la domination peuvent devenir des idées dominantes, légitimées par la société civile. En effet, si les dominants savent qu'ils doivent faire des compromis pour justifier leur position sociale, il devient possible de parler de négociations entre les dirigeants et les dirigés. Il faut donc reconnaître que les dynamiques sociales sont marquées par des rapports de domination et de résistance, comme par des rapports de coopération et de dialogue. D'une manière plus générale, il est juste d'affirmer que les dirigés comme les dirigeants, la plupart du temps, recherchent un ordre social satisfaisant⁸.

En résumé, l'infra-politique existe autant dans les groupes de puissants que de subalternes. Les textes cachés existent aussi chez les dominants qui s'en servent pour résister aux pressions des dirigés et pour construire le consensus avant tout dans le groupe dirigeant, puis dans le groupe dirigé où il y a plus de résistance. Ces textes cachés sont les réinterprétations des textes du pouvoir (actions, discours). Si Scott les voit exclusifs aux groupes résistants, Carol Greenhouse les applique aux dominants, comme une de leurs méthodes pour faire passer leurs programmes (Greenhouse, 2005:359). Bref, les actions politiques dissimulées, discrètes ou déguisées (infra-politique) peuvent servir à la fois comme arme de résistance et comme outil de coopération. Ceux qui jugent le système comme légitime, comme garant de l'ordre social, en défendent les principes autant dans la sphère publique qu'informelle. Ces rapports de domination, de résistance, de coopération et de dialogue entre la société civile et la société politique déterminent les configurations socioculturelles. Finalement, ce sont les choix de ce qui est l'objet de résistance et de ce qui ne l'est pas qui font le bloc historique. Dans ce sens, les idées, les institutions, les configurations sociales, les pratiques qui ne sont pas contestées, deviennent dominantes, hégémoniques. Il est donc possible de conserver la notion d'hégémonie tout en acceptant les outils méthodologiques développés par James C. Scott. D'ailleurs l'auteur a récemment plaidé coupable à ces chefs d'accusations (Scott, 2005:398). Il reconnaît avoir un peu vite balayé la notion d'hégémonie.

⁸ Pour une réflexion plus exhaustive et très pertinente de l'ordre et du désordre dans la société, voir les théories de George Balandier (*Le désordre*, 1988).

Il demeure pourtant une ambiguïté que j'aimerais éclaircir. La notion d'hégémonie impliquait à l'origine l'idée de fausse conscience ou de domination de l'inconscient des masses. Il est maintenant clair que la reproduction des idéologies de la domination n'est pas aussi directe et automatique qu'il n'y paraissait avec Marx et Gramsci. Par contre, la possibilité, largement évacuée par Scott, que des modes de représentation oppressifs soient partagés par les subalternes demeure. Bien qu'il y ait des phénomènes de domination, de résistance et de dialogue, il existe également de larges consensus sociaux plus ou moins implicites qui semblent définir jusqu'à de larges aires géographiques. Je poserai la question ainsi : la culture est-elle exempte de rapport de pouvoir ou reproduit-elle inconsciemment des rapports de domination, illégitimes ou non?

2.3 Culture, hégémonie et idéologie. L'inconscient et le conscient

On se souvient que pour Gramsci, l'idéologie renvoie à une conception du monde qui se manifeste implicitement dans l'art, dans le droit, dans l'activité économique et dans toutes les manifestations de la vie individuelle et collective. En fait, c'est avec cette définition que Gramsci explique le mieux l'essence de l'hégémonie. Bien qu'il y ait résistance aux idéologies à travers des rapports dialogiques, une part pénètre effectivement la culture. Est-ce que l'hégémonie serait la culture, plus le pouvoir? Dans quelles mesures la conscience et le libre arbitre s'inscrivent-ils dans les relations de pouvoir? La culture, le pouvoir et les niveaux de conscience sont au cœur du modèle proposé par Jean et John Comaroff. Ce modèle permettra, avec l'appui d'autres auteurs, de donner une définition claire de la notion d'hégémonie qui complètera l'interprétation des dynamiques de transformation et de reproduction sociale présentée dans ce chapitre.

Il faut d'abord régler les ambiguïtés qui existent entre culture, hégémonie et idéologie. Sans craindre de trop m'écarter des définitions anthropologiques, je définirais la culture comme un *système* de valeurs, de normes et de croyances qui se manifestent à la fois dans des pratiques (individuelles et sociales), dans des objets (constructions

humaines, matérielles) et dans des idées (dans la tête des gens, abstractions)⁹. La culture est donc à la fois matérielle et symbolique. Ces systèmes culturels, ou ces modes de représentation, et les diverses formes qu'ils prennent, sont avant tout collectifs. Tous les individus font partie d'un groupe et partagent des pratiques et visions du monde qui leurs viennent de leur environnement matériel et spirituel. Il faut concevoir la culture comme une totalité. Néanmoins, pour les Comaroff, qui poursuivent ici les travaux de Raymond Williams et des « Cultural Studies », la culture est également multiple. Il est alors plus juste de parler *des* cultures, d'une multitude de systèmes signifiants ou de modes de représentation cohabitant dans un espace donné. Certaines sont partagées par un grand nombre d'individus, d'autres par un nombre plus restreint. La culture est donc à la fois collective et multiple, matérielle et symbolique.

Pour leur permettre d'aborder la culture pratiquement, les Comaroff l'envisagent sous un angle double, soit de la forme et du contenu. Dans ce sens, les cultures se présentent de façon explicite et implicite, mais les auteurs veulent mettre en évidence le fait que la forme signifie toujours plus que le contenu (Comaroff, 1991:30). Concrètement, une forme culturelle est un mythe, un rite, un comportement politique, une pratique économique, un aménagement du génie civil, un outil, un style architectural, une habitude, etc. Dans le cas par exemple d'un rituel, commun au Vietnam, qui consiste à faire une offrande aux ancêtres, l'action de déposer un bol empli de riz devant la photo d'un parent décédé est moins signifiante que la façon dont l'action est accomplie et que l'apparence des objets utilisés. La forme du rituel (si le bol est déposé à deux mains - ce qui est une marque de respect - l'apparence du bol employé, le temps alloué pour l'exécution du rituel, etc.) convie beaucoup plus d'informations que le contenu de cette coutume qui demeure assez standard dans toute l'Asie orientale. Les formes culturelles et leurs contenus peuvent finalement être envisagés sous toutes sortes d'angles différents, mais ce qui est particulièrement intéressant dans le cadre de cette étude, c'est quand ils sont abordés sous l'angle du pouvoir.

⁹ J'utilise « système » pour mettre l'accent sur les diverses relations particulières qui organisent les symboles, les valeurs et les sens (« meanings ») plutôt que sur ces termes eux-mêmes, qui, individuellement, ne distinguent pas nécessairement les cultures entre elles.

Les Comaroff affirment que ces formes induisent deux sortes de pouvoir, soit le pouvoir agentif et le pouvoir non-agentif, c'est-à-dire qu'elles peuvent influencer sur les comportements de façon consciente et délibérée, en même temps qu'elles le font de façon inconsciente et inattendue. Dans ce sens, les Comaroff considèrent l'idéologie comme la culture en mode agentif, alors que l'hégémonie serait plutôt la culture fonctionnant en mode non-agentif. Ce pouvoir non-agentif sort du cadre des institutions et sature les domaines comme l'esthétique, l'éthique, les formes construites, les connaissances qui forment un corps professionnel (ou celles qui manquent), les usages banals de la vie quotidienne, etc. Ce pouvoir est particulièrement manifeste dans la langue. Par exemple, au Vietnam, les pronoms sont différents suivant le sexe et l'âge ou la position sociale de l'individu. Ce faisant, cette structure de la langue (sa forme) induit une posture chez les locuteurs qui tend à reproduire des rapports de pouvoir où les aînés masculins dominant. Les modes de représentation acquis et les formes qu'ils prennent influencent nos gestes quotidiens, nos habitudes et nos postures coutumières. Ils sont formulés ou intériorisés comme des contraintes, des conventions ou des valeurs (Comaroff, 1991:28). Pour les Comaroff, la reproduction des idées de la domination peut donc être une entreprise consciente, idéologique, mais peut aussi s'opérer de manière inconsciente, par le pouvoir non-agentif de la culture. C'est précisément l'ensemble des visions du monde, manifestes dans diverses formes, qui sont implicitement partagées dans un groupe que les Comaroff appellent hégémonie.

Suivant leurs travaux, je définis donc l'hégémonie comme l'ensemble des formes culturelles qui sont non contestées dans un groupe, implicites, et ainsi prises comme allant de soi par la grande majorité de ses membres. L'hégémonie correspond grosso modo aux habitus de classe dont parle Bourdieu, mais peut dépasser la notion de classe¹⁰. Elle renvoie aussi au plus large fond commun, aux habitus partagés par la majorité des individus d'un État-nation, d'un bloc historique. L'idéologie renvoie quant à elle à une forme culturelle (ou une réunion de celles-ci) construite consciemment par

¹⁰ «*habitus*, systèmes de *dispositions* durables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principe de génération et de structuration de pratiques et de représentations (...) collectivement orchestrées sans être le produit de l'action d'un chef d'orchestre. » (Bourdieu, 1972:175) Bourdieu perçoit ces systèmes de dispositions durables comme un sens commun à la fois individuel et collectif: « il n'y a pas deux histoires individuelles identiques, il n'y a pas deux *habitus* identiques, bien qu'il y ait des classes d'expériences, donc des classes d'*habitus* - les *habitus* de classe" (Bourdieu, 1984(a): 75).

un groupe restreint particulier. Il serait juste d'affirmer que l'hégémonie homogénéise (est « habit forming ») tandis que l'idéologie articule. Une caricature dans un journal vietnamien ou une pratique économique comme la création des coopératives, par exemple, représentent des formes idéologiques qui conviennent des visions du monde conscientes et qui sont l'objet de contestations. Il existe une multitude de formes culturelles idéologiques qui s'affrontent dans la sphère publique et dans l'infra-politique, qui sont imposées, combattues et conciliées à travers des rapports dialogiques. Toutes les formes culturelles conviennent des modes de représentation plus ou moins conscients et servent de carte à partir de laquelle les hommes interagissent et créent le monde qui les entoure. Les formes culturelles sont créées par les individus et les groupes, en même temps qu'elles les conditionnent. En d'autres mots, la culture fournit le matériel brut duquel émergent des formes hégémoniques et idéologiques. Le triptyque présente la culture au centre, avec d'un côté, l'hégémonie, son bras non-agentif, et de l'autre, l'idéologie, son bras agentif. L'hégémonie n'est donc jamais totale (all-embracing) puisqu'une partie de la culture est ouvertement débattue. Mais la culture est-elle fixe dans le temps? Les affrontements idéologiques peuvent-ils ambitionner de contrôler, de transformer l'hégémonie?

En effet, la culture n'est pas fixe dans le temps. D'ailleurs, il serait futile de tenter de répertorier de façon exhaustive tout le contenu de l'hégémonie. D'une part, parce qu'il opère aussi très profondément dans l'inconscient et, d'autre part, parce qu'il change sans cesse. Les modes de représentation et les diverses formes qu'ils prennent sont façonnés historiquement. Ils se transforment à travers les luttes de pouvoir qui sont des affrontements idéologiques. L'hégémonie est donc le fruit historique des luttes idéologiques menées dans le passé. Bref, non seulement les luttes idéologiques peuvent-elles ambitionner de transformer l'hégémonie, mais c'est justement leur objectif ultime. Toutefois, l'hégémonie se construit lentement et est ardue à déconstruire. Balandier affirme que « [l]es *idéologies*, [sont une sorte] de reprises par la Raison de l'oeuvre de mise en ordre générale dont le mythe avait la charge dans les sociétés de la tradition, [des] procédés par lesquels de l'unité était conjointement imposée à la nature, au social et à l'histoire. » (Balandier, 1988:14) Lorsque cette entreprise de mise en ordre réussit, les idéologies proposées basculent lentement vers l'inconscient et tendent à devenir

hégémoniques. Il faut ajouter que l'hégémonie peut accumuler des nouveautés et comporter des contradictions. Ainsi, certains mythes anciens ou des pratiques traditionnelles peuvent persister très longtemps, profondément enfouis dans l'inconscient des sociétés modernes.

Mais il y a plus. Jean et John Comaroff dénoncent la posture largement partagée qui considère comme stricte l'opposition entre le conscient et l'inconscient. Plutôt, les auteurs insistent sur l'existence d'un espace flou situé entre ces deux états qui sont reliés par un continuum. Le même trajet existe entre l'hégémonie et l'idéologie. Les formes et les contenus y apparaissent plus ou moins ambigus, dissociés, indéfinis. C'est en fait dans cet espace liminal que s'exercent les luttes, les résistances, les tensions créatrices qui amèneront des formes culturelles au-delà des seuils qui les feront basculer de cette étendue vers l'idéologie ou l'hégémonie, le plus conscient ou le plus inconscient. Dans ce contexte, les pratiques, signes et images dont les sens ne sont pas fixés peuvent être l'objet d'attentions de groupes qui voudraient les définir à leur avantage. Les Comaroff expliquent:

« While signs, social relations, and material practices are constantly open to transformation – and while meaning may indeed *become* unfixed, resisted, and reconstructed – history everywhere is actively made in dialectic of order and disorder, consensus and contest. At any particular moment, in any marked event, *a* meaning or *a* social arrangement may appear freefloating, undetermined, ambiguous. But it is often the very attempt to harness that indeterminacy, the seemingly unfixed signifier, that animates both the exercise of power and the resistance to which it may give rise. » (Comaroff, 1991:18)

En bref, plusieurs idéologies dominent en même temps dans différents *champs culturels*¹¹, tandis que d'autres y résistent ou les tempèrent. Ces formes culturelles aspirent ultimement à se transformer en sens commun (l'hégémonie : ce qui est pris pour acquis, incorporé). Seules les idéologies qui deviendront évidentes, non contestées, glisseront vers l'hégémonie. Inversement, il est possible de sortir une forme culturelle de l'hégémonie, de l'amener à la conscience d'un groupe, dans le but de la redéfinir idéologiquement. Les transformations et reproductions sociales respectent cette dynamique historique.

¹¹ J'utilise l'expression *champs culturels* pour réitérer le fait que la toile sémantique d'un espace national contient toujours une pluralité de cultures – c'est-à-dire de systèmes de valeurs, de normes et de croyances manifestes dans diverses formes.

Pour Pierre Bourdieu, l'enjeu des luttes de pouvoir se situe également dans la définition des flous du monde. L'auteur travaille dans le même sens que les Comaroff et offre une explication aux ambiguïtés du réel. Sa pensée s'exprime clairement dans ce passage :

« Si les rapports de force objectifs tendent à se reproduire dans les visions du monde social qui contribuent à la permanence de ces rapports, c'est donc que les principes structurants de la vision du monde prennent leur racine dans les structures objectives du monde social et que les rapports de force sont aussi présents dans les consciences sous la forme de catégories de perception de ces rapports. Mais la part d'indétermination et de flou que comportent les objets du monde social est, avec le caractère pratique, préreflexif et implicite des schèmes de perception et d'appréciation qui leur sont appliqués, le point archimédien qui se trouve objectivement offert à l'action proprement politique. La connaissance du monde social et, plus précisément, les catégories qui la rendent possible, sont l'enjeu par excellence de la lutte politique, lutte inséparablement théorique et pratique pour le pouvoir de conserver ou de transformer le monde social en conservant ou en transformant les catégories de perception de ce monde. » (Bourdieu, 1984b:6)

Bien que la forme de cet énoncé soit un peu hermétique, le sens est plutôt clair. Bourdieu affirme d'abord que les rapports de force tels qu'ils existent objectivement dans un groupe tendent à se reproduire dans les visions du monde portées par les membres de ce groupe (c'est ce que disaient Marx et Gramsci). Ainsi, les rapports de force, qui presque toujours avantagent un groupe particulier, tendent à être considérés comme naturels par le groupe désavantagé. Il ajoute que les représentations dominantes (l'idéologie selon les Comaroff) ne peuvent jamais définir des catégories exhaustives et absolues. C'est dans le flou toujours présent dans les représentations que les opposants peuvent puiser la possibilité de générer de nouvelles représentations contraires (les idéologies des dominés) qui contestent ce qui auparavant allait de soi (l'hégémonie).

Finalement, comme l'interprétation du monde n'est jamais terminée, totale (parce qu'il y a toujours des luttes idéologiques et des ambiguïtés ontologiques à la réalité sociale du monde), c'est l'état présent des rapports de forces et les modes de représentation qui les accompagnent qui tendent à être pris pour acquis par la majorité de la population (à cause du désir général de maintien de l'ordre social et du prestige de l'État en place, qui est fondé en partie sur des idéologies et en partie sur une hégémonie bâtie à travers une longue histoire). Néanmoins, le travail d'interprétation du monde

s'exécute en permanence. Les luttes de pouvoir sont constantes, mais ne concernent pas toutes les formes culturelles en même temps, seulement les plus conscientes, les plus ambiguës et les plus controversées.

En résumé, les luttes idéologiques tentent d'articuler les flous du monde pour contrôler l'hégémonie qui est garante de continuité. La culture, formée de modes de représentation à la fois matériels et symboliques, collectifs et multiples, présente des formes et des contenus qui s'organisent et se désorganisent à travers ces luttes de pouvoir qui sont plus ou moins publiques ou cachées. Ainsi se complète mon interprétation des dynamiques de transformation sociale. Les concepts des Comaroff permettent de régler les oppositions entre l'omnipotence des idées de la domination présentée par Marx et Gramsci, et la rétivité des résistances et des coopérations développée par Scott et ses critiques.

Conclusion

En dernière analyse et au risque de me répéter, j'aimerais harmoniser le vocabulaire développé par Gramsci, celui de Scott et celui utilisé par les Comaroff. Les idéologies défendues par la société politique sont souvent en phase de devenir hégémoniques. C'est leur objectif. Elles dominent par leur puissance d'action et le prestige de leurs promoteurs. Cependant, au regard de l'histoire, elles sont souvent trop nouvelles, très conscientes et donc controversées. Elles doivent par conséquent être protégées par des moyens coercitifs et promues par une manufacture du consentement¹². Ces idéologies, défendues par la puissance de l'État, sont rarement contestées en bloc, ouvertement et sur tous les fronts. C'est justement ici que l'infra-politique est la plus active. Les textes cachés et les armes des faibles dont parle Scott empêchent, en tant qu'outils de résistance, ces formes culturelles dominantes de devenir hégémoniques et donc les forcent à demeurer dans la sphère publique ou dans le flou où s'opèrent les luttes. Dans le même sens, le combat de l'infra-politique contribue aussi, comme une guerre de position, à amener à la conscience collective des pratiques, des objets et des visions du monde jadis hégémoniques, mais qu'il apparaît dorénavant nécessaire de changer ou de redéfinir. Pour les puissants, l'objectif peut être d'assurer leur domination

¹² On revient au Centaure de Gramsci. Pour une vision pertinente de ces processus, voir le livre de Michael Burawoy, *Manufacturing Consent* (1979).

alors que les subalternes ne cherchent qu'à résister minimalement. Cependant, l'infra-politique alimente aussi en soubassement les débats publics et les pratiques politiques qui transforment les idéologies dominantes pour qu'elles en viennent à servir les intérêts de la société civile. Ainsi, les outils de l'infra-politique alimentent le dialogue entre la société politique et la société civile qui caractérise les blocs historiques.

Pour faire de l'anthropologie qui tienne compte à la fois de la structure et du libre-arbitre, il faut étudier les modes de représentation et les diverses formes qu'ils prennent parce qu'ils sont les véhicules de la culture et de la conscience, de l'hégémonie et de l'idéologie. Lire ces formes culturelles représente l'acte méthodologique primaire, de base. Comme je m'intéresse tout particulièrement à l'état des rapports de force dans la culture vietnamienne et que l'époque étudiée renvoie à un ensemble de bouleversements économiques et politiques, je me concentrerai sur l'étude de ces formes qui changent. Dans cette perspective, le premier objectif de ce mémoire consiste à identifier les principales formes économiques et politiques qui caractérisent le Vietnam pré-đôi mới, contextualisant ainsi mes réflexions sur l'hégémonie. Le second objectif vise à identifier les causes et les dynamiques des changements apportés par la rénovation sur ces formes spécifiques. Le dernier objectif est finalement d'évaluer l'état de l'hégémonie et des rapports de forces idéologiques au Vietnam, plus spécifiquement d'identifier quelles formes politiques et économiques émergent, se transforment, se reproduisent ou disparaissent depuis le lancement des réformes.

Comme on le verra dans les chapitres suivants, les communistes ont transformé l'environnement politique et économique du Vietnam. Les coopératives ont changé l'ordre matériel, physique, autant que symbolique, spirituel. Des formes culturelles persistent depuis plusieurs siècles, mais l'économie socialiste a réussi à en modifier certaines de façon durable. La colonisation française a aussi apporté des perturbations importantes qui ont rendu ambigus plusieurs habitus, séparant des formes et des contenus de leur association historique pour les jeter dans l'arène de la conscience où de nouveaux rapports ont été forgés. D'une manière similaire, le đôi mới peut aussi être interprété comme une transformation de l'idéologie de l'État vietnamien qui favorise une redéfinition particulière de l'hégémonie.

3. Les formes culturelles du Vietnam pré-đổi mới

« [W]hile dynastic fortunes rise and fall, the cultural habits of a people, rooted in their land of birth and hardened by generations of usage, are among the more indestructible features of historical experience. »

The Birth of Vietnam (K. Taylor, 1983:256)

« [L]e Parti communiste du Vietnam, avant-garde de la classe laborieuse, fidèle représentant de la classe ouvrière, du peuple laborieux et de la nation entière, éclairé par la doctrine marxiste-léniniste et la pensée de Ho Chi Minh, est la force directrice de l'État et de la société ».

Article quatre de la constitution de 1992¹³

Appliqué au Vietnam, le corpus théorique associé à la notion d'hégémonie permet de comprendre comment certaines pratiques et visions du monde se transforment, se conservent ou semblent réapparaître. La réorganisation de l'hégémonie post-đổi mới est le résultat historique de ces dynamiques. Les grandes lignes idéologiques des réformes ont été dessinées dans les années 1980 et orientent toujours aujourd'hui les rapports de force. Toutefois, pour comprendre l'évolution du cadre politique vietnamien et de ses politiques économiques en vue de l'arrimage à la globalisation néolibérale, il faut d'abord présenter l'état du système tel qu'il existait avant le lancement du đổi mới.

Au XIXe siècle, la culture particulière du Vietnam empruntait plusieurs formes à la Chine et à ses voisins de l'Asie du Sud-Est. Puis, cent ans de colonisation française, malgré l'objectif primordial d'exploitation économique, transformèrent la culture vietnamienne en l'intégrant au système-monde moderne. Ce mouvement culmina dans l'avènement du Vietnam révolutionnaire qui mit en place des formes politiques et économiques conformes à l'idéologie socialiste. L'objectif de ce chapitre est donc de dresser un portrait de l'organisation sociale passée qui permettra ensuite d'identifier les formes politiques et économiques qui, sous la rénovation, changent et celles qui se perpétuent. Dans cet ordre d'idées, les informations que j'ai retenues durant mon séjour à Sa Pa viendront soutenir cette présentation du Vietnam pré-đổi mới.

¹³ <http://www.maisondu droit.org/download/F-ConstitutionVNamendee.pdf>

3.1 Les grandes influences idéologiques du Vietnam prérévolutionnaire

Bien que les influences idéologiques du Vietnam prérévolutionnaire soient difficiles à retracer en détail et que cette étude ne soit pas une histoire des idées, il est pratique et justifié d'associer ces influences à trois périodes historiques marquantes qui renvoient aussi à trois aires géographiques distinctes.

En premier lieu, l'influence culturelle de la Chine au Vietnam est capitale. L'origine légendaire du Vietnam remonte à cinq millénaires, mais le Nam Viêt fit partie d'un district chinois pendant mille années (de 111 av. l'ÈC à 939 de l'ÈC). Ngô Quyên, vainqueur de la légendaire bataille de la rivière Bạch Đằng, créa en 939 un État indépendant de la Chine. C'est toutefois Đinh Bộ Lĩnh qui se proclamera le premier empereur après avoir unifié le pays en 967, se faisant ainsi l'égal du chef suprême de la Chine. L'historien Keith Taylor explique le rôle fondamental du personnage : « [h]e was a rustic peasant warrior whose two achievements, of uniting the Vietnamese and of providing for national defence, have remained the indispensable qualifications for political leadership in Vietnam to the present day. » (K. Taylor, 1983:xviii) Cela dit, les Chinois n'ont pas cessé d'influencer l'élite du Vietnam qui s'inspirera jusqu'à nos jours des techniques administratives et des idées provenant du puissant empire du nord. La langue et l'écriture chinoises seront d'ailleurs l'outil des mandarins jusqu'en 1954. De plus, si le territoire du Vietnam ne sera jamais ré-annexé durablement à l'empire du milieu, les monarques vietnamiens chercheront toujours à se faire reconnaître par les puissants empereurs chinois. Ces jeux diplomatiques participaient bien sûr d'une stratégie pour minimiser les risques d'invasions, mais ils visaient également une véritable approbation des souverains chinois qui demeurèrent toujours une source de légitimité supérieure.

Au niveau philosophique, cette immense influence est largement constituée par le triptyque taoïsme/bouddhisme/confucianisme. Un survol rapide permettra d'identifier les principales valeurs traditionnelles qui continuent de conditionner plusieurs formes culturelles encore aujourd'hui¹⁴. Le Taoïsme est la plus ancienne philosophie extrême orientale connue. Le terme *tao* se traduit par *la voie* ou *le chemin*. La recherche du tao

¹⁴ Pour une présentation plus exhaustive des valeurs traditionnelles vietnamiennes, voir les travaux de Neil L. Jamieson (Jamieson, 1995, en particulier pp.15-41). Au même titre, le livre *Culture, Ritual and Revolution in Vietnam* (2002) de Shaun Kingsley Malarney est également reconnu.

est aussi une quête d'harmonie qui résulte de l'unité au-delà du dualisme qui anime le *yin* et le *yang*. Cette quête est à la fois personnelle et sociale. Elle veut réguler les différentes forces morales à l'intérieur de la famille, du village, de la nation et du monde. Au quotidien, les individus recherchent le *Nghia* (la voie vertueuse) pour atteindre l'harmonie absolue (*ly* : la seule voie idéale) en cherchant les harmonies relatives à chaque situation particulière (*dieu*). La poursuite de l'harmonie sociale est donc fondamentale. Elle implique aussi presque systématiquement la recherche du consensus dans toute prise de décision. Ce consensus implique toutefois le respect d'une certaine hiérarchie, traditionnellement fondée sur des principes confucianistes.

Les rites bouddhistes n'ont cessé de perdre en importance après l'indépendance en 1954. « Buddhist and Taoist beliefs were syncretized with elements of confucianism. » (Scott, 1976:121) Certains rituels ont traversé les âges et ont une importance encore aujourd'hui, comme le culte des ancêtres et la dévotion à l'esprit protecteur du village. Bien que ceux-ci soient les plus importants, tous les esprits sont éventuellement respectés. Lors du Têt (le nouvel an du calendrier vietnamien), en plus d'accueillir la prochaine année, les Vietnamiens fêtent aussi les ancêtres et les esprits. Scott rapporte une maxime vietnamienne qui traduit bien le spiritualisme des Vietnamiens : « Worship wherever there is a god. » (Scott, 1976:122)

Plus dogmatique, le confucianisme dicte des règles de vie. Il impose une hiérarchie sociale stricte qui attribue des droits et surtout des devoirs pour chaque membre de la famille et de la nation. Un éminent disciple de Confucius a dit : « I know almost no men who cherish filial piety who would challenge authority » (Nguyễn Khăc Viêt, 1974:36). La famille ou la maison représente donc un modèle pour toute la société. La hiérarchie confucianiste de base est la suivante : les enfants doivent obéir, respecter et honorer leurs parents conformément aux valeurs de piété filiale (*hieu*); ils doivent accepter qu'ils ont une dette morale envers leurs parents (*on*); une bonne relation entre frères (*de*) est souhaitable; dans leurs échanges, l'aîné doit protéger le cadet, qui doit en retour l'honorer et l'écouter (ce rapport est dit plus important que le lien conjugal et sert de modèle aussi en amitié); le rôle des femmes, comme filles, femmes et mères, est toujours subordonné aux hommes, que ce soit au père, au mari, au frère ou au fils aîné quand le mari est disparu. La loyauté (*trung*) est également importante et concerne

autant la famille que le seigneur local. Faut-il le rappeler, la famille inclut les ancêtres à qui un autel est dédié et auxquels il faut rendre hommage régulièrement. D'ailleurs, le culte des ancêtres représente pour certains le dogme le plus important de la culture vietnamienne (Malarney, 2002:91-2). L'héritage du triptyque taoïsme-bouddhisme-confucianisme s'est transmis dans les rites bien sûr, mais aussi dans les livres, dans d'innombrables maximes, fables, chansons et autres histoires. Ces valeurs donnent un sens à plusieurs formes culturelles hégémoniques et idéologiques au Vietnam encore aujourd'hui.

Il faut néanmoins reconnaître l'originalité de la culture vietnamienne précoloniale par rapport à son puissant voisin du Nord. D'abord, Keith Taylor note que « the arbitrariness of patriarchal authority [la norme en Chine] was not congenial to a people who valued not only the role of women in society but also the gloss of friendship experienced while chewing betel¹⁵ (K. Taylor, 1983:264) ». La polygamie de l'empereur et l'importance politique de ses reines distinguent aussi le jeune empire du Đại Cồ Việt de la Chine, dont le souverain n'a droit qu'à une seule reine, soumise aux lois du confucianisme (K. Taylor, 1983:284). De plus, le Vietnam a longtemps été cognatique, pendant et longtemps après l'occupation chinoise ; « [v]ietnamese women retained a relatively high social status and legal rights to property well into the period of independence » (Andoya, 2001:217). Dans la société vietnamienne, un renforcement de la présence des femmes, associées au yin, pouvait être souhaité pour contrebalancer un excès du yang, représenté par les hommes. Bien que peu nombreuses dans les divinités, elles sont néanmoins très puissantes et sont les gardiennes de la nation. Les sœurs Trung sont encore vénérées pour avoir presque réussi à chasser les Chinois au premier siècle de l'ère chrétienne. De plus, la dynastie des Nguyễn qui s'implante au XVe et dure jusqu'à l'arrivée des Français fut fondée par une femme, Nguyễn Thị Anh. Aussi, le culte des Sainte Mères (Thơ Mẫu) compte plusieurs divinités féminines très respectées. Certains les mettent même au sommet du panthéon (Malarney, 2002:99 ; Dorais et Nguyễn, 1998). Plus chaotiques, elles sont aussi associées à la liberté, au laisser aller, à l'absence des codes sociaux parfois trop stricts qui empêchent l'épanouissement personnel ou

¹⁵ Mâcher le bétel est une pratique très répandue en Asie du Sud et du Sud-est. La noix d'arec joue un rôle important dans la culture traditionnelle au Vietnam, mais peu en Chine. Pour plus d'informations, consulter Wikipedia sous *Betel*.

commun. Les multiples associations villageoises étaient placées sous leur signe, caractérisées par une absence de hiérarchie et une certaine bonhomie, sanitaire face à un pouvoir autoritaire aux codes de vie très stricts.

Toutefois, il faut ici nuancer car la dynastie des Nguyên a adopté le code des Lê qui conserve le rôle traditionnel de la femme, mais ajoute en même temps des influences confucianistes qui le restreignent. De plus, Gia Long (1802-1819) adopte le code des Qing de Chine retirant aux femmes tout rôle politique et les relayant aux rôles de « Dutiful wives, chaste widows, and nurturing mothers » (Andoya, 2001:229). Jusque là, les femmes s'étaient véritablement vues comme des agents de la vie sociale et politique. Pour elles, sous les Français, peu de choses changeront, mais les communistes et le contexte de guerre apporteront des changements notables, qui doivent néanmoins être relativisés pour la période du *đổi mới*. Malgré la dernière période défavorable aux femmes, elles sont plus respectées qu'en Chine, voire peut-être même qu'en Occident si on ne tient pas compte des cinquante dernières années.

En second lieu, notons qu'un mouvement historique, la Longue Marche vers le Sud, fait également figure d'évènement primordial dans la construction culturelle nationale. Elle s'élabore de l'indépendance, au XI^e siècle, jusqu'au XX^e siècle. Philippe Papin remarque judicieusement comment cette longue entreprise ne s'est pas faite sans laisser de traces :

« [L]entement mais avec constance, le peuple vietnamien s'est ainsi constitué par absorption et fusion avec les groupes qui se trouvaient sur son chemin [vers le Sud]. Les soubresauts de l'histoire sont plus d'une fois venus interrompre ou compliquer cette conquête, créant des lignes de fracture qui sont encore actives aujourd'hui. » (Papin, 2003:16)

À ce titre, il faut retenir la séparation entre le Nord, le Centre et le Sud du pays qui renvoie à des frontières historiques et qui présente des différences structurelles contemporaines mineures, mais notables. Des cultures rencontrées sur le chemin, notons les Chams et les Khmers, fortement indianisés, « both having a high level of non-Chinese culture, [that where] relatively intimate, and [whom] reinforced Vietnam's separate identity. In Chams and Khmers, the Vietnamese witnessed alternatives to Chinese civilization » (K. Taylor, 1983:299). Ces diverses sociétés ont laissé des traces

dans la langue, les pratiques traditionnelles, les mythes et les rites liés aux dieux locaux. Ce faisant, elles rapprochent cette culture de ses voisins du sous-continent sud-est asiatique.

En dernier lieu, il faut souligner les chamboulements majeurs provoqués par un siècle de colonisation française. Cette civilisation occidentale ébranlera les valeurs traditionnelles du Vietnam, mais il faut séparer les idées de la modernité et les visées impérialistes de la France. En effet, malgré un débat, dans la métropole française, entre assimilationnistes et associationnistes, «systems of domination, assimilation and association were two sides of the same imperialist coin» (Britto, 2004:14 ; voir aussi Wright, 1991:74 ; Lam, 1977:9). C'est donc plus difficilement que les Vietnamiens ont découvert les idées européennes. «[L]'administration coloniale bannissait de l'enseignement les œuvres littéraires et philosophiques du XVIIIe siècle français. Ces idées, ces œuvres – en particulier celles de Rousseau et de Montesquieu – [sont] parvenues jusqu'aux lettrés vietnamiens par l'intermédiaire de traductions chinoises.» (Nguyên Khăc Viễn, 1999 :185)

La suppression en 1919 des concours traditionnels de recrutement des mandarins contribua de façon déterminante à séparer les nouveaux lettrés de l'univers intellectuel et moral sino-vietnamien empreint de valeurs confucéennes. La tâche la plus difficile fut de distinguer, a posteriori, entre les enseignements universels et les particularités vietnamiennes. C'est d'abord l'intelligentsia à l'étranger qui s'est intéressée à examiner les spécificités du Vietnam, aussi bien historiques, culturelles, qu'économiques. Hồ Chí Minh fut le plus notable de ces intellectuels, mais il était accompagné d'une pléthore d'autres Vietnamiens ayant vécu à un moment ou à un autre en France, en Union Soviétique, en Chine ou au Japon. Ils ont fini par dégager l'unicité historique du Vietnam et ont trouvé une force et une sagesse chez le peuple, capable de transformer leur situation d'opprimé. Si en 1944, la plupart des membres du Parti communiste indochinois (PCI) se comptaient parmi l'intelligentsia, le Parti croyait fermement en sa vision égalitaire et s'est mis à recruter abondamment chez les paysans et la classe ouvrière. Cette effervescence, qui trouvait des correspondances à l'international, transforma significativement les formes culturelles traditionnelles.

Trois grands mouvements historiques et géographiques alimentent ainsi les fondements socio-culturels du Vietnam prérévolutionnaire: le millénaire de domination chinoise, le millénaire de la Longue marche vers le Sud et le siècle de la colonisation française. À travers ces périodes marquantes et influencé par de grandes aires culturelles, le Vietnam s'est construit une culture unique.

3.2 Les formes politiques et économiques prérévolutionnaires

De la même manière que le judéo-christianisme, la modernité, le rêve américain et l'ouverture à l'immigration ont influencé le Canada, par exemple, d'importantes formes idéologiques anciennes façonnent toujours l'hégémonie vietnamienne contemporaine. Ces modes de représentation se manifestent donc dans des formes qui sont à la fois des pratiques, des objets et des idées. Elles sont à la fois collectives et multiples, matérielles et symboliques¹⁶. Plus concrètement, je veux maintenant me concentrer sur les principales formes politiques et économiques prérévolutionnaires qui caractérisaient le Vietnam. Le XXe siècle les aura vues se transformer profondément et pourtant on en trouve encore des traces aujourd'hui.

Le village traditionnel, un modèle hégémonique

Le village se trouve au cœur de l'organisation sociale du Vietnam depuis plusieurs siècles. En tant qu'institution et modèle de développement, c'est une forme culturelle qui en contient plusieurs autres. De fait, l'étude du village vietnamien demeure importante pour comprendre les rapports de force contemporains. Il existe d'ailleurs une longue tradition d'étude du village vietnamien et comme le souligne Kleinen, plus qu'ailleurs en Asie du Sud-Est (Kleinen, 1999:20). Néanmoins, les connaissances sur les diverses formes politiques et économiques du village traditionnel ont mis un certain temps à se raffiner.

La littérature scientifique coloniale dépeignait souvent le village vietnamien comme fermé sur lui-même, peuplé de paysans conservateurs, résistants aux changements, mais solidaires et formant une communauté autonome. Un adage souvent rapporté par les auteurs affirmait par exemple que la loi de l'État s'arrêtait à la clôture de

¹⁶ Voir section 2.3 de ce mémoire.

bambou qui encerclait le village. Il s'agissait toutefois d'une interprétation réductrice, similaire à l'image que la littérature dressait du village thaïlandais, présenté comme exempt de luttes de pouvoir, sans propriété privée, une sorte de communauté communiste primitive (Potter, 1976:11 ; Formoso, 1997:85-6). Ces interprétations traduisent seulement une méconnaissance de la culture et des structures sociales, différentes à bien des égards de celles de l'Occident. Ces premiers chercheurs auraient donc dû se pencher plus attentivement sur le rôle de l'État. De plus, même s'ils étaient au courant des intrigues et des luttes de pouvoir au sein des villages, ils n'hésitaient pas à les dépeindre de façon souvent bucolique. En définitive, le village a toujours représenté pour ces auteurs l'unité d'interprétation et d'analyse fondamentale : « [le Vietnamiens] n'existe que comme membre du village, et on ne le conçoit pas vivant isolément, entouré de sa seule famille » (Gourou, 1965:226).

La solidarité villageoise doit plutôt être perçue comme un idéal, et c'est bien ainsi que les Vietnamiens devaient se l'imaginer à l'époque, suivant leur quête constante d'harmonie et de consensus. En réalité, les relations dans les villages étaient à bien des égards difficiles. Faut-il le rappeler, la fameuse clôture de bambous qui entourait la plupart des agglomérations du Nord et qui fut maintes fois présentée comme la métaphore d'une communauté autonome et solidaire visait avant tout la protection contre les bandits de grands chemins, nombreux à l'époque. La région souffrait en effet de raids réguliers de bandes de brigands, qui recrutaient abondamment chez les insatisfaits et dont les membres s'attaquaient souvent à leur propre village d'origine (Frey, 1892:42-43). D'ailleurs, comme nous le rappelle Wolf, ces bandits de grands chemins (au Vietnam comme ailleurs) étaient parfois perçus comme des héros qui redressaient les torts causés à la paysannerie par les élites locales (Wolf, 1966:107). À ce titre, au Vietnam, les fameux Pavillons Noirs ont tenté tant bien que mal de repousser les armées coloniales, mais sans succès (McAleavy, 1968). Évidemment, ces raids, toujours menaçants, n'étaient pas toujours souhaitables. La vie en village « tissé serré » était donc inévitable pour la protection physique, mais également pour les travaux des champs. En effet, le contrôle des eaux capricieuses, indispensables à la riziculture, nécessitait une entraide sporadique, mais vitale. La vie dans les villages était donc incontournable, ce qui n'implique d'aucune manière qu'elle fut pour autant sereine, bien au contraire.

L'image d'une communauté fermée (« closed corporated society ») servait aussi à distinguer les agglomérations du Nord de celles du Sud, perçues comme plus ouvertes (« open society »). Encore une fois, cette vision n'était pas tout à fait juste. Par contre, les agglomérations du Sud étaient plus dispersées et n'étaient effectivement pas entourées de protections physiques. Les raisons de cette réalité sont nombreuses, comme l'existence d'une activité économique plus diversifiée (moins de riziculture intensive à l'époque), une plus faible piraterie, une présence militaire plus importante (dans le cadre de la Longue marche vers le Sud), un territoire moins densément peuplé et une activité commerciale plus intense avec les populations voisines. Néanmoins, l'unité administrative des villages demeura toujours.

Ainsi, la comparaison entre le Nord et le Sud fut un sujet récurrent qui justifiait la stigmatisation du village « solidaire », mais le delta du fleuve Rouge présentait à lui seul une grande variété de réalités villageoises. Par exemple, plusieurs villages spécialisaient leur production. Le relatif hermétisme des communautés servait alors un objectif supplémentaire, celui de protéger le secret des techniques artisanales locales. Cette réalité explique également la tradition d'endogamie des villages (une pratique qui a une certaine résonance aujourd'hui). Autre réalité ignorée à l'époque, les villages de bord de mer étaient souvent plus étendus et ne possédaient pas de clôture ou de remparts. Malgré tout, le préjugé d'une communauté fermée perdurera assez longtemps, sensiblement incontesté dans la littérature jusqu'à la fin du conflit américano-vietnamien.

Un peu bizarrement, la controverse Scott-Popkin a permis de dépasser ces interprétations. D'un côté, Scott avance dans son ouvrage que le village vietnamien fonctionne comme une institution morale, assurant la sécurité économique et physique de ses membres contre l'enrichissement excessif d'une minorité. Il reconnaît dans ce processus le principe fondamental d'une éthique de la subsistance (Scott, 1976:2-3). De l'autre côté, Popkin affirme que les paysans, rationnels, répondent plutôt à un principe de sécurité qui affaiblit leur volonté de coopération (Popkin, 1979:50). En réalité, la controverse entre ces deux auteurs ne concerne pas directement la nature du village vietnamien traditionnel, mais plutôt un débat sur la nature de l'humain vivant en société. Ce qui est intéressant en fait, c'est que les deux ouvrages reconnaissent des phénomènes

de luttes et de coopérations à l'intérieur du village de même que le rôle important que l'État y jouait.

La plupart des auteurs semblent maintenant s'entendre pour percevoir le village vietnamien traditionnel comme le lieu de luttes parfois sévères entre les grands patrilignages et une arène ouverte aux «free-riders», cette population flottante constituée principalement de travailleurs migrants et de vagabonds. Le rôle prépondérant de l'État et les liens durables entre les villages sont des faits également de plus en plus reconnus, bien qu'il manque toujours d'études précises pour les détailler. Les relations sociales étaient organisées autour de plusieurs institutions traditionnelles et il faut rappeler que l'État imposait cette même structure partout au pays, incluant dans les colonies du Sud. Je dois maintenant les présenter car elles trouvent des échos contemporains.

D'abord, la relative autonomie du village précolonial est symbolisée par le *dinh*, ou la maison communale. Placé au milieu de l'agglomération, le *dinh* était le centre physique du pouvoir local et un centre culturel important. Plusieurs rituels s'y déroulaient, notamment le culte de l'esprit protecteur du village, mais également des cérémonies collectives diverses, des fêtes sacrées et séculières.

Ensuite, au niveau administratif, il y avait dans chaque commune au moins trois officiels : le *Ly Truong* (chef, une sorte de maire), le *Cai Thon* (commissaire du village) et le *Cai Tuan* (commissaire de police). Bien que les critères de sélection différaient légèrement d'un village à l'autre, pour choisir les officiels, trois aspects étaient considérés : l'éducation (être lettré), la richesse et l'âge (Scott, 1979:93). Notons ici que le *Ly Truong* était souvent un peu plus jeune, de sorte qu'il était plus réceptif aux exigences du conseil des notables. Les membres de ce groupe devaient quant à eux être choisis pour leurs qualités morales, leur prestige et leurs accomplissements, les plus vieux y ayant automatiquement accès. En réalité, le conseil des notables représentait le véritable pouvoir dans le village et réunissait les représentants des grands patrilignages, les plus puissants. Officiellement, le *Ly Truong* servait d'interlocuteur avec l'État, mais dépendait en réalité beaucoup du conseil (on reconnaîtra ici une double dépendance – horizontale et verticale – qui, transformée, existe encore aujourd'hui – Ch5 de ce mémoire).

Par ailleurs, les Vietnamiens ont toujours été très attachés émotivement à leur village natal (Hardy, 2003:119-128, voir 122). Ils y référaient par le mot *quê*, qui signifie aussi maison. Les habitants y étaient liés pour la plupart par des liens de sang et de terre (moyen de subsistance et indicateur du statut social, aussi valorisée dans le culte des ancêtres). Il existait néanmoins un fort sens de la citoyenneté. Les villageois se divisaient entre les *noi tich* (inscrits) et les *ngoai tich* (non inscrits). La relation particulière entre ces deux groupes participe encore une fois à débouter le concept de « closed corporated society ». Hardy relève ainsi une certaine culture de la mobilité (Hardy, 2003:110). Il explique comment la migration était bien souvent porteuse d'espoir d'avancement socio-économique, quand elle n'était pas due carrément au rejet social. C'est toujours le cas aujourd'hui. Une importante population flottante s'alimentait vraisemblablement chez les insatisfaits, ceux qui ne goûtaient pas «les joies de la vie grégaire» (Gourou, 1965:270). Ceux-ci alimentaient d'ailleurs généreusement les bandes de pirates. Dans les villages, les non-inscrits formaient en fait un lumpenprolétariat. Cette population était à la fois protégée et exploitée par les dirigeants de la commune. En effet, les impôts, les corvées et le service militaire étaient fixés par l'État pour la commune entière, sans égard aux méthodes de répartition, responsabilité qui revenait au conseil des notables. Ainsi, parce que les membres du conseil payaient les impôts et envoyaient les habitants à la guerre, c'est aussi eux qui profitaient de cette masse de travailleurs.

Au plan spirituel et rituel, les temples bouddhistes jouaient également un rôle important. Ce qui est plus intéressant pour ce mémoire, c'est toutefois leur implication dans les relations de pouvoir. Les temples étaient impliqués politiquement en se posant comme lieu par lequel le prestige des familles devient l'objet de médiation. Les prêtres encourageaient en effet les dépenses ostentatoires lors de rituels importants comme les mariages et les enterrements. De plus, à l'intérieur des temples, parfois, on affichait les noms des familles donatrices, renforçant la réputation des lignages fortunés.

Finalement, les villages comptaient de nombreuses associations volontaires, engageant les citoyens dans plusieurs loisirs et activités philanthropiques (groupes d'entraide divers, sportifs, de cerfs-volants, d'éleveurs d'oiseaux, d'anciens étudiants d'un même professeur, etc.). De façon intéressante, Jamieson place ces organisations

sous le signe du *yin*. À cause de l'importante hétérogénéité de leurs membres, les rapports y étaient moins hiérarchiques, plus égalitaires ou marqués par l'horizontalité (Jamieson, 1995:33). Dans un monde assez codifié, ces clubs devenaient ainsi une sorte de soupape sociale, contrebalançant les forces autoritaires du *yang* dominant. Il manque d'études sur le rôle politique qu'ont pu jouer ces nombreuses associations villageoises dans le passé, mais on peut imaginer qu'en réunissant différentes classes sociales, elles ont dû favoriser les dialogues et servir de lieu aux résistances déguisées ou dissimulées. Leur souplesse au niveau de la hiérarchie et des codes sociaux a sûrement permis tour à tour de mobiliser les mécontentements ou au contraire de légitimer l'ordre établi. C'est en tout cas le rôle que Luong Van Hy (Luong, 2005:129) leur prête aujourd'hui.

En définitive, il faut voir le village traditionnel vietnamien comme organisé autour de relations de pouvoir horizontales et verticales, pas toujours sereines. Enfin, Wolf offre un modèle assez juste (Wolf, 1966 :89), identifiant de grands propriétaires qui entrent en relations « patron-client » avec une communauté paysanne, dont une partie est enracinée, mais vulnérable face à l'extérieur, et une autre est flottante et plutôt précaire. Mais la vie dans les villages était inévitable au Vietnam et l'harmonie, un idéal. Le modèle du village traditionnel fut développé au regard d'une réalité environnementale, économique et politique contraignante. Bref, comme le souligne Papin, la commune avec le dinh en son centre fut un formidable outil d'unité politique et économique face aux formes exogènes comme le village khmer, cham ou d'autres petites sociétés établies au Sud (Papin, 2003:37-8).

Le système mandarinal. Les rouages entre la société et l'État

Il est pourtant vrai, le village vietnamien précolonial jouissait d'une certaine autonomie. Les citoyens choisissaient en effet leurs représentants officiels et tous ceux qui siégeaient au conseil des notables. Les autorités locales collectaient les impôts, déterminaient les conscrits et établissaient les droits et les devoirs des habitants de la commune, règles qu'ils conservaient dans un livre, le coutumier. Cette relative autonomie étaient symbolisée par un esprit protecteur, unique à chaque village et représenté par une statue placée dans le dinh (Lam, 1982:23).

Cependant, l'État précolonial était très présent et il assurait son autorité par les mêmes canaux qui permettaient l'autonomie des villages. D'abord, le gouvernement récoltait les impôts avec minutie, exigeait plusieurs jours de corvées et n'hésitait pas à enrôler des soldats. De plus, l'empereur conservait un droit de regard sur le choix des Ly Truong et le coutumier nécessitait l'approbation des mandarins. Par ailleurs, il faut noter que les génies protecteurs, bien que choisis par les villageois, devaient invariablement faire d'abord l'objet d'une approbation de l'empereur lui-même par l'émission d'un certificat royal (celui-ci étant généralement affiché dans la maison communale) (Lam, 1982:21). Notons néanmoins qu'il existait nombre de divinités officieuses révérees par les habitants d'un village. Une statue d'une divinité rebelle était même parfois placée derrière celle de l'esprit officiel permettant de lui adresser les rituels et les prières en toute impunité. De plus, la plupart du temps, l'État octroyait aux Ly Truong le titre de mandarin. Dans ces cas, il s'agissait surtout d'une mesure symbolique puisque ces individus n'étaient souvent passés par aucun des examens normalement nécessaires à l'obtention du titre et ne pouvaient non plus dépasser le niveau huit, voire éventuellement sept, mais très rarement¹⁷. Cette méthode renforçait néanmoins l'autorité et le prestige de l'institution mandarinale et assurait ainsi un contrôle sur les villages.

Le système mandarinal était au cœur des relations entre la société et l'État. Les concours ont été tenus du XIe siècle à 1919, lorsque les Français les ont éliminés. Selon Truong Buu Lam (Lam, 1982:24-25), le système précolonial représentait une véritable méritocratie et l'éducation (qui menait le plus souvent au mandarinat) représentait un moyen notable, le seul avec l'enrichissement personnel, pour l'ascension sociale. Bien que le transfert du statut par la descendance existait, les postes importants étaient tous occupés par des personnes étant passés par le système d'émulation traditionnel. Pour éviter les conflits d'intérêts, les mandarins n'exerçaient jamais leurs devoirs dans leur région d'origine et ne s'occupaient d'aucune des affaires internes des villages, excepté dans quelques conflits graves, du reste assez rares. La plupart des litiges étaient en fait réglés par le conseil des notables. Néanmoins, il était extrêmement courant que les mandarins, à leur retraite, viennent finir leurs jours dans leur quê. De plus, ces

¹⁷ Sur une échelle de un à huit, un renvoie aux mandarins les plus influents, les plus proches de l'empereur. Encore aujourd'hui, les autorités au niveau de la commune sont beaucoup moins éduquées que celles des niveaux supérieurs, à savoir le district, la province et l'administration centrale.

mandarins entretenaient leurs anciennes amitiés et conservaient une partie de leur influence. L'éducation était valorisée et très respectée; « moral order depended on this large brotherhood of scholars, which gathered together by thousands in the administrative centers of the country for each competitive examination » (Nguyễn Khắc Viện, 1974:26).

La bureaucratie représentait donc un pouvoir assez puissant, autant sur le plan matériel que symbolique. Mais il ne faudrait pas se méprendre et Nguyễn Khắc Viện rappelle que, pour les lettrés, l'idée que l'empereur était le fils du ciel était pure fiction (Nguyễn Khắc Viện, 1974:40). Selon cet auteur, le dicton populaire 'celui qui gagne devient empereur; celui qui perd devient hors-la-loi' traduit mieux la conscience passée. Bien entendu, "everyone revered the Great Master and no one dared attack his doctrine, but each school of thought interpreted the texts as it pleased » (Nguyễn Khắc Viện, 1974:40). L'histoire du Vietnam a ainsi connu de nombreuses rébellions et dichotomies régionales, mais, somme toute, le système était assez efficace et c'est d'ailleurs pour cette raison que les Français l'ont conservé assez longtemps.

Pratiques économiques traditionnelles. Riziculture, artisanat et commerce

La riziculture est l'activité économique principale du Vietnam depuis des siècles. Même les villages artisanaux spécialisés en cultivaient. Ainsi, les Vietnamiens voulaient posséder une terre dans leur village pour des raisons économiques, mais également morales. D'abord, la riziculture garantissait une certaine sécurité alimentaire, mais posséder une terre était souvent le seul moyen d'accumuler de l'argent car la thésaurisation rendait vulnérable aux attaques de pirates. Ensuite, la propriété ouvrait les portes à une reconnaissance sociale (et éventuellement au titre de notable). De plus, la terre servait à enterrer les morts de la famille, ce qui, en plus de faciliter l'entretien des tombeaux, rendait la vente des terres plus difficile (Gourou, 1965:373). En effet, même endettées, les familles auraient du mal à vendre leur terre parce que peu de gens étaient intéressés à acquérir un lopin avec, au beau milieu, le tombeau des ancêtres des anciens propriétaires. Finalement, très peu de personnes possédaient des terres en dehors de leur commune. Principalement à cause des entraves placées par les villageois, seulement

certains individus très influents y arrivaient. Là encore, le clientélisme était local, organisé entre les grands patrilignages, les inscrits et les *free-riders*.

La très grande majorité des agglomérations possédaient aussi des terres communales. Conçus à l'origine pour aider les pauvres, ces lopins devaient être périodiquement redistribués pour équilibrer la richesse. Mais ce système n'a jamais fait l'unanimité chez les Vietnamiens eux-mêmes et il y eut plusieurs cas d'appropriation par les notables, surtout dans les moments où l'État était faible. Bien souvent même, des arrangements profitaient aux mandarins, élite morale certes, mais dont plusieurs cherchaient aussi à s'enrichir. De plus, il appert que ces terres étaient souvent redistribuées plus selon le prestige que selon les besoins, ne relevant pas le niveau des revenus des plus pauvres (Scott, 1979:101-104). Ces terres rehaussaient tout de même le revenu moyen du village et permettaient d'accumuler des revenus pour des activités religieuses et pour bâtir les infrastructures essentielles (digues, canaux, rizières, routes, etc.).

Comme il a été mentionné, certains villages se spécialisaient dans la production artisanale d'un ou plusieurs produits. Par exemple, le village de Phu Cam, aujourd'hui un quartier de la ville de Hué, a développé une expertise dans la fabrication des chapeaux coniques. Le village de Đông Hô, dans Bac Ninh, se spécialisait dans les estampes en bois et l'impression de peinture sur toile. Celui de Doi Tam encore, dans la province de Hà Nam, pratiquerait la fabrication des tambours depuis les dynasties Hung (rois légendaires qui auraient vécu en l'an 1000 av. l'ÈC). Les villages spécialisés les plus prestigieux pouvaient parfois distribuer leur production sur tout le territoire.

Avant l'arrivée des Français, l'empire du Vietnam commerçait peu avec l'extérieur. Malheureusement, peu de recherches ont été menées sur ce sujet. Il semble que certains ports d'importance comme celui de Hoi An (dès le XVIe siècle) furent un arrêt obligé pour les commerçants qui naviguaient entre le Proche-Orient, l'Inde et la Chine. Toutefois, il semble aussi que les échanges soient toujours restés d'une petite envergure. La flotte de bateaux vietnamiens se serait principalement limitée à la pêche et au cabotage le long des côtes nationales. Sous la colonie, Haï Phong, Saigon, Hué et Nha Trang deviendront des ports importants, laissant entrer les militaires et les colons tout en faisant sortir le riz, le caoutchouc, le charbon, etc.

Les perturbations de la colonisation française

Je n'ai malheureusement pas la place ici pour élaborer sur les nombreux impacts que les Français ont pu avoir sur l'hégémonie au Vietnam. Ce mémoire se penche plus spécialement sur les transformations du *đôi mới*, mais je dois souligner rapidement certaines perturbations majeures car, dans plusieurs cas, les communistes, même lors de la rénovation, poursuivront ce qui fut entamé sous la colonie.

Après la révolte des Tay son à la fin du XVIIIe siècle, la dynastie des Nguyễn unifie le territoire et instaure un néo-confucianisme très strict. Les Français débarquent au milieu du XIXe et instaurent assez rapidement le double système administratif. L'État moderne prend la place de l'ancien régime, mais conserve le système traditionnel aux niveaux du village et du district jusqu'aux années 1920. Par la suite, l'introduction par les Français des techniques modernes de gouvernementalité (comme l'impôt personnel) et la construction d'infrastructures (comme les routes carrossables et les lignes de chemin de fer) ont permis à l'État de s'impliquer dans la vie locale comme jamais la cour vietnamienne n'aura tenté de le faire (Lam, 1982:54).

Dans le même sens, les Français augmentèrent les responsabilités des Ly Truong, alourdissant le poste considérablement. Cette politique eut pour effet de favoriser la nomination d'individus corrompus motivés par le seul intérêt pour le pouvoir, opérant une brisure sociale importante. La confiance des villageois fut gravement entamée et le pouvoir colonial dut se battre jusqu'à la fin contre une pénurie de gens de qualité. Il est à noter que, dans l'ancien régime, bien qu'il pouvait y avoir des abus de la part des officiels et du Conseil, il faut se souvenir que les autorités étaient toujours nés dans le village, bien connus de tous, et nommés par eux. Cette réalité empêchait bien des excès.

De plus, voyant que le véritable pouvoir n'appartenait qu'aux Français et à leurs sous-fifres, les lettrés, surtout ceux nés après 1900, se sont majoritairement tournés vers les professions libérales (médecine, administration, droit, finance, etc.). La colonie a également favorisé l'apparition d'une classe ouvrière, principalement dans la construction, la voirie, les mines et le caoutchouc. Celle-ci ne fut jamais très nombreuse, mais suffisamment pour alimenter les efforts communistes car c'est effectivement cette classe, avec l'intelligentsia, qui fut la plus prompte à se soulever, à joindre la révolution.

Les Français ont également entrepris une politique de migration pour désengorger les deltas, surpeuplés. Ces mesures n'ont cependant pas très bien fonctionné. Les Vietnamiens craignaient les montagnes, lieu des esprits malins et des maladies comme la malaria, et les conditions liées au travail de défrichage étaient très dures (absence, entre autres, de moyens de subsistances durant les premières années). De plus, paradoxalement, l'État colonial a instauré des papiers d'identités personnels qui ont souvent eu pour effet d'enchaîner les habitants à leur village. Les papiers seront d'ailleurs maintenus jusqu'à ce jour. Les politiques coloniales ont tout de même permis l'ouverture de quelques terres nouvelles et ont favorisé les déplacements pour certains individus particuliers, à savoir les personnes engagés dans le service de l'administration coloniale et militaire (serviteurs, soldats, administrateurs, la famille de ce personnel), ainsi que certains marchands liés à la population française.

La bourgade de Sa Pa profita de ces politiques. Créée assez tôt, vers 1909, le poste militaire fut agrandi d'une station civile quelques années plus tard (Michaud, 1999). Bien que les Hmong de la région pratiquent la riziculture en escalier depuis assez longtemps, la géographie de Sa Pa limite considérablement le développement d'une agriculture imposante. Le village se développera donc davantage avec le tourisme des colons et des Vietnamiens aisés. Le climat frais et l'altitude, qui ne permet pas à la malaria de sévir, les paysages majestueux, et la présence « colorée » des minorités ethniques de la région ont favorisé ce type de développement. Évidemment, les formes traditionnelles associées à l'ancien régime sont beaucoup moins présentes que dans les basses terres. Incidemment, l'origine coloniale, la géographie non orthodoxe, ainsi que la forte présence des Français, de l'armée et des touristes ont fait de Sa Pa un lieu précocement moderne.

Pour résumer, il faudrait rappeler que la relative autonomie du village traditionnel servait jadis à contrôler la population, à assurer sa sécurité, la loyauté des groupes de pouvoir locaux et certains services. Ainsi, le village est toujours demeuré le lieu des aspirations sociales du peuple. D'ailleurs, les habitants du Vietnam contemporain sont toujours très attachés à leur quê. Dans cette société qui a connu des institutions étatiques et villageoises élaborées, la réflexion demeure toutefois inachevée

sur la relation entre l'État et la campagne. Plus tard, les Français ont modifié ce modèle de développement. L'introduction de techniques modernes de gouvernementalité a permis à l'État de s'impliquer encore davantage dans la vie locale. Si la colonie a perduré durant presque cent ans, ses administrateurs n'ont pas réussi à conserver leur légitimité.

Comme on le verra, les communistes réorganiseront la vie dans les villages d'une manière qui pourrait se rapprocher de la vision erronée des chercheurs coloniaux, c'est-à-dire autour d'une communauté fermée, vivant en autarcie. Une chose est ici certaine par contre et c'est qu'à travers toutes les époques, la « vision de l'État » n'a cessé de s'étendre¹⁸.

3.3 L'avènement de l'idéologie révolutionnaire

Après l'indépendance, les communistes vietnamiens ont acquis un pouvoir et une légitimité assez forts pour transformer radicalement la société traditionnelle. Comme il a été dit, les idéologies, par les luttes historiques qu'elles se mènent entre elles, forgent les formes culturelles qui composent l'hégémonie. À ce point du mémoire, il faut donc s'attarder au contexte qui a permis l'émergence de l'idéologie socialiste. C'est seulement ensuite qu'il deviendra possible de saisir les principales formes politiques et économiques qui caractérisent le Vietnam révolutionnaire.

Contexte de la révolution socialiste au Vietnam

L'analyse de Janos Kornai devient ici pertinente pour saisir le contexte national qui caractérisait le Vietnam prérévolutionnaire. Selon cet auteur (Kornai, 1996;42-46), les conditions générales étaient partagées par tous les pays qui ont fait une révolution socialiste, (Union Soviétique, Albanie, Yougoslavie, Chine, Cuba, Congo, Somalie, Bénin, Nicaragua et autres). Les huit points qu'il relève correspondent effectivement au contexte vietnamien.

¹⁸Référence au livre de James C. Scott sur l'histoire des politiques de développement des États qui cherchent de tout temps à augmenter leur contrôle sur la population sans grands égards à ses besoins réels (*Seeing Like a State; How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, 1998)

(1) Tous ces pays étaient pauvres et économiquement sous-développés. (2) La part de l'industrie y était faible. Il s'agissait de pays fondamentalement agraires dont les paysans et les ouvriers agricoles sans terre formaient une grande partie de la population. (3) Le secteur moderne de l'industrie, comprenant de grandes fabriques équipées d'une technologie avancée et organisées d'une manière évoluée, était relativement insignifiant. Au Vietnam, les Français avaient développé une industrie, mais les technologies modernes étaient minimales et, finalement, les rapports de production se rapprochaient beaucoup de l'esclavage. (4) Les relations sociales et les formes de propriété comprenaient de nombreux traits précapitalistes.

Comme il a été dit, les Français fonctionnaient avec une double structure, impériale et coloniale. Plusieurs affirment d'ailleurs que la cohabitation de ces formes hybrides et contradictoires du capital a placé des limites à l'accumulation. En d'autres mots, le chevauchement du système colonial et impérial mena éventuellement à une stagnation économique, au déclin de la productivité et un cercle vicieux de la pauvreté rurale (entre autres, voir: Murray, 1980:x; Nguyễn Khắc Viện, 1999:198-201; Papin, 2003:97-98). Évidemment, ce chevauchement n'explique pas tous les déboires de l'économie coloniale. Il faudrait ajouter les charges fiscales très lourdes qui paupérisèrent la paysannerie en engraisant comme jamais la classe des propriétaires terriens, la disparition des filets sociaux traditionnels, l'effondrement des prix du caoutchouc dès 1920, la crise de 1929, etc.

(5) Dans le même sens, tous les pays concernés présentaient des inégalités frappantes dans la distribution des revenus par comparaison avec les pays développés de la même période. Le gouffre entre riches et pauvres contribuait fortement à pousser la population à la révolution. Dans le cas du Vietnam, comme dans d'autres régions d'ailleurs, une inégalité basée sur la race s'ajoutait à celle fondée sur la richesse. (6) Tous les régimes présocialistes supprimaient les libertés politiques et plusieurs étaient des dictatures brutales. (7) Qui plus est, beaucoup de ces pays sinon tous étaient partiellement ou totalement dépendants d'autres États; c'étaient des colonies, des semi-colonies, des pays sous occupation militaire ou simplement dépendants économiquement et politiquement d'un pays plus fort et plus développé. Par conséquent, l'obtention de l'indépendance nationale figurait à l'ordre du jour. La prise du pouvoir des communistes

est partout intimement liée aux luttes de libération nationale. Il s'agit probablement de la motivation la plus forte, bien avant toutes les autres. Notons toutefois que malgré l'obtention de l'indépendance en 1954 et de la réunification en 1975, le Vietnam demeurera dépendant économiquement de capitaux étrangers. Comme il sera démontré au chapitre suivant, le pays s'est d'abord associé à l'Union soviétique et à ses alliés pour se rapprocher ensuite du FMI et des anciens ennemis de la révolution après l'ouverture.

(8) Finalement, dans la plupart des pays, des événements au cours des années précédant la révolution avaient ébranlé les institutions de la société : guerre contre un ennemi extérieur, guerre civile, guérilla ou insurrections répétées. L'état de guerre était souvent lié à la situation de dépendance nationale. Le cas du Vietnam est clair : la guérilla des communistes commence dès les années 1930; le pays est occupé par les Français et les Japonais durant la Deuxième Guerre mondiale; Ho Chi Minh déclare l'indépendance à Hanoï en 1945; la lutte armée se poursuit tout de même jusqu'en 1954 lorsque la victoire de Dien Bien Phu contribue à apporter l'indépendance du Nord; après une courte accalmie, les combats reprennent avec vigueur contre l'envahisseur américain au Sud et ne se termineront qu'en 1975.

On comprend la combativité des Vietnamiens. Il ne faut oublier non plus qu'après la Deuxième Guerre mondiale, la création des grandes institutions internationales comme l'ONU met en relation des nations indépendantes. Or, dans le contexte asiatique des décolonisations, entre 1945 et 1953, tous les pays colonisés de la région obtiennent leur indépendance excepté le Vietnam et la ville État de Singapour (la Malaisie devient une fédération dès 1948, mais n'obtient sa véritable indépendance qu'en 1957).

D'autres facteurs poussaient encore les Vietnamiens vers une révolution *communiste*. D'abord, l'idéologie socialiste s'adressait directement aux paysans, c'est-à-dire la grande majorité de la population du Vietnam. De plus, comme le montre bien David Marr (Marr, 1981), le contexte des années 1920-1945 a vu naître des changements fondamentaux dans la conscience politique et sociale d'un segment significatif de la population vietnamienne. Cette nouvelle foi dans les capacités nationales a émergé lentement, se buttant inlassablement aux répressions coloniales. Entre 1929 et 1932 surtout, les Français ont frappé dur et ont bien failli réussir à éliminer les activités nationalistes. Entre 1940 et 1945 encore, les violences de l'alliance Japon-Vichy ont

également été dévastatrices. À travers ces hauts et ces bas, les nationalistes ont grandi et un nombre toujours plus grand de Vietnamiens a été formé à la lutte idéologique et pratique. La philosophie de la *praxis* répondait tout à fait à cet éveil de la conscience populaire.

Qui plus est, les Vietnamiens qui ont gradué sous la colonisation, qui ont étudié dans le système français, ont acquis la science et la démocratie, mais il leur manquait encore la force morale et la proximité du peuple (ils étaient en France, dans les villes, et ils étudiaient en français) que les lettrés de villages et les mandarins possédaient. Ils ont donc formé une bourgeoisie fragile, incapable de se battre pour l'indépendance, pour leurs idées, pour la démocratie et un système administratif ou de production libéral (Nguyễn Khã Viễn, 1974:44-5). Ceux qui ont opéré la révolution marxiste étaient donc les intellectuels des couches inférieures (« petty intellectuals ») qui furent forcés de suspendre leurs études et avaient fini par travailler dans des industries ou des plantations, ou comme clerks mineurs dans l'administration coloniale. Les professeurs de village, souvent indépendants, comme les vieux lettrés de l'école traditionnelle, étaient également mieux placés pour organiser la lutte (Nguyễn Khã Viễn, 1974:45).

D'autre part, le système communiste représentait l'avenue la plus noble moralement. Les idéaux d'égalité et de justice sociale de ce nouveau système économique et politique collaient effectivement mieux avec la résistance contre des oppresseurs mercantiles. D'ailleurs, la promesse de modernisation rapide, suivant Marx et Lénine, offrait ultimement un système économique supérieur au capitalisme. Finalement, les confucéens et les marxistes avaient plusieurs atomes crochus leur permettant de s'allier contre le colonialisme : le dévouement corps et âme à la nation, le sens moral et la discipline sociale –contre l'individualisme-, l'exemple des chefs et la valeur du vœu de simplicité (ne pas succomber aux plaisirs de la richesse et de l'opulence) (Nguyễn Khã Viễn, 1974:47). Bref, le socialisme promettait le dépassement moral et matériel des oppresseurs de l'Ouest.

En dernière analyse, il faudrait ajouter quelques informations sur la situation internationale de l'époque. Dans le contexte du développement d'une économie monde moderne dominée par l'Occident, les opprimés devaient chercher des appuis dans l'opposition. Or le XXe siècle est marqué par une expansion mondiale du communisme.

Dans ces conditions, les partenaires potentiels les mieux outillés pour soutenir la lutte nationale étaient surtout la Russie socialiste et leurs alliés.

Ainsi, l'idéologie communiste a réussi à opérer au Vietnam des transformations majeures. Cet ensemble de modes de représentation a pris plusieurs formes durant le XXe siècle et, bien qu'il se soit considérablement modifié sous le *đổi mới*, il conserve plusieurs de ses fondements aujourd'hui. Il est donc important de le présenter succinctement ici.

L'idéologie socialiste

Dans les années 1920, les Vietnamiens ont développé un goût aigu pour la science. « The idea of science was very alluring for not only was it associated with progress and provided a mechanism for escaping subjectivity and determining objective 'truth' (*sự thật*), its methodology 'seemed to be at the heart of man's capacity in recent centuries to break conceptual barriers, to smash myths that had held him back for so long' (Marr, 1981:344). » (rapporté dans Malarney, 2002:59) La doctrine marxiste-léniniste, qui affirme être fondée sur des critères scientifiques, semblait donc pouvoir répondre aux multiples aspirations vietnamiennes. Par ailleurs, les fondements éthiques de l'idéologie socialiste se résument bien dans la maxime suivante : « à chacun selon ses besoins, de tous suivant leurs moyens ». La méthode socialiste doit apporter l'égalité et la justice sociale, de même que la performance économique et technologique. En d'autres mots, cette foi s'accompagne d'une conviction profonde dans la supériorité à la fois technique et morale du système.

Le communisme étant supposé supplanter le capitalisme, selon Marx, l'idéologie socialiste est construite à bien des égards dans le but de régler les contradictions et les difficultés du système capitaliste. D'ailleurs, l'événement historique qui aurait le plus alimenté ce sentiment de supériorité serait la grande dépression de 1929 en Occident alors que la production et la main-d'œuvre se portaient plutôt bien en Union soviétique. Cette époque coïncide également avec la création du Parti communiste indochinois et avec une effervescence intellectuelle, au Vietnam, renouvelée lors des premières luttes ouvrières à Yen Bai et durant le mandat présidentiel de Léon Blum dans la métropole coloniale.

Au niveau technique donc, la planification est conçue comme une approche fondamentale; « l'anarchie du marché, les fluctuations de la demande et de l'offre conduisent à des erreurs grossières lors de l'affectation des ressources; ces problèmes peuvent être surmontés par la planification. » (Kornai, 1996:73) Planifier la production permettrait aussi d'éliminer le gaspillage du facteur de production le plus important, la force de travail humaine, en mettant fin au chômage massif. Elle est aussi censée supprimer les crises de surproduction, et les pertes incalculables qui les accompagnent. De plus, la concurrence fondée sur la propriété privée conduit au secret dans les affaires, alors que sous le socialisme les innovations deviennent une propriété commune, profitant à tous. La concurrence entraîne d'autres sortes de pertes comme la prolifération d'une publicité coûteuse et un changement ininterrompu des modèles et des types de produits. Le socialisme peut éliminer ces coûts. Il peut aussi mettre fin au gaspillage de ressources provoqué par la consommation parasite des classes exploiteuses. Finalement, le socialisme est censé insuffler aux travailleurs davantage d'enthousiasme et de rigueur consciencieuse au travail que pourrait avoir un prolétaire exploité. La responsabilité et l'enthousiasme au travail accroîtraient la performance et diminueraient les coûts de surveillance.

En bref, le sentiment de supériorité du socialisme serait surtout fondé sur la conviction de la plus grande performance économique qu'il permet. Les idéologues considéraient donc à l'époque que le capitalisme décadent avait dépassé la phase (décrite par Marx) qui lui aurait permis de contribuer au progrès de la société. Plus tard, c'est justement cette foi inconditionnelle dans la supériorité économique du socialisme qui sera ébranlée, ouvrant par conséquent la porte aux réformes du *đổi mới* (voir chapitre quatre de ce mémoire).

Ceci étant dit, le sentiment de supériorité morale est également fondamental. Pour assurer la justice sociale et l'égalité, tous les citoyens doivent s'investir dans le projet. Discipline, esprit de sacrifice et vigilance du peuple sont sollicités. Marx affirmait : « une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste » (Marx, 1982:101). Un peu dans le même sens, Ho Chi Minh soulignait: « if you want to build [a socialist country], before all else you must have socialist people. » (cité dans Malarney, 2002:56) Certes, plusieurs valeurs

profondes sont partagées par les communistes et les confucianistes, mais une réforme des consciences demeure nécessaire.

Par conséquent, le parti représentant l'avant-garde de la classe ouvrière, il est destiné à diriger le pays et à éduquer ses citoyens. Ses membres n'ont pas à être élus, mais doivent plutôt être formés. La théorie marxiste-léniniste fournit plusieurs outils de gestion politique et économique, mais également d'éducation et de rééducation. Kornai souligne la nature paternaliste du pouvoir en citant Staline¹⁹:

« Il sera nécessaire sous la dictature du prolétariat de rééduquer 'des millions de paysans et de petits propriétaires et des centaines de milliers d'employés de bureau, de fonctionnaires et d'intellectuels bourgeois', de subordonner 'toutes ces personnes à l'État prolétaire et à la direction prolétaire ...' tout comme nous devons, '... dans le cadre d'une lutte prolongée, sur la base de la dictature du prolétariat, rééduquer les propriétaires eux-mêmes, parce que ceux-ci n'abandonneront pas leurs préjugés petits-bourgeois tout d'un coup (...) mais seulement au cours d'une longue lutte de masse difficile à mener contre les influences de la petite bourgeoisie'. » (Kornai, 1996:79)

Pour y arriver, le PCV emploiera plusieurs méthodes, les plus agressives étant utilisées durant la réforme agraire et l'implantation des nouvelles zones économiques (NZE). Le parti a ainsi ouvert des camps de rééducation et instauré des comités locaux dans lesquels l'autocritique est devenu l'outil à la fois d'endoctrinement et de palabre. Au Vietnam par contre, « la liquidation physique n'a pas été appliquée à une grande échelle comme en URSS, en Chine et au Cambodge, mais les pires méthodes pour anéantir moralement et abattre socialement un homme ont été pratiquées » (Brocheux, 2000:172). Il suffit ici de rappeler l'expérience des « boat people » qui, après avoir tout perdu, ont dû s'exiler dans des conditions extrêmement dures. Néanmoins, la catégorisation sociale a touché un plus grand nombre d'individus. Par exemple, un propriétaire d'hôtel que j'ai interrogé à Sa Pa me racontait comment, malgré son diplôme de médecine obtenu à Hanoï, il n'a jamais pu exercer son métier parce que son père travaillait aux douanes dans l'administration coloniale. Il a ainsi reçu un « passeport noir », apanage des « ennemis du peuple », et a été forcé de s'exiler dans une nouvelle zone économique. Malgré ses nombreuses tentatives et les défis sanitaires de l'époque et

¹⁹ Staline citait abondamment dans ce texte les écrits de Lénine.

de la région, il n'a jamais pu pratiquer la médecine. Il a donc travaillé dans la coopérative agricole pendant 35 ans. Ironiquement, les réformes du *đổi mới* lui ont permis d'ouvrir le premier hôtel privé de Sa Pa et le succès dans les affaires a fait de lui un modèle à suivre, reconnu par les anciens chefs de la coopérative et les autorités actuelles de la commune.

Moins dogmatiques qu'en Chine donc, les membres du PCV étaient plutôt exhortés à convaincre, éduquer, persuader, mobiliser, mais devaient rester flexibles, tout en étant fermes. Face à son objectif de transformation de la moralité, de la culture et des manières de faire, le parti identifiait deux obstacles. D'abord, ils devaient éviter de commander, mais devaient plutôt persuader les masses par la mobilisation, l'agitation et surtout l'éducation. « The ideal way to communicate the message was to educate the masses through a process of clarifying the virtues of the new regime and criticizing the shortcomings of the old, thereby causing the people to voluntarily reject the latter and accept the former. » (Malarney, 2002:68) Le second obstacle était de présenter leur message d'une manière qui résonnerait dans le peuple. Les formes qu'ils adoptèrent étaient souvent teintées du confucianisme des hauts cadres et d'anciennes méthodes de persuasion. D'ailleurs, par exemple, la centralisation et l'organisation bureaucratique du pouvoir sont grandement justifiées par la nature et le rôle paternaliste du parti, mais cette organisation présente en fait plusieurs points communs avec la structure de l'État et du pouvoir précolonial. Les relations de pouvoir restent effectivement marquées du sceau du confucianisme qui exige respect, déférence, obéissance et allégeance de la part des gouvernés, en échange de quoi les dirigeants doivent assurer protection, sécurité, fidélité et prospérité. Ayant recouvré leur indépendance, les Vietnamiens sont ainsi parfois retournés aux structures traditionnelles. Cette forme culturelle d'organisation et de justification d'une hiérarchie verticale tend d'ailleurs à se perpétuer également sous le *đổi mới*.

Dans cette grande entreprise de réforme socioculturelle, les critères de sélection de la nouvelle intelligentsia sont la loyauté, le respect de la hiérarchie et la rigueur morale. Le parti exige de la discipline et appelle aux sacrifices. Les intérêts de l'individu et de la famille doivent être soumis aux intérêts supérieurs de la nation. « Like their pre-revolutionary predecessors, the new civic rites created by the party were designed to

create unity among the people, but instead of uniting them in a parochial village community, they would unite them in a shared national, socialist community that they were eager to participate in, work for, and defend. » (Malarney, 2002:74) La dialectique dogmatique du PCV a toutefois renforcé le divorce entre les sphères du pouvoir et celles du savoir (Papin, 2003:97). Ces critères ont en effet primé malheureusement un peu trop souvent sur la compétence technique. Le cas du médecin qui n'a jamais pu pratiquer, cité plus haut, est encore pertinent ici. Le manque de compétence des administrateurs est d'ailleurs souvent soulevé par les Vietnamiens pour expliquer la chute des coopératives. Cette vigilance constante contre tous les « ennemis du peuple », externes et internes, répond à une « conscience de guerre » qui fonctionne bien (et est considérée légitime) en temps de guerre, mais beaucoup moins en temps de paix.

Ainsi, la construction de la nouvelle culture et de la nouvelle moralité fut entreprise pour atteindre les objectifs de la révolution, spécialement ceux concernant la productivité et la lutte contre les envahisseurs, mais « it also carried down to the most intimate details of people's lives and how they should behave in society. » (Malarney, 2002:76) Un des principaux résultats est qu'au Vietnam, comme dans les autres régimes socialistes classiques, l'idéologie est partout. Elle représente un pouvoir séculier qui prend la place de l'Église. À travers les rituels civiques comme les jours fériés, les fêtes de fins de cycle (agricoles, manufacturiers, administratifs, ...), les hommages aux victimes de guerre et autres activités communes, par des slogans, des poèmes, des chansons, des films, la télé, les sessions d'éducation, etc., le parti réussit à transformer les visions du monde. Bien sûr, il ne réussit pas à tout changer car tous n'acceptent pas ces nouvelles façons de faire et de penser, mais le parti aura modifié le contexte général, la manière dont ces choses (la culture, les rituels, la moralité et autres aspects de la vie socioculturelle) sont désormais discutées et débattues.

L'idéologie socialiste vietnamienne est donc tiraillée entre des idées et des pratiques totalitaires, d'une part, et, d'autre part, une vision plus sociale, sincèrement progressiste. Certes, le système législatif est soumis à la domination de la bureaucratie du parti et les militaires acquièrent beaucoup de pouvoir et de prestige. Toutefois, comme on le verra plus bas²⁰, si l'armée devient un levier d'ascension sociale important,

²⁰ Dans la section suivante de ce chapitre (section 3.4).

elle représente une force sociale plutôt progressiste. De plus, l'éducation demeure un levier économique et politique très important et très ouvert sur le monde. En effet, l'alphabétisation, estimée à 80-95% dès les années 1940 (De Francis, 1977:40), demeure un accomplissement important des socialistes. Loin d'être fermés sur eux-mêmes, plusieurs Vietnamiens vont aussi étudier en Russie, en Allemagne, en Chine ou en Europe de l'Est.

Il faudrait rappeler que les promesses d'un futur radieux sont ambitieuses: immédiatement, sinon dans un avenir rapproché, le parti veut dépasser les pays capitalistes, obtenir la libération nationale, offrir le plein emploi (le droit au travail étant garanti par la constitution), assurer un logement à tous, la satisfaction des besoins de base, comme la santé et l'éducation, des vacances, des biens et services culturels, etc. La réalisation de ce programme nécessite de la rigueur. Si la dictature du prolétariat s'installe donc avec fermeté, l'enthousiasme n'est pas absent dans le peuple :

« Ayant lutté pour la révolution et risqué l'emprisonnement, la torture et la mort, ils sont prêts à sacrifier davantage pour voir leurs idées réalisées. Travailler pour la communauté est pour eux un devoir allant de soi. Cet enthousiasme ne se borne pas à un petit groupe de révolutionnaires actifs; de grandes masses de la population y sont aussi entraînées. Pour cette raison cette étape est souvent considérée comme « l'âge héroïque du socialisme ». » (Kornai, 1996:46)

Il faut maintenant se pencher sur les formes culturelles concrètes à travers lesquelles se manifeste cette idéologie. Quelles sont effectivement les structures de pouvoir, les institutions politiques et les pratiques économiques de la société vietnamienne révolutionnaire?

3.4 Les formes culturelles révolutionnaires

Encore aujourd'hui, l'idéologie officielle du socialisme est soutenue matériellement, au niveau politique, par l'appareil du parti, de l'État, de l'armée et des organisations de masse. Au niveau économique, durant la période classique, la réforme agraire, la mise en place des coopératives et les pratiques de migration ont façonné plusieurs formes culturelles révolutionnaires. Une fois en place, l'idéologie dominante se

perpétue à la fois par coercition et par le consentement, mais ne peut éviter totalement le dialogue avec la société civile.

Le Parti et l'État

Les structures du parti et de l'État au Vietnam sont fidèles à l'idéologie socialiste classique. Les deux appareils sont indépendants et organisés de telle sorte que le parti dirige l'État. Le premier représente l'idéologie, la doctrine de l'avant-garde de la classe ouvrière. Le second recouvre un organe législatif (l'Assemblée nationale) et un organe exécutif (le Gouvernement).

L'Assemblée nationale se place au cœur de l'État et elle choisit, au Vietnam, les membres du gouvernement qui exécuteront ses décisions législatives. Les membres de l'Assemblée nationale sont tous élus par le peuple, au niveau de la commune, du district et de la province. Cependant, les candidats sont presque tous membres du parti et se présentent le plus souvent sans concurrence. Généralement, les candidats sont donc préalablement choisis par le parti.

Le PCV possède quant à lui une hiérarchie parallèle et son fonctionnement interne n'est pas très bien connu, l'appareil étant plutôt hermétique et ses membres discrets. Ceux-ci ne sont pas élus, mais leur candidature est d'abord proposée par un certain nombre de citoyens, puis évaluée par un organe du parti. Si le candidat remporte sa nomination, il devra ensuite être « éduqué » par des professeurs qui le forment à l'idéologie et aux techniques nécessaires aux représentants du peuple. Seuls les militaires contournent ces procédures. En faisant leur service, ils deviennent automatiquement membres du parti.

Dans les faits donc, le parti dirige l'État. L'Assemblée nationale devient un organe qui entérine les édits du PCV²¹. Entre 1959 et 1989 environ, la quasi totalité des « élus » de l'État sont membres du PCV, de même que tous les représentants de postes importants comme les juges, les chefs de police, les dirigeants des grandes entreprises, les représentants des associations de masses, etc. Au Vietnam, l'appareil bureaucratique du parti demeure malgré tout relativement petit, comptant en 1986 deux millions de membres, le plus fort taux de son histoire, c'est-à-dire à peine plus de trois pour cent de

²¹ L'Assemblée nationale prendra un nouveau rôle sous le *đổi mới*.

la population²². À titre de comparaison, cette proportion était de 4,7% en Chine et de 6,6% en Union Soviétique (Kornai, 1996:55). La densité démographique élevée du Vietnam pourrait expliquer cette différence, mais la relative puissance des autorités villageoises aurait participé également à limiter le nombre de cadres locaux. De plus, historiquement, le nombre de mandarins a toujours été limité. Cette réalité ne diminue pourtant pas le pouvoir du parti, très hiérarchisé. Jusqu'en 1969, la cohésion de l'autorité (pour ne pas dire plus) était assurée par la triple présidence de Hô-Chi-Minh, à savoir : présidence de l'État, du conseil des ministres et du « Parti des Travailleurs ». Après sa mort, le poste de présidence disparaît au profit d'un secrétaire général du parti, véritable détenteur du pouvoir encore aujourd'hui.

À cause de l'omnipotence du parti et parce qu'il y a entrelacement dans les carrières, il est commode et courant de parler de cadres, de membres de l'appareil du Parti ou de fonctionnaires. Par exemple, un individu peut être chef de la police, devenir membre du conseil exécutif de la commune, directeur d'une grande société et devenir ensuite secrétaire du parti au niveau provincial. Le politique et l'administratif sont intimement liés de sorte que « la politique influence toutes les dimensions de la vie; il n'y a pas d'affaires administratives « exemptes de politique ». » (Kornai, 1996:60)

Finalement, l'approche planificatrice jumelée à la prépondérance des relations verticales (respect de la hiérarchie) imposent, dans l'organisation de l'administration des pays communistes, les principes de la coordination bureaucratique. Simplement, le parti prend des décisions à partir des données qu'il possède, attend un retour d'informations nouvelles provenant des expériences concrètes, des consultations et des études, réajuste ses décisions et recommence. Au niveau national, au Vietnam, des plans quinquennaux sont mis en place et d'importantes rencontres sont organisées à mi-parcours. Entre-temps, les niveaux inférieurs du parti se rencontrent plus régulièrement. Cette structure renforce le pouvoir de l'élite politique comme jamais dans l'histoire du Vietnam.

L'armée

L'armée est une institution très importante et très puissante encore aujourd'hui. Elle représente le fondement du PCV et agit comme son gardien. Entre 1930 et 1975,

²² Voir Wikipedia, à *Parti communiste vietnamien*.

l'armée *était* littéralement le parti. C'est-à-dire que presque tous les cadres avaient fait la guerre²³. De plus, et c'est encore le cas aujourd'hui, sa structure fait en sorte qu'elle domine les échelons de l'autorité locale. En effet, le district militaire est plus grand que le district civil et la zone militaire plus grande que la province. Créée avant l'État, l'armée rend ses comptes plutôt au parti. Son premier objectif est de protéger ce dernier, le second consiste à assurer l'ordre intérieur du pays et le troisième, presque évacué aujourd'hui, à défendre le territoire.

Néanmoins, elle n'est pas nécessairement l'aile la plus réactionnaire du pouvoir. En fait, elle est plutôt progressiste. Par exemple, elle a toujours été très impliquée dans le développement économique du pays et a joué un rôle primordial dans l'intégration politique des femmes. Son rôle demeure très important aujourd'hui encore.

Les organisations de masses

Les différentes associations de la société civile sont appelées de façon générique organisations de masse. Traditionnellement, ces organisations possèdent un monopole organisationnel dans leur propre domaine. On retrouve par exemple au Vietnam un mouvement des syndicats, une ligue de la jeunesse, une organisation des femmes, une autre pour les aînés, une académie des sciences, de multiples associations professionnelles (association des ingénieurs, union des écrivains, des musiciens, cinématographique, etc.). Ceux qui ne sont pas membres de l'union des sculpteurs, par exemple, ne pourront exercer cet art. Évidemment, ces groupes sont tous dirigés par des membres du parti dont ils se doivent d'appliquer les politiques. Malarney souligne que l'organisation de masse « has never had an executive role in local administration, but was nevertheless critical as it answered directly to the local party apparatus and served to coordinate the dissemination and implementation of official politics. » (Malarney, 2002:64)

En fait, le rôle ultime de ces groupes réside précisément dans la transmission des directives du parti vers les secteurs « cibles » de la société (les travailleurs, les jeunes, les femmes, ...). En d'autres mots, ils sont les « courroies de transmission » entre le parti

²³ Une situation bien différente d'aujourd'hui comme il sera démontré au chapitre cinq.

et les masses²⁴. On en compte environ trente cinq au Vietnam. Comme nous le verrons au chapitre cinq, l'efficacité de ces monopoles organisationnels est en partie remise en question depuis quelques années par la prolifération des associations volontaires civiles.

Bien que ces organisations reproduisent l'idéologie du parti, elles constituent également une plateforme politique pour le peuple. Celui-ci y trouve un endroit où exprimer ses intérêts. En ce sens, suivant le principe de la coordination bureaucratique, les organisations de masse sont autant un moyen d'implanter des politiques que d'extraire des informations qui seraient susceptibles d'améliorer les plans d'action.

La réforme agraire

On se souvient que suivant l'idéologie socialiste, tout est politique. Les mesures économiques s'accompagnent donc presque toujours d'objectifs politiques. Par exemple, l'implantation du socialisme au Nord n'est pas indépendante des énormes efforts de guerre pour « libérer » le Sud. Les coopératives visent à dépasser le capitalisme, mais également à rééduquer le peuple selon la nouvelle idéologie. Elles sont aussi jumelées à des villages du Sud pour l'effort de guerre (leur fournissant certaines denrées). À un autre niveau, les NZE visent à désengorger le Delta du fleuve Rouge, à développer économiquement des zones potentiellement riches en ressources naturelles et en bonnes terres cultivables, mais cette conquête de l'Ouest vise aussi à protéger les frontières et à assurer la domination de l'ethnie Kinh sur les 53 autres minorités ethniques qui résident dans ces régions montagneuses. Dans cette perspective, la réforme agraire vise à implanter de nouvelles pratiques économiques, mais également à détruire l'ancienne structure politique du pays.

La réforme agraire constitue généralement le premier pas concret vers le socialisme. Au Vietnam, un décret donne les principales orientations de la réforme agraire alors même que la guerre contre la France coloniale n'est pas encore terminée. La réforme durera environ trois ans, soit de 1953 à 1956. Dans la plupart des villages du Tonkin, l'État s'approprie les terres appartenant aux riches propriétaires ou, dans les hautes terres, des parcelles souvent revendiquées par les minorités ethniques. Dans le même temps, les surfaces cultivables sont redistribuées à l'ensemble des paysans.

²⁴ L'expression est de Lénine, rapportée par Kornai (1996:61).

Plusieurs élites de l'ancien régime fuient au Sud, d'autres décident de rester. Dans l'effervescence, beaucoup d'abus seront commis causant de nombreuses manifestations, notamment sur la place Ba Đình à Hanoï en 1956 et une rébellion dans Nghệ Tĩnh la même année. Avec les contestations et une crise agricole qui persiste, le parti engage une campagne de « rectification des erreurs ». Les « cent fleurs²⁵ » vietnamiennes ne tarderont pas à être réprimées, mais le Secrétaire général du parti de l'époque, Trường Chinh, reconnaîtra tout de même les torts causés et démissionnera.

À Sa. Pa, comme dans plusieurs villages éloignés fondés sous la colonie, les conséquences de la réforme agraire furent plus légères étant donné qu'il y avait des terres en abondance et que les grands propriétaires terriens et les collaborateurs kinh avaient tous fui pendant la guerre. Par contre, si les terres semblaient libres, beaucoup étaient en fait le territoire des cultures sur brûlis de groupes ethniques de la région, en particulier des Hmong. Une partie d'entre eux, pour cette raison et pour d'autres, entretiendront une guerre de résistance contre les socialistes jusqu'en 1970. Par la suite, les chefs de groupes minoritaires (dont certains avaient collaboré avec les Français et les Américains) demeurèrent néanmoins en place, principalement pour faciliter le dialogue avec ces communautés (souvent ces représentants étaient les seuls à parler vietnamien et les seuls que les membres de la communauté écoutaient de toute façon). Par ailleurs, notons que la plupart des montagnards n'ont pas participé aux coopératives.

Après avoir renversé les anciennes élites et les avoir dépossédées des bases matérielles de leurs positions (les terres communales dans le cas des élites spirituelles), les cadres ont dû s'attacher à délégitimer leur statut social. Les séances d'autocritique ont eu une certaine efficacité dans ce sens. En raison de la stigmatisation du travail manuel par les anciennes élites, de nombreux cadres ont également déménagé dans les maisons des plus pauvres pour pratiquer les « three together » (bà cūng), c'est-à-dire « eat together », « live together », « work together ». La nouvelle administration a également mis beaucoup d'efforts pour désacraliser les pratiques et les espaces religieux en les transformant en pratiques et en espaces mondains (Malarney, 2002:48). À ce titre,

²⁵ Les *Cent fleurs* réfère à l'appel lancé par Mao Zedong en Chine en 1956 : « Que les cent fleurs s'épanouissent ». Il s'agissait d'un appel aux critiques et suggestions du peuple pour améliorer la situation à la fin de la réforme agraire, mais en 1957, les réponses furent si nombreuses et violentes (un réel mouvement de masse émergea) que le parti communiste chinois prit peur et réprima les protestataires. Voir à ce sujet le livre de Marie-Claire Bergère, *La Chine de 1949 à nos jours* (Bergère, 2000:67-74).

un passage du livre de Malarney souligne l'attention particulière accordée aux maisons communales (dinh):

« Soon after the Think Liet land reform began, the cadres initiated the desacralisation of the communal houses. Although never openly stated in most documents on ritual reform, the communal houses were obviously too closely linked to the former elite to be left untouched. One of the first moves to neutralize the communal houses was the transfer of administrative offices to other buildings. Under the French, the village had been the terminal unit of administration in Think Liet and communal houses had served as the seats for the village administrations. With the revolution, administrative powers were taken away from the villages and concentrated at the level of the commune, itself composed of several villages. » (Malarney, 2002:45-46)

De plus, tous les rituels religieux liés à la maison communale furent bannis. Par contre, les cadres n'ont jamais détruit les autels des ancêtres. Certains monuments ancestraux furent transformés en résidences, mais leurs autels ne furent jamais détruits non plus. Cette réalité explique en parti pourquoi certaines formes traditionnelles semblent réapparaître aujourd'hui.

Bref, à travers la transformation et l'appropriation de l'espace opérées durant la réforme agraire, l'État a mis en place les fondements lui permettant de construire l'économie collective. Ce mouvement de réforme profonde des formes culturelles traditionnelles se poursuivra durant l'implantation des coopératives et se renouvellera sous le *đôỉ mới*.

Les coopératives

La fin des années 1950 voit l'accélération de la création de coopératives. Elles représentent le principal moyen économique pour surpasser la productivité capitaliste, mais également pour révolutionner ses rapports sociaux sclérosés. La participation à cette nouvelle structure s'opère sur une base volontaire, les paysans étant invités à donner leurs terres à la coop. Si certaines familles résisteront à ce mouvement jusqu'à la fin, la population du Nord réagit en majorité avec enthousiasme.

Il faut dire que les coopératives fonctionnent assez bien en contexte de guerre et de plus en plus de gens y adhèrent. Si en 1958, cinq milles coopératives emploient 5% des familles, en 1960, deux ans plus tard et avant le début de la guerre, c'est 40 000

coopératives qui emploient 68% de la population du Tonkin. En 1965, l'économie privée ne représente plus que 11% du revenu national et elle est déjà largement informelle (réparateurs de bicyclette, tailleurs, cordonniers ou petits artisans œuvrant à domicile) (Papin, 2003:160). Cette même année, le parti élabore donc le premier plan quinquennal. D'une part, il veut suivre le modèle soviétique en cherchant à développer l'industrie lourde et, d'autre part, il instaure le modèle agraire et rural inspiré des Chinois. Notons que l'infrastructure industrielle fut rapidement détruite par les bombardements américains, forçant l'État à morceler la production en petites unités dispersées et fortement orientées vers la fabrication de matériel militaire.

La collectivisation peut être considérée terminée au Nord en 1968. À cette date, 90% des paysans du Bắc Bộ (le Nord) appartenaient à des coopératives de haut niveau dans lesquelles toutes les terres et les moyens de production sont possédés par la collectivité et les rémunérations accordées en principe selon le travail fourni. À cette époque, les industries avaient également presque toutes été nationalisées ou collectivisées et les anciennes classes n'existaient plus (Beresford, 1988:59). Si des gains substantiels furent atteints dans la productivité, il faut par contre douter d'une augmentation réelle de la consommation par habitant si on tient compte de l'augmentation de la population. Les accomplissements les plus importants de la collectivisation concernent plutôt la construction de nombreuses infrastructures d'irrigation et de transport, les progrès des droits des femmes (dorénavant égales aux hommes en droits, pouvant gagner un salaire et choisir leur mari, et ayant accès à des services pour les enfants²⁶) et la mise en place de centres de santé et d'éducation auxquels les paysans n'avaient jamais eu droit auparavant.

Par conséquent, la force productrice s'est vue considérablement modifiée. Même sous les Français, le secteur industriel n'avait jamais été très important comptant quelques milliers de travailleurs tout au plus. L'immense majorité des travailleurs était paysanne. En 1975, c'est 11% de la population active qui était affectée aux industries (incluant les mines) et 10% encore dans le secteur de la construction, des transports et des communications. Il y avait également 14% de la force de travail affectée aux activités commerciales, dans les services et l'administration, laissant 65% des

²⁶ Les femmes furent d'ailleurs les plus grandes supportrices de la collectivisation.

travailleurs au secteur agricole (Beresford, 1988:60). Bien que le pays demeure principalement agraire, il s'agit d'une modernisation considérable qui se poursuivra pendant la rénovation.

À Sa Pa, la coopérative Thu Dâu Mọt portait le nom d'une commune du Delta du Mékong. Ce lien assurait une certaine répartition des ressources durant la guerre, mais valorisait surtout un sentiment de fraternité avec le Sud et de responsabilité dans la lutte nationale. Cette grande coopérative fut en fait le résultat d'une fusion de trois coopératives en 1963. Thu Dâu Mọt fonctionnait très bien et put rapidement offrir un salaire élevé à ses membres. Des unités de travail s'y occupaient de la collecte de produits de la forêt, de l'élevage de cochons, vaches laitières et poulets, de la construction des bâtiments ou encore de la culture de fruits et légumes de climats tempérés. Mais l'activité la plus rentable consistait à produire des semences de choux-raves destinées à alimenter les unités agricoles des basses terres. Quelques individus réfractaires n'ont jamais joint la coopérative. Comme celle-ci gérait à peu près tout, ces personnes ont été mises à l'écart de la société durant une vingtaine d'années, mais si leur vie en a été rendue beaucoup plus difficile au niveau moral, ils ont toujours été plus riches que les autres, réussissant à vendre leurs productions à bon prix sur le marché noir. Ils sont pour la plupart toujours plus riches aujourd'hui, ayant accumulé le capital nécessaire à l'ouverture de petites et moyennes entreprises (PME), d'hôtels ou de restaurants.

Les excès du volontarisme n'ont jamais été aussi importants qu'en Chine où, durant le *Grand bon en avant* (1958 à 1960), des millions de personnes ont perdu la vie dans des entreprises impossibles (Bergère, 2000:76-77). Au Vietnam, l'établissement des NZE s'est accompagné de plusieurs pertes humaines, mais sans aucune commune mesure avec la situation chinoise. Au final, les coopératives ont été plutôt profitables, et surtout pour la libération nationale.

Au même titre que la période des coopératives marque un certain attachement des citoyens à leur commune, l'établissement des NZE au Nord amènera une réglementation stricte des pratiques migratoires durant un certain temps. Celles-ci seront toutefois les premières à se libéraliser, montrant qu'au Vietnam, bien souvent, les pratiques définissent les politiques.

Les nouvelles zones économiques

En 1960, la République démocratique du Vietnam lance le programme des nouvelles zones économiques. Cette stratégie de planification migratoire poursuit trois objectifs : renforcer la productivité économique (surpeuplement des plaines), assurer la sécurité militaire (contrôle des zones frontalières et des minorités ethniques) et garantir la réussite du socialisme (réformer les « pratiques bourgeoises »). (Hardy, 2003:239)

Cet étalement de la population vise ainsi avant tout à coloniser les territoires inhospitaliers des hauts plateaux et des chaînes montagneuses qui constituent les trois quarts du territoire. Ce grand mouvement fut entamé, mais sans grand succès, sous l'administration coloniale. Il connaît un essor sans précédent sous les communistes. Les NZE sont rentables au niveau économique parce qu'elles permettent le développement de nouvelles zones, augmentant ainsi le PIB et permettant de désengorger les basses terres où se trouvent des chômeurs. En ce sens, les montagnes deviennent une échappatoire pour les habitants des plaines surpeuplées. À court terme, les plus pauvres partent pour manger, parce qu'ils ont du mal à se nourrir dans leur village, les cadres s'embarquent par nationalisme et les plus riches y sont envoyés pour être réformés. À long terme, la colonisation de nouveaux territoires promettra une ascension économique et sociale.

Dans leurs efforts pour désengorger le Delta, les communistes ne furent guère plus efficaces que les Français. Bien qu'ils aient développé beaucoup plus de nouveaux territoires (les historiens réfèrent aujourd'hui à ce vaste mouvement par l'expression de « grande marche vers l'Ouest »), la population générale du pays a augmenté considérablement après l'indépendance, ne permettant pas d'améliorer la situation des basses terres. La politique officielle du parti fut encore une fois ici volontariste et un important travail de mobilisation fut entrepris (Hardy, 2003:207). À ce titre, les dirigeants ont beaucoup joué la corde du patriotisme, invitant les Vietnamiens à élever la nation en bâtissant de nouveaux quêt. Par souci de cohérence, le parti a mis beaucoup d'énergie à convaincre ses cadres, le rôle des leaders étant très important (Hardy, 2003:208). Dans les faits, peu de personnes ont été forcées à déménager, mais peu

d'entre elles voulaient véritablement partir. Ceux qui se sont portés volontaires l'ont fait parce qu'ils avaient confiance dans le parti (Hardy, 2003:203).

Durant les stades initiaux de l'installation toutefois, l'État a négligé l'aide économique et les politiques étaient inadaptées. La malaria était bien sûr un problème majeur, mais surtout, les NZE étaient centrées autour de la production céréalière et non, comme c'est plus le cas aujourd'hui, autour de la forêt et des montagnes (Hardy, 2003:203). De plus, plusieurs cadres qui devaient donner l'exemple étaient des habitants de longue date des villes et ne connaissaient rien au travail agricole. Aussi, dès la fin de la guerre, plus d'un se sont réinstallés dans les centres urbains, trouvant difficiles les conditions de vie de pionniers.

Malgré sa création par les Français, Sa Pa est le fruit de ces politiques, et comme son climat est clément, la bourgade a toujours été relativement prospère, surtout si l'on considère son isolement géographique. Le peuplement de la bourgade s'est fait suivant quatre grandes vagues : sous les colonialistes durant l'entre-deux guerre, durant les NZE au début des années 1960, après celles-ci autour de 1965 et au début des années 1990, suivant l'ouverture du pays au tourisme. Du temps des Français, il reste peu de monde aujourd'hui. La doyenne de Sa Pa, une femme de 108 ans, est venue à pied de la province de Tai Binh en 1935. Contrairement à plusieurs de ces concitoyens de l'époque, elle a su s'accorder avec toutes les administrations de la bourgade. Agricultrice appréciée des colons, elle a tenu une courte correspondance avec certains soldats japonais rencontrés durant l'occupation de 1945. Elle a néanmoins « donné » (ses propres mots) deux enfants dans les luttes nationales et, tout en travaillant pour la coopérative, elle a présidé l'association des femmes de Sa Pa durant un temps. Cette doyenne représente bien la résilience de la bourgade qui aura connu de nombreux bouleversements malgré sa courte histoire.

Les NZE sont lancées en 1960. Le programme durera cinq années. Durant cette période, tous les migrants de Sa Pa venaient de deux provinces surpeuplées du Delta, Hà Nam et Nam Định. Les nouveaux arrivants étaient dispersés pour transformer les terres sauvages environnantes en terres cultivables. L'aide gouvernementale était minimale : des terres et un peu de nourriture. Les conditions de vie étaient très difficiles à cette époque et si plusieurs étaient enthousiastes, d'autres l'étaient beaucoup moins. Les NZE

ont également été fondées dans le but d'éduquer ou de rééduquer les « bourgeois » et de se débarrasser des indésirables, un peu comme la *Révolution culturelle* en Chine maoïste. Plusieurs ont donc été forcés de partir, comme ce fut le cas pour le médecin dont l'histoire a été rapportée plus haut. Chez les minorités ethniques de la région, certains ont assez bien accepté cette présence vietnamienne inévitable, y reconnaissant des partenaires économiques. D'autres y ont plutôt vu une menace, comme les Hmong qui ont lutté contre cette colonisation jusqu'en 1970. Depuis le début des NZE, les formes coutumières des groupes minoritaires se buttent inlassablement au pragmatisme autoritaire des autorités gouvernementales (Goulet, 2006).

En 1965, les subventions sont éliminées, mais l'État dérègle du même coup les migrations. Celles-ci connaîtront un nouvel essor et seront le résultat d'initiatives civiles, beaucoup justifiées par la quête de prospérité, mais aussi par la recherche de plus de confort. Certains se rapprochent par exemple du centre de la bourgade à Sa Pa, d'autres migrent vers les provinces voisines pour rejoindre des amis ou de la famille, et certains rentrent carrément dans leur village natal. Selon Andrew Hardy, depuis ce temps, il y a plus de pratiques que de politiques, les premières façonnant souvent les suivantes (Hardy, 2003:257). Ainsi, les politiques gouvernementales viennent maintenant souvent « après coup », pour encadrer les nouvelles pratiques qui tendent à se généraliser. Si cette nouvelle approche permet une plus grande liberté, le résultat est aussi que le gouvernement peine à prendre en charge les coûts humains et environnementaux des migrations. Cette attitude s'étendra à d'autres sphères de la société sous la rénovation.

En définitive, les politiques de l'État colonial aussi bien que celles du PCV au début de la phase classique ont transformé les vagabonds en les attachant au village par la loi, rendant ainsi leurs conditions de vie défavorables. Ainsi, le volontarisme laissait peu de place aux initiatives indépendantes qui permettent, comme partout ailleurs, la mobilité sociale. Pour cette raison, plus tard, quand le parti brisera l'attachement aux communes en déréglementant les migrations, il s'en suivra une recrudescence des activités économiques.

Conclusion

Ce chapitre avait pour but de présenter une image claire des formes culturelles précoloniales, coloniales et révolutionnaires. Bien entendu, une description exhaustive de l'hégémonie des trois grandes époques qui ont marqué le XIXe et le XXe siècle vietnamiens est impossible. Par conséquent, j'ai cherché à identifier les principales formes politiques et économiques pertinentes. En décrivant les principales luttes idéologiques des différentes époques concernées, j'ai cherché à reconnaître les différentes formes qui pourraient s'incorporer à l'hégémonie, devenant acceptées comme « naturelles » par la majorité de la population. Ces formes trouvent donc de nombreuses correspondances aujourd'hui, mais devront subir encore les pressions de nouvelles luttes idéologiques.

Le PCV a obtenu l'indépendance du Vietnam et c'est de là qu'il tire le plus gros de sa légitimité. Néanmoins, le système socialiste classique connaît d'importantes difficultés dès la réunification du pays, menaçant cette autorité. L'idéologie socialiste classique sera de plus en plus remise en question également dans le reste du monde, ce qui aura des conséquences sur la nature de l'hégémonie que le PCV tentait d'implanter. Comme on le verra dans le prochain chapitre, le *đôì mới* représente un effort du PCV pour régler ces nouvelles difficultés.

4. Le đòì mới. Ses causes et ses aspirations

« Parfois, il faut que tout change pour que tout reste comme avant »

Citation du neveu du Prince de Salina, Tancredi, tirée du film de 1963, *Le Guépard*, de Luchino Visconti (adaptation du livre éponyme de Giuseppe Tomasi, duc de Lampedusa - 1958).

Le đòì mới se présente avant tout comme un ensemble de réformes économiques nationales, associé à des modifications de l'idéologie politique de l'État-parti. Le présent chapitre se penche sur les différentes mécaniques de ce renouveau. L'objectif consiste à en identifier les causes et les dynamiques. Ce grand mouvement tend à redéfinir les luttes idéologiques nationales et les rapports du pays avec le reste du monde. Conséquemment, comme le montrera le chapitre cinq, cette nouvelle réalité induit également une transformation des formes culturelles hégémoniques au Vietnam.

Les réformes ont été implantées suivant deux objectifs principaux : d'abord pour assurer la croissance économique du pays et ensuite pour sauver le PCV. La stratégie consiste d'abord à abandonner l'approche socialiste de planification économique en s'ouvrant au marché et à ses systèmes de régulation nationaux et internationaux. Ensuite, au niveau des relations extérieures, le Vietnam embrasse la globalisation néolibérale qui s'installe dans les années 1980. Finalement, à l'interne, l'État-parti regroupe ses activités autour de domaines stratégiques qui lui permettent de consolider son pouvoir.

Le lancement officiel des réformes advient en 1986, lors du VIe congrès du PCV. Néanmoins, les dix années précédentes ont vu apparaître une série d'expérimentations qui cherchaient des pistes de solution aux évolutions majeures de la conjoncture nationale et internationale. De plus, si le đòì mới est officiellement lancé alors, il faudra encore attendre une dizaine d'années pour que les cibles fondamentales du plan soient atteintes. Dans ce chapitre, je veux appréhender cette profonde restructuration en me penchant sur les facteurs à la fois externes et internes qui la motivent. Bien que ceux-ci agissent de concert, je vais d'abord les traiter séparément, pour ensuite tenter d'en départager les poids respectifs.

4.1 Facteurs externes. Le poids de la conjoncture internationale

Les vingt ans de la conception et de la mise en application des réformes du *đô* moi coïncident avec l'avènement d'une conjoncture internationale renouvelée. Entre la réunification du Vietnam en 1975 et la fin de l'embargo américain en 1994, le monde verra plusieurs événements historiques majeurs. Le plus important est sans doute la chute du Bloc de l'Est qui amène la fin de la guerre froide. L'Occident considère alors que le communisme a perdu la bataille économique. Pour plusieurs, le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt qui unissait les travailleurs aux propriétaires des moyens de production depuis les années 1930 peut alors être remis en question. Les pays riches connaissent aussi une « stagflation » durant les années 1970 qui participe à l'avènement d'une nouvelle idéologie, le néolibéralisme (Harvey, 2005:15-16). Les conséquences seront grandes. Les vingt années suivantes voient également la poursuite d'un développement fulgurant des technologies de communication et de transport qui provoqueront l'accélération de la globalisation. Cette nouvelle conjoncture présente à la fois de belles opportunités et de réels dangers pour le Vietnam communiste.

Entre 1975 et 1986. Les affres de l'après-guerre et la dépendance économique

Il importe d'abord de noter que le Vietnam a toujours été dépendant des capitaux étrangers pour financer son développement (Papin, 2003:169). Les colons français avaient développé un capitalisme d'exportation dépendant des importations de la capitale. À la libération en 1954, le Vietnam du Nord peut se tourner vers ses alliés communistes, l'URSS en tête, tandis que le Sud se tourne vers l'aide américaine grandissante. La guerre détruit les infrastructures industrielles du Nord et oblige à importer de nombreux produits de consommation. En 1965, les importations augmentent de 73% et quadruplent au cours des quatre années suivantes (Papin, 2003:161). La balance commerciale est d'autant plus affectée que durant la même période, les exportations chutent de moitié et changent de nature, passant de produits manufacturés aux produits agricoles non transformés. L'aide de la Chine est aussi substantielle. La République populaire donne 300 millions de dollars annuellement en assistance économique, fournissant vêtements, sucre, médicaments, viande, etc. Bref, entre 1965 et

1975, l'aide des pays frères fournit 80% des biens de consommation et permet de régler 80% de la facture des importations pour la même période.

La fin de la guerre entre le Vietnam et les États-Unis laisse un pays dévasté qui dépend de l'aide économique extérieure. La solidarité socialiste comptait pour la moitié du revenu national en 1975, permettant aux Vietnamiens de survivre et d'acquiescer leur indépendance politique, mais engendrant une réelle dépendance économique. Or, la fin de la guerre annonce aussi la fin des subsides. Mao Zedong et Deng Xiaoping affichaient des réticences face à cette guerre dès 1954 (Nguyễn Khắc Viện, 1999:337). En 1963, Deng proposait une aide économique à condition que le PCV refuse toute aide soviétique. Le Vietnam refuse et si la Chine ne coupe pas son aide économique, elle refuse tout de même de prendre part activement au conflit comme elle l'avait fait en Corée.

Les politiques de Nikita Krouchtchev, entre 1953 et 1964, dégradent les relations entre l'URSS et la Chine de Mao. Il amorce la déstalinisation, en finit avec le culte de la personnalité et prône la coexistence pacifique avec les capitalistes; rien qui plaise au chef suprême de la Chine. En 1975, les tensions sont encore présentes et le Vietnam doit choisir entre son voisin du Nord et l'URSS. Après les accrochages à la frontière chinoise en 1978 autour du conflit au Cambodge, le Vietnam choisit son camp et entre dans le Conseil d'assistance économique mutuel (CAEM) qui regroupe l'URSS, les pays communistes de l'Europe de l'Est, la Mongolie et Cuba. L'aide économique qu'il y gagne ne suffit toutefois pas aux besoins.

L'aide chinoise cesse dès avril 1975 et les prêts et subventions russes commencent à diminuer quelques mois plus tard. En 1980, ceux-ci étaient inférieurs à la moitié de ce qu'ils étaient en 1976 (Papin, 2003:164). De plus, Moscou commence à exiger le remboursement des dettes. Le Vietnam le fait en envoyant environ 20 000 travailleurs en URSS et dans les pays satellites. Les échanges de marchandises sur les réseaux informels augmentent considérablement, mais s'ils donnent un nouveau souffle à des milliers d'individus, ils aident peu le gouvernement.

Avec l'entrée de l'armée vietnamienne au Cambodge en 1979, c'est la fin du régime sanglant des Khmers rouges, mais l'intervention coûte cher. Cette invasion, qui provoque une incursion punitive des Chinois au nord du Vietnam et qui fit 70 000

blessés et tués, isole aussi le pays encore plus du reste du monde et l'espoir d'obtenir des subsides étrangers s'estompe. Il faut aussi tenir compte de l'exode des *boat people* (dont plusieurs sont d'origine chinoise) qui donne une bien mauvaise image du Vietnam tant auprès des Chinois que des étrangers qui doivent les accueillir. La Chine interrompt toute aide économique. L'embargo américain, instauré en mai 1964, perdure malgré la fin de la guerre. Les subsides étrangers demeurent trop faibles et le déficit budgétaire du Vietnam ne s'améliore guère.

Le VI^e plénum du Comité central en 1979 accepte qu'il faut libéraliser les échanges commerciaux et intégrer l'économie privée (jusque là entièrement informelle) à l'économie planifiée, ce qui constitue en soi une petite révolution. Un an plus tôt, la Chine avait lancé, après la mort de Mao, des réformes économiques majeures sous l'équipe de Deng Xiaoping, des mesures qui ne font pas l'unanimité chez les hauts cadres vietnamiens. Cependant, en avril 1980, une grave sécheresse sévit et plonge le pays dans une crise économique et sociale. Les maoïstes sont purgés du parti communiste, le célèbre général Giap quitte et des expérimentations économiques peuvent être entreprises. Une importante mesure interne pour recouvrer l'investissement étranger consiste à permettre aux provinces de créer leurs propres structures d'import-export, les fameuses compagnies IMEX. La fortune des grands ports fut ainsi assurée, celui de Hô-Chi-Minh-Ville en tête. Les exportations bondirent de plus de 60% en valeur entre 1980 et 1985 (Papin, 2003:165). Les importations permettaient de renouveler le stock intérieur. Les motos Honda vinrent remplacer les vélos du Sud et les télévisions passèrent à la couleur.

La débandade économique se poursuit néanmoins. En 1981, l'aide du Programme alimentaire mondial (Pam) est suspendue sous les pressions des États-Unis qui veulent « punir » l'agression vietnamienne contre son voisin cambodgien. Le Vietnam se tourne vers Moscou et Paris, mais sans grand succès. En 1984, l'aide étrangère ne compte plus que pour 15% du budget national (Papin, 2003:167). Les réformes d'ouverture semblent bien fonctionner à l'interne, mais les alliés économiques extérieurs s'affaiblissent. Toutefois, le monde est à la veille d'importantes transformations qui ne manqueront pas d'affecter le Vietnam.

L'avènement du néolibéralisme

La fin des années 1970 et le début des années 1980 voient l'avènement en Occident d'une nouvelle doctrine, le néolibéralisme. Cette idéologie et les pratiques qui s'en suivent entraînent entre autres la délocalisation vers les pays émergents. Le néolibéralisme, bientôt global, assoit sa domination à ce moment précis où le Vietnam se cherche de nouveaux alliés économiques.

Le néolibéralisme provoque une reconfiguration du système économique international. C'est Margaret Thatcher en Angleterre, puis Ronald Reagan aux États-Unis qui lancent les réformes. David Harvey (Harvey, 2005:90-93) identifie quatre grandes transformations qui caractérisent ce nouveau dogme. Le premier bouleversement consiste en une financiarisation de l'économie, c'est-à-dire que les grandes corporations vont dorénavant chercher leur financement moins avec les banques qu'avec les marchés financiers, par l'entremise des bourses. Ce premier pas s'accompagne également de mesures qui visent à diminuer les dépenses de l'État au profit du secteur privé. La deuxième transformation induit une mobilité géographique accrue du capital par la baisse des coûts liés aux transports et aux communications. Ce mouvement est le fruit d'avancées technologiques certes, mais traduit également une volonté politique de délocaliser la production là où le coût de la main d'œuvre est moindre et d'ouvrir de nouveaux marchés pour écouler les productions nationales. En troisième lieu, sous l'administration de Bill Clinton, un puissant complexe formé par Wall Street, le FMI et le Trésor américain finit de se consolider et persuade, souvent de force (grâce aux plans d'ajustement structurels - PAS), plusieurs pays en développement de suivre la voie néolibérale. Finalement, le quatrième aménagement se résume dans la diffusion globale de l'orthodoxie de l'économie néolibérale et monétariste. Les Keynésiens sont purgés du FMI et de la BM, ainsi que de plusieurs départements d'économie des universités (qui forment la relève). La nouvelle approche se concentre sur le contrôle de l'inflation et des dépenses publiques plutôt que de rechercher le plein emploi et d'assurer les protections publiques comme c'était le cas depuis l'après-guerre, voire depuis le *New Deal* de Roosevelt.

Le nouveau rôle de l'État est d'assurer les conditions favorables à l'épanouissement du marché. David Harvey explique:

« According to theory, the neoliberal state should favour strong individual private property rights, the rule of law, and the institutions of freely functioning markets and free trade. These are the institutional arrangements considered essential to guarantee individual freedoms. The legal framework is that of freely negotiated contractual obligations between juridical individuals in the marketplace. The sanctity of contracts and the individual right to freedom of action, expression and choice must be protected. The state must therefore use its monopoly of the means of violence to preserve these freedoms at all costs. » (Harvey, 2005:64)

En fait, pour David Harvey, l'idéologie néolibérale est une stratégie politique menée par les élites économiques pour conquérir le pouvoir politique. Il n'est pas le seul à penser ainsi²⁷. Une chose est certaine, dans les faits, le néolibéralisme renforce effectivement le pouvoir d'une classe économique restreinte. Thomas Byrne Edsall, un journaliste du Washington Post a écrit : « During the 1970s, the political wing of the nation's corporate sector staged one of the most remarkable campaigns in the pursuit of power in recent history » (rapporté dans Harvey, 2005:55). Alan Budd, un conseiller économique de Thatcher, a aussi suggéré: « [t]he 1980s policies of attacking inflation by squeezing the economy and public spending were a cover to bash the workers » (rapporté dans Harvey, 2005:59). Joseph Stiglitz, jadis le président du Council of Economic Advisors sous l'administration Clinton, a lui aussi confessé: « [w]e did manage to tighten the belts of the poor as we loosened those of the rich. » (rapporté dans Harvey, 2005:51) Les changements fiscaux majeurs ne laissent d'ailleurs aucun doute sur l'effet polarisant de la nouvelle idéologie. Depuis les années 1980, les révisions des codes de taxation permettent à de nombreuses corporations de ne pas contribuer du tout à la caisse de l'État et le taux d'imposition pour les plus fortunés est passé de 78% à 28%! Le pouvoir de négociation des travailleurs a grandement été affaibli. Si certains peuvent encore douter de la volonté de puissance des fondateurs du néolibéralisme, les résultats objectifs de cette refonte du système économique ne peuvent plus être remis en question. En d'autres mots, peu importe si cette idéologie est le fruit d'une stratégie

²⁷ Voir les nombreux travaux de Gérard Duménil et Dominique Lévy ; pour une vision du processus au Canada, voir *Corporate Power in a Globalizing World*, de William Carroll (2004) ; voir aussi, entre autres, les contributions de François Chesnais (sur l'histoire du néolibéralisme) et l'article de Samir Amin (sur les liens entre le néolibéralisme et l'Islam politique, 2007).

politique consciente pour restaurer le pouvoir d'une élite économique, le fait est que cette idéologie renforce effectivement le pouvoir d'une classe aisée en augmentant les écarts entre les plus riches et les plus pauvres.

Le libéralisme enchâssé (« embedded liberalism ») défendu par John Maynard Keynes et qui dominait depuis l'après-guerre cherchait à assurer emplois et assurances sociales en garantissant une juste répartition des richesses. Cette approche connut une crise dans les années 1960 et 1970. Les mesures collectivistes étaient à la mode, mais elles n'auraient pas montré de résultats satisfaisants. De plus, les nations socialistes n'ont pas, en définitive, réussi dans la pratique à atteindre les idéaux proposés et les principaux pays concernés s'effondrent à la fin des années 1980 (chute du mur de Berlin, dissolution de l'URSS, transition économique de la Chine, du Vietnam, etc.). Selon l'idéologie néolibérale, la nouvelle classe ultra prospère est censée créer de la richesse qui descendra graduellement, de façon naturelle, pour profiter aux masses plus pauvres. C'est l'économie des retombées (« trickle-down economics » selon l'expression anglaise consacrée). Il s'agit bien d'une idéologie et la crise économique actuelle (2008), la pire depuis 1929, remet sérieusement en question cette vision des choses.

Depuis la fin des années 1970, il y a donc une forte expansion internationale du capitalisme. Il existe néanmoins plusieurs contradictions entre le discours néolibéral et les pratiques économiques observées. Par exemple, pour assurer le libre-échange, des mécanismes de « régulation » ont été créés (GATT, OMC, ALENA, UE, ANSEA, etc.) qui empiètent sur la souveraineté des États-nations. Paradoxalement, les nations les plus performantes sont aussi celles qui protègent le plus leurs économies, les États-Unis en tête, mais de façon générale tous les pays riches occidentaux le font, le Japon et la Chine également. Les élites nationales demandent des garanties de profit qu'elles obtiennent en convainquant les gouvernements de protéger leurs ventes en violant les règles du libre échange. De plus, le marché, dépeint idéologiquement comme un moyen de favoriser la compétition et l'innovation, devient le véhicule de la consolidation des monopoles (Harvey, 2005:26). Il faut ici reconnaître l'approfondissement des liens internationaux entre les individus et des corporations (Harvey, 2005:35). Ces connections favorisent évidemment une élite de nantis rappelant un peu les connections similaires à l'époque du colonialisme. Finalement, le néolibéralisme était censé stimuler l'innovation

technologique, mais si les vingt dernières années ont effectivement vu un développement notable des technologies, notamment dans les transports et les communications, rien n'indique qu'il soit le fruit du libre marché. Il pourrait bien plutôt s'agir d'un développement auto-généré par les nombreuses découvertes fondamentales du XXe siècle.

En définitive, le *đôì mới* vise d'abord la destruction de l'économie planifiée propre aux pays socialistes, mais il signifie aussi le lancement de mesures d'arrimage à la globalisation néolibérale. Suivant les analyses de Sigley sur la Chine, il est possible d'identifier trois raisons qui ont rendu possible cette alliance surprenante. D'abord, les instances internationales partagent en effet avec le gouvernement vietnamien le même discours développementaliste, ce qui permet des échanges cohérents sur le plan politique et économique. Ensuite, depuis les années 1980, nombre d'étudiants et de cadres ont fait des séjours à l'étranger, ce qui a favorisé les compréhensions mutuelles et participé à la diffusion de l'idéologie néolibérale, pratiquement consensuelle dans les milieux économiques et politiques occidentaux. Finalement, le travail des ONG étrangères aurait participé du même mouvement (Sigley, 2006:502-3). Somme toute, à la suite de la mort de Lê Duân en 1986, le VI^e Congrès National du PCV met au pouvoir le groupe des réformistes (Nguyễn Văn Linh à sa tête) qui voient dans cette mouvance mondiale des opportunités de renouveler les partenaires économiques.

Entre 1986 et 1994. La quête d'une nouvelle indépendance

Ce congrès, qui officialise les mesures d'ouverture des dernières années, représente pour le parti une purge politique des éléments les plus conservateurs. À l'international, le geste est perçu positivement. La Chine est sur la voie des réformes depuis huit ans, l'URSS de Mikhail Gorbatchev a lancé la Perestroïka en 1985 et l'Occident néolibéral regarde le marché et les travailleurs vietnamiens avec un intérêt grandissant.

Les réformes économiques semblent remarquablement bien fonctionner. Elles permettent au Vietnam d'exporter des surplus de riz pour la première fois en 1986, soit 0,6 million de tonnes. Mais il doit néanmoins en importer les trois années suivantes. Sa production augmente toutefois rapidement et, en 1998, le Vietnam exporte quatre

millions de tonnes de riz (Papin, 2003:166), ce qui le place encore aujourd'hui dans les trois premiers exportateurs avec la Thaïlande et les États-Unis. Néanmoins, en 1985, la valeur des exportations ne couvrait toujours que 45% de celle des importations, contre 37% en 1979 (Beresford, 1988:167). Si la dette est principalement envers les membres de la CAEM, malgré l'embargo, des pays occidentaux commercent également avec le Vietnam. Cette dépendance à de nouveaux partenaires cause des frictions; le FMI et les pays occidentaux se plaignent des arriérés dans les paiements. Aussi, le Vietnam privilégie le remboursement de ces derniers en ajustant 70% de la valeur de ses importations occidentales avec des exportations vers ces mêmes pays (contre 24% en 1979). Cette attitude contribue à diminuer les tensions politiques, mais malgré tous ces efforts, l'inflation atteint mille pourcent en 1988 et conduit des millions de Vietnamiens au bord de la famine (Papin, 2003:167).

À cette époque, le Vietnam a cruellement besoin de nouveaux partenaires économiques. Il accepte, en décembre 1988, l'assistance technique du FMI, même en l'absence de l'aide financière du Fond et de la Banque mondiale à cause de l'opposition américaine. Entre 1989 et 1994, dans le but de réintégrer son économie dans le marché mondial et de normaliser ses relations avec la communauté financière internationale, le Vietnam a fait des paiements réguliers au FMI pour maintenir constant le niveau d'arriérés cumulés équivalent à celui de décembre 1988 (100 millions DTS²⁸). Il s'agissait d'un effort considérable dans le contexte d'un embargo commercial et d'investissement supporté par les États-Unis et plusieurs pays industrialisés (Vu Anh Quang, 1995:8). La fin de ce blocus en 1994 aura apporté une véritable bouffée d'oxygène. Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'acceptation par le Vietnam d'une sorte de tutelle du FMI. D'une part, l'effondrement de l'URSS et du Bloc de l'Est, la dissolution du CAEM (40% du commerce extérieur du Vietnam) et la guerre du golfe en 1991 et 1992 ont créé une instabilité macro-économique et une inflation accélérée qui ont accentué la précarité du gouvernement. D'autre part, comme la section suivante le démontrera (section 4.2 de ce mémoire), les difficultés économiques internes comme l'échec du système planifié et centralisateur, de même que l'état déplorable des

²⁸ *Droits de tirage spécial*, un instrument de réserve international créé par le FMI en 1969. Sa valeur est déterminée à partir d'un panier de monnaies qui comprend actuellement le dollar américain, l'euro, la livre sterling et le yen.

infrastructures après les guerres ont également grandement contribué à cette nouvelle alliance. Le prolongement de l'isolement politique et économique du Vietnam face au reste du monde est de plus en plus coûteux. De plus, le retard de développement par rapport à ses voisins asiatiques devient gênant. Cette situation oblige le régime vietnamien à penser son avenir en termes nouveaux. Le pays n'a d'autre choix que de demander de l'aide économique aux pays capitalistes. D'où l'ironie de plusieurs vietnamiens : « Capitalistes du monde entier unissez-vous ... pour sauver le communisme au Vietnam ! » (rapporté dans Vu Anh Quang, 1995:12).

Le Vietnam renforce donc ses relations avec l'Occident. Une nouvelle dépendance se dessine. En 1987, l'Assemblée nationale adopte la loi 100 sur les investissements directs étrangers (IDE) (révisée quatre fois : en 1990, 1992, 1996 et 2000) qui permet la création d'entreprises mixtes (comprenant des fonds publics et privés). Cette importante loi permet un retour salutaire de capitaux étrangers, mais il faut attendre la fin de l'embargo en 1994 pour que ces investissements explosent. Selon Papin, les entreprises mixtes emploient depuis ce temps environ 250 000 travailleurs qui produisent le quart de la valeur des exportations. Elles comptent pour 13% du PIB, 35% de la production industrielle et 40 % de la production manufacturière, le tout sans compter les gains escomptés des transferts de technologies en téléphonie, pétrochimie ou cimenterie, et bientôt en communication par satellite, en hydroélectricité et en énergie nucléaire (Papin, 2003:169). Deux tiers d'entre elles sont asiatiques, Singapour en tête, suivi par Taiwan, le Japon, Hong Kong et la Corée du Sud. Un cinquième sont européennes, d'abord la France, ensuite le Royaume-Uni et la Hollande. Petit bémol, dans les faits, plusieurs de ces compagnies seraient des couvertures pour le blanchiment d'argent. À cette nouvelle manne, il faut encore ajouter les dons d'État (300 ou 400 millions de dollars par année), les prêts bonifiés (un milliard par an) et entre deux à quatre milliards de dollars reçus de la diaspora vietnamienne à l'étranger. Entre 1994 et 1998, c'est finalement un gros tiers du PIB qui était alimenté par les capitaux étrangers. Par conséquent, si les capitaux sont revenus, ils inscrivent le Vietnam dans une nouvelle dépendance, venue remplacée celles envers les pays socialistes.

En bref, le Vietnam s'ouvre à l'économie de marché néolibérale pour aller chercher de nouveaux alliés économiques. Le parti renouvelle ainsi sa légitimité pour

avoir réussi à ramener les investissements et à embrasser la globalisation. Comme il a été mentionné, plusieurs facteurs internes ont également fortement motivé et orienté le dđi mđi. Voyons maintenant plus en détail en quoi ils consistent.

4.2 Facteurs internes. Un contexte d'espoir et de désenchantement

À l'intérieur des frontières, la crise des subsides que connaît le Vietnam est lourdement ressentie autant par la société civile que politique. Des facteurs structurels contribuent aussi à la crise du système socialiste classique. Malgré tout, passée l'euphorie de la réunification, les nombreuses pratiques résistantes des citoyens et le pragmatisme des dirigeants vont permettre au pays de rattraper son retard par rapport à ses voisins.

Entre 1975 et 1986. Remise en question des politiques économiques socialistes

La fin de la guerre apporte de grands chamboulements. Avec la réunification si durement acquise, le peuple entretient de grands espoirs, mais les défis sont de taille. Or, une tension augmente entre les promesses faites par le parti et la réelle performance économique du système. Le futur radieux semble de plus en plus inaccessible.

Les legs de la guerre furent des légions de mutilés et de métis abandonnés (voir *figure 9*, page xvi de l'annexe), un million de veuves et autant d'orphelins, un million et demi de chđmeurs et un quart de million de toxicomanes, un tiers des terres stérilisé par les défoliants, quatre milles villages rayés de la carte, la menace permanente de la famine et des infrastructures dévastées causant des inondations meurtrières (Papin, 2003:163). Toutefois, ce furent également les soldats rapportant des poupées américaines dans leurs familles au Nord, attachées à leurs bagages remplis de marchandises. Un flot de matériel inonda le delta du fleuve Rouge : des climatiseurs, des réfrigérateurs, des radios, des motos, des voitures. Des bicyclettes de qualité et bon marché vinrent remplacer les vélos d'enfants russes que la région pouvait seulement se permettre jusque là. Cette abondance créa d'abord un bouleversement du système policier. En effet, les pénuries de bien de consommation jumelées à l'idéologie égalitariste nécessitaient jadis l'enregistrement de plusieurs produits, comme les vélos

ou les radios. Or, il est bientôt devenu impossible, et de toute façon inutile, de contrôler toutes ces marchandises.

La découverte de ce confort matériel et de cette abondance ébranla les structures et les esprits. Les travailleurs envoyés à l'étranger pour rembourser la dette rapportaient eux aussi de l'Allemagne, de Moscou, de Prague, Sofia, Leipzig ou Dresde, des valises pleines de victuailles. De nombreux produits sont venus alimenter le marché noir qui a pris une ampleur inégalée. Les cadres en ont profité énormément, mais les citoyens ordinaires aussi à travers leurs réseaux de contacts à l'étranger, au Sud et dans l'administration. Tous convenaient alors qu'il fallait revoir le dogme socialiste, ou au moins la pratique. Plus laxiste dans ses réglementations, le gouvernement a permis le développement d'une économie de marché informelle florissante. Cette économie a permis à de nombreuses familles de se payer une première maison ou une moto. Le bouleversement des comportements et le choc dans les esprits alimenta le désir de changement, l'espoir d'une vie meilleure.

Le parti entreprit tout de même de réunifier le pays suivant l'idéologie communiste et les préceptes de l'économie planifiée. Le régime s'attela d'abord à la collectivisation du Sud, se concentrant sur le monde de l'agriculture vivrière. Bien que les objectifs annuels ambitieux visés ne furent jamais atteints, en 1979, 83% des maisonnées paysannes du Sud fonctionnaient en coopérative (Beresford, 1988:63). La grande rupture de 1975 força tout de même le pays à entreprendre plusieurs changements : par exemple, aux lendemains de la victoire, la collectivisation du bétail fut abandonnée; en 1979, le VI^e plénum prit des mesures pour libéraliser les échanges commerciaux et pour intégrer l'économie privée dans l'économie planifiée; ce climat amena le régime à éliminer ses membres les plus conservateurs entre 1979 et 1980; les compagnies IMEX furent créées. Si ces mesures visaient d'abord la réunification harmonieuse du pays, elles jetèrent les bases de la politique du *đôi mõi* et facilitèrent grandement son exécution.

En avril 1980, une grave sécheresse sévit dans le pays et crée une pénurie alimentaire. Une crise économique et sociale s'en suit. Un an plus tard, le parti inaugure les « contrats 100 » qui permettent aux communes de contracter les maisonnées pour la production agricole. Les contrats durent entre deux et cinq ans généralement. La

coopérative conserve des rôles importants comme l'irrigation ou l'épandage d'engrais et de pesticides. Les terres d'origine sont redistribuées aux maisonnées qui le demandent. Il faut noter que certaines communes avaient déjà commencé à le faire. Dans ces cas, les terres appartenaient à la coop, mais les parcelles étaient cultivées par les familles. Dans tous les cas, les maisonnées doivent encore fournir 70% de leur force de travail à la coop (Kleinen, 1999:138). À Sa Pa, certains affirment que dès le retour dans la bourgade après l'invasion chinoise de 1979, la coopérative était en bonne partie démantelée. La bourgade possède cependant beaucoup de terre. Les ressources étant abondantes, il y a peu de conflits et donc moins besoin de réglementations. De plus, il faut développer la région, donc les initiatives personnelles sont plus facilement acceptées, voir encouragées. Somme toute, les contrats 100 deviennent assez rapidement la norme pour la majorité des paysans de la nation. Ces premières mesures d'ouverture améliorent grandement la productivité des communes.

Mis à part le contexte de l'après guerre, il faut aussi considérer un facteur structurel important. L'économie planifiée fonctionne mal. Les promesses de dépasser le capitalisme paraissent de plus en plus irréalistes. Entre 1976 et 1978, le pays est frappé d'une baisse réelle de production alimentaire, passant de 273,9kg par capita à 238,5kg (Fforde, 1989:79-81). La crise agricole qui enfonce le pays dans la crise économique et la misère est largement due à l'échec des coopératives (De Koninck, 2005:128). De plus, ayant effectivement profité de techniques agricoles modernes sous la gouverne américaine, le Sud oppose de constantes résistances à la transition économique. De son côté, les efforts de guerre terminés, le Nord accepte de moins en moins bien la faillite virtuelle du collectivisme.

De façon générale, le système vietnamien connaît les mêmes difficultés que celui des autres pays socialistes. Janos Kornai explique bien les difficultés du système planifié et centralisateur. La centralisation est en effet la base fondamentale de la structure socialiste (Kornai, 1996:437). L'appareil bureaucratique doit tout planifier : l'acquisition des intrants, la transformation des matières premières, la distribution des produits finis, les prix et les salaires. Cet immense programme s'attache à un grand plan élaboré environ tous les cinq ans. Kornai parle d'un système de vendeur, contraint par les ressources (Kornai, 1996:350). Selon lui, comme toutes les étapes de la production sont

planifiées suivant un calcul des besoins, les produits seront entièrement écoulés et la principale limite du mécanisme réside dans les manques éventuels de ressources. Les pénuries deviennent donc le souci constant des administrateurs. Les individus et les entreprises sont rationnés et dans les deux cas, les files d'attente deviennent la norme. Les citoyens peuvent attendre pendant plusieurs heures chaque jour pour acquérir leur ration de riz. Au niveau des entreprises, si le système permet effectivement le plein emploi, l'attente des intrants provoque du chômage sur les lieux de travail. Il y a des débats sur les poids respectifs des causes des pénuries, mais tous les auteurs s'entendent sur cette réalité (Kornai, 1996:315-345).

Il semble en effet bien impossible qu'un groupe restreint d'individus puisse tout planifier. Cette approche présente plusieurs difficultés structurelles. D'abord, ce système centralisé priorise les rapports hiérarchiques verticaux. Par conséquent, les administrateurs sont plus lents à réagir aux changements de conjoncture parce que tout changement doit être entériné par une autorité supérieure. L'appareil bureaucratique s'en trouve alourdi. Il est aussi très difficile pour les dirigeants de cet appareil de connaître et d'exploiter toutes les particularités locales. Pour ces raisons et comme le plan est conçu longtemps à l'avance, il est aussi difficile de s'ajuster aux fluctuations réelles de la demande et de l'offre. Résultat, la répartition n'est jamais parfaite, ce qui cause des manques à des endroits et des surplus à d'autres. De plus, les monopoles, qui sont la règle, ne sont pas plus sensibles aux indicateurs locaux. Comme les productions seront de toute façon distribuées entièrement par l'appareil et qu'il n'y a pas de concurrence, les entreprises se soucient peu des consommateurs. En conséquence, la bureaucratie s'alourdit en servant d'intermédiaire et les incitatifs à la qualité sont plus faibles. Dans les entreprises encore, quand il manque de matières premières, les cadres retardent la production ou remplacent les éléments manquants au détriment de la qualité. En plus, pour des raisons d'image et dans l'espoir de stimuler le travail, la production anticipée par le plan est souvent beaucoup trop ambitieuse. Cette réalité amplifie les pénuries et allonge encore les files d'attente. Cette situation pénible et l'inflation qui s'en suit engendrent une régression ou une stagnation du niveau de vie qui augmente l'exaspération du peuple. Les limites de la planification expliquent aussi en partie le fait que les critiques internes les plus sévères sont souvent adressées aux administrateurs

d'unités de travail et de coopératives à qui incombe la tâche ardue de fonctionner dans ces conditions difficiles.

Il faudrait encore ajouter que, sous le socialisme, les motivations idéologiques au travail sont insuffisantes. La discipline et les constantes demandes de sacrifices pour la nation alourdissent les conditions de travail. Par exemple, une employée de la coopérative de Sa Pa me racontait comment elle se sentait infantilisée chaque fois que la cloche sonnait le début des travaux, les pauses et la fin de la journée pour tout le village. Les retardataires étaient évidemment sanctionnés sur leurs salaires. De plus, les plus travaillants avaient l'impression de ne pas être rémunérés à leur juste valeur. Les fruits de la production totale étant redistribués en parts égales, « les paresseux étaient récompensés » (entrevues personnelles).

Finalement, les Vietnamiens, comme plusieurs autres citoyens socialistes, ont vécu plusieurs « aberrations idéologiques ». Un cadre chargé de la modernisation des coopératives me racontait par exemple comment une commune avait construit un moulin à grain géant censé moudre plus efficacement la production de tous les villageois. La machine était en fait complètement inadaptée au mode de vie des familles qui partagent habituellement dans leurs réseaux des moulins de taille plus modeste. Plusieurs problèmes faisaient de cette ambition collectiviste une absurdité. D'abord la grosseur de l'appareil nécessitait la force de plusieurs hommes ou de bêtes de somme interdisant une utilisation individuelle. Ensuite, de toute manière, la taille ne permettait pas vraiment de moudre une petite quantité de grains. Cette réalité obligeait les villageois à attendre le moment où un groupe suffisant de personnes voulait utiliser le moulin. Finalement, d'autres difficultés se sont présentées quand les habitants ont voulu moudre leur production personnelle, issue de leur jardin familial. Il était effectivement très délicat de séparer adéquatement la production de tous, selon la quantité fournie au départ, d'autant plus que la qualité des produits différait d'un individu à l'autre. Dans ce cas comme dans d'autres, l'hostilité générale a vite fait déchanter les rêves des cadres locaux. Cette anecdote, qui fait maintenant beaucoup rire, est un symbole fort des excès (de bonne volonté) des idéologues socialistes.

Bref, les chamboulements d'après 1975 et les limites structurelles du système ont provoqué une augmentation des résistances publiques et dissimulées. L'opposition s'est

confinée longtemps à l'infra-politique, mais plus l'échec du collectivisme se faisait patent, moins les résistances étaient cachées. Benedict Kerkvliet avance que si la collectivisation fut imposée par les autorités supérieures assez rapidement, elle fut abandonnée sur une relativement longue période de temps (entre 1975 et 1990). Cet abandon serait dû à un rejet des villageois (actions ou inactions locales), manifesté à travers ce qu'il appelle l'«everyday politics» (faible empressement au travail, erreurs volontaires, dérision des politiques ou des chefs, non respect des réglementations, etc.). Plusieurs de ses travaux démontrent que l'effervescence de l'infra-politique dans la société civile entre le début des années 1970 et la fin de la décennie 1980 a forcé les plus hauts dirigeants de l'État à reconsidérer le collectivisme et à soutenir l'agriculture familiale (Kerkvliet, 1986, 2005). Les piètres performances des coopératives sont dues, selon le même auteur, à plusieurs facteurs (Kerkvliet, 2005:189). D'abord, des excès idéologiques et une implantation trop ambitieuse ou trop rapide du collectivisme ont rendu les communes inefficaces. Ensuite, les politiques quotidiennes de résistance des membres ont miné les coopératives de l'intérieur. De plus, si la motivation des membres fut longtemps alimentée par les espoirs d'une réunification prochaine durant le conflit américano-vietnamien et par la foi dans le parti communiste, qui avait fait plus pour les villageois que les pouvoirs précédents, un niveau de confiance satisfaisant entre les partenaires du travail collectif n'a jamais été atteint. Les travailleurs n'ont pu se fier non plus sur les chefs locaux qui souvent étaient corrompus et s'approprièrent des surplus de riz, des animaux et de l'argent (Kerkvliet, 2005 :233; et conversations personnelles). Ces conditions, en plus de miner la productivité, alimentaient les animosités villageoises.

La coopérative de Sa Pa n'a pas échappé à cette réalité. Au début, il y avait deux coopératives, mais comme une performait mieux que l'autre, les plaintes ont fini par engendrer la fusion des deux. La première fonctionnait mieux parce que la température de son territoire était plus adéquate. De plus, l'administrateur était particulièrement motivé. Dans le paradigme communiste, tous doivent profiter également de la production. Dans les faits, les communes étaient beaucoup plus autosuffisantes qu'aujourd'hui et les coopératives nourrissaient et payaient leurs membres surtout avec les fruits de leur production. À l'échelle du territoire donc, et à l'image de la situation à Sa Pa, la diffusion des biens n'était pas si égalitaire. Les membres étaient donc souvent

méfiantes et très à l'affût des injustices potentielles. Au bout du compte, la coopérative de Sa Pa a été sabotée par les résistances des membres, épuisés des iniquités qu'elle permettait et des limites qu'elle plaçait à la production. Gangrenée par la corruption et le sabotage des participants, les graines de choux-raves qu'on y produisait ont fini par être refusées par les provinces à qui elles étaient destinées tellement la qualité était devenue mauvaise. Les communes des basses terres ont commencé à s'alimenter sur le marché noir et en Chine où les semences étaient plus performantes et moins chères.

Selon plusieurs adhérents, les limites des coopératives étaient souvent dues à l'incapacité des administrateurs, il est vrai souvent peu éduqués. Par exemple, il y a eu à Sa Pa, pendant quelques années, une unité de travail qui s'occupait d'un troupeau de vaches laitières. Cette unité a fini par être abandonnée et, selon la plupart des personnes que j'ai interviewées, la faute en revient sans conteste à la faiblesse des administrateurs. Néanmoins, selon certains autres et d'après les administrateurs concernés, les raisons sont différentes. D'une part, le terrain accidenté de la région était inadapté à l'élevage des vaches qui se cassaient sans arrêt les pattes en tombant. D'autre part, les délais d'arrivée et les pénuries des entrants à la production (surtout les médicaments) rendaient l'élevage très difficile. En définitive, la polarisation des opinions montre que les problèmes structurels et le manque de confiance entre les membres correspondaient à cette époque à une réalité pesante.

En fin de compte, les Vietnamiens ont fini par s'impliquer au minimum dans les coopératives, cherchant à maximiser leurs intérêts personnels. Éventuellement, des mesures comme l'introduction d'incitatifs individuels à la productivité ou les contrats familiaux pour la culture d'une parcelle de terre collective, originellement censées guérir les plaies du système, l'ont en fait rendu encore plus inefficace. Des familles se sont arrogé des terres collectives avec la connivence de certains chefs et les individus ont interprété les politiques de façon qu'elles leurs profitent personnellement au maximum (Kerkvliet, 2005:189; conversations personnelles). La productivité des jardins privés souligne l'intérêt réel des travailleurs agricoles après la guerre. En effet, les 5% de terres familiales produisaient partout au Vietnam beaucoup plus que les parcelles collectivisées et on y cultivait souvent des produits plus rentables (les coopératives produisant surtout du riz – Beresford, 1988:157-8).

Finalement, en plus des pressions externes qui limitent les subsides, les problèmes économiques et politiques internes ont poussé le PCV vers des transformations similaires à celles entreprises en République Populaire de Chine. Les chamboulements de la réunification et les difficultés structurelles du système socialiste classique ont provoqué des résistances. Les citoyens toléraient de moins en moins bien le paternalisme du parti. La tension générale s'est amplifiée et, à l'intérieur des instances gouvernementales, les luttes idéologiques se sont creusées peu à peu. Après l'invasion chinoise de 1979, les maoïstes ont finalement été discrédités et les réformes sont devenues possibles. « Renew or die » devient le slogan de Nguyễn Văn Linh lorsqu'il prend les rênes du pouvoir.

Entre 1986 et 1994. « Changer pour faire du neuf » ?

Une fois les réformes officielles lancées, l'enthousiasme est réel, mais l'action fait encore peur. Les blessures sont profondes et les citoyens sont méfiants. Depuis la réunification, beaucoup a déjà été accompli, mais la prochaine décennie verra les multiples initiatives locales devenir politiques nationales. « [E]ach 'overcoming' was actually a step towards more fundamental reform, and, after a series of such steps, a genuine transformation could be retrospectively recognized as something already achieved. Therefore the process could be continued. » (Dang Phong, rapporté dans Beresford et Tran Ngoc, 2004:20) L'infra-politique est en effervescence et les nombreuses pratiques citoyennes vont définir les politiques. De plus en plus, l'audace individuelle apporte la prospérité.

Les progrès spectaculaires en agriculture qui caractérisent cette époque relèvent de quatre facteurs fondamentaux. D'abord, le succès des réformes administratives et des privatisations réorganise le secteur agricole autour de la base familiale. En 1988, les « contrats 10 » (qui ont les « contrats 100 » comme ancêtre en 1981) permettent aux familles et aux coopératives de disposer elles-mêmes des surplus agricoles. Cette même année, le Bureau politique du parti annonce la fin de l'agriculture collective ; le PCV soutient maintenant officiellement l'agriculture familiale (Kerkvliet, 2005:232). Ensuite, les corporations privées sont carrément légalisées et, dans le même temps, avec la loi foncière de 1989, l'État permet l'attribution de parcelles de terre aux familles pour une

durée de cinq ans, après quoi les terres étaient redistribuées de façon égalitaire, de manière à empêcher la réapparition des grands propriétaires (mesure dont on peut toutefois douter de l'application véritable dans plusieurs régions). En 1993, une deuxième loi foncière rend le marché des parcelles à la campagne plus fluide (garantit la vente et le transfert par héritage des terres). De plus, un meilleur équilibre s'installe entre le financement du secteur agricole et celui de l'industrie, traditionnellement favorisé par les conservateurs, émules de l'approche soviétique. Cette approche n'était pas efficace dans le contexte où les trois-quarts des emplois étaient en 1986 dans le secteur agricole. Finalement, il faut noter que les nouveaux aménagements hydrauliques et les progrès techniques (variétés de semences, fertilisation chimique) sont considérables depuis la fin de la guerre. Tous ces facteurs ont permis au pays de devenir un des trois plus importants exportateurs mondiaux de riz (Beresford, 1988:166-75; Gironde, 2004:219).

En 1987, la libéralisation du commerce privé permet aux maisonnées de s'engager dans des activités diverses comme la vente de produits de la forêt et de surplus de riz, l'artisanat, de même que l'élevage privé, la production d'alcool, de pâtes, de tofu et autres produits, mais elle permet aussi de nouvelles offres de services, en mécanique, restauration, hébergement, etc. Dans la majorité des communes, ces activités ne remplacent néanmoins pas l'agriculture qui demeure la base de l'économie. Dans la même logique (et répondant aux conseils du FMI), l'État fut allégé (800 000 mises à pied en trois ans – Ljunggren, 1995) et le pays a ouvert ses portes aux investissements directs étrangers. À Sa Pa, le marché revit tranquillement, mais les habitants n'osent pas aller trop vite. Il faut attendre 1991 pour voir apparaître le premier hôtel privé. Le début de la décennie 1990 voit une montée du tourisme national qui sera suivi de l'arrivée de touristes étrangers avec l'ouverture des frontières en 1993. Les migrations interprovinciales connaissent également une poussée à cette époque, amenant une vague de nouveaux immigrants qui se lancent dans le petit commerce, les services ou qui louent leur main d'œuvre agricole aux propriétaires locaux. Signe des temps, la place du marché sera rénovée et agrandie en 1997 et 1998. En raison de la situation géographique particulière de la bourgade, le tourisme représente aujourd'hui plus de 60% de l'économie du district (*Tình hình kinh tế - xã hội, huyện Sa Pa, 2000-2005*). En fait,

l'économie de la bourgade se porte mieux que jamais et il est juste d'affirmer que l'audace des premiers « capitalistes » a largement été récompensée.

Dans le cadre des réformes, plusieurs mesures d'ouverture politique sont également adoptées : la libération de tous les officiers et fonctionnaires de l'ancien régime de Saïgon et la fermeture définitive des « camps de rééducation » ponctuent l'année 1988; l'acceptation du retour des activités religieuses se fait en 1987; les libertés d'expression, d'associations professionnelles, de presse, etc., sont permises à un certain degré pour favoriser la réconciliation nationale et donner une image d'ouverture politique; sont aussi tolérées les critiques qui se multiplient contre le rythme des réformes et la corruption généralisée à tous les niveaux de l'État, à condition qu'elles ne mettent pas en cause le leadership du parti dans la société (Vu Anh Quang, 1995:38). Le 20 juin 1987, l'écrivain Nguyễn Huy Thiệp publie la nouvelle *Un général à la retraite* qui fit grand bruit dans l'opinion publique. Elle critiquait à la fois le conservatisme des anciens combattants, incapables de s'adapter aux changements, et cette nouvelle société individualiste, froide et calculatrice. La société civile est en effervescence, mais le parti garde le contrôle. En effet, malgré la libéralisation, les réformes démocratiques ne sont pas visibles à l'horizon.

Concernant le rythme des réformes, lors du VIIe Congrès du PCV en 1991, Đỗ Mười, réputé conservateur, devient secrétaire général du parti remplaçant le rénovateur Nguyễn Văn Linh. Le Politburo s'agrandit ensuite de deux nouveaux membres, partisans de la ligne dure : Nguyễn Đức Bình et le général Lê Khả Phiêu. Le congrès affirme tout de même que la rénovation se poursuit, mais remplace l'ancienne devise, « le parti et l'État côte à côte », par « le parti dirige l'État ». La séparation momentanée entre les deux appareils politiques (État et parti) durant ces cinq années (1991-1996) exacerba les conflits qui les habitaient déjà. Par contre, depuis 1996, une paix des braves semble avoir été établie et même si elle favorise le parti, elle unit la nation face aux défis qu'elle doit affronter.

L'autonomie des individus, des entreprises et des régions ne cesse d'augmenter, ce qui accélère le processus des réformes. Conséquemment, le parti semble se *retirer* pour laisser plus de place aux acteurs privés, que ce soit les entreprises mixtes, les agriculteurs, les artisans, voire même les citoyens. Mais contrairement à ce qu'une

certaine littérature suggère, le parti semblerait bien plutôt se *regrouper* (Sigley, 2006:497). La nuance est importante car elle met l'accent sur la particularité de l'économie de marché « avec des caractéristiques chinoises », (suivant l'expression de Deng Xiaoping). Dans ce sens, le parti améliore en effet les processus de gouvernance, mais change la planification stricte pour la direction et la supervision. En d'autres mots, l'État agit davantage au niveau macro, utilisant des leviers économiques et des initiatives politiques choisies pour orienter et guider le développement. Pour ce faire, il garde le contrôle des secteurs clés de l'économie. Dans ce sens, Mélanie Beresford note que les entreprises d'État vietnamiennes possèdent les secteurs économiques stratégiques comme l'électricité, le charbon, le pétrole, la transformation de nourriture, l'industrie manufacturière, les télécommunications et l'aviation nationale (Beresford et Tran Ngoc, 2004:7). De plus, les entreprises étrangères sont presque toujours possédées autour de 50% par l'État ou des membres du parti. L'économie privée concerne finalement surtout des PME qui œuvrent principalement dans les secteurs de l'agriculture, l'artisanat et certains services. Ce regroupement stratégique invite à interpréter le *đổi mới* plutôt comme un « changement pour faire du vieux ». Il serait néanmoins malvenu de reprocher cela aux dirigeants à l'heure actuelle. La force économique du Vietnam est justement sa stabilité politique. Ultimement, si l'on considère l'échec de la Perestroïka, on ne peut que féliciter les Vietnamiens.

Finalement, d'importants facteurs internes ont déterminé l'avènement et la nature du *đổi mới*. Les chamboulements de la réunification, les échecs du système socialiste classique, les pressions populaires et conflits à l'intérieur du parti ont transformé le cadre politique et la politique économique du Vietnam. Les lois foncières et la privatisation d'une partie de l'économie ont signé l'arrêt de mort des coopératives permettant une relance de la production, tandis que, pour se conserver politiquement, le PCV a opéré un regroupement stratégique. De son côté, la population s'est plus qu'engagée dans les réformes, elle a en fait forcé le parti à les faire. À ce stade, quelques points demeurent ambigus. Serait-il possible de départager le poids respectif des facteurs internes et externes? Quelles sont réellement les dynamiques qui régissent les rapports entre la société civile et l'État au Vietnam? La nouvelle idéologie dominante induit-elle des

transformations dans l'hégémonie? Quelles sont les formes culturelles qui semblent se transformer avec la rénovation?

Conclusion

Jumelé aux efforts de guerre, la collectivisation a plutôt bien fonctionné. Les Vietnamiens se sont véritablement impliqués pour instaurer le système socialiste classique. Malgré tout, après 1975, les sacrifices personnels sont devenus de plus en plus difficiles à faire. L'addition d'une conjoncture internationale particulière à des pressions populaires internes grandissantes a fini par forcer une remise en question de l'idéologie dominante.

Il serait hasardeux de rechercher avec exactitude le poids respectif des différents facteurs externes et internes. D'une part, comme le disait Marx dans *l'Idéologie allemande* : « la révolution sera mondiale ou ne sera pas » (Marx, 1976:35-6). Or c'est clairement au moment où elle (la révolution communiste) a échoué mondialement que le *đôi mới* est advenu. Pourtant, même dans le contexte international actuel, il serait possible d'imaginer un Vietnam dogmatique comme Cuba ou la Corée du Nord. D'ailleurs, Janos Kornai conclut dans ses travaux que le système socialiste classique fonctionne (Kornai, 1996:449). Il a été appliqué avec des succès divers dans plusieurs pays du monde au cours du XXe siècle. Il a réussi à faire vivre la population russe durant environ 70 ans, à envoyer le premier homme dans l'espace et à offrir une concurrence économique et politique aux plus puissants de ce monde durant presque quarante ans. Il a été la marque du Nord-Vietnam pendant presque quarante ans, ce qui n'est pas négligeable non plus. Dans ce sens, sans les chamboulements de la réunification et les résistances quotidiennes du peuple, serait-il tout de même possible de concevoir la pérennité du système classique au Vietnam? On est en droit d'en douter.

Selon Mélanie Beresford, même si la situation internationale a engendré de fortes tensions (et elle considère sérieusement l'influence de l'URSS de Gorbatchev), il est clair que les réformes ont d'abord été causées par les pressions domestiques (Beresford, 1988:175). Benedict Kerkvliet est aussi de cet avis comme on l'a vu. Il faut effectivement se représenter la manière dont les Vietnamiens vivaient pour comprendre comment ils se sont lancés avec enthousiasme dans l'économie de marché. Philippe Papin (Papin, 2003:162) nous rappelle la pénible situation de l'époque

collectiviste durant laquelle les gens mélangeaient leur riz avec du manioc ou des patates douces pour économiser, se contentaient parfois de choux-raves, utilisaient des bicyclettes pour enfants, des miroirs de camions soviétiques, faisaient la file pendant des heures pour de maigres vivres, etc. L'euphorie de l'après-guerre a apporté des opportunités nouvelles que le peuple n'a pas manqué de saisir. Encore aujourd'hui, les Vietnamiens fuient souvent le simple souvenir de ces temps difficiles. À Sa Pa, jadis le seul endroit du pays où il était possible de cultiver des graines de choux-raves, il est aujourd'hui impossible de trouver ce légume au marché! La libéralisation a permis une importante diversification de la production et c'est le foisonnement d'activités individuelles jumelé à la faiblesse du système de droit, à la corruption généralisée et à une conjoncture pleine d'opportunités qui ont fini par transformer les politiques gouvernementales. Encore aujourd'hui, il y a plus de pratiques que de politiques et les règlements viennent souvent s'ajuster rétrospectivement aux situations réelles (Papin, 2003:152-6 ; Hardy, 2003:257 ; Kerkvliet, 2001:247).

Dans cette perspective, assez rapidement après la fin du conflit américano-vietnamien, la population a entamé une guerre de position, sans jamais verser dans une guerre de mouvement. Les chercheurs ont montré que les esclaves, les paysans et autres subordonnés qui n'osent pas s'objecter ouvertement expriment leur mécontentement et leurs craintes de façon plus subtile et désorganisée²⁹. Par contre, cette résistance ne mène pas nécessairement à un changement de politique. Il faut soit que les insatisfactions se transforment en mouvements sociaux organisés et en rébellions, soit que les nouvelles pratiques soient entérinées, légitimées par le pouvoir en place avant que le mouvement ne devienne trop important. C'est la deuxième possibilité qui explique le mieux la dynamique du *đôỉ mới*. Le pouvoir de persuasion et de coercition de l'élite dominante demeure très puissant, mais, dorénavant, l'État se montre plus souple dans plusieurs domaines choisis.

Comme on l'a vu, il n'en demeure pas moins que des forces internationales exercent des pressions sur le gouvernement du Vietnam et ce serait une erreur de les ignorer. Le *đôỉ mới* est en réalité le fruit d'une conjonction de tous les facteurs externes

²⁹ Sur ce point, voir entre autres les travaux de Barrington Moore (1978), et James C. Scott (1985, 1990 et 2006).

et internes. Dans cette optique, l'État-parti est en fait l'acteur le plus important, gérant les diverses pressions. C'est lui qui a su naviguer dans les tumultes de l'effondrement du communisme et de la naissance du néolibéralisme. C'est encore lui qui a su assurer sa pérennité et, par la même occasion, la stabilité politique et économique du pays malgré les chamboulements intérieurs. Il est par conséquent très important d'en comprendre les mécanismes de fonctionnement, les dynamiques qui régissent les rapports entre la société et l'État, et entre celui-ci et les différents acteurs internationaux. Le prochain chapitre se penchera sur ces rapports.

L'État est aussi l'outil le plus puissant qui puisse servir les intérêts de l'idéologie dominante. Comme il a été démontré dans ce chapitre, celle-ci doit consentir à des compromis si elle espère se perpétuer. Williams l'avait bien compris :

« Even when we have given full weight to all that can be reasonably described as replication, in cultural as in more general social activities, and when we have acknowledged the systematic reproduction of certain deep forms, we have still to insist that social orders and cultural orders must be seen as being actively made: actively and continuously, or they may quite quickly break down. (...) Thus significant innovations may not only be compatible with a received social or cultural order; they may, in the very process of modifying it, be the necessary conditions of its re-production. » (Williams, 1995:201)

De cette manière, l'idéologie dominante des dirigeants vietnamiens s'est transformée par des processus continus de domination, de résistance et de dialogue. Ce processus se poursuit aujourd'hui et malgré les changements majeurs, plusieurs caractéristiques de l'ancienne idéologie demeurent. Le socialisme classique « à la Russe » a disparu au profit d'une approche nouvelle, le socialisme de marché « avec des caractéristiques chinoises ». Le nouveau mot d'ordre du parti communiste est « socialist market-oriented economy under state guidance ». Malgré l'introduction de prescriptions capitalistes, il faut ainsi reconnaître la continuité du modèle socialiste qui place le développement national sous l'égide d'un État fort. De plus, l'idéologie renouvelée ne sacrifie pas les idéaux d'égalité et de justice sociale au rêve de prospérité économique. Son objectif est mis en mots ainsi : « rich people, strong country, civilized and equitable society ». Aujourd'hui, la conjoncture internationale et nationale continue de conditionner les décisions politiques et économiques du pays. Fermement arrimée à la

globalisation néolibérale, la société continue de se transformer tout en se reproduisant. Comme on le verra, elle puise souvent dans le passé pour ce faire.

5. Le Vietnam du renouveau. Perspectives et enjeux actuels

« Men make their own history, but they do not make it just as they please; they do not make it under circumstances chosen by themselves, but under circumstances directly encountered, given and transmitted from the past. The tradition of all the dead generations weights like a nightmare on the brain of the living. »

Marx 1987:15 (dans Malarney, 2002:4) .

Jusqu'à maintenant, on a vu de quelle manière les sociétés civiles et politiques, à travers des rapports de domination, de résistance et de dialogue, façonnent les formes culturelles nationales. On a également vu que, tout au long de son histoire, le Vietnam s'est caractérisé par des formes politiques et économiques originales, bien qu'influencées à différentes époques par de grandes et de moins grandes civilisations. Finalement, avec l'ouverture du pays, l'élite politique communiste est arrivée à se préserver en même temps qu'elle a réussi à relever l'économie du pays.

Au Vietnam, l'idéologie politico-économique dominante évolue maintenant autour de la quête de prospérité nationale par le développement économique, d'une part, et par la conservation des idéaux socialistes de modernité et d'égalité sociale (lutte à la pauvreté), d'autre part. Cette réorganisation de l'idéologie dominante implique en fait une réorganisation des moyens du pouvoir, redéfinissant des rapports particuliers entre la société civile et l'État à l'intérieur d'une nouvelle conjoncture qu'est celle de la globalisation néolibérale. Je pose donc les questions suivantes : à quel point la nouvelle idéologie dominante parvient-elle à transformer l'hégémonie au Vietnam? Comment réagit la société civile? Qu'implique cette nouvelle globalisation aujourd'hui? Dans ce sens, l'objectif de ce dernier chapitre est de dresser un portrait fidèle de la réalité politique et économique du Vietnam contemporain.

5.1 Les formes politiques et économiques du renouveau. Les changements dans l'hégémonie

« Les pays ayant un haut niveau scientifique et technologique sont gonflés d'orgueil. Nous [les Chinois] sommes comme une feuille de papier vierge sur laquelle il est commode d'écrire. » (Mao, cité dans Kornai, 1996:43) En fait, aucun groupe ne peut complètement faire table rase de son passé, encore moins la Chine qui enregistre son histoire depuis des millénaires et dont l'orgueil démesuré a contribué à la chute de l'empire au début du XXe siècle (Bianco, 1997:31 et 42). Cette citation traduit bien par contre l'idéologie des dirigeants socialistes qui nourrissaient un grand rêve de refonte de la société. Les Vietnamiens aussi voulaient se libérer du passé: « old habits and customs of people are the things of which one should be the most frightened » (PCV, rapporté dans Malarney, 2002:52). Cet idéal de modernisation passait par une vaste entreprise de « création destructrice »³⁰. Malgré tout, depuis le *đổi mới*, plusieurs chercheurs constatent la réapparition d'anciennes pratiques et visions du monde, de telle sorte qu'on est en droit de se demander si l'entreprise a échoué. Est-ce véritablement le cas?

Depuis plus de vingt-cinq ans, deux phénomènes marquent les transformations sociales du Vietnam. D'abord, il y a une réapparition de visions du monde, de pratiques et d'objets (de formes culturelles donc) passés. Ensuite, les communistes ont réussi à, et continuent de, transformer durablement l'hégémonie en introduisant de nouvelles formes culturelles, en en modifiant certaines et en en éliminant d'autres. Dans l'ensemble des formes actuelles, certaines sont idéologiques et donc encore contestées, mais d'autres sont plutôt hégémoniques. Je veux me pencher maintenant sur ces dernières.

Le village vietnamien

On a vu que le village traditionnel a longtemps représenté le pivot central de la stratégie de développement du Vietnam. Le village pouvait être interprété comme une forme politico-économique qui contient plusieurs formes culturelles. Celles-ci impliquaient une lutte entre grands patrilignages pour le contrôle des ressources locales,

³⁰ Processus caractéristique de la modernité qui consiste à faire table rase du passé et du présent pour construire quelque chose de complètement nouveau. David Harvey montre cependant comment il est impossible de faire totalement fi des acquis de l'histoire. Toute nouvelle construction matérielle et idéelle comporte effectivement une part d'éléments anciens, intacts ou réorganisés. Cette expression souligne toutefois l'importance des chamboulements impliqués dans les entreprises modernes (Harvey, 1989:10-38).

d'une population flottante et des relations à l'État. Cette réalité était également marquée par un fort sentiment de citoyenneté villageoise, une prédominance des rapports hiérarchiques verticaux concrétisés dans les rituels associés au dinh, une recherche d'harmonie sociale suivant les valeurs confucéennes et l'endogamie. La relative autonomie politique qui en résultait était renforcée par une économie largement fondée sur la riziculture, pratique qui nécessite une entraide sporadique, mais vitale, et par le désir de préserver les secrets de certaines techniques artisanales. Finalement, la nécessité de se protéger contre les attaques de bandits renforçait aussi le relatif hermétisme des communautés locales.

Poursuivant à plusieurs niveaux le travail entamé par les Français, les communistes ont cherché à révolutionner ce modèle de développement, mais si les coopératives ont donné un pouvoir inégalé à l'État, elles ont également ramené l'économie des villages vers une autarcie partielle. Le *đôì mới* redonne une certaine autonomie politique aux villages, mais également aux individus. Il s'en suit un renforcement des liens commerciaux entre le local et l'extérieur, autant le supra local que le régional, mais avec un primat du premier. Le village n'est plus au centre de la stratégie de développement de l'État vietnamien. Les nouveaux milieux de vie des citoyens impliquent une transformation de plusieurs formes culturelles associées au village traditionnel et aux coopératives.

Bien que l'urbanisation se soit grandement accélérée depuis une vingtaine d'années, elle ne concernait toujours que 26% de la population en 2005 (BM, 2007). Les villages représentent donc toujours le principal environnement des Vietnamiens. D'ailleurs, dans la littérature, la controverse maintenant presque centenaire autour de l'autonomie politique des villages se poursuit. Ainsi, devant la nouvelle réalité, Kleinen appelle à plus d'études longitudinales basées sur la multiplicité des sources de revenus des maisonnées, sur le rôle de l'État et sur l'autonomie grandissante des villages (Kleinen, 1999:20). D'un autre côté, Woodside verrait plutôt dans cette entreprise une tentative d'« anthropologiser » le village dans une perspective néo-traditionaliste. Malgré tout, bien que certains auteurs s'accrochent toujours aux anciennes catégorisations (villages ouverts vs villages fermés – Rambo, 2005; Jamieson, 1995), la plupart s'entendent maintenant sur une vision plus complète et plus réaliste. Depuis une

dizaine d'années, les monographies classiques et les études de communautés semblent se concentrer d'avantage sur les liens entre le local et le supra-local, prenant pour acquis que le village fait partie d'une société plus large et d'un lieu géographique qui est «historicisé» à travers des processus de changement social à long terme (Kleinen, 1999:4). Parallèlement, la redéfinition des rapports entre la société et l'État est également étudiée.

Les nouvelles formes culturelles impliquent avant tout de nouvelles identités. D'abord, avec les cartes d'identification, les impôts personnels, le système législatif (même s'il demeure peu fiable) et la dérèglementation des migrations, la citoyenneté villageoise a été complètement remplacée par la citoyenneté nationale. Les permis de résidence existent encore, mais sont beaucoup plus faciles à obtenir, sauf pour les grandes villes où les migrations sont les plus nombreuses et sur lesquelles le gouvernement veut exercer un contrôle plus strict. Autre signe de cette transformation, la tradition d'endogamie qui rendait compte jadis de 80% des mariages ne concerne aujourd'hui qu'autour de la moitié de ceux-ci (Kleinen, 1999:148-9 et aussi Malarney, 2002:21-28). De plus, le mariage est devenu la principale raison, après le service militaire et l'éducation, des migrations intérieures autorisées (Henaff, 2004:286). Quant aux luttes entre patrilignages, qui coloraient fortement les identités villageoises, il semble qu'elles tendent à ressurgir en milieu rural, mais seraient plus faibles en nombre et en intensité. Si les anciennes familles riches profitent avantagement de l'ouverture économique, elles ne joueraient pas un grand rôle dans la politique (Kleinen, 1999:155-157). D'ailleurs, le Conseil des notables a été remplacé par le Conseil populaire dont les membres sont choisis par le parti. Par contre, à cause des connaissances reliées à leur position sociale passée, elles jouent un rôle important dans la promotion des activités rituelles et culturelles traditionnelles (artisanat, musique, rituels religieux, arts plastiques, etc.).

Bien sûr, plusieurs Vietnamiens sont encore attachés à leur village natal. Le village représente encore pour plusieurs citoyens le milieu de vie par excellence et l'espace privilégié des aspirations sociales. De plus, l'attachement à la région natale fait encore partie du discours de plusieurs citoyens. À ce titre, les villes comptent toujours des associations de patrilignages, de communes ou de provinces. Néanmoins, les

migrations ont explosé et l'exode rural se poursuit. Aujourd'hui, comme partout dans le monde, les gens s'attachent au lieu où ils ont choisi de vivre. Par exemple, les citoyens qui considéraient Sa Pa comme leur *quê huong*, souvent, n'y étaient pas nés. De plus, les habitants vantent surtout les avantages objectifs de la bourgade plutôt que les attachements sentimentaux. À ce titre, les habitants de la bourgade louaient souvent la clémence de la température et les nombreuses opportunités économiques. Qui plus est, la majorité des familles que j'ai rencontrées étaient éclatées, leurs membres vivant parfois aussi loin que Hô-Chi-Minh-Ville, Melbourne ou Londres.

Finalement, dans les années 1990, les migrations intérieures ont éclaté. Comme on l'a vu, l'exode rural est important et si les grandes villes de Hanoï et Ho-Chi-Minh-Ville sont les destinations les plus populaires, les centaines de petites bourgades, centres de districts et de provinces, voient également leur population croître sans cesse. En théorie, le gouvernement limite l'accès aux villes et contrôle l'accès aux bourgades. Il veut éviter une urbanisation trop rapide qui ne permettrait pas un développement conséquent des infrastructures. Comparativement à la Chine, le gouvernement réussit assez bien avec un taux de croissance de 2,7% de la population urbaine par année contre 15% pour son voisin du nord (BM, 2007; et Harvey, 2005:127). Si les permis de résidence font ainsi l'objet d'une certaine réglementation, les pots-de-vin accélèrent souvent les procédures et les travailleurs migrants illégaux sont légions. Cette situation est toutefois acceptée relativement bien par tout le monde. Le gouvernement valorise énormément les initiatives économiques et les citoyens entendent bien en profiter. De plus, le gouvernement regarde le taux d'urbanisation des pays riches qui dépasse partout 70% et y voit un objectif à atteindre. Les villes offrent effectivement dans le monde actuel de meilleures conditions de vie sur le plan des rémunérations et des services offerts. À tort ou à raison, l'urbanisation est ainsi perçue comme un signe de santé économique. Ainsi, au regard de l'éclatement des migrations, de la vaste étendue des réseaux personnels et de l'urbanisation, Hardy aurait raison de parler de nostalgie (Hardy, 2003:110), l'attachement au *quê* se reflétant effectivement peu dans les pratiques.

Cette nouvelle réalité redéfinit en partie les rapports aux autres. L'explosion des déplacements de populations a fait en sorte que les réseaux sociaux des familles se sont

grandement étendus. Si les personnes interviewées se disaient très attachées à Sa Pa par exemple, elles entretenaient semble-t-il des relations plus étroites avec leur réseau à l'extérieur de la bourgade qu'avec leur voisinage. Plusieurs des jeunes que j'ai rencontrés avaient d'ailleurs tendance à voir les relations entre voisins comme un poids plutôt que comme une éventuelle force. Plusieurs m'ont aussi avoué s'ennuyer énormément et nourrissaient le rêve de quitter pour une plus grande ville. Comme en Occident, les jeunes des campagnes rêvent souvent des centres urbains, là où il y a plus d'activités et d'opportunités. Il semble bien que les intérêts privés et ceux des réseaux personnels prennent le dessus sur les intérêts de la communauté locale.

Concernant les rapports économiques locaux, il faut noter que les plus pauvres profitent moins de ces changements et une partie d'entre eux forment toujours, dans une certaine mesure, une population flottante. Sur ce plan, il y a en apparence une grande similarité entre le présent et la période précoloniale. Néanmoins, cette population ne recherche plus la citoyenneté locale, mais simplement une prospérité économique qui pourrait lui permettre d'acquérir une stabilité dans un endroit choisi. Ces personnes sont soit des travailleurs autonomes qui veulent profiter des opportunités qu'offrent les villes et les bourgades, soit une main-d'œuvre importée (comme en construction par exemple) et contractuelle, donc temporaire. Cette population est d'autant plus flottante qu'elle ne cherche souvent pas à se poser là où elle travaille. Le déménagement serait de toute façon difficile à faire parce qu'il demande un certain capital (Henaff, 2004:286). Ceux qui n'ont pas les moyens de se procurer une terre ou de se partir en affaires sont toujours exploités par les grands propriétaires. Cependant, cette population ne profite pas nécessairement à l'élite locale, mais souvent aux compagnies, familiales ou non, dont les dirigeants résident de plus en plus souvent à l'extérieur.

Par ailleurs, cette main d'oeuvre bon marché comprend également des membres des minorités ethniques avoisinantes. Ces derniers sont exploités allègrement par les entrepreneurs locaux, que ce soit en agriculture, dans les usines ou les services (surtout dans le tourisme). Jadis alliés locaux, ennemis ou simplement isolés et autosuffisants, ces groupes alimentent aujourd'hui un nouveau lumpenprolétariat. Malgré le fait que leur statut national soit officiellement reconnu, ils ressemblent plus à l'ancienne population flottante qui était en quête de citoyenneté. Effectivement, les membres de

plusieurs communautés ne sont toujours pas considérés comme des citoyens à part entière et ont de la difficulté à sortir de leurs conditions, rencontrant généralement plus d'obstacles pour avoir accès aux mêmes services que les Kinh.

En résumé, les formes culturelles associées au village traditionnel se sont considérablement transformées : la citoyenneté est maintenant nationale; les migrations ont éclaté, permettant aux familles qui en ont les moyens de choisir leur milieu de vie et aux plus pauvres de profiter d'un plus grand nombre d'opportunités de travail; les réseaux d'entraide sont moins locaux et plus valorisés pour l'acquisition de capital que pour l'aide à la production; l'importance politique des patrilignages a presque disparu et c'est le parti qui assure l'administration locale et la sécurité physique des villageois; finalement, une population flottante a réapparu, mais ne ressemble pas à celle qui existait avant l'arrivée des Français. L'attachement au village est donc plus nostalgique que concret.

Les relations à l'État se sont aussi transformées. Depuis la disparition des coopératives, l'État interagit plutôt avec les entreprises, les citoyens individuels, les petites et moyennes entreprises (PME), les associations citoyennes et les représentants politiques locaux qui sont les Comités et les Conseils populaires. Ces unités ont un rayon d'action parfois local, mais souvent aussi régional, national ou même international. En définitive, le village ne représente plus le modèle de développement par excellence de l'État. Il ne représente donc plus une forme culturelle aussi pertinente que par le passé. Cette situation est inédite puisque, même sous le socialisme classique, les communes ou coopératives étaient l'objet principal des attentions et des programmes de l'État et du parti. Quelles sont donc les formes politiques et économiques qui orientent aujourd'hui le développement national et quelle est la place de l'ancien dans ces nouvelles pratiques et visions du monde?

Le rôle et la structure de l'État-parti

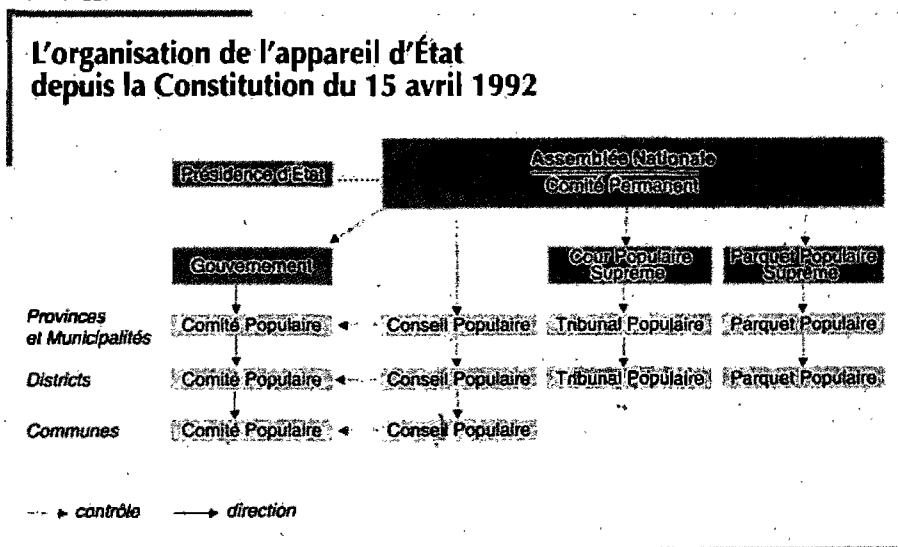
Le système mandarinal était l'autre pivot de l'organisation politique du Vietnam traditionnel. Sous les communistes, l'appareil gouvernemental et la formation des cadres sont passés aux mains du parti et de sa dialectique. Malgré des plans quinquennaux complexes, les programmes de développement étaient sensiblement homogènes, ignorant plusieurs des particularités du pays. Depuis l'ouverture, la structure du

gouvernement s'est encore modernisée. L'État-parti fait des efforts considérables pour intégrer les particularités de chaque unité administrative et de chaque acteur dans sa stratégie nationale. Incidemment, la structure du gouvernement offre de nouveaux espaces de liberté, mais impose tout de même certaines limites aux différents intérêts nationaux.

C'est en 1976 que s'est produit la césure. Jusque là, la cohésion de l'autorité (pour ne pas dire plus) était assurée par la triple présidence de Hô Chi Minh. Le poste de président fusionna avec celui de premier secrétaire pour donner naissance au secrétaire général qui, désormais, n'assumait plus aucune fonction administrative dans l'appareil d'État. Quatre ans plus tard, lors du IVe Congrès national du parti, le poste de président fut remplacé par un organe collégial qui introduisit une césure entre la présidence et le gouvernement. La restauration du poste de présidence (maintenant sans aucun pouvoir) en 1992 n'a fait qu'entériner ce divorce en plaçant les deux appareils côte à côte. En quelques années, le régime est ainsi passé d'un système à une tête, le parti et l'État étant représentés par un seul homme (comme dans la Chine actuelle), à un système dualiste avec, d'un côté la machine d'État, les fonctionnaires et la pratique administrative, et de l'autre, le parti, les cadres politiques et la doctrine.

Ce dualisme entre État et parti a permis de donner un nouveau rôle à l'Assemblée nationale. Pour bien comprendre cette particularité, il faut s'attarder un instant sur la structure de l'appareil d'État :

Tableau II.



(Tiré de Papin, 2003:131)

L'Assemblée nationale est constituée par l'ensemble des élus, c'est-à-dire les membres des Conseils populaires de tous les niveaux administratifs. Leur rôle est essentiellement législatif, mais ils choisissent également les membres du Gouvernement qui représente la branche exécutive. Aux niveaux locaux, ce sont également les membres des Conseils populaires qui nomment les personnes qui constitueront les Comités populaires.

Contrairement aux gouvernements parlementaires, le législatif est donc séparé plus clairement de l'exécutif. Or, dans les faits, tous les postes importants de l'appareil d'État demeurent occupés par des membres du parti³¹ : tous les membres du gouvernement, le président et la majorité des membres du comité permanent de l'Assemblée nationale. Toutefois, faute de détenir le réel pouvoir, cette dernière instance permet de capter et de canaliser les nouvelles forces idéologiques qui échapperaient au parti : 26% des membres sont des femmes (contre 14% en France par exemple), 13% origine des groupes ethniques minoritaires (reflétant la réalité démographique), le monde des affaires y prend évidemment une place de plus en plus importante (avec plus de 10% des élus, mais 20% des candidats, il représente le deuxième vivrier, après l'administration et avant l'armée), le monde éducatif compte 9% des élus, 4% travaillent dans le domaine médical, autant que ceux du monde agricole, etc. (Papin, 2003:133)

C'est ainsi qu'entre 1991 et 1996, par exemple, le parti laissait beaucoup plus de liberté à l'Assemblée nationale pour qu'elle prenne la responsabilité des réformes. L'initiateur des changements, Nguyễn Văn Linh, scandait alors : « People know, people discuss, people do, people monitor » (*VNS*³², 2005:2). Toutefois, en 1996, les réformes se bloquèrent et le VIIIe congrès réaffirma l'autorité du parti (voir section 4.2, page 102). La séparation momentanée entre les deux appareils politiques (État et parti) durant ces cinq années (1991-1996) exacerba les conflits qui les habitaient déjà. À cette date, les membres conservateurs du parti ont même lancé une campagne contre l'« évolutionnisme pacifique », une entreprise des « ennemis » du Vietnam, les États-Unis

³¹ Comme on l'a vu (section 3.4, page 71), la structure du parti est complètement indépendante et son fonctionnement est beaucoup moins démocratique. D'ailleurs, sa composition diffère beaucoup de celle de l'Assemblée nationale. Par exemple, moins de 3% des représentants des cellules du parti sont des femmes.

³² *Việt Nam News – The National English Language Daily*. Thursday June 30, 2005, Vol. XV, No 4979

en tête, pour déstabiliser le socialisme et instaurer le multipartisme démocratique (Thayer et Amer, 1999:11). Depuis une quinzaine d'années, une paix des braves semble avoir été signée et même si elle favorise le parti, elle unit la nation face aux défis qu'elle doit affronter.

Le fonctionnement de l'appareil d'État comporte certaines particularités en ce qui a trait à la relation entre le centre et les périphéries. Deux caractéristiques du système confèrent effectivement une certaine autonomie politique aux communes, sans pour autant diminuer le pouvoir du parti. D'abord, il faut noter que les Comités populaires locaux, l'exécutif, sont soumis à une double dépendance. En effet, ce dernier doit obéissance aux consignes du gouvernement et des comités des échelons supérieurs, mais également aux décrets des Conseils populaires qui nomment ses membres. De cette manière, si un décret d'un Conseil populaire contredit une décision du gouvernement, le processus exécutif est bloqué. Ce genre de situation peut se produire assez souvent. Le fonctionnaire est donc plongé dans un dilemme impossible : doit-il désobéir à son supérieur et risquer ainsi l'éviction, ou bien au Conseil populaire et ainsi risquer de perdre son poste aux prochaines élections. L'État comporte donc dans sa structure un mécanisme qui bloque son fonctionnement. Au final, les décisions dépendent en fait des luttes de pouvoir au niveau local et régional, et les membres du parti y jouent un rôle primordial. Cette situation renforce donc, d'une part, le pouvoir du parti, mais, d'autre part, permet une marge de manœuvre aux autorités locales et régionales.

Par ailleurs, une différence en ce qui concerne le niveau d'éducation des cadres vient encore relativiser le tableau. En effet, les membres du Comité central du parti ne s'alimentent pas chez les petits cadres locaux, mais à partir des provinces et des villes, ou même en sélectionnant des individus qui ne travaillent dans aucune instance politique. Ces cadres sont plus éduqués que les représentants des communes et des districts, qui ont souvent grandi dans les environs et ont peu voyagé. Sans surprise, les cadres locaux ont tendance à renforcer leurs relations locales et les cadres supérieurs n'ont pas nécessairement la connaissance du terrain. Conséquemment, la coopération horizontale est privilégiée au détriment de la verticale, ce qui a pour effet de renforcer les autonomies régionales.

Par contre, dans ce pays où les valeurs confucéennes persistent et où l'éducation est respectée, l'autorité de l'administration centrale s'en trouve en quelque sorte renforcée. Plus simplement, la plus grande compétence des cadres centraux renforce également leur pouvoir. Cette particularité persiste depuis fort longtemps. On se souviendra que la faillite virtuelle de plusieurs coopératives était due aux agissements de membres et de leaders locaux et à leur manque d'éducation (Fforde, 1989:79-81). L'administration centrale a donc souvent pour rôle de redresser les erreurs et les excès des cadres locaux.

En définitive, le parti tient fermement les rênes du pouvoir, mais « il y a souplesse de la politique au quotidien » (pour employer les mots de Papin, 2003:152). Ce système est celui de l'idéologie dominante, mais l'ouverture qu'il permet et sa ressemblance avec les structures passées lui confèrent une bonne légitimité qui limite grandement les résistances. Incidemment, il est plutôt hégémonique et définit ainsi les standards de réalisation, les images du désirable et les limites du possible. Nous verrons plus bas (sections 5.2 et 5.3) où se situent les véritables luttes idéologiques. Voyons d'abord les nouvelles formes économiques qui caractérisent le Vietnam du renouveau.

La nouvelle politique économique :

La croissance globale de la décennie 1990 a apporté une augmentation considérable des moyens de l'État qui a pu poursuivre des programmes d'infrastructures sans augmenter la pression fiscale. La croissance a aussi permis une amélioration substantielle du pouvoir d'achat. Le PIB par tête a ainsi doublé, passant entre 1986 et 1999, de 150 à 300\$ (Feuché, 2004:245-6). Ces hausses furent globales, améliorant le niveau de vie de tous, et ce malgré le fait que les services de santé et d'éducation soient maintenant payants. Quelles sont donc les formes économiques qui sont considérées comme naturelles dans ce nouveau contexte? La nouvelle idéologie a en effet valorisé de nouvelles pratiques économiques dont plusieurs sont déjà généralisées.

Sous les coopératives, les individus ont tenté de travailler ensemble, devant souvent se serrer la ceinture pour soutenir l'effort de guerre et réprimer les initiatives personnelles qui remettraient en question l'idéologie collectiviste. Inversement, depuis le renouveau, le profit personnel est présumé positif pour la nation. Hue Tam affirme que depuis 1996, les slogans n'appellent plus au sacrifice pour la nation comme c'était

souvent le cas auparavant. Il serait plus individualiste et « bourgeois », dira-t-elle, louant par exemple le sacrifice pour le futur des enfants : « [I]imit yourselves to two children in order to raise them and educate them well » (Hue Tam Ho Tai, 2001:189). Les slogans valorisent toujours les initiatives personnelles, mais certains continuent en fait de promouvoir les idéaux socialistes d'égalité et de justice sociale. Près de Sa Pa, par exemple, une affiche présente les phrases suivantes : « apportez la connaissance au peuple dans le but d'éliminer la faim et la pauvreté », puis « il faut améliorer sa force intérieure ».

Dans le même sens, les personnes que j'ai interrogées sur la situation économique actuelle me parlaient rarement du pays, mais reconnaissaient plutôt les nombreuses possibilités qu'offrait la bourgade. Ils énuméraient souvent des idées de projets privés qui, adaptés aux conditions locales, permettraient d'enrichir les citoyens de la commune. Enthousiastes, ils ponctuaient souvent leurs envolées par des remerciements au parti qui permettait maintenant ce genre d'initiatives. Bref, l'enrichissement personnel est un objectif très valorisé, que ce soit par le lancement d'une entreprise, l'adoption d'un deuxième emploi ou même par la spéculation immobilière. À Sa Pa comme ailleurs, le prix des terres augmente de façon effarante et crée des nouveaux riches. Les écarts de revenus ne menacent pas la stabilité de la bourgade et les moins fortunés acceptent plutôt bien la situation, pour l'instant du moins. C'est qu'eux aussi veulent profiter des nouvelles opportunités et travaillent fort en ce sens. L'audace est payante et le système de prestige se transforme, valorisant les individus qui réussissent économiquement.

Plus inquiétant, la loi foncière de 1993 a laissé réapparaître les grands propriétaires et la concentration terrienne. De plus, l'État permet l'intrusion de propriétaires étrangers au village. À Sa Pa, par exemple, une compagnie privée³³ possède une quantité impressionnante des meilleures terres locales, mais, pour l'instant, elle en loue la plus grande partie à moindre coût permettant à tous, incluant les minorités

³³ Cette compagnie, American Technologies Inc. (ATI), cultive des roses pour l'exportation, une entreprise prospère. Un agriculteur voisin m'a affirmé que les employés de cette production venaient en fait des basses terres, qu'ils étaient hébergés dans des conditions peu enviables et qu'ils travaillaient pour une bouchée de pain. ATI appartient à un Vietnamiens qui a travaillé comme ingénieur nucléaire aux États-Unis. Il possède aussi de nombreuses terres dans le Delta, à Hanoï et des projets d'aquaculture près de la mer.

ethniques, d'en profiter. Si les autorités locales « veillent au grain » en limitant les abus (bien qu'elles en profitent largement en percevant des taxes), les anciennes structures d'exploitation de la paysannerie se réinstallent néanmoins. On voit ainsi apparaître de plus en plus de travailleurs agricoles. De plus, plusieurs familles qui n'arrivent plus à exploiter leurs terres efficacement les vendent et utilisent le capital pour aller tenter leur chance en ville ou dans les centres régionaux (Papin, 2003:64), alimentant la classe ouvrière.

Cette effervescence fait en sorte que les particularités locales grandissent, les individus profitant au maximum de leur environnement. Le développement est donc plus adapté aux conditions régionales qu'auparavant. Parallèlement, les échanges supra locaux se multiplient. Il est bien souvent plus facile de vendre ou d'acheter sur les marchés extérieurs qui sont aujourd'hui plus accessibles. Ces marchés sont également plus nombreux, assez diversifiés et, souvent, plus rentables. À Sa Pa, par exemple, les fruits et les textiles chinois sont moins chers et envahissent le marché. En contrepartie, la cardamome, les roses et les forfaits touristiques de la bourgade se vendent bien au Yunnan.

Bien que la production se soit grandement diversifiée, le secteur privé émergent demeure à la remorque du secteur public. Pour l'instant, il n'y a en effet pas de politique de financement officielle claire pour le secteur privé formel. Les projets pour développer de nouveaux marchés internes sont souvent infructueux à cause principalement d'un manque de financement et de volonté politique. Le secteur non étatique (qui emploie plus de 60% de la main-d'œuvre - Papin, 2003:173) est donc surtout composé de petites unités de production locales et familiales, dispersées sur l'ensemble du territoire. Comme les compagnies d'État drainent la presque totalité des capitaux étrangers, les familles et les PME ont de la difficulté à trouver du financement. Bien que les réformes soient censées renforcer les contraintes pour que le crédit soit alloué selon la performance et la rentabilité, éliminant ou diminuant le favoritisme en faveur des entreprises d'État, celles-ci sont encore favorisées. Gainsborough explique cette persistance de trois manières (Gainsborough, 2004:40-52). D'abord leurs dirigeants sont en position de pouvoir et profitent de réseaux importants dans le parti et le gouvernement. De plus, ces entreprises ont dans bien des cas déjà le monopole sur les

marchés dont elles se sont emparés plus facilement à la fin du bloc soviétique et avec l'ouverture à l'économie de marché internationale. L'auteur souligne également que, par idéologie, le parti privilégie cette souveraineté. Ainsi, les politiques actuelles bloquent par exemple l'accès aux zones commerciales : « [w]ith 17 industrial zones covering 1 400 ha in Ho Chi Minh City, only 10 per cent is set aside for non-State businesses. The situation is similar in Hanoi, where State-owned enterprises account for 95 per cent of the capital's land for rent » (Vietpartners.com, 2008³⁴). Finalement, la faiblesse du système juridique en général favorise aussi les réseaux de confiance informels, relayant encore une fois le secteur privé dans l'ombre. Malgré tout, l'économie informelle est généralement bien acceptée par tout le monde. C'est plutôt la grande corruption qui crée des remous comme nous le verrons.

Concernant la grosseur de la fonction publique, les observateurs constatent qu'après avoir effectivement connu une diminution entre 1990 et 1995, l'État employait plus de personnes à la fin des années 1990 qu'à ses débuts. On observe donc une augmentation de l'appareil. L'armée participe également activement au développement économique du pays (Hervouet et Thayer, 2004; Papin, 2003:147-150; Oberli, 1995). Ses entreprises sont florissantes, notamment dans la construction navale, les services portuaires, l'aviation, les communications mobiles et la construction immobilière. Elles participent aussi activement au développement des zones reculées et elles offrent généralement de meilleurs salaires que la moyenne nationale. Le revenu des entreprises possédées par l'armée était de 500 millions en 2003 (Papin, 2003:149). De plus, « [a]t the moment, the army is one of the more popular institutions in Vietnam because of its relative image of not being corrupt. » (Thayer dans Mydans, 1996:10) Néanmoins, l'armée ne profite pas toujours de sa position de force en toute honnêteté : elle exploite illégalement, entre autres, le bois du Laos (Papin, 2003:149). Finalement, les nombreux vétérans forment une élite qui s'engage activement dans la vie économique locale et nationale.

L'agriculture prend encore une place fondamentale dans l'économie vietnamienne (embauchant 57% de la main-d'œuvre – BM, 2007). Le progrès dans la productivité de la riziculture relève d'aménagements hydrauliques et de progrès

³⁴ <http://www.vietpartners.com/default-partners.asp>, consulté le 21 octobre 2008.

techniques (variétés de semences, fertilisation chimique) légèrement antérieurs à la libéralisation (Beresford, 1988; Gironde, 2004:219). Cette activité assure la souveraineté alimentaire du pays, mais elle s'oriente de plus en plus vers l'exportation. De plus, la production agricole ne cesse de se diversifier, bien que trop lentement selon plusieurs auteurs (voir Beresford et Angie, 2004:81; et De Koninck, 2005:150).

Bref, toutes les initiatives économiques sont bonnes, pour autant qu'elles ne menacent pas la souveraineté de l'État-parti. Ainsi, le modèle de développement du Vietnam est maintenant fondé, d'une part, sur les secteurs économiques clés ou stratégiques, concernant surtout les grandes industries nationalisées et mixtes, et, d'autre part, sur la famille, principalement pour l'agriculture, et sur les PME (qui ne sont pas toutes familiales), dans une grande variété de secteurs (surtout dans l'artisanat et les services). Il y a une effervescence palpable et les plus audacieux sont souvent ceux qui profitent le plus du nouveau contexte.

Comme on l'a vu, depuis le lancement des réformes, le parti s'est regroupé (section 4.2, pages 102-103). Dans ce sens, les firmes d'État ont été restructurées de manière à renforcer leur rôle de moteur du développement. Le phénomène se traduit en fait par une réorganisation sectorielle de la production : les acteurs privés tirent la dynamique à l'exportation, tandis que le secteur d'État consolide son rôle central dans les secteurs en amont. Pour ce faire, il monopolise la quasi-totalité des flux d'IDE (entrant principalement sous la forme de *joint-ventures*). En concédant au secteur privé les activités intensives en main-d'oeuvre et donc potentiellement créatrices d'emplois (comme en agriculture ou dans les services comme le tourisme), le gouvernement vietnamien fait bénéficier la grande majorité de la population des avancées vers l'économie de marché. Parallèlement, il préserve un rôle stratégique pour le secteur étatique en canalisant l'IDE dans les activités intensives en capital et technologie et en regroupant ses entreprises dans de grands conglomérats industriels.

La place de l'ancien

Comme la théorie générale le démontre, les idéologies dominantes sont souvent en voix de pénétrer l'hégémonie (voir conclusion du chapitre deux, page 42). On a vu que, depuis la révolution, l'idéologie dominante s'est modifiée et a réussi à transformer une partie de l'hégémonie. De plus, le *đổi mới* n'a pas fait table rase du passé.

communiste, ni complètement des formes prérévolutionnaires. Certaines pratiques, visions du monde et objets passés demeurent, réapparaissent, se reconfigurent et de nouvelles formes se créent. Quelle est donc la place de l'ancien dans la société vietnamienne?

Il est difficile d'identifier avec exactitude la place de l'ancien dans une société. Je crois que les formes anciennes persistent surtout, d'une part, là où l'idéologie dominante n'arrive pas à offrir une meilleure alternative, par exemple une pratique économique qui soit plus efficace ou simplement une valeur qui semble plus juste, et, d'autre part, là où ces formes traditionnelles ne nuisent pas à l'ordre nouveau ou lorsqu'elles contribuent à le servir. Le niveau de conscience variable qu'ont les individus des formes culturelles qui les définissent rend la tâche encore plus complexe. Par conséquent, je veux ici m'attarder sur certains rapports à la tradition que je considère fondamentaux pour la compréhension du Vietnam contemporain.

La société post-đôi mới semble présenter plusieurs continuités avec le passé. Certaines formes traditionnelles ont été rabaissées par les Français et d'autres, ridiculisées, parfois même réprimées, par les communistes, mais elles n'ont jamais complètement disparu si bien qu'aujourd'hui elles semblent réapparaître. Les travaux de Kleinen et de Malarney représentent ici des incontournables. Malarney révèle que les pratiques rituelles traditionnelles, comme les mariages et les enterrements, réapparaissent sous une forme assez fidèle à ce qu'elles ont jadis été dans la société vietnamienne. Par exemple, bien que de nouvelles formes de mariage aient été efficacement implantées et que certains éléments concernant surtout l'opulence des rituels aient été abandonnés, les efforts pour éradiquer les anciennes pratiques ont échoué. Mes observations relèvent aussi le désir toujours très présent chez plusieurs habitants de Sa Pa de s'enraciner dans certaines traditions religieuses. Il y a d'ailleurs trois temples bouddhistes dans la commune, fréquentés surtout par des femmes âgées et par des pèlerins. De plus, toutes les maisons que j'ai visitées, aussi bien celles des cadres du parti que celles des nouveaux riches, possédaient un autel des ancêtres. Du peu que j'ai pu voir, ceux des nouveaux riches étaient plus flamboyants que ceux des cadres et anciens cadres. En fait, le culte des ancêtres est un des éléments les plus importants de la culture vietnamienne (Malarney, 2002:91-92) et il n'a jamais disparu. Par contre, les

communistes ont cherché à en diminuer l'importance. D'ailleurs, au lieu de donner des offrandes, plusieurs Vietnamiens se contentent aujourd'hui de brûler de l'encens. Pourtant, l'apparence de l'autel s'embellit chez plusieurs et certains offrent toujours du riz et, maintenant, de la fausse monnaie.

Très profondément ancré dans la conscience des Vietnamiens, le triptyque confucianisme/bouddhisme/taoïsme est aussi toujours influent. Les communistes n'ont pas rendu égaux les rapports entre les sexes. La valorisation des aînés, des pères de familles et des maris demeure très présente. Dans ces cas, le confucianisme sert en fait l'idéologie dominante. En effet, la majorité des cadres dirigeants sont des hommes relativement âgés. Bien que la présence de ces religions soit acceptée par tous, leur pratique n'est pas adoptée par tout le monde, ni au même degré d'implication. Pour certains, la dialectique du PCV ne les aura pas convaincus que les valeurs socialistes suffisent à leurs besoins spirituels. Pour un très grand nombre, les systèmes anciens sont reproduits inconsciemment. Les types de relations qu'ils prescrivent se perpétuent dans les habitudes quotidiennes et beaucoup dans le langage. Pour d'autres encore, il s'agirait de défendre des valeurs alternatives au développement de l'individualisme, perçues comme une tare du capitalisme et de l'Occident.

Par ailleurs, Kleinen montre le désir maintenant possible de confirmer son statut économique et social par des pratiques religieuses ostentatoires (Kleinen, 1999:162). À ce titre, mon séjour dans le Tonkin démontre que ces pratiques sont présentes dans un contexte aussi bien religieux que non religieux. En effet, depuis le renouveau, des pratiques comme l'« étalage » de biens matériels flamboyants et à usage individuel permettent à leur propriétaire d'affirmer leur statut socio-économique. On voit par ainsi tranquillement apparaître des maisons et des voitures de luxe et des accessoires vestimentaires associés à la richesse. À Sa Pa, par exemple, un individu possédait une moto de course importée qui, à défaut d'être adaptée aux conditions locales (nombreuses routes cahoteuses en terre), identifiait clairement le statut économique du propriétaire. Ces pratiques, qui apparaissent naturelles aux Occidentaux et qui peuvent même être perçues comme bénéfiques, soulignent néanmoins l'échec partiel des idéologues communistes qui cherchaient à dévaloriser l'étalage de l'opulence matérielle. Par contre,

il faut spécifier que ces attitudes demeurent encore infiniment moins répandues qu'en Occident.

Le parti agit sur les rapports entre la population et la tradition. Au niveau spirituel, par exemple, « [f]rom the 1940s onward the government encouraged cadres to protect and nurture the *tin nguong* (legitimate religious practices) of the people. The use of this term brought with it a strong sense of prestige and legitimacy, while superstition implied stigma. » (Malarney, 2002:106) Ce qui entre dans ces deux catégories n'est toutefois pas toujours clair et c'est pourquoi les cadres continuent d'intervenir régulièrement pour tenter de transformer les formes qu'ils jugent inappropriées. Malarney affirme que les formes défendues par les communistes furent largement acceptées dans la société suivant les concepts de facticité et de validité (*facticity and validity*) d'Habermas³⁵. La rhétorique qui en découle est très simple : « arranged marriage is bad, polygamy is feudal, Ho Chi Minh is a worthy example to follow, war dead should be remembered, etc. » (Malarney, 2002:215). Le PCV lutte depuis longtemps contre les superstitions comme brûler de la fausse monnaie, faire appel aux esprits, aux sorciers ou encore faire des sacrifices d'animaux. Ces pratiques sont tenaces et, encore récemment, lors des fêtes du Têt en 2008, le parti a demandé à la population de ne pas sacrifier de bœufs.

Les rituels associés au dinh sont plus ambigus. Anciennement trop liées aux élites « réactionnaires », les formes culturelles associées à la maison communale recouvrent aujourd'hui une certaine légitimité. Les pressions populaires ont mis plusieurs années à convaincre le ministère de la Culture de permettre la tenue de rituels dans cette enceinte traditionnelle (Kleinen, 1999:163). Le dinh a ainsi repris du service dans certains villages. Je crois que cet établissement ne menace plus l'autorité centrale et qu'il peut alors permettre d'enrichir certaines fêtes nationales comme le nouvel an ou autres festivals régionaux et renforcer l'identité villageoise, ce qui peut être bénéfique pour le tourisme, par exemple. En fait, les résurgences de la tradition sont permises pour

³⁵ Pour plus de détails, voir l'ouvrage *Between Facts and Norms* de Jürgen Habermas, ou l'article *Habermas' Between Facts and Norms : Legitimizing Power ?* d'Abdollah Payrow Shabani de l'Université d'Ottawa.

une grande part parce qu'il y a une réelle autonomie qui souligne l'existence d'une nouvelle hégémonie.

De cette manière, les Vietnamiens font effectivement montre d'un esprit scientifique pour comprendre et aborder le monde qui les entoure, mais non sans limites. Dans le domaine médical par exemple, Malarney révèle que les systèmes alternatifs d'explication du monde sont invoqués dans trois principales circonstances : dans le cas de maladies mentales subites ou de comportements excentriques ; lorsque les membres d'une même famille sont fréquemment la proie de maladies physiques ; et dans les cas où une maladie persiste malgré les traitements médicaux normaux. « In any of these contexts, people might begin to suspect and engage the supernatural. » (Malarney, 2002:95-96) Cette façon de voir est répandue et très peu remise en question. De façon similaire, les techniques de médecine traditionnelle sont pratiquées par plusieurs médecins en conjonction avec des approches modernes (entrevues personnelles ; et Monnais, 2007:67-78). Dans ce cas, c'est donc aux limites de l'idéologie dominante que refont surface les idéologies anciennes, toujours présentes dans l'hégémonie.

Dans bien des cas, le rôle de l'État en est un de modérateur (Kleinen, 1999:185). Il veut par exemple diminuer les charges financières qui accompagnent les mariages ou éliminer l'emploi de pleureuses dans les processions funèbres. Ces formes ostentatoires ont grandement diminué en intensité, mais existent toujours. Le pouvoir central fait également un important travail de désacralisation. Dans le cas des maisons communales, encore une fois, même si certaines sont aujourd'hui revalorisées, la plupart ont été réaffectées, ou détruites, et elles ne sont plus associées à aucune fonction administrative. En contre partie, l'État fait un travail de re-sacralisation. Dans ce sens, à Sa Pa par exemple, plusieurs éléments architecturaux permettent de valoriser le pouvoir central. D'abord, une grande place a été aménagée au centre de la bourgade et la grande étoile en mosaïque qui la décore a, à mon avis, clairement pour effet de magnifier la grandeur de la nation. De plus, les nouveaux bâtiments administratifs du district de Sa Pa, tous construits sur le même modèle architectural, sur une petite colline et en bordure d'un grand lac artificiel, forment un ensemble imposant qui ne laisse aucun doute sur la puissance de l'État central. Finalement, un cimetière dédié aux villageois décédés dans

les nombreux conflits qui ont marqué la région (et les cérémonies occasionnelles qui s'y déroulent) sert aussi à sacraliser le nouvel ordre socioculturel.

En définitive, il y a eu résurgence là où les élites communistes ne sont pas arrivées, du moins jusqu'à maintenant, à redéfinir les sens des anciennes formes culturelles. Par conséquent, certains aspects de l'idéologie dominante sont toujours sujets à débat, comme: « feasting is wasteful, there is no supernatural causality in human life, science can cure society's ills, astronomical auspiciousness is not required, material items are not required to reproduce sentimental relations, etc. » (Malarney, 2002:216). On retrouve également une persistance de formes traditionnelles là où celles-ci n'entrent pas en contradiction avec l'idéologie dominante, voire également, et à plus forte raison, là où elles peuvent servir l'ordre nouveau, comme dans le cas des dinh. Si l'idéologie dominante est toujours en voie de pénétrer l'hégémonie, les luttes sociales, publiques ou dissimulées, offrent des résistances qui peuvent changer la donne. Comme le démontrent les persistance de la tradition, la direction de la réorganisation de l'hégémonie n'est pas tracée d'avance. Il existe clairement une négociation entre les dirigeants et les dirigés. Je veux donc maintenant identifier les limites de l'idéologie dominante et ce, d'abord, en m'attardant aux dynamiques nationales et, ensuite, aux luttes idéologiques stimulées par l'intégration du pays à la globalisation néolibérale.

5.2 Domination, résistances et dialogue. Les nouvelles règles du jeu

On a vu que l'ancien pouvait alimenter les luttes sociales, mais quels sont les enjeux de ces luttes exactement, quels sont les acteurs clés qui les alimentent et comment se structurent ces rapports de force ? « Les masses peuvent se résigner à leur sort, se contenter d'une morne réticence, s'étonner d'une passagère bonne fortune ou se livrer à une insubordination active ; mais, de toute façon, les gouvernements sont subis plutôt qu'appréciés, admirés, aimés ou même appuyés. » (Wallerstein, 1980:134) La légitimité se construit, selon Wallerstein, d'une part, en convaincant les élites que le régime repose et fonctionne sur la base d'un consensus de valeurs (dont on puisse faire croire à ses membres qu'il existe) et, d'autre part, qu'il est de leur intérêt que le régime continue à fonctionner sans troubles majeurs. Ainsi, d'une part, la coercition oblige les masses à subir et, d'autre part, une construction de la légitimité assure le consentement

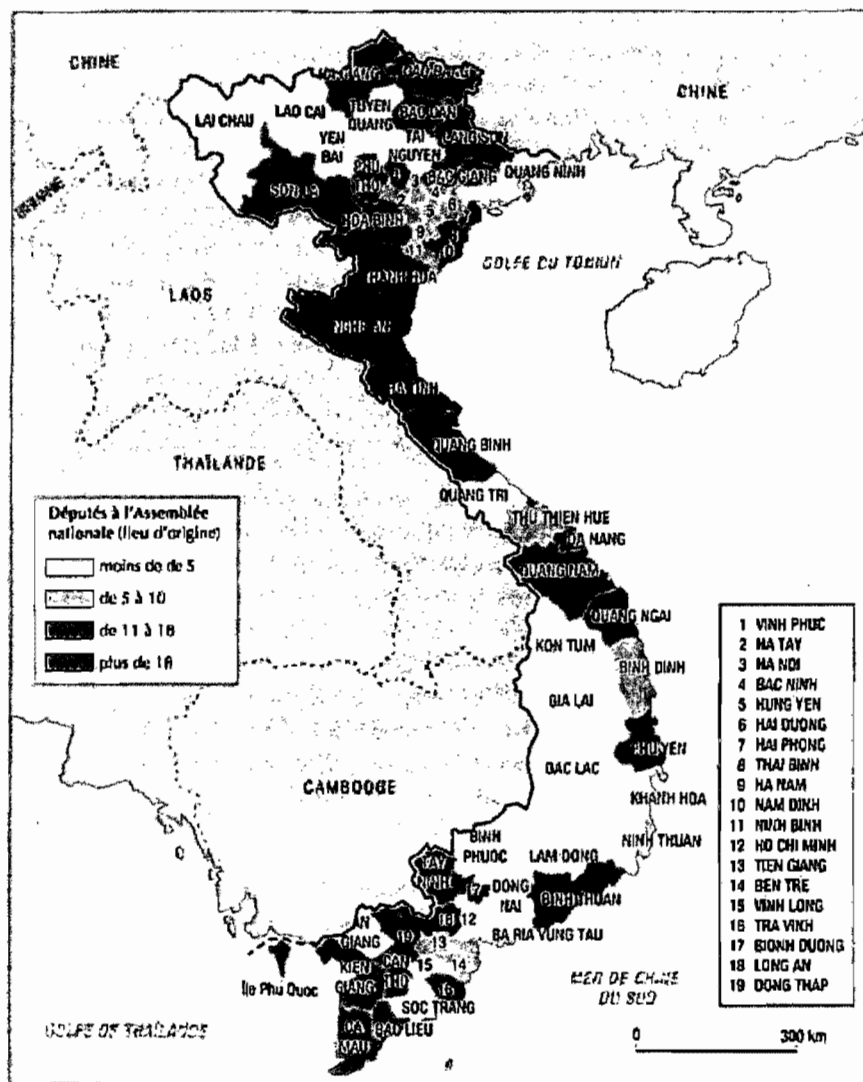
des élites. Il ajoute: « [e]n outre, la légitimité n'est pas un problème qui puisse se résoudre une fois pour toutes. C'est une question de perpétuel compromis. » (Wallerstein, 1980:134)

Selon cet auteur, ce sont donc les élites qu'il importe de convaincre et c'est avec elles qu'il appert de travailler. Au regard de la situation vietnamienne, nous verrons qu'il n'a pas totalement tort. Les nouvelles élites créées par les réformes ont pu s'émanciper grâce au parti, ce qui lui permet de conserver une forte légitimité. Par contre, comme il a été démontré au niveau théorique (section 2.2) et pour l'avènement du *đổi mới* (section 4.2), les masses participent aussi au dialogue. Même pauvrement organisées, le poids du nombre leur donne une puissance notable. Il est alors possible d'affirmer que tant que le PCV poursuivra ses efforts pour améliorer les conditions de vie de la majorité des acteurs de la société, le parti unique et la structure du pouvoir ne changeront pas. Dans cette section, mon objectif consiste à expliciter les tensions unificatrices et divisives internes qui marquent le Vietnam contemporain.

La domination du PCV et les nouvelles forces sociales

Les deux cartes suivantes (1 et 2, pages suivantes) permettent de constater la souveraineté d'une élite traditionnelle dans le PCV mise en contraste avec la représentativité de l'Assemblée nationale. Ce qui est fascinant avec la carte 2, c'est qu'elle rappelle l'origine des élites traditionnelles. En effet, les dirigeants de la dernière dynastie vietnamienne provenaient également des régions du sud du Nord et du nord du Centre. Très peu d'études ont été faites à ce sujet et il est donc difficile d'en tirer des conclusions précises. À mon avis, cette situation souligne les similitudes des différentes structures politiques du Vietnam à travers le temps. Par exemple, la double dépendance des Comités populaires locaux ressemble à la situation précoloniale où, à l'échelle du village, le chef était redevable à la fois au Conseil des notables qui l'élisait et au mandarin du district, son patron hiérarchique. Le manque d'éducation des cadres locaux et la primauté des coopérations horizontales trouvent ainsi des correspondances avec les époques prérévolutionnaires. Ces cartes pourraient suggérer finalement que la Grande marche vers le Sud et la conquête de l'Ouest ne sont pas complétées. Cette réalité souligne la difficulté de transformer l'hégémonie. Dans ce sens, les membres de l'Assemblée nationale, représentés dans la carte 1, sont soit les puissances alternatives

Carte 1 : Répartition des députés à l'Assemblée nationale

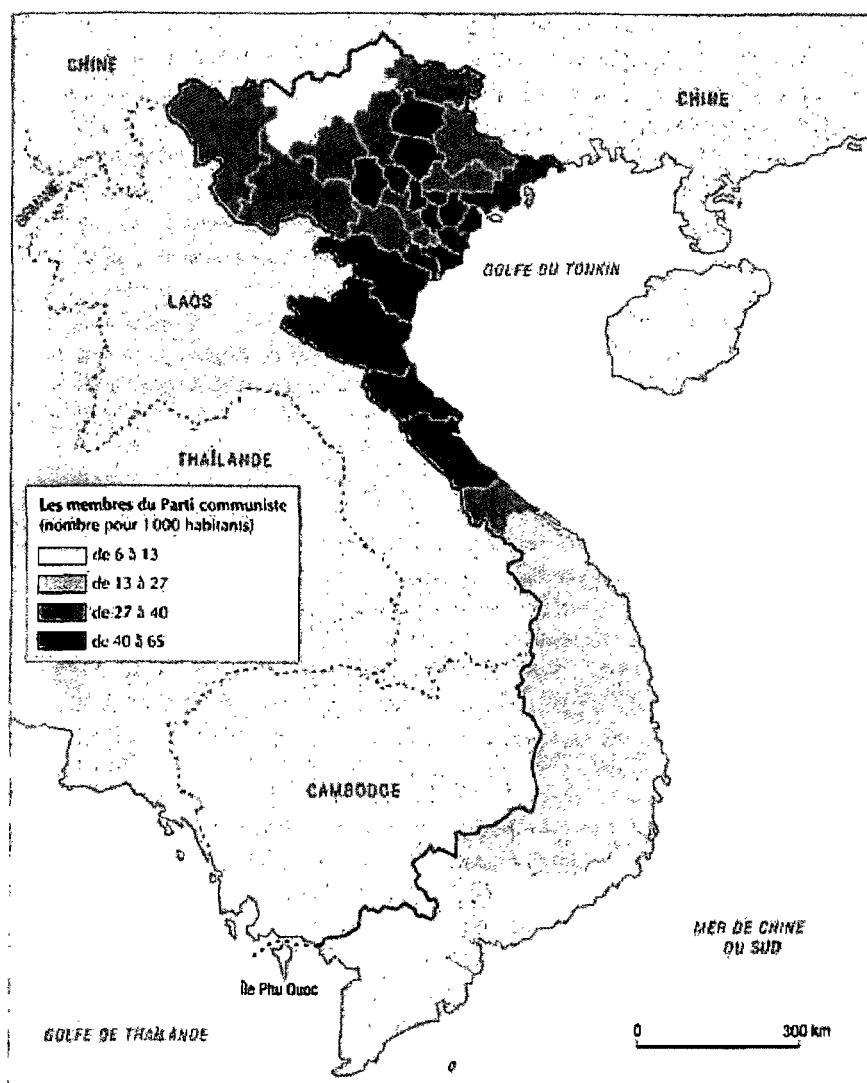


(Tirées de Papin, 2003;50)

montantes, soit les forces traditionnelles que le pouvoir doit écouter s'il entend conserver sa position. Il faudrait maintenant se demander quels acteurs il convient d'identifier à la force du nouveau vietnamien?

Depuis le *đổi mới*, les élites issues de la révolution communiste s'assurent la pérennité du pouvoir politique en s'appropriant les leviers du pouvoir économique. Elles s'approprient la direction des grandes entreprises et elles profitent de leurs connaissances privilégiées de la conjoncture et de leurs contacts dans les structures politiques pour démarrer de nouvelles entreprises, s'approprier de nouveaux marchés, etc. La réussite d'anciens membres de l'armée est édifiante à ce niveau. À Sa Pa, d'ailleurs, plusieurs vétérans gèrent aujourd'hui des commerces florissants.

Carte 2 : Répartition des membres du parti, par région



(Tirées de Papin, 2003;51)

Contrairement à la situation chinoise où la classe ouvrière passée, qui représentait l'élite de la société révolutionnaire, se voit déclassée par les nouveaux riches issues de l'agriculture, l'industrie lourde a très peu été développée au Vietnam. Les anciennes élites étant, comme les nouvelles, principalement issues de la paysannerie moyenne, elles ne peuvent percevoir l'élite montante comme une menace, du moins du point de vue de la lutte des classes. Par contre, le statut social des non-membres-du-parti s'améliore sans cesse et c'est plutôt là où peuvent émerger des tensions politiques.

Le système de prestige commence effectivement à se transformer depuis le *đô* mới. L'ascension sociale ne passe plus automatiquement par le parti. Les personnes qui ont fait fortune dans l'agriculture, le commerce ou le tourisme par exemple, peuvent

acquérir une situation extrêmement enviable dans la société sans devenir membres du parti. Si elles doivent continuer à entretenir de bonnes relations avec les autorités locales, elles peuvent agir assez loin de la sphère politique. La vie de l'ancien médecin de Sa Pa est encore ici représentative de la situation. Celui-ci retire effectivement un grand prestige de la réussite de son hôtel et plusieurs l'ont cité comme un exemple à suivre. Néanmoins, il ne fait pas de politique, entretient de bonnes relations (minimales) avec les autorités et son discours est assez conforme à l'idéologie dominante. On assiste également à une réapparition des grands propriétaires terriens, individus qui sont rarement membres du parti. Conséquemment, une nouvelle élite économique se développe, mais, pour l'instant, elle ne menace pas directement le pouvoir central qui lui a permis de prospérer.

De plus, il semblerait que des individus veulent acquérir des postes de représentants locaux, sans intégrer le parti. Depuis quelques années, les autorités ont permis la présence dans les Conseils populaires, et donc à l'Assemblée nationale, d'individus non membres du PCV. Ces personnes causent beaucoup de soucis aux cadres qui travaillent à minimiser la tendance. Ils sont indépendants et encore peu nombreux, mais s'ils se multipliaient, ils pourraient former des organisations. Ils personnifient donc la menace du multipartisme. C'est un risque qui gêne beaucoup le parti et si l'existence de ces individus montre une ouverture, le sujet est extrêmement tabou. Le phénomène implique donc d'intenses jeux de pouvoir au niveau local. À Sa Pa par exemple, il semble bien que au moins un non-membre ait été élu au Conseil populaire, mais ce n'est pas sans causer des problèmes et si plusieurs personnes ont accepté de me l'affirmer avec grande circonspection, personne n'a voulu me donner plus de détails. Ces individus sont souvent associés à des causes particulières. Ces intérêts ne sont pas toujours menaçants pour le parti, mais le simple fait de vouloir les défendre à l'extérieur de ce dernier est en soi assez préoccupant.

Les idéologies alternatives. Contexte et revendications

Les sociétés qui se modernisent, selon Wolf, ont remplacé les systèmes de sécurité locaux en augmentant les responsabilités de l'État : « [b]y granting patronage rights to major bureaucratic entities, such states have worked to substitute the tie

between state and citizen for the personalized alliance between patrons and their clients. » (Wolf, 1966:95) Au temps des coopératives, le patronage du parti est venu remplacer celui qui existait entre les grands patrilignages et la communauté villageoise. Aujourd'hui, la faiblesse économique de l'État, appauvri par l'économie informelle et la dépendance aux IDE, jumelée à l'apparition de nouveaux riches (dont quelques grands propriétaires terriens), tend à favoriser le réaménagement de relations clientélistes. En d'autres mots, le modèle de développement favorisé par l'idéologie dominante s'accompagne de plusieurs problèmes dont, au premier chef, l'approfondissement des inégalités sociales et la diminution de la sécurité sociale.

Quelques statistiques illustrent la situation. Entre 1992 et 1995, l'écart de revenu par tête entre le premier et le dernier quintile est passé d'un rapport de un pour 3,8 à un pour 8,7 (GSO, 2000, rapporté par Gironde, 2004:225). Une étude menée en 1998 (rapportée dans Feuché, 2004:246) situait le revenu moyen par famille à 1 200\$, marqué cependant par un net écart entre les zones rurales (955\$) et les zones urbaines (2 650\$). Christophe Gironde (Gironde, 2004:224-227) note que les nouvelles élites ont profité de la décollectivisation pour moderniser leur système de production, s'accaparer les parcelles les plus productives et acquis les techniques modernes d'exploitation des cultures et des élevages les plus rémunérateurs. La dérèglementation des migrations a aussi permis à plusieurs individus d'aller chercher des connaissances techniques à l'extérieur de leur commune natale et de se bâtir des réseaux d'achat et de vente pour les produits de leur nouvelle entreprise familiale (artisanat, commerce, offre de services, etc.). En contrepartie, les conditions de vie d'une catégorie de foyers stagnent ou se dégradent. Ceux-là ne sont pas arrivés à profiter de l'ouverture, leur système de production est désuet, leur élevage de basse-cour, quand ils peuvent le soutenir, aide un peu la consommation familiale, mais leur réseau social est faible, leurs relations avec les autorités locales guère fructueuses et leur accès à des prêts devient difficile. Bien souvent, ces groupes finissent par louer leur force de travail aux agriculteurs mieux nantis. Entre ces groupes, une paysannerie pluriactive conserve un revenu modeste, mais réussit à améliorer le niveau de vie des foyers en s'engageant dans des activités non agricoles diverses.

Si la nouvelle tendance à la concentration des terres est généralisée dans le pays, elle serait particulièrement prononcée dans les hautes terres du Centre et dans le Sud où 83% des exploitations recouvrent plus de sept hectares, allant jusqu'à trente hectares, voire cent dans certains cas (De Koninck, 2005:148). La société est consciente de cette réalité. Pour l'instant, l'État fait officiellement beaucoup d'efforts pour la réduction de la pauvreté, mais si la croissance permet effectivement d'en atténuer les effets, la polarisation se poursuit. Ceux qui souffrent le plus de cette situation sont les minorités ethniques. À cause de leur culture différente et en raison des préjugés que les Kinh ont à leur égard, ces groupes ne peuvent profiter pleinement des opportunités créées par la conjoncture actuelle. En fait, l'attitude de plusieurs Kinh favorise le maintien des groupes minoritaires dans une situation économique subalterne, les confinant dans des rôles de bibelots exotiques pour le tourisme ou une force de travail bon marché pour les entreprises agricoles, hôtelières et de restauration. Les autorités n'interviennent pas dans cette situation parce que la rhétorique égalitaire officielle ne reconnaît pas ces inégalités réelles des opportunités. Par conséquent, plusieurs de ces groupes développent des idéologies alternatives. À Sa Pa, plusieurs personnes dénonçaient cette réalité et si certaines initiatives comme la création d'une salle de spectacles possédée par les groupes minoritaires ou encore une coopérative de production et de vente de textiles traditionnels réussissent bien, la situation générale est loin d'être égalitaire. Par conséquent, certains m'ont avoué leur souhait de quitter le district. Plusieurs migrent en effet vers d'autres régions ou d'autres pays, espérant trouver de meilleures conditions, mais la situation est sensiblement la même partout. En 2001, plusieurs de ces migrants qui travaillaient dans la caféiculture, dans Tây Nguyên, ont manifesté ouvertement contre les abus des propriétaires kinh et la corruption des autorités locales (De Koninck, 2005:148). Les luttes se poursuivent, mais les groupes minoritaires sont divisés, ce qui nuit aux mobilisations.

Le manque d'investissement dans la santé et l'éducation crée aussi des résistances. Le Vietnam a légalisé le système de santé privé en 1989 et celui-ci n'a cessé depuis de prendre de l'ampleur. Six pourcent du PIB est investi en santé, ce qui place le Vietnam dans le peloton de tête des pays asiatiques (Chine 4,7%, Thaïlande 3,5%, Corée 5,9%, Singapour 3,5%, Philippines 3,2%, Malaisie 4,2%, Indonésie 2,1%, etc. – OMS,

2005³⁶). Toutefois, environ 25% de ce montant est payé par l'État, ce qui représente un des plus faibles taux de financement public au monde. Par conséquent, le financement des soins de santé est principalement assuré par les citoyens. La plupart des consultations se font en milieu privé, mais les traitements des maladies graves, qui impliquent des coûts importants, sont assumés par le secteur public. Évidemment, les plus pauvres éprouvent des difficultés à accéder à des soins de qualité. Si le système public est efficace pour traiter les maladies infectieuses (Papin, 2003:76-78), son sous-financement affaiblit la qualité générale.

Pour l'instant, il y a très peu de résistance ouverte étant donné que la qualité générale des soins s'est considérablement améliorée comparativement aux années 1960 et 1970. Par contre, les organisations citoyennes dans le domaine de la santé sont nombreuses. Il pourrait arriver que des idéologies alternatives, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'appareil gouvernemental, s'inspirent des expériences de la Chine dans ce domaine. Le puissant voisin veut effectivement instaurer une couverture de santé universelle d'ici environ dix ans : « [t]he overall goal of the plan is to cover 90% of the population within two years and achieve universal health care by 2020. » (Fong et Leow, 2008). Si la Chine implante efficacement ce système universel, il est fort possible que le Vietnam l'imite, profitant des expériences du « grand frère³⁷ » du nord.

Dans le même sens, le secteur privé gagne du terrain dans le système d'éducation, ce qui ne plaît pas à tout le monde. Il semble encore une fois que les citoyens ne se plaignent pas trop de cette situation, principalement parce que la qualité de l'éducation serait meilleure qu'il y a trente ans alors que le système était gratuit, mais que le pays était très pauvre et miné par la guerre. L'éducation a toujours été très importante pour les Vietnamiens et l'affaiblissement du système public engendré par l'adoption de politiques néolibérales n'empêche pas les familles de se payer, mis à part les écoles privées, un service d'éducation à domicile, qui s'organise par quartier dans les villes et qui offre une formation correcte. Par ailleurs, la nouvelle génération, qui compose maintenant la majorité de la population, se distingue sensiblement de la

³⁶ Site de l'OMS : http://www.who.int/whosis/whostat/EN_WHS08_Table4_HSR.pdf, consulté le 18 février 2009.

³⁷ Les Vietnamiens ont l'habitude de parler de la Chine comme d'un grand frère incontournable, mais inquiétant.

précédente. Elle n'a pas connu la guerre et très peu la répression politique. Elle est familière avec les nouvelles technologies, possède des cellulaires et utilise Internet régulièrement. Cette familiarité avec les technologies de l'information, la qualité de la formation en mathématique et la valeur de certaines universités permettent de former des ingénieurs techniques qui sont bien qualifiés. L'éducation permet donc encore l'ascension sociale et économique. Néanmoins, les nombreux frais licites et illicites (voir *figure 14*, page xix de l'annexe) laissent encore une fois les plus pauvres en arrière.

Pour l'heure, ce ne sont pas les inégalités du système qui provoquent le plus de mécontentement populaire, mais plutôt la corruption et les lourdeurs bureaucratiques qui minent l'ensemble de l'administration publique. La situation n'est pas nouvelle. Par exemple, après l'invasion punitive des Chinois en 1979, le plus gros de la coopérative de Sa Pa a été démantelé et les terres, redistribuées. Elle ne disparaîtra complètement qu'une quinzaine d'années plus tard. Dans les années 1980, les administrateurs de la coopérative ont redistribué une grande partie des terres, mais ont vendu le reste et ont empêché les profits. À ce moment précis, plusieurs personnes ont perdu confiance dans le parti. Cet événement annonçait la situation actuelle dans laquelle les importantes campagnes gouvernementales contre la corruption ne suffisent pas à éliminer la méfiance et la grogne sociale. Les campagnes anti-corruption du gouvernement central ne sont pas nouvelles non plus. Le 24 octobre 1984, déjà, le parti exécutait un responsable provincial accusé de détournement de fonds. La situation ne s'est pourtant guère améliorée.

Selon Kerkvliet, la corruption serait grandement attribuable, semble-t-il, au faible niveau d'éducation et à l'incompétence des représentants locaux (Kerkvliet et Marr, 2003:13-18). La primauté des solidarités horizontales, phénomène par ailleurs relié, favoriserait également les réseaux de confiance informels et les abus de pouvoir. Les habitants de Sa Pa ne sont pas dupes et plusieurs m'ont parlé des magouilles locales. La croissance de la bourgade est bonne et donc, jusqu'à maintenant, il y a peu de résistance organisée. La situation n'est pas la même ailleurs. En 1997, par exemple, d'importantes manifestations anti-corruption ont eu lieu dans la province de Thái Bình. En 2001, d'autres manifestations importantes éclataient, cette fois dans Tây Nguyên, et le scandale de Nam Cam révèle la corruption de cadres hauts placés. Devant le constat de

l'ampleur de la corruption, le peuple apparaît sans ressource. Les citoyens sont encouragés à critiquer, mais ils doivent faire attention de ne pas attaquer les mauvaises personnes. Les médias font ainsi état périodiquement de scandales divers comme celui de Nam Cam, ou à certaines arrestations liées à la campagne gouvernementale contre la corruption, mais ils se gardent bien d'atteindre certaines personnes (voir *figures 3, 4 et 5*, aux pages xiv et xv de l'annexe). La corruption pourrait bien représenter la plus importante menace à la légitimité du PCV.

Nonobstant cette réalité, il faudrait distinguer deux types de corruption. En fait, une part de ce qui pourrait être considéré comme de la corruption serait plus justement associée à l'économie informelle. En effet, les pots-de-vin sont quasi institutionnalisés dans l'ensemble du secteur public et génèrent apparemment très peu de résistance populaire. À titre d'exemple, les contraventions sont souvent payées en liquide, les familles offrent souvent des « cadeaux » aux professeurs, des « contributions » sont exigées formellement pour l'embauche dans presque toutes les entreprises publiques comme les banques ou la poste, et des frais semblables sont également nécessaires pour l'obtention des promotions. Ces bakchichs sont tolérés par le gouvernement qui reconnaît que les salaires qu'il verse sont trop faibles. La même tolérance existe aussi chez les citoyens qui acceptent ainsi de contribuer au salaire des employés de l'État.

Les réformes n'ont pas davantage réussi à éliminer les lourdeurs bureaucratiques. Le 16 juin 2005, la télévision VTVI rapportait une autre victime du laxisme de la bureaucratie. Un homme qui en était à sa vingt-huitième visite au bureau des requêtes attendait toujours de se faire répondre (voir *figure 7*, à la page xvi de l'annexe). Les bakchichs accélèrent ici aussi souvent les procédures, mais au-delà de cette réalité, la machine est imposante et les employés, qui ont peu de pouvoir, rechignent souvent à s'attaquer aux problèmes soulevés par les requêtes parce qu'ils impliquent des procédures complexes entre les différents paliers de l'appareil, parce que les moyens financiers manquent et parce qu'ils ternissent potentiellement l'image des responsables locaux. Avec les injustices provoquées par la corruption, les frustrations liées aux lourdeurs de la bureaucratie alimentent l'insatisfaction populaire, et encouragent les groupes de résistance divers et les militants pro-démocratie. Devant le gigantisme de

l'appareil, l'insatisfaction populaire se manifeste souvent à travers des revendications plus ciblées et souvent locales.

Selon Nnu-Ngoc Ong et al., les revendications concernant les religions et la protection de l'environnement seraient potentiellement les plus provocantes (Ngu-Ngoc et al., 2002:375). Comme on l'a vu, le parti n'a pas réussi à transformer complètement les visions et pratiques religieuses traditionnelles. Selon plusieurs, la renaissance de ces formes traditionnelles est un signe de résistance face à un État dominateur qui a longtemps réprimé les pratiques religieuses. Pour Philip Taylor, ces pratiques peuvent être perçues positivement par les autorités dans le sens où elles offrent une authenticité nationale et une alternative aux invasions culturelles étrangères. Cette renaissance sert donc le projet de construction nationale. Les institutions religieuses sont néanmoins surveillées et leurs membres doivent s'abstenir de toute dérive politique (P. Taylor, 2004:285-288). On constate aussi un certain retour d'ordres religieux importants qui, eux, sont beaucoup plus controversés. Ils sont plus présents au Sud et au Centre. L'Église bouddhique unifiée du Vietnam (EBUVN) est interdite depuis 1981, plusieurs églises chrétiennes sont également illégales et les églises Cao Dai et Hoa Hao font encore l'objet de graves empêchements et entraves. Ces groupes revendiquent principalement le droit de pratique religieuse, mais plusieurs sont en lien avec des groupes nationaux et internationaux qui militent pour l'application du multipartisme au Vietnam.

De plus, les groupes pour la protection de l'environnement seraient particulièrement surveillés étant donné qu'ils remettent en question le modèle de développement de l'État. En effet, la colonisation des zones montagneuses entraîne une exploitation effrénée des ressources forestières, l'augmentation des cultures agricoles draine les cours d'eaux, la faiblesse des législations permet aux usines et aux fermiers de contaminer les sols et les rivières, plusieurs projets de grands barrages menacent les écosystèmes, la profusion des motocyclettes pollue l'air, etc. La déforestation serait un des problèmes environnementaux les plus criants et la situation ne semble pas s'améliorer malgré les programmes de reforestation du gouvernement (De Koninck 2006:48). Les pires estimés affirmaient en 1999 que la forêt ne couvrirait plus que 10% de la superficie du territoire. Ces taux sont les plus alarmants d'Asie du Sud-est, mais se

comparent à ceux des Philippines et de l'Indonésie. Plusieurs causes sont soulevées pour expliquer cet important recul de la forêt au pays : les guerres presque ininterrompues entre 1945 et 1975 ; un taux de natalité particulièrement élevé pouvant atteindre 2% certaines années ; une densité de population déjà très élevée (85 millions sur 330 000 km²), la plus importante en ASE (sans compter Singapour) ; une administration de la ressource largement inefficace, à cause entre autres d'un manque de coordination entre les différents paliers de gouvernement ; la priorité de l'État pour un développement économique à tout prix ; et une dépendance excessive du pays envers les ressources forestières, notamment pour la production d'énergie. Beaucoup d'observateurs (mais surtout les autorités kinh) accusent à tort les minorités ethniques qui vivent dans la forêt et pratiquent l'agriculture sur brûlis. Dans les faits, personne n'a pu jusqu'à maintenant apporter de preuves matérielles qui soutiendraient cette affirmation. De Koninck est catégorique, la cause principale de la déforestation au Vietnam est l'expansion agricole des Kinhs. Le défrichage et la collecte par les nouveaux habitants du bois de construction et de chauffage sont déterminants dans la déforestation (De Koninck, 2006:45). Les organisations qui s'attaquent à ces problèmes sont surveillées, mais tolérées par le gouvernement parce qu'elles demeurent souvent locales et qu'elles militent souvent pour l'application des lois gouvernementales. Des lois protégeant l'environnement ont en effet été passées, mais très peu d'efforts concrets sont faits pour les appliquer, sans compter que la corruption vient souvent miner ces efforts.

Enfin et dans un autre ordre d'idées, les idéologies alternatives se manifestent aussi beaucoup dans les nouveaux modèles sociaux féminins. Historiquement, les femmes vietnamiennes étaient bien considérées. Elles n'ont jamais été réduites à se faire incinérer avec leur mari comme en Inde ou au Champa. Elles n'ont jamais porté de hidjabs comme dans certains pays islamistes, ni bandé leurs pieds comme en Chine. Les tentatives d'assujettissement des femmes qui ont périodiquement émergé dans l'histoire du Vietnam n'ont jamais complètement réussi, particulièrement dans les campagnes, même si elles ont eu des impacts majeurs. Jusqu'au XV^e siècle, les femmes avaient encore leur place dans la politique au Vietnam, mais depuis la dynastie des Nguyễn (qui a paradoxalement débuté par une reine), le Vietnam n'a cessé de suivre les préceptes néo-confucianistes qui excluent la femme de la politique et lui assignent un

rôle de subalterne. Il semble tout de même que le rôle des Vietnamiennes ait toujours fait partie des débats de la classe lettrée et qu'elles auraient permis de résister aux influences chinoises (K. Taylor, 1983:130).

Depuis la fin de la guerre, le rôle des femmes tend à se transformer. Elles sont très représentées à l'Assemblée nationale, mais très peu au PCV qui détient le véritable pouvoir politique, sans parler de l'armée bien sûr. Cette polarisation se serait accentuée depuis l'unification. Les femmes sont plutôt associées aux secteurs économique et spirituel, ce qui représente une continuité avec l'époque prérévolutionnaire. Par contre, les femmes sont aujourd'hui assises aux côtés des hommes dans bien des rituels au temple et dans le dinh, droit qu'elles n'avaient pas traditionnellement (Kleinen, 1999:162-163). La montée de la catégorie des femmes d'affaires et des femmes économiquement aisées en général serait encore plus frappante. Le journal anglophone *Viêt Nam News* parle de renversement des rôles : « more and more women study and work in high rank jobs and get better paid. The problem is that men don't want this kind of women. They still want lower women than them. Nevertheless, mentality will have to change till more and more women are doing great careers. » (VNS³⁸, 2005:4) Bref, si les Vietnamiennes restent généralement subordonnées aux hommes dans la famille, l'entreprise et la politique, de nouvelles pratiques et visions du monde augmentent le nombre et la variété des opportunités offertes aux femmes.

Les formes alternatives présentées ici ne représentent pas l'ensemble des luttes idéologiques contemporaines, mais renvoient aux préoccupations les plus vives de la société civile. D'un côté, certaines forces militent en faveur d'un approfondissement des réformes entamées sous le *đổi mới*. D'un autre côté, certains individus et certaines institutions hésitent et offrent des résistances. Par exemple, les vieux conservateurs du parti continuent à vilipender les « social evils » de la modernité capitaliste. Ceux-ci accusent les nouvelles idéologies d'être responsables des fléaux sociaux comme la prolifération des drogués, de la pornographie, de la prostitution, du proxénétisme des propriétaires de bar et de problèmes particulièrement néfastes comme le sida (voir les *figures 1, 8 et 10* en annexe). Les réformes se poursuivent néanmoins et la jeune génération a plutôt tendance à privilégier les voies ouvertes par le renouveau. En 1981,

³⁸ *Viêt Nam News – The National English Language Daily*. Wednesday June 8, 2005, Vol. XV, No 4957

David Marr notait déjà que « [t]housands of young Vietnamese returning from study abroad have brought back ideas about music, art, literature, and the overall boundaries of intellectual exploration which some political leaders – including a few among the former intelligentsia – consider quite offensive. » (Marr, 1981:419) Les jeunes d'aujourd'hui, qui sont très ouverts sur le monde, n'ont pas connu la guerre, ni les coopératives. Ces jeunes, qui forment la majorité de la population actuelle, hériteront bientôt du destin de leur pays. Pour l'heure, toutes ces forces concurrentes ne sont pas bien organisées et pour bien comprendre le Vietnam contemporain, il faut saisir la structure des rapports de force qui existe entre la société et l'État.

Structure des nouveaux rapports entre la société et l'État

Malarney veut montrer que, dans les sociétés, au lieu de trouver une seule culture unifiée, cohérente et partagée par tous, il existe plutôt une cacophonie de voix, chacune voulant exprimer comment les choses devraient être : « [a]s I hope to show, instead of there being a single, unified culture shared by all, what we have is a cacophony of voices, each defining its own vision of how things should be. » (Malarney, 2002:3) Mes recherches montrent que ces nombreuses voix alimentent les débats idéologiques, débats qui sont influencés par un fond culturel commun qu'ils participent à façonner.

Il faut maintenant voir quels espaces de liberté sont réellement attribués à la société dans le cadre de la souveraineté du parti. Au temps des coopératives, la dictature du prolétariat laissait très peu de place à la société, du moins formellement. Kerkvliet explique comment la relation entre la société et l'État s'articule depuis le *đôì mớì* (Kerkvliet, 2001). Il présente trois différents modèles d'interprétation de ces rapports que l'on retrouve explicités dans la littérature : l'État dominateur, la mobilisation autoritaire ou le corporatisme mobilisateur (« mobilizing corporatism ») et finalement la société dialogique (au sens large, qui comprend des échanges non verbaux et indirects).

Le premier modèle interprétatif considère que les lois et les programmes qui gouvernent le Vietnam sont conçus par l'État et à l'intérieur de ses structures uniquement. La domination du parti, contrôlant toutes les branches de l'appareil, empêcherait la création d'organisations sociales alternatives et indépendantes. Les tenants de cette interprétation reconnaissent la présence de divergences et de débats

idéologiques uniquement à l'intérieur de la bureaucratie. Les seules forces extérieures qui pourraient influencer les dialogues internes seraient internationales (Porter, 1993:96 et 101; Kolko, 1997:29-30 et 133-137). Le second modèle diverge très légèrement du premier en affirmant que certains intérêts dans la société peuvent influencer les politiques, mais seulement à travers des associations qui sont dominées par l'État-parti, principalement les organisations de masse.

Ces deux interprétations mettent l'emphase surtout sur la gouvernance au niveau national et sur la principale activité du gouvernement qui consiste à concevoir des politiques. Peu d'attention est effectivement accordée aux dynamiques locales et aux obstacles entre l'adoption de politiques et leur application. Le troisième modèle reconnaît une marge de manœuvre plus importante pour la société. Selon Kervliet, bien que des caractéristiques des deux premiers modèles expliquent en partie la réalité des rapports de forces au Vietnam, le modèle dialogique en rendrait compte plus pleinement encore.

L'auteur relève plusieurs arguments dans ce sens (Kerkvliet, 2001:242-450). Entre autres, les organisations de masse sont la courroie de transmission qui permet au parti d'implanter ses politiques, mais elles défendent aussi les intérêts de leurs membres. Par exemple, la Confédération des travailleurs a milité pour l'adoption de lois sur le salaire minimum et le droit de grève en 1993 et 1994, ou encore des officiers de l'Organisation des paysans ont dénoncé les autorités de l'État pour avoir maltraité des membres et ont milité pour mettre en place des mesures économiques favorables aux agriculteurs, comme le droit de transfert de la terre en 1993. Bien que ces exemples soutiennent l'interprétation du corporatisme mobilisateur, il faut se souvenir de deux choses. D'une part, l'auteur suggère que l'intérêt pour le consensus et l'importance des réseaux sociaux informels diminuent le pouvoir réel de ces institutions officielles. Les organisations de masses ne seraient souvent qu'une façade pour préserver l'image et la stabilité de l'appareil. Selon Masina, non seulement ces acteurs jouent-ils un rôle important dans la prise de décision au niveau central, mais ils possèdent également les moyens de résister aux décisions adoptées. Il en résulte que les échelons supérieurs du parti et du gouvernement incarnent davantage une fonction coordonnatrice qu'un pouvoir autocratique (Masina, 2006:4).

D'autre part, Kerkvliet affirme que les conduites désorganisées ont souvent influencé les lois ou les politiques. Il donne en exemple les pratiques concernant la construction et la rénovation de maisons dans les années 1980 et 1990. Les habitants violaient ou ignoraient les règlements abondamment, sans pour autant écoper de punitions. Comme c'est souvent le cas, le gouvernement a pris acte de la situation et les lois ont été refaites pour s'accorder aux pratiques réelles des citoyens. Il y a une situation similaire à Sa Pa en ce moment dans laquelle le plan Aquitaine (une planification urbaine développée en collaboration avec la région de Bordeaux en France), adopté par les autorités locales, vise à préserver le patrimoine architectural colonial, une certaine uniformité des constructions, un accès équitable au panorama, et d'autres réglementations concernant l'eau, le transport et l'hygiène par exemple. Dans les faits, force est de constater que le plan n'est pas respecté. Or, je ne crois pas que quiconque a payé d'amendes. Plutôt, des parties du plan sont affichées partout dans la ville pour influencer la bonne volonté des citoyens. L'hôtel dans lequel je résidais, par exemple, était cité dans le document officiel même comme un exemple à ne pas suivre, ayant un étage de trop. Selon ce que j'ai pu comprendre, il y a peu de chances que le propriétaire paie une amende alors qu'il travaille dans la police locale. Le temps nous dira si le plan sera respecté, mais il semble bien qu'il représente plus une mesure incitative et un certain outil de planification qu'une réelle réglementation coercitive.

Contrairement aux deux autres interprétations, le modèle dialogique tient également compte des confrontations directes, joutes rhétoriques, grèves, manifestations et pétitions qui ont eu lieu au Vietnam et qui ont réussi à orienter les décisions de l'État. Par exemple, des manifestations au début des années 1990 ont forcé en partie le gouvernement à reconnaître le droit de grève en 1993. Il faudrait aussi rappeler les pressions pour diversifier les élections : « [f]or instance, twice in recent years, voters in a sub-district on the outskirts of Hanoi have dumped candidates favoured by party officialdom » (Kerkvliet, 2001:249). Les citoyens de ces deux endroits auraient finalement obtenu une plus grande variété de candidats pour leurs élections en envoyant des lettres aux éditeurs de quelques journaux et en y publiant des articles. Des articles similaires, contraires au discours officiel, insinuent régulièrement que le système politique n'est pas démocratique. Par ailleurs, les journaux se font souvent l'écho des

idéologies alternatives. Dans ce sens, les caricatures offrent un grand espace de liberté qui demeure tolérable à cause du caractère humoristique et en apparence anodin des dessins (voir *figures 1 à 14* en annexe de ce mémoire).

Bien entendu, l'État-parti demeure extrêmement dominant. Néanmoins, faut-il le rappeler, les débats sur la frontière souhaitable entre la société et l'État ne se tiennent pas seulement au niveau local, mais à l'intérieur même des institutions de l'appareil gouvernemental. Ces débats ont finalement commencé au milieu des années 1970 et ont débouché sur les réformes du *đôì mới* qui ont démocratisé considérablement l'espace économique. Par conséquent, il y a maintenant beaucoup plus de place pour les individus, les maisonnées et les entreprises privées – la société en somme – et un peu moins pour l'État. Des débats ont aussi eu lieu à l'intérieur de la bureaucratie sur la possibilité d'offrir plus d'espaces pour la société en politique, d'ouvrir même la porte à d'autres formations au sein du gouvernement. Ces débats sporadiques continuent d'avoir lieu, mais avec de faibles répercussions jusqu'à maintenant (Kerkvliet, 2001:250). Dans les faits, et comme partout ailleurs du reste, pour que les choses changent, il faut à la fois une mobilisation citoyenne et une volonté de l'État.

Kerkvliet conclut de ses recherches que la société civile n'est que faiblement organisée au Vietnam (Kerkvliet, 2001:266). Toutefois, pour lui, la faiblesse de la société civile n'implique pas nécessairement une mauvaise gouvernance comme on vient de le voir. Luong Van Hy, qui favorise également l'interprétation dialogique, note encore davantage d'évolutions dans la sphère politique vietnamienne. Selon lui, il y aurait une augmentation, depuis les quinze dernières années, du nombre et de la diversité des organisations volontaires. De plus, il affirme que celles-ci opèrent une réorganisation des relations entre la société et l'État en proposant des civilités suppléantes (*alternate civilities*) (suivant l'expression de Weller, 1999, rapporté dans Luong, 2005:124). Plus précisément, comme la société civile formelle et politiquement active est faiblement organisée, la société se réfugie dans des organisations informelles et dans des associations officiellement non politiques.

Tout d'abord, il faut distinguer entre les associations volontaires enregistrées et les non-enregistrées³⁹. Le premier groupe comprend d'abord les formations d'initiatives domestiques comme les associations d'affaires et professionnelles dont plusieurs sont dans l'Union des associations de science et de technologie, dans l'Union des associations d'art et de littérature ou dans l'Union vietnamienne des associations d'amitié. Ce groupe compte également des organisations nationales et de provinces qui ne font pas partie des Unions et qui sont établies depuis le début des années 1990 (surtout au Sud) comme l'Association des aveugles, pour la protection des handicapés et des orphelins, de charité ou de soutien aux études. Il comprend encore de petites organisations locales de service sociaux, philanthropiques, de sport, de loisirs et de religions. Le premier groupe compte finalement des ONG internationales (la catégorie qui s'accroît le plus). Toutes ces associations volontaires sont enregistrées, c'est-à-dire qu'elles doivent rendre compte de leurs activités régulièrement aux autorités gouvernementales.

Ensuite, il existe effectivement des associations non enregistrées. Ce deuxième groupe est beaucoup plus petit. Les associations qui le composent, souvent informelles, mettent en relation, par exemple, les membres d'un même patrilignage, d'un village ou d'une province (surtout dans les grandes villes), d'une compagnie militaire (*same-military-service*), des individus de même âge, d'anciens étudiants d'une même classe ou d'une même école, des individus qui fréquentent les mêmes temples locaux ou encore des adeptes du micro crédit (Luong, 2005:126-129).

Pour Luong, ces organisations non enregistrées seraient celles qui exercent en ce moment les plus grandes pressions sur l'État-parti. Selon l'auteur, elles ne sont pas, contrairement à ce qui est généralement suggéré dans la littérature sur les ONG, des groupes bourgeois basés en zone urbaine, mais plutôt des associations historiquement constituées et variées suivant les régions (Luong, 2005:124). Luong considère que les pressions sociales les plus fortes viendraient des milieux ruraux du Nord et non des associations enregistrées en milieu urbain (Luong, 2005:129).

³⁹ Les organisations volontaires ne sont pas des organisations de masse (organisation des femmes, des paysans, des jeunes, etc.) et vice-versa. Contrairement aux premières, les organisations de masse sont des initiatives du parti. Comme on l'a vu, elles servent de courroie de transmission entre la société et le parti (voir section 3.4, page 73-74).

« For at least a decade and a half, numerous registered and nonregistered associations have sprung up in both urban and rural communities and in different parts of the country. They have emerged both within and at the margin of the state's regulatory framework in response to a fundamental shift toward a market economy under stronger global influences, as well as to the contraction of the state's role in providing social, health, and educational services. In the northern countryside these associations have entered into an active dialogue with the state and have challenged local state apparatuses in numerous communes. » (Luong, 2005:123)

L'auteur affirme également qu'il n'y a pas d'indications empiriques qui prouveraient que les ONG internationales constitueraient le cœur du secteur des ONG et qu'elles joueraient un rôle soutenu dans le développement social du Vietnam (suivant l'hypothèse de Suzuki 2002, rapportée dans Luong, 2005:145) ou même que le taux de croissance des ONG serait au Vietnam largement déterminé par les donateurs internationaux (suivant l'hypothèse de Gray 1999:710, rapportée dans Luong, 2005:129). Même la Croix-Rouge, prestigieuse à l'international, recevrait plus de 70% de son financement (entre 1990 et 1998) de contributions volontaires domestiques (Thang van Phuc et al. 2002:84, rapporté par Luong, 2005:128-29).

L'auteur constate donc une prolifération de ces organisations enregistrées et non enregistrées et note qu'elles sont financées de plus en plus par des sources privées, domestiques et étrangères. L'accroissement de leur nombre et de leur diversité advient dans un contexte de diminution de l'interventionnisme étatique dans l'économie et le social (Luong, 2005:126). Luong suggère finalement que les études sur les associations volontaires qui incluraient les organisations non enregistrées « [would] reveal that the growth of voluntary associations in the past decade and a half is rooted not as much in international funding as in the dynamics of state-society relations. » (Luong, 2005:129) Cette relation dialogique, organisée surtout localement, s'opère sur une base de plus en plus ouverte, sauf en ce qui concerne les associations de commerçants. Celles-ci désirent avoir une influence sur les politiques de l'État qui affecteront leurs membres et se contentent de pétitions et de suggestions au gouvernement à travers des relations *nonadversarial* (Luong, 2005:129-130).

Kerkvliet reconnaît également la prolifération de ces associations non enregistrées. Il discerne aussi une liberté accrue des associations enregistrées :

« During the 1990s, a couple of dozen organizations emerged that helped drug addicts, unemployed people, homeless street children, minority groups, and others. These "non-governmental organizations" (NGOs) have also launched modest campaigns to draw attention to social and economic problems and solicit help from government and international aid agencies (Beaulieu 1994; Grey 1997; Ljunggren 1994, pp. 27-33). While these organizations have to comply with certain state regulations, many have avoided becoming handmaidens of state officials. Across Vietnam, hundreds, probably thousands of other small organizations have no legal standing but are active in furthering their interests. There are, for example, groups of vegetable growers, associations for the repair and maintenance of religious temples, and organizations among vendors and pedicab drivers. » (Kerkvliet, 2001:248)

Le PCV, peut-être dans un esprit traditionnel de quête du consensus, cherche à institutionnaliser toutes les initiatives citoyennes, mais peine de plus en plus à en harnacher les nombreuses manifestations locales. Le parti dicte toujours le paradigme dominant et les opposants les plus menaçants sont enfermés, mais le gouvernement demeure attentif aux pratiques des citoyens qu'il tente d'accommoder. En définitive, la société civile, bien que faiblement organisée, entre activement en dialogue avec l'État. Les politiques centrales sont ainsi, d'une part, conçues pour restreindre et encadrer les pratiques et, d'autre part, ces politiques sont principalement volontaristes. En effet, le système juridique n'est pas très développé et le gouvernement fonctionne beaucoup par décrets. Les résultats seraient souvent décevants si les Vietnamiens ne se lançaient pas cœur et âme dans ce qu'ils font. Au final, comme me l'a confié un habitant de Sa Pa, lorsque les limites de l'ouverture sont connues, l'audace est payante.

La rigueur et la souplesse du régime post-đổi mới sont orientées vers un objectif clair, celui de la croissance économique. Le *đổi mới 2* n'est pas encore visible à l'horizon, mais le système fonctionne pour l'instant plutôt bien et est toujours légitime. Cependant, si les écarts sociaux continuent de se creuser, si les injustices se multiplient et si la pollution ne recule pas, qu'advient-il? La stabilité de l'État-parti est en fait grandement influencée par la conjoncture internationale. En dernière analyse, je vais donc me tourner vers les enjeux qui accompagnent la globalisation néolibérale.

5.3 Espoirs et menaces de la globalisation néolibérale

La globalisation complexifie le dialogue qui s'articule entre l'idéologie dominante et les diverses formes culturelles alternatives qui composent la nation vietnamienne. Dans les rapports entre la société et l'État s'insèrent des acteurs internationaux comme les ONG, les investisseurs étrangers, les diasporas, les gouvernements du monde et les instances internationales. Comme il a été montré au chapitre quatre, la globalisation néolibérale renforce les inégalités socioéconomiques et correspond à une expansion du capitalisme. Au Vietnam, le néolibéralisme « avec des caractéristiques chinoises » est la norme depuis plus de vingt ans. Si l'Occident était surtout intéressé aux exportations du pays et à sa main-d'œuvre bon marché, les intérêts d'un éventuel marché de consommation de plus de 85 millions de personnes et la position géostratégique du pays aux frontières de la Chine prennent de l'ampleur.

En fait, les pressions internes et externes ont en commun de valoriser le développement économique, ce qui fait dire au Premier ministre Nguyễn Tấn Dũng que le Vietnam « should be a “fundamentally industrialized country” by 2020. » (Thanh Nien News, 2007⁴⁰) Si la globalisation apporte de nombreux espoirs, elle s'accompagne également de dangers réels. L'accomplissement de ces rêves et les attitudes adoptées face à ces menaces seront grandement déterminés par les communautés régionales et internationale.

Le Vietnam dans la globalisation néolibérale

Voyons maintenant plus en détail les conséquences des pressions externes et, d'abord, à quel point l'idéologie néolibérale a pénétré le Vietnam. La diffusion du néolibéralisme implique quatre grandes transformations qui ont toutes des implications pour le Vietnam (voir section 4.1, pages 87-90). D'abord, le complexe Wall Street, FMI, BM et Trésor américain a forcé plusieurs pays, à l'aide des PAS, à implanter des politiques néolibérales. L'adhésion du Vietnam est à prime abord plutôt classique puisque, comme on l'a vu, l'État-parti accepte l'assistance technique du FMI dès 1988. À cette date, l'embargo américain était toujours en vigueur, mais les promesses d'assistance économique future étaient un facteur persuasif suffisant. Les privatisations

⁴⁰ *Vietnam PM talks business in Singapore*, dans *Thanh Nien News*, paru le 13 août 2007.

et l'assainissement de la bureaucratie proposés par le néolibéralisme ont ainsi été entamés quelques années avant que les prêts soient autorisés. Par contre, Masina nous rappelle qu'il ne faut pas simplifier à outrance les structures internationales. Au Vietnam, le gouvernement a tout de même adopté des mesures protectionnistes et a construit un dialogue complexe et soutenu avec ces instances (et particulièrement avec la BM, une source d'argent et de savoir administratif). Par exemple, si le Vietnam se conforme aux Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté (DSRP) du FMI, il a fait rajouter le terme de croissance. De cette manière, le document se nomme maintenant Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (DSRPC)⁴¹. En mettant l'emphase sur ce dernier terme, l'État vietnamien montre qu'il a son mot à dire et qu'il ne se laissera pas dicter bêtement les règles du jeu. Le FMI et la BM reconnaissent ainsi le rôle régulateur de l'État vietnamien dans le développement.

Une autre transformation nécessaire à la diffusion de l'idéologie néolibérale consistait à convertir les départements universitaires. Au Vietnam, plusieurs universités ont été fondées après la guerre et sous la rénovation (dont l'Université nationale d'Ho-Chi-Minh-Ville en 1995 et qui est l'une des deux plus importantes du pays) et plusieurs programmes de coopération ont été établis avec des universités étrangères. Les écoles sont toujours en partie financées par le gouvernement, mais une part de plus en plus importante provient des élèves et de leurs familles. De plus, les étudiants fréquentent davantage les universités étrangères occidentales, au détriment des institutions russes et de celles de l'Europe de l'Est. La nouvelle idéologie économique, résolument présente dans les universités du Vietnam, recherche maintenant les moyens de contrôler l'inflation et les dépenses publiques, plutôt que de rechercher le plein-emploi et d'assurer les protections publiques.

Ensuite, la financiarisation de l'économie a permis aux multinationales d'obtenir plus de capital, mais avec une pression accrue pour la génération de profits. Ces pressions ont poussé les entreprises à diminuer les salaires et les avantages sociaux. Au

⁴¹ Les « propositions » de ce type de documents étaient anciennement regroupées dans les Plans d'ajustements structurels (PAS), mais depuis 1999, après plusieurs contestations partout sur la planète, une emphase sur la réduction de la pauvreté a été ajoutée. Néanmoins, les DSRP recouvrent sensiblement les mêmes propositions de privatisation massive, de déréglementation et de réduction du rôle et de l'appareil de l'État.

Vietnam, la première bourse a été fondée en juillet 2000 à Ho-Chi-Minh-Ville. On y transige les bons du trésor, des titres de compagnies et des certificats de fonds d'investissements. La bourse de Hanoï date de 2005 et la capitalisation des deux bourses combinées est de 20 milliards de dollars. Encore une fois, l'État conserve toutefois un certain contrôle. Ainsi, les investisseurs étrangers ne pouvaient posséder que 20% des actions d'une compagnie en 2000. Si cette proportion est passée à 49% en 2005, les investisseurs étrangers doivent toujours utiliser les services d'une société de courtage autorisée par le gouvernement.

Finalement, l'idéologie néolibérale a été accompagnée par une vaste entreprise de mobilité géographique du capital. « The emerging global order demands that China embraces global capital and develop strategies for producing docile labourers on the one hand, and active and entrepreneurial citizens on the other. » (Sigley, 2006:500) Cette affirmation s'applique très bien au Vietnam. Les pressions à la performance et la baisse des coûts liés au transport et aux communications ont poussé les compagnies occidentales à implanter leurs industries là où la main-d'œuvre et les coûts de production étaient moins onéreux. La main-d'œuvre bon marché, jeune et relativement qualifiée du Vietnam a attiré ainsi plusieurs multinationales. Par contre, celles-ci doivent toujours être mixtes ce qui permet au parti de garder une certaine maîtrise des activités et favorise les transferts de technologies. Finalement, depuis quelques années, les compagnies vietnamiennes vont également à l'étranger, surtout au Cambodge, au Laos et en Russie.

Dans cette nouvelle conjoncture, le nouveau rôle de l'État est d'assurer les conditions favorables à l'épanouissement du marché. Dans le cas du Vietnam, qui imite ici encore la Chine, la construction d'infrastructures comme des autoroutes et des chemins de fer permet d'absorber les surplus de capital et de main d'œuvre qui seraient souvent trop isolés pour se réaliser (Harvey, 2005:132). Cette démarche serait comparable à celle des États-Unis dans les années 1950 et 1960. Ces grands projets doivent être financés en empruntant, à la mode keynésienne. Cette approche comporte néanmoins des risques puisque la rentabilité de ces grands projets n'est pas toujours au rendez-vous, ce qui précipite les crises économiques ou alors approfondit la dépendance du pays aux subsides étrangers.

Une autre caractéristique chinoise du néolibéralisme qui est partagée par le Vietnam réside justement dans la forte dépendance aux IDE. L'aide au développement alimente 5% du PIB et les entreprises à capitaux étrangers produisent 13% du PIB, représentant 35% de la production industrielle et 40% de la production manufacturière (Papin, 2003:168-169). De plus, cet argent sert en majorité les exportations, ce qui n'est pas sans occasionner des problèmes :

« The heavy reliance on FDI makes China [comme le Vietnam] a special case, very different from Japan or South Korea. Chinese capitalism is not well integrated as a result. Inter-regional trade is rather weakly developed, even though there have been massive investments in new means of communication. Provinces like Guangdong trade far more with the outside world than they do with the rest of China. » (Harvey, 2005:137)

La dépendance aux IDE permet par contre à l'État de conserver son rôle de distributeur, l'État choisissant où vont ces IDE. Il est effectivement plus facile pour l'État de distribuer simplement les produits de consommation achetés à l'extérieur avec l'aide étrangère que de s'occuper de la distribution de produits nationaux très dispersés géographiquement à l'aide de mécanismes commerciaux privés ou semi-privés. Les sociétés étrangères participent aussi au renforcement de l'État par les impôts et le partage des bénéfices. Par ailleurs, le secteur public représente encore entre 30 et 40% du PIB.

Bref, l'idéologie néolibérale a bel et bien pénétré la société vietnamienne, mais la conversion totale demeure incertaine encore aujourd'hui. De plus, l'État ne semble pas s'être tourné contre les masses comme en Chine, où les révoltes sont infiniment plus fréquentes et plus violentes (Harvey, 2005:150-51).

Espoirs et menaces

Le principal résultat des pratiques néolibérales réside tout de même dans la redistribution inégalitaire des richesses plutôt que dans la revitalisation de l'accumulation générale. « The main substantive achievement of neoliberalization (...) has been to redistribute, rather than to generate, wealth and income. » (Harvey, 2005:159) Au Vietnam, la création de richesse est surtout due aux nouveaux flux d'IDE et aux progrès techniques apportés par l'ouverture du régime post-socialiste (nouvelles

semences plus productives et résistantes, nouveaux engrais plus puissants, transfert de technologies industrielles et énergétiques, etc.). « Neoliberalization (...) has succeeded remarkably well in restoring, or in some instances (as in Russia and China [et au Vietnam]) creating, the power of an economic elite. » (Harvey, 2005:19) En permettant la propriété privée de la terre principalement, le régime a permis l'accumulation par dépossession⁴², provoquant la réapparition des dynamiques de classes (Masina, 2006:15).

Dans le rapport politique soumis au VIII^e congrès, le PCV a rappelé les décisions adoptées aux VI^e et VII^e congrès, à savoir : «[l]a croissance économique est indissociable du progrès social et de l'égalité, à tous les niveaux du processus de développement.» (rapporté dans Thanh, 2001:181) Les politiques vietnamiennes sont d'ailleurs considérées comme un excellent exemple dans la lutte à la pauvreté. Récemment encore, le président de la BM, Robert Zoellick, identifiait le pays comme un des meilleurs partenaires de l'organisation et un modèle potentiellement exportable en ce qui concerne ses politiques de lutte à la pauvreté. Seulement, la réduction de la pauvreté est bien relative parce qu'elle provient de la croissance générale fulgurante qui suit l'ouverture. Si la majorité de la population a effectivement bénéficié d'une amélioration de ses conditions de vie, un des traits essentiels du processus de mutation du *đôi mới* demeure le creusement des inégalités (entre ménages, entre plaines et montagnes, entre urbains et ruraux, entre minorités ethniques et Kinh). Il s'agit là certainement d'une encoche aux idéaux socialistes et d'une contradiction des discours sur le développement.

De plus, les régions rurales comptent toujours un certain nombre d'individus vivant à la limite du seuil de subsistance avec environ 13 kg de riz par mois, seuil par ailleurs fixé par le PCV qui résiste toujours à l'augmenter pour ne pas admettre qu'il maintenait sa population dans la misère durant la période de collectivisation. De plus, avec les réformes fiscales et les privatisations, le chômage est un problème majeur. Pour cette raison et pour d'autres, l'économie informelle fait vivre une bonne partie de la

⁴² L'« accumulation par dépossession » est interprétée par Harvey (Harvey, 2003:137-182) comme un retour d'une vieille forme d'accumulation que Marx appelait l'« accumulation primitive » (Marx, 1969:527-576). Première forme d'accumulation capitaliste, cette forme consiste essentiellement dans l'appropriation des moyens de production, et au premier chef : la terre. Cette forme n'a jamais disparu, mais fut pendant plusieurs années contenue par un état développeur qui absorbait beaucoup des surplus de capitaux privés.

population. Ce secteur compterait pour 30 à 35% du PIB et représente le deuxième employeur après le secteur agricole, mais devant le secteur public (Papin, 2003:169-170). Cette réalité stabilise donc l'économie en donnant des emplois, mais appauvrit dangereusement l'État qui peine à financer les infrastructures et à assurer des services.

Les inégalités régionales sont également renforcées par la globalisation néolibérale. « La décentralisation du processus d'approbation des projets d'IDE au niveau provincial depuis 2001 a accru la concurrence entre les autorités locales dans la politique d'attraction des IDE » (Dung Cao et Dao Tran, 2005:43). Cette politique participe d'un nouveau désengagement de l'État qui permettra peut-être d'augmenter le nombre et la diversité des productions régionales, mais qui contribuera par la même occasion à l'exclusion de certaines zones que l'État aura encore plus de difficulté à développer. Au niveau du secteur industriel par exemple, la situation est assez tranchée. Le Nord-Est du delta du Mékong compte à lui seul pour 53% de la production industrielle. Le delta du fleuve Rouge participe à hauteur de 21% (Dovert et Lambert, 2004:101). Les services comptent pour 38% du PIB (BM, 2007) et sont répartis assez équitablement sur l'ensemble du territoire, mais concentrés principalement dans les villes et les bourgades. De façon générale, les industries préfèrent s'installer près de bassins de larges populations.

Les villes et bourgades drainent toutes les ressources. Les habitants des campagnes sont les premiers à souffrir du manque de services, en santé et en éducation. Bien entendu, l'urbanisation galopante entraîne plusieurs autres problèmes, à la tête desquels la faiblesse des infrastructures. Cette déficience est particulièrement prononcée au Sud à cause de la politique d'agglomération stratégique que les Américains ont mise en œuvre durant la guerre. Après la réunification, l'État a instauré des politiques visant à repeupler les campagnes et sortir les gens des villes surpeuplées. Des NZE ont également été inaugurées au Sud à cette époque. Depuis l'ouverture, par contre, on constate un retour massif vers les villes et les centres de provinces où les perspectives d'emploi sont meilleures. De plus, depuis que la spéculation sur les terres est permise, il est difficile d'agrandir ses possessions si elles ne suffisent plus à nourrir la famille. La population migrante dans les centres urbains vit ainsi beaucoup de précarité.

En effet, la situation des travailleurs n'est pas toujours enviable et « 90% des entreprises du pays n'ont pas de syndicat. Du 10% restant, on estime que leur rôle est fort limité, voire symbolique » (*Le Courrier du VN*⁴³, 2005:8). De plus, selon les données de la BM, les entreprises étrangères ne se plaignent pas de la faiblesse du système de droit du Vietnam (BM, 2007). Il est donc peu probable qu'elles exerceront des pressions pour un renforcement de réglementations pouvant améliorer le sort des travailleurs. Cependant, depuis les scandales liés aux produits toxiques dans les jouets fabriqués en Chine et de fréquentes invectives contre la pollution des industries chinoises, certaines pressions commencent à émaner du milieu des affaires et de la population. Néanmoins, les gouvernements chinois et vietnamiens ne sont pas près de remettre en question leur forte croissance pour des raisons environnementales et sociales. Ils attendront du moins que les pressions populaires deviennent plus menaçantes.

« But if Polanyi is right and the treatment of labour as a commodity leads to social dislocation, then moves to rebuild different social networks to defend against such threat become increasingly likely. » (Harvey, 2005:172) La prolifération des groupes religieux et des mafias peut être interprétée dans cette perspective, la société cherchant à combler l'espace laissé vacant par le retrait de l'État (Harvey, 2005:171). Au Vietnam, l'émergence de civilités suppléantes soulignées par Luong permet toutefois d'entrevoir des perspectives plus positives.

Concernant l'environnement, le FMI et la BM encouragent encore, suivant leur double discours habituel, la monoculture d'exportation malgré les désavantages stratégiques et environnementaux que cela implique, tout en se prononçant contre la déforestation. Semblablement, l'ANSEA encourage le dialogue entre les nations dans le but de limiter l'empreinte environnementale de la croissance, mais la priorité donnée au développement économique et à la compétition ne favorise pas la protection du patrimoine naturel. Ces organismes devraient pourtant comprendre que les politiques environnementales et sociales doivent conditionner les pratiques politiques et économiques et non l'inverse.

⁴³ *Le Courrier du Viêt Nam*. Mercredi 8 juin 2005.

En définitive, si la croissance se maintient et le niveau de vie de la population s'améliore en général, c'est en bonne partie à cause de renouvellement des partenaires économiques qu'a permis l'ouverture et de la constante augmentation du nombre de partenaires et de leurs investissements dans le pays. Cette réalité accentue la dépendance aux capitaux étrangers et participe donc à l'expansion de l'idéologie néolibérale. Pour l'instant, les inégalités économiques sont encore perçues par la majorité de la population comme porteuses d'espoir d'ascension sociale. Par contre, plus ces inégalités se creusent, plus les riches développent les moyens de rester en place et, avec le temps, les ressources nationales s'épuisent et les opportunités d'enrichissement personnel diminuent. L'économie vietnamienne est encore dans une phase de développement porteuse d'espoir, mais pour combien de temps?

Les défis contemporains

Les deux caractéristiques les plus importantes de l'économie vietnamienne sont l'ampleur du secteur informel et la dépendance aux capitaux étrangers. Plusieurs défis auxquels le Vietnam doit faire face aujourd'hui consistent à contrecarrer les effets pervers qu'engendrent ces deux caractéristiques. Dans ce sens, les tâches les plus importantes sont le renforcement du système législatif, l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité du système d'éducation, la diversification de la production et l'intégration régionale.

Les IDE avaient considérablement diminué après la crise économique de 1997, mais on constate toutefois un retour des capitaux étrangers depuis quelques années et la tendance s'accroît. Selon un sondage de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Vietnam serait au sixième rang des pays les plus attractifs pour les IDE (Thanh Nien News, 2007⁴⁴). Dans les cinq dernières années, les investissements se sont vus multiplier par cinq, passant de 2,5 milliards en 2002 à 13 milliards en 2007. De plus, les IDE connaissent une augmentation fulgurante depuis l'adhésion à l'OMC. Malgré un taux d'inflation tournant autour de 20% durant

⁴⁴ *Vietnam among top ten 2007-09 world FDI prospects*, par Dong Ha, dans *Thanh Nien News*, paru le 10 octobre 2007.

toute l'année 2008, la confiance des marchés financiers demeure élevée. Les problèmes du Vietnam sont considérés comme temporaires.

Mis à part la stabilité politique, un des principaux avantages du Vietnam réside dans sa main-d'œuvre bon marché. Par contre, cette force de travail demeure relativement peu qualifiée par rapport à ses voisins, situation qui serait en voie de changement. Ce facteur de retard est important parce que, comme la CNUCED le mentionne, la compétition est forte entre les pays qui dépendent du travail manufacturier intensif, des services et des activités liées au savoir. Pour dépasser cette situation, le ministère vietnamien de la Planification et du Développement se tourne vers les industries de hautes technologies. Par exemple, le plus gros investisseur étranger est la taïwanaise *Foxconn*, la compagnie qui externalise le plus de production en électronique au monde. Cette compagnie planifie investir cinq milliards à travers le Vietnam. D'autres transnationales planifient aussi de gros investissements comme la japonaise *Sumitomo* et l'indienne *Tata Steel* (Thanh Nien News, 2007⁴⁵). S'il veut rester compétitif, le Vietnam devra continuer à renforcer son système d'éducation.

Par ailleurs, la transition vers une production d'exportation, représentée par exemple par le boom de la caféiculture dans le Tây Nguyên entre 1985 et 1995, accentue la vulnérabilité du Vietnam. En effet, le pays écoule ses produits principalement sur les marchés extérieurs et en subit donc les fluctuations parfois importantes. La baisse prolongée des taux du café en 2001 aurait provoqué, selon De Koninck, les révoltes des minorités ethniques qui accusaient les autorités et les propriétaires locaux de dépossession (De Koninck, 2005:149). « Their experience does give us some indication of the links between rapid and unregulated economic expansion and volatile world prices and increasing risk for smallholders. » (McElwee, 2007:95) Cette stratégie ne peut conditionner un développement durable et il devient impératif de diversifier la production nationale. De plus, les dépossession, qui sont souvent liées à cette stratégie d'exportation, créent des tensions politiques qui sont d'autant plus fortes qu'elles sont souvent liées au phénomène de la corruption. En fait, partout au pays, le clientélisme est beaucoup plus important que le système de droit. La grogne sociale ne pourra être

⁴⁵ *Vietnam among top ten 2007-09 world FDI prospects*, par Dong Ha, dans *Thanh Nien News*, paru le 10 octobre 2007.

contenue que par un renforcement du système législatif. C'est, je crois, la légitimité du parti à long terme qui en dépend.

L'intégration régionale représente également un enjeu majeur pour l'avenir du Vietnam. Le développement de liens durables avec ses voisins, jumelé à la diversification de la production, permettra au Vietnam de diminuer sa dépendance aux capitaux étrangers et le rendra moins vulnérable aux caprices des marchés internationaux. La crise économique de 1997 a d'ailleurs démontré l'importance de cette intégration (Stiglitz, 2001:153-218; Masina, 2006:5-6). Le Vietnam est déjà sur la bonne voie et il fait aujourd'hui partie intégrante de la famille de l'ANSEA. En 2008, la valeur des échanges avec les pays membres de cette organisation a atteint presque trente milliards de dollars, 25% de plus que l'année précédente. De plus, « Vietnam is currently home to nearly 1,300 ASEAN-invested projects totalling more than US\$44 billion while Vietnamese businesses have invested in over 220 projects with a combined capital of US\$2.6 billion in other ASEAN countries » (VNA, 2009⁴⁶). La prise en charge des coûts environnementaux du développement passe également par une volonté commune. Des stratégies économiques sont à envisager, mais des engagements politiques sont également souhaitables.

D'ailleurs, il n'est pas exclu que des tensions politiques compliquent l'intégration régionale. Fait inédit, les membres de l'ANSEA se sont prononcés en juin 2003 en faveur de la libération de la dissidente Aung San Suu Kyi incarcérée au Myanmar, ils ont réussi à empêcher ce pays de prendre la tête de l'organisation même si c'était son tour en 2006 et demandent maintenant carrément des réformes démocratiques. Cette ingérence dans la politique intérieure d'un pays membre laisse planer la possibilité d'un rôle politique symbolique, mais non négligeable, de l'association. Si tel était le cas, il n'est pas dit que les progrès du droit d'expression au Vietnam satisferont ses voisins.

Les observateurs ont raison de s'enthousiasmer à propos du développement du Vietnam, mais beaucoup de chemin reste à parcourir pour ce pays émergent. Par ailleurs, les problèmes que le pays doit affronter sont semblables aux défis auxquels toute la planète doit maintenant faire face.

⁴⁶ *ASEAN-China strategic partnership effective: PM*, dans *Nhân Dân*, 11 avril 2009

Conclusion

Les formes politiques et économiques du renouveau partagent plusieurs caractéristiques avec les époques précédentes. Malgré la nostalgie d'une partie de la population, le village ne représente plus un pivot dans la stratégie de développement du pays. De plus, l'État s'est un peu retiré pour laisser plus de libertés aux acteurs économiques. Il demeure tout de même très puissant et semble partager quelques caractéristiques avec le système mandarinal passé. L'État-parti a réussi l'arrimage du pays à la globalisation néolibérale, mais la conversion à ce système n'est pas totale et l'issue des débats n'est pas claire. Le secteur privé augmente, mais demeure à la remorque du secteur public. Les nouveaux riches s'approprient la manne de l'ouverture en s'associant au parti pour préserver leurs acquis. Néanmoins, des civilités suppléantes tentent de gérer les faiblesses du système actuel. L'État réussit donc à orienter les destinées locales vers les objectifs qu'il se fixe, mais à travers un dialogue avec les différentes forces internes et les pouvoirs internationaux et régionaux. L'objectif est le développement économique et la lutte à la pauvreté. La principale stratégie consiste à encourager toutes les initiatives personnelles qui favoriseront la croissance économique, pour autant qu'elles ne remettent pas en question la légitimité du parti et les objectifs fixés.

Finalement, après les luttes de libération nationale, le Vietnam se bat pour son indépendance économique. L'économie ne serait pas encore assez diversifiée et trop peu intégrée aux niveaux national et régional. Malgré cette situation, le *đôì mớì* continue d'alimenter les espoirs de la population. Les principales menaces à la croissance du pays sont la corruption, la désuétude du système légal, les inégalités sociales grandissantes et les problèmes environnementaux. On peut se demander combien de temps l'hégémonie actuelle se conservera et dans quelle direction l'idéologie dominante poursuivra son œuvre?

Certains observateurs doutent de la réelle persistance de l'idéologie communiste au Vietnam et voient dans ce pays l'élaboration d'un pur capitalisme. La résilience du parti serait temporaire et les réformes politiques inévitables. Certains affirment déjà qu'il suffira d'attendre un changement de génération pour voir l'avènement de ce que plusieurs appellent un *đôì mớì* deux. L'observateur est toutefois en droit de se demander

quel en sera le dénouement. Effectivement, si l'on regarde les systèmes politiques de la région, on peut douter de l'avènement d'une réelle démocratie multipartite. Le Parti Libéral Démocrate dirige le Japon depuis cinquante ans presque sans interruption et le Kuomintang, qui a régné à Taïwan sans partage entre 1950 et 1991, reste aujourd'hui très puissant. De plus, la politique des pays de l'ANSEA est plutôt tumultueuse et les régimes souvent autoritaires. Certains croient que sans ces réformes politiques, il ne peut y avoir de développement continu. Pourtant, ces réformes ne sont pas visibles à l'horizon et le pays continue d'afficher un taux de croissance au dessus de 7% annuellement. En réalité, la stabilité politique du Vietnam constitue sa principale force économique.

Conclusion

Étudier la culture des sociétés en révolution ou qui en sortent tout juste est une tâche difficile parce que, contrairement aux autres sociétés qui changent aussi, celles-là expérimentent des ruptures dramatiques dans leur reproduction et transmission culturelles. Ces groupes tentent de se reconstruire à neuf, mais leurs traditions pèsent sur eux comme un cauchemar. En même temps, de telles époques de bouleversement sont propices à l'étude des dynamiques qui régissent les transformations sociales. Comme je suis d'avis que l'histoire de toute société est aussi et toujours l'histoire des luttes de pouvoir, l'intensité des interactions sociales en période de révolution facilite l'analyse de ces dynamiques.

Le modèle économique socialiste classique s'est effondré récemment ce qui a forcé plusieurs nations à se remettre en question. Au Vietnam, après plus de trente ans de lutte de libération nationale et d'expérimentation du socialisme, le gouvernement s'est lancé dans un ensemble de réformes qu'il nomme *đổi mới*. Depuis plus de vingt ans maintenant, la société vietnamienne affronte le futur en puisant dans de nouvelles caractéristiques de son passé. Si le Vietnam le fait, c'est beaucoup pour s'adapter à ses nouveaux partenaires que sont l'Occident et l'Asie émergente. Venus remplacer le Bloc de l'Est, ces nouveaux alliés partagent d'autres valeurs, ce qui a grandement motivé le Vietnam à se renouveler. Si les réformes les plus évidentes du *đổi mới* concernent les stratégies économiques, les sphères sociales et politiques se transforment également.

Dans ce mémoire, j'ai suggéré une interprétation des dynamiques de transformation sociale qui puisse rendre compte des récents bouleversements de la culture vietnamienne en me penchant tout particulièrement sur l'évolution du cadre politique du pays et de ses stratégies économiques dans le contexte de l'expansion mondiale de l'idéologie néolibérale.

Une partie de mes recherches est basée sur un séjour de plusieurs semaines au Vietnam durant l'été 2005. J'ai demeuré près d'un mois à Hanoï et j'ai visité plusieurs endroits sur l'ensemble du territoire, mais la majorité de mon temps a été passé à Sa Pa, une bourgade des montagnes du Nord. Ce centre de district n'est pas un exemple représentatif du milieu de vie de la majorité des Vietnamiens qui vivent encore dans des

villages principalement agricoles. Par contre, sa courte histoire et sa situation géographique lui confèrent une valeur représentative pour illustrer les nouvelles tendances qui marquent le Vietnam contemporain. Par exemple, il s'agit d'une bourgade qui accueille de plus en plus de travailleurs migrants. Centre de district qui ambitionne de devenir un centre de province, Sa Pa permet des modes de vie à la popularité croissante. L'augmentation fulgurante du prix des terres illustre bien cette réalité. De plus, son économie qui ne cesse de se diversifier (bien qu'un peu trop lentement) reproduit une réalité nationale. Enfin, la réalité de la bourgade illustre aussi le creusement des inégalités caractéristique de la globalisation néolibérale, la corruption de cadres locaux, la lourdeur bureaucratique persistante, la dégradation alarmante de l'environnement, mais également l'émergence de civilités suppléantes. Néanmoins, les conditions de recherche au Vietnam sont difficiles et mon terrain permet surtout de mieux évaluer la littérature et d'enrichir mes analyses d'anecdotes glanées ça et là ou rapportées des entrevues que j'ai pu effectuer.

À travers mes recherches, je me suis donc intéressé à la culture vietnamienne principalement par rapport aux transformations de son cadre politique et de ses politiques économiques. J'ai trouvé que les notions développées dans le corpus littéraire associées à l'hégémonie étaient efficaces pour rendre compte des dynamiques de transformations sociales. Les travaux de Marx et de Gramsci m'ont permis de définir que les rapports entre la société civile et la société politique à travers le temps déterminent la nature et la direction des blocs historiques. Les travaux de Scott et de certains de ses commentateurs permettent d'approfondir les types de rapports qui existent entre ces deux entités. Si la domination est effectivement primordiale, la résistance et le dialogue marquent également ces relations. À ce titre, il a été démontré que l'infra-politique est parfois plus efficace que la résistance ouverte et que ces deux types de pratiques peuvent être envisagés comme les moyens dialogiques privilégiés de la société civile. Finalement, les travaux des Comaroff offrent une interprétation efficace des rapports entre la culture, l'hégémonie et l'idéologie. Comme eux, je considère que les luttes entre les idéologies, qui sont plutôt conscientes, visent à transformer l'hégémonie, plus naturelle, inconsciente. Ces luttes au sein de la culture mettent en relation des modes de représentation (visions du monde, pratiques et objets) et les

diverses formes qu'ils prennent. La lecture de ces formes représente donc l'acte méthodologique de base des anthropologues qui désirent étudier les dynamiques de transformation sociale.

Dans ces perspectives, au chapitre trois, j'ai cherché à identifier les principales formes politiques et économiques qui caractérisent le Vietnam pré-đôi mới. Dans le chapitre suivant, j'ai identifié les dynamiques nationales et internationales sous-jacentes à la rénovation car elles conditionnent encore aujourd'hui les transformations de l'hégémonie au Vietnam. Fort de ces analyses, j'ai pu constater que, depuis quelques années, d'abord, il y a une réapparition de visions du monde, de pratiques et d'objets (de formes culturelles) anciens et, ensuite, que l'État-parti a réussi à transformer durablement l'hégémonie en introduisant de nouvelles formes culturelles. Certaines sont idéologiques et encore contestées, mais d'autres sont plutôt hégémoniques.

Malgré les sentiments nostalgiques de plusieurs citoyens, le village n'est plus au centre de la stratégie de développement de l'État vietnamien. D'une part, l'État privilégie maintenant les individus en leur assurant des services, une citoyenneté nationale et de nombreuses opportunités économiques. L'État encourage toutes les initiatives personnelles pour autant qu'elles ne remettent pas en question la légitimité du parti et les objectifs fixés. D'autre part, l'État s'approprie les flux d'IDE en les concentrant dans l'industrie de haute technologie. Après les luttes de libération nationales, le Vietnam, dépendant des capitaux étrangers, se bat toujours pour son indépendance. L'économie ne serait pas encore assez diversifiée et trop peu intégrée au niveau national et régional. Malgré cette situation, le đôi mới continue d'entretenir les espoirs de la population, assurant pour l'instant la pérennité de l'idéologie dominante.

Les anciennes élites communistes ont ainsi réussi l'arrimage du pays à la globalisation néolibérale, mais sa conversion à cette idéologie n'est pas totale. Par exemple, le secteur privé est toujours à la remorque du secteur public, les nouveaux riches demeurent étroitement liés aux élites du PCV et les campagnes contre l'évolutionnisme pacifique et contre les fléaux sociaux du capitalisme sont encore mises en œuvre occasionnellement. Par ailleurs, la structure gouvernementale est toujours omniprésente et semble partager quelques caractéristiques avec le système mandarinal passé. À cause du développement rapide du pays et des dynamiques de la globalisation

néolibérale, l'État peine tout de même à prendre en charge les coûts humains et environnementaux. Il offre ainsi de nouveaux espaces de liberté qui ont permis à des civilités suppléantes de se développer. Celles-ci ont entamé un dialogue idéologique avec les autorités dans le but de transformer le système actuel. Dans ce sens, plusieurs vont puiser dans les formes culturelles passées, s'inspirant beaucoup des traditions religieuses liées au triptyque confucianisme/taoïsme/bouddhisme, mais d'autres se tournent vers des formes plus modernes comme celles qui s'attachent à protéger l'environnement. On constate donc une réorganisation de l'hégémonie au Vietnam favorisant une réapparition de formes anciennes, une recomposition de certaines d'entre elles et une création de nouvelles. Cette situation est le fruit de rapports de domination, de résistance et de dialogue et la pérennité de l'élite dominante repose sur ces mêmes rapports.

Après le rouleau compresseur de la modernité, les Vietnamiens redécouvrent leur histoire et leurs spécificités. L'avenir est incertain, mais le passé leur donne espoir et confiance dans l'avenir. Que restera-t-il de l'expérience socialiste? J'aurais bien du mal à répondre à cette question. Pour l'instant, cette époque est associée aux conditions difficiles liées aux guerres et à la pauvreté. La plupart des citoyens que j'ai rencontrés regardent vers l'avenir et sont déterminés à laisser l'époque des coopératives derrière eux. Pourtant, le parti est toujours en place et les idéaux socialistes n'ont pas été abandonnés. Je crois que ces idéaux sont, et resteront encore longtemps, pour plusieurs, des sources de fierté. Qui sait, quand la croissance diminuera et que les problèmes liés à l'économie de marché se feront sentir plus péniblement, peut-être alors la société sera plus prompte à adopter des mesures sociales et collectivistes. D'ailleurs, la situation pourrait se présenter plus tôt qu'on ne le croit, plusieurs auteurs constatant un certain épuisement du système capitaliste.

Prospective

« In his annual message to Congress in 1935, President Roosevelt made clear his view that excessive market freedoms lay at the root of the economic and social problems of the 1930s Depression. Americans, he said, 'must forswear that conception of the acquisition of wealth which, through excessive profits, creates undue private power'. Necessitous men are not free men. »
(Harvey, 2005:183)

Selon Stiglitz, *La grande transformation* de Polanyi est un livre toujours pertinent aujourd'hui. L'histoire depuis sa première édition a montré maintes fois que l'autorégulation du libre marché n'existe pas et que les interventions de l'État et de la société sont nécessaires. La période 1980-2008 durant laquelle les dirigeants des pays occidentaux ont libéralisé sans retenue, libérés des pressions de la guerre froide, montre très bien aujourd'hui les problèmes de la libération des marchés. En effet, la crise économique aux États-Unis et dans le reste du monde actuellement n'a d'équivalent que celle des années 1930 et montre encore l'importance de contrôler les marchés, l'importance des systèmes législatifs forts et la nécessité des interventions de la société civile et politique. Dans leurs *transformations*, les gouvernements des sociétés industrialisées ont tenu un rôle primordial, non seulement en protégeant leurs industries, mais aussi en favorisant les nouvelles technologies. L'expérience historique montre que « [r]apid transformation destroys old coping mechanisms, old safety nets, while it creates a new set of demands, *before new coping mechanisms are developed*. This lesson from the nineteenth century has, unfortunately, all too often been forgotten by the advocates of the Washington consensus, the modern-day version of the liberal orthodoxy. » (Stiglitz, 2001:xii-xiii) Comme Polanyi le défendait, la *transformation* n'est pas qu'économique et technique comme le pensent les néolibéraux, mais beaucoup plus profonde elle englobe tous les pans de la société.

Par ailleurs, si l'on accepte les résultats des recherches de Marx sur la baisse tendancielle du taux de profit (Marx, 1950), il faut comprendre que le système capitaliste ne survit que s'il peut s'étendre, conquérir de nouveaux marchés, exploiter de nouvelles ressources. L'histoire montre effectivement que chaque crise majeure du système est suivie d'une période d'expansion (développement des marchés en dehors de l'Angleterre, ouverture des colonies européennes, conversion des pays asiatiques). Les derniers siècles ont vu l'humanité conquérir le monde découvrant aujourd'hui un milieu de vie fermé. Les ressources sont maintenant limitées et les territoires finis. Il n'y aura en effet bientôt plus de territoire et de ressources à exploiter. Bien qu'il reste encore l'Afrique, la pollution et le gaspillage des ressources liées au développement ne permet déjà pas d'élever l'Asie et l'Amérique latine à un niveau de vie similaire à celui de

l'Occident. Il ne faudrait pas minimiser l'importance de la situation actuelle. L'humanité vit en ce moment une quadruple crise, à la fois économique, environnementale, alimentaire et énergétique. Selon Wallerstein, le système capitaliste est entré dans une période de fin et de transition vers un autre système. On ne peut être sûr que d'une seule chose : le système actuel ne peut continuer à exister et il est impossible de prédire ce que sera le prochain.

« Nous abordons un de ces rares moments de l'histoire où le libre-arbitre peut réellement entrer en jeu. Dans cette longue transition [entre le système actuel et celui qui suivra], deux vastes camps s'opposeront : ceux qui veulent conserver, même sous une autre forme, les privilèges attachés au système inégalitaire actuel; et ceux qui veulent voir naître un nouveau système substantiellement plus démocratique et égalitaire. (...) L'issue dépendra de la capacité de mobilisation de chaque camp, mais aussi, dans une large mesure, de la capacité à produire la meilleure analyse des événements comme des solutions de rechange. Nous nous trouvons à un carrefour où il importe d'unifier connaissances, imagination et praxis (...) L'issue est intrinsèquement incertaine et donc ouverte à l'intervention et à la créativité humaine. » (Wallerstein, 2000)

Bibliographie

- Amin, Samir. «L'islam politique », paru dans le journal *le Patriote*, édition du 26 janvier 2007.
- Anderson, Perry. « The Antinomies of Antonio Gramsci », dans *New Left Review* I/100, novembre-décembre 1976.
- Andoya, Barbara Watson. *Other Pasts; Women, Gender and History in Early Southeast Asia*, University of Hawaii Press, Center for South Asian Studies, 2001.
- Balandier, George. *Le désordre*, Fayard, Paris, 1988.
- Barley, Nigel. *Un anthropologue en déroule*, Payot, Paris, 2002.
- Beresford, Melanie. *Vietnam. Politics, Economics and Society*, Pinter Publishers, London and New York, 1988.
- Beresford, Melanie et Tran Ngoc Angie, *Reaching for the Dream. Challenges of Sustainable Development in Vietnam*, NIAS Press, NIAS Studies in Asian Topics # 33, 2004.
- Bergère, Marie-Claire. *La Chine de 1949 à nos jours*, Armand Colin/HER, Paris, 2000.
- Bernhard, Thomas. *Le naufragé*, traduit par Bernard Kreiss, Folio n°2445, Paris, 1993.
- Bianco, Lucien. *Les origines de la révolution chinoise 1915-1949*, Gallimard, 1997.
- Bourdieu, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 1972.
- . *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, Paris, 1984(a).
- . « Espace social et genèse des 'classes' », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52/53, juin 1984(b), pp.3-12.
- Britto, Karl Ashoka. *Disorientation: France, Vietnam, and the Ambivalence of Interculturality*, Hong Kong University Press, Hong Kong, 2004.
- Brocheux, Pierre. *Ho Chi Minh*, Presses de Sciences Po, collection Références/Facettes, Paris, 2000.
- Burawoy, Michael. *Manufacturing Consent: Changes in the Labor Process Under Monopoly Capitalism*. University of Chicago Press, 1979.
- . « For a Sociological Marxism: The Complementary Convergence of Antonio Gramsci and Karl Polanyi », dans *Politics and Society*, June 2003, pp.193-261.

- Carroll, William. *Corporate Power in a Globalizing World: A Study in Elite Social Organization*, Oxford University Press, 2003
- Chesnais, François. *La finance mondialisée. Racines sociales et politiques, configuration, conséquences*, La Découverte, Paris, 2004.
- Comaroff, Jean et John Comaroff. *Of Revelation and Revolution*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1991.
- De Francis, John. *Colonialism and Language Policy in Viet Nam*, The Hague: Mouton, 1977.
- De Koninck, Rodolphe, et al. *Agriculture, environnement et sociétés sur les Hautes terres du Viêt Nam*, Toulouse : Arkuiris; Bangkok : IRASEC, 2005.
- . « On the Geopolitics of Land Colonization : Order and Disorder on the Frontiers of Vietnam and Indonesia », dans *Moussons 9/10 (numéro special): Agriculture in Southeast Asia: an Update*, 2006, pp.33-59.
- Dorais, L.-J. et Nguyen H. « Le Tho Mâu, un chamanisme vietnamien? », dans *Anthropologie et sociétés*, vol. 22/2, pp.183-209, presses de l'Université Laval, Québec, 1998.
- Dover, Stéphane & Philippe Lambert. « La relation Nord-Sud. La clé de la construction nationale vietnamienne », dans *Viêt Nam contemporain*, sous la direction de Stéphane Dover et Benoît de Tréglodé, les Indes savantes, IRASEC, Paris, 2004.
- Dung Cao, Xuan et Thi Anh Cao Tran. « Transition et ouverture économique au Vietnam: une différenciation sectorielle », dans *Économie internationale*, 104/4, 2005, pp.27-43.
- Edelman, Marc « Bringing the Moral Economy back in ... to the Study of 21st Century Transnational Peasant Movements », dans *American Anthropologist* 107/3, 2005, pp.323-345.
- Feuché, Christophe. « Croissance, État et marché dans le Viêt Nam du ðôi mới », dans *Viêt Nam contemporain*, sous la direction de Stéphane Dover et Benoît de Tréglodé, les Indes savantes, IRASEC, Paris, 2004, pp.231-263.
- Fforde, Adam. *The agrarian question in North Vietnam, 1974-1979: a study of cooperator resistance to state policy*, M.E. Sharpe, NY, 1989.

- Fong, Mei et Jason Leow. *Beijing Plans Healthcare for Everyone*, dans *Wall Street Journal*, édition du 20 octobre 2008.
- Formoso, Bernard, Ban Amphawan et Ban Han. *Le devenir de deux villages du nord-est thaïlandais*, Paris, ERC/CNRS, 1997
- Foucault, Michel. « Deux essais sur le sujet et le pouvoir », dans *Michel Foucault, un parcours philosophique ; au-delà de l'objectivité et de la subjectivité*, de H. Dreyfus et P. Rabinow, Gallimard, 1984, pp.297-321.
- Frey H. *Pirates et rebelles au Tonkin. Nos soldats au Yen-Thé*, Paris: Hachette, 1892.
- Gainsborough, Martin. « Key Issues in the Political Economy of Post-Dôï Moi Vietnam », dans *Rethinking Vietnam*, édité par Duncan McCargo, University of Leeds, UK, 2004, p.40-52.
- Gironde, Christophe. « Les transformations de l'agriculture et de la société rurale », dans *Viêt Nam contemporain*, sous la direction de Stéphane Doyet et Benoît de Tréglodé, les Indes savantes, IRASEC, Paris, 2004, pp.209-230.
- Goulet, Caroline. *Rhétorique égalitariste contre pragmatisme autoritaire: les politiques d'État vietnamiennes et leurs implications pour les Hmong/Dao*, mémoire de maîtrise en anthropologie dirigé par Bernard Bernier et Jean Michaud, Montréal : Université de Montréal, 2005.
- Gourou, Pierre. *Les paysans du delta tonkinois; Étude de géographie humaine*, Mouton & Co et Maison des sciences de l'homme, Paris, La Haye, 1965.
- Gramsci, Antonio. *Gramsci dans le texte (1916-1935), livre 1 et 2*, écrits recueillis et organisés par François Ricci et Jean Bramant, Éditions sociales, 1978.
- Greenhouse, Carol J. « Hegemony and Hidden transcripts: The Discursive Arts of Neoliberal Legitimation », dans *American Anthropologist* 107/3, 2005, pp.356-368.
- Habermas, Jürgen. *Between Facts and Norms. Contributions to a Discourse Theory of Law and Democracy*. Traduit par William Rehg, MIT Press, 1998.
- Hardy, Andrew. *Red Hills: Migrants and the State in the Highlands of Vietnam*, NIAS Press, 2003.
- Harvey, David. *The Condition of Postmodernity: An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Blackwell, Cambridge et Oxford, 1989.

- . *The New Imperialism*, Oxford University Press, NY, 2003.
- . *Paris, Capital of Modernity*, Routledge, NY, 2003b.
- . *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press, NY, 2005.
- Henaff, Nolwen. « Migrations et emploi au Vietnam : évolution et tendances récentes », dans *Le Vietnam à l'aube du 21ème siècle : bilan et perspectives politiques, économiques et sociales : mélanges pour commémorer le 100e anniversaire de la naissance de Pierre Gourou*, par C. Gironde et J. L. Maurer, CRAM, Paris, 2004, pp. 279-301.
- Hervouet, Gérard et Carlyle A. Thayer. « The army as Political and Economic Actor in Vietnam », dans *Naissance d'un État-Parti. Le Vietnam depuis 1945/The Birth of a Party State. Vietnam since 1945*, de Christopher Gosha et Benoît de Tréglodé (dir.), Paris, Les Indes Savantes, 2004.
- . « Faces of Remembrance and Forgetting », dans *The Country of Memory: Remaking the Past in Late Socialist Vietnam*, édité par Hue-Tam Ho Tai, University of California Press, 2001, p.167-195.
- Jamieson, Neil L. *Understanding Vietnam*, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1995.
- Kerkvliet, Benedict J. Tria. « An Approach for Analysing State-Society Relations in Vietnam », dans *SOJOURN: Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 16/2, 2001, pp.238-278.
- . *The Power of Everyday Politics; How Vietnamese Peasants transformes National Policy*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2005.
- Kerkvliet, Benedict J. et James C. Scott. *Everyday forms of peasant resistance in South-East Asia*, Routledge, 1986.
- Kerkvliet, Benedict J. Tria et David G. Marr. *Beyond Hanoi; Local Government in Vietnam*, NIAS Press, ISEAS, Singapore, 2003.
- Kleinen, John. *Facing the Future, Reviving the Past; A Study of Social Change in a Northern Vietnamese Village*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore, 1999.

- Koh Siew Im, Priscilla. *Perception and Portrayal of minorities in Vietnamese Communist Ethnology (1954-2001)*, Master of Arts, Department of History, National University of Singapore, 2002.
- Kolko, Gabriel. *Vietnam : Anatomy of a Peace*; Routhledge, Londre, 1997.
- Kornai, János. *Le système socialiste. L'économie politique du communisme*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1996.
- Lash, Scott, « Power after Hegemony », dans *Theory, Culture & Society*, Vol. 24, No. 3, pp. 55-78, 2007.
- Lam, Truong Buu. *Colonialism Experienced: Vietnamese Writings on Colonialism, 1900-1931*, University of Michigan Press, 1977.
- , avec la collaboration de Mai Van Lam. *New Lamps for Old; the Transformation of the Vietnamese Administrative Elite*. ISEAS, Occasional Paper No.66, Maruzen Asia, 1982.
- Levi-Strauss, Claude. *La pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962.
- Litowitz, Douglas. « Gramsci, Hegemony, and the law », dans *Brigham Young University Law Review* 2000, 2, ABI/INFORM Global, 2000, pp. 515-551.
- Ljunggren, Borje. *Vietnam : The Dynamics of reform under đổi mới*, Vietnamese Studies, no.3, Hanoi, 1995.
- Luong, Hy V. « The state, local associations, and alternate civilities in rural northern Vietnam », dans *Civil Life, Globalization, and Political Change in Asia ; Organizing between family and State*, Routledge, Boston and New York, 2005, pp.123-147.
- . « Structure, Practice and History; Comtemporary Anthropological Research on Vietnam », dans *Journal of Vietnamese Studies*, 1/1-2, automne 2006, pp.371-409.
- Malarney, Shaun Kingsley. *Culture, Ritual and Revolution in Vietnam*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 2002.
- . *Vietnamese Tradition on Trial, 1920-1945*, University of California Press, 1981.
- Marx, Karl. *Le capital (livre 1), Le développement de la production capitaliste*. Traduction de J. Roy, Garnier-Flammarion, Paris, 1969.

- . *Le Capital (Livre III). Le procès d'ensemble de la production capitaliste*. Traduction de Mme C. Cohen-Solal et G. Badia, Éditions sociales, Paris, 1950.
- Marx, Karl et Friedrich Engels. *Manifeste du Parti communiste*, Librairie Générale Française, Paris, 1973.
- . *L'idéologie allemande*, Éditions sociales, Paris, 1976.
- . *L'idéologie allemande*, précédé de Karl Marx, *Thèses sur Feuerbach*, introduction de Jacques Milhau, traduit sous la direction de Gilbert Badia, Éditions sociales, Paris, 1982.
- Masina, Pietro. *Vietnam's Development Strategies*, Routledge, New York, 2006.
- McAleavy, Henry, , *Black Flags in Vietnam; The Story of a Chinese Intervention*, London: Allen and Unwin, 1968.
- McElwee, Pamela. *From the Moral Economy to the World Economy: Revisiting Vietnamese Peasants in a Globalizing Era*, dans *Journal of Vietnamese Studies* 2/2, summer 2007, p.57-107.
- Michaud, Jean. *Sa Pa – Français. Une brève histoire*, Édité avec le support de l'Hôtel Victoria Sa pa, 1999.
- Michaud, Jean. *Historical Dictionary of the Peoples of the Southeast Asian Massif*, Lanham (MD): Scarecrow Press, 2006.
- Michaud, Jean et Sarah Turner. « The Sa Pa Marketplace, Lao Cai Province, Vietnam », dans *Asia Pacific Viewpoint* 41/1, avril 2000, pp.85-100.
- Monnais, Laurence. «Medical Traditions in Southeast Asia: From syncretism to pluralism», dans W.F, Bynum & H. Bynum (Dir.) *Biographical Dictionary of the History of Medicine*, Westport, CT.: Greenwood Press, vol. 1, 2007, pp. 67-78.
- Moore, Barrington. *Injustice: The Social Bases of Obedience and Revolt*, New York, M. E. Sharpe, 1978.
- Murray, Martin J. *The Development of Capitalism in Colonial Indochina (1870-1940)*. Berkeley: University of California Press, 1980.
- Mydans, Seth. « In Peacetime, Vietnam's Army Turns to Business Ventures », dans *The New York Times*, cahier 1, page 10, paru dimanche le 21 juillet 1996.
- Nguyễn, Huy Thiệp. *Un général à la retraite*, Éditions de l'aube, 1991.

- Nguyễn, Khắc Viên. *Tradition and Revolution in Vietnam*, edited by David Marr and Jaybe Werner, 1974.
- . *Vietnam, Une Longue Histoire*, l'Harmattan, Paris et Montréal, 1999.
- Oberli, Thomas. *La stabilité politique du Vietnam. L'insertion de l'armée dans le nouveau projet politique 1986-1995*, mémoire de maîtrise en Science politique dirigé par Gérard Hervouet, Université Laval, Québec, octobre 1995.
- Nhu-Ngoc, Ong (Russell Dalton, Pham Minh Hac, and Pham Thanh Nghi). « Social Relations and Social Capital in Vietnam: The 2001 World Values Survey », dans *Comparative Sociology 1*, 2002, pp. 369-386.
- Papin, Philippe. *Viêt Nam. Parcours d'une nation*, La documentation Française, Éditions Berlin, 2003.
- Payrow Shabani, Abdollah. *Habermas' Between Facts and Norms : Legitimizing Power ?*, Université d'Ottawa, <http://www.bu.edu/wcp/Papers/Poli/PoliShab.htm> consulté le 15 février 2009.
- Popkin, Samuel L. *The Rational Peasant; The political Economy of Rural Society in Vietnam*, University of California Press, L.A., Berkeley and London, 1979.
- Potter, Jack M. *Thai Peasant Social Structure*. Chicago: University of Chicago Press, 1976.
- Porter, Gareth. *Vietnam : The Politics of Bureaucratic Socialism*, Cornell University Press, Ithaca, NY, 1993.
- Rambo, A. Terry. *Searching for Vietnam : Selected Writings on Vietnamese Culture and Society*, Kyoto University Press, Kyoto, 2005.
- . « Sedentarization and Selective Preservation among the Montagnards in the Vietnamese Central highlands », dans Jean Michaud, *Turbulent times and enduring peoples : mountain minorities in the South-East Asian massif*, Richmond : Curzon, 2000, pp.125-150.
- . *Vietnam, Past and Present*, Westview Press, University of California, Los Angeles, 2005.
- Sigley, Gary. « Chinese Governmentalities: Government, Governance and the Socialist Market Economy », dans *Economy and Society*, 35/4. 2006.

- Sivaramakrishnan, K. « Introduction in Moral Economies, State Spaces, and Categorical Violence », dans *American Anthropologist* 107/3, 2005, pp.321-330.
- Schoenberger, Laura. *Crossing the line: the changing nature of highlander cross-border trade in Northern Vietnam*, mémoire de maîtrise dirigé par Sarah Turner, Montréal : Université McGill, 2006.
- Scott, James C. *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. Yale University Press, New Haven, 1976.
- . *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*. Yale University Press, New Haven, 1985.
- . *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. Yale University Press, New Haven, 1990.
- . *Seeing Like a State, How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, New Haven and London, 1998
- . « Afterword to “Moral Economies, State Spaces, and Categorical Violence” », dans *American Anthropologist*, 107/3, 2005, pp.395-402.
- . « Infra-politique des groupes subalterns », dans *Vacarme*, 36/été, traduit de l'anglais par Pascale Guy, 2006.
- Smith, William. « Financial Markets in Vietnam's Northern Highlands » (ch.7), dans *Reaching for the Dream ; Challenges of Sustainable Development in Vietnam*, de Melanie Beresford et Tran Ngoc Angie, NIAS Press, NIAS Studies in Asian Topics # 33, 2004, pp.207-244.
- Stiglitz, Joseph E. « Foreword » dans *The Great Transformation; The Political and Economic Origins of Our Time*, de Karl Polanyi, Beacon Press, Boston, 2001, p.vi-xvii.
- Stiglitz, Joseph E. *La grande désillusion*, traduit par Paul Chemla, Fayard, Paris, 2002
- Taylor, Philip. *Goddess on the Rise: Pilgrimage and Popular Religion in Vietnam*. Honolulu: University of Hawaii Press, 2004.
- Taylor, Keith Weller. *The Birth of Vietnam*, University of California Press, 1983.
- Thanh, Bui Dinh. *Relations entre les aspects économiques et sociaux du développement au Vietnam*, dans *Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba*, l'Harmattan, 2001, p.181-188.

Thayer, Carlyle A. et Ramses Amer. *Vietnamese Foreign Policy in Transition*, Palgrave Macmillan, 1999.

Vu Anh Quang. *La mise en pratique des conditions du Fonds Monétaire International aux réformes orientées vers le marché au Vietnam*, maîtrise en relations internationales de l'Université Laval, Québec, 1995.

Wallerstein, Immanuel. *Le système du monde du XV^e siècle à nos jours : Capitalisme et économie-monde, 1450-1640*, Flammarion, Nouvelle bibliothèque scientifique, Paris, 1980.

———. « C'était quoi, le tiers-monde? », article paru dans *Le Monde diplomatique*, no. 557, août, 2000, pp.18-19.

White, Christine Pelzer. « Everyday Resistance, Socialist Revolution and Rural Development : The Vietnamese Case », dans *Everyday Forms of Peasant Resistance in SouthEast Asia*, édité par James C. Scott et Benedict J. Triandis, Frank Cass, Londres, 1986, pp.49-63.

———. *The Sociology of Culture*, The University of Chicago Press, Chicago, 1995.

Wolf, Eric R. *Peasants*, Prentice-Hall, Foundations of Modern Anthropology Series, New Jersey, 1966.

Wright, Gwendolyn. *The Politics of Design in French Colonial Urbanism*, University of Chicago Press, Chicago, 1991.

Journaux

Le Courrier du Viêt Nam. 8 juin 2005, p. 8.

Nhân Dân, 11 avril 2009

Thanh Nien News, 13 août 2007.

Thanh Nien News, 10 octobre 2007

Viêt Nam News – The National English Language Daily. 30 juin 2005.

Sites Internet

<http://fr.wikipedia.org>

<http://online.wsj.com>

<http://www.le-patriote.info>

<http://www.maisondudroit.org/download/F-ConstitutionVNamendee.pdf>

<http://www.nhandan.com>

<http://www.nytimes.com>

<http://www.ThanhNienNews.com>

<http://www.vietpartners.com>

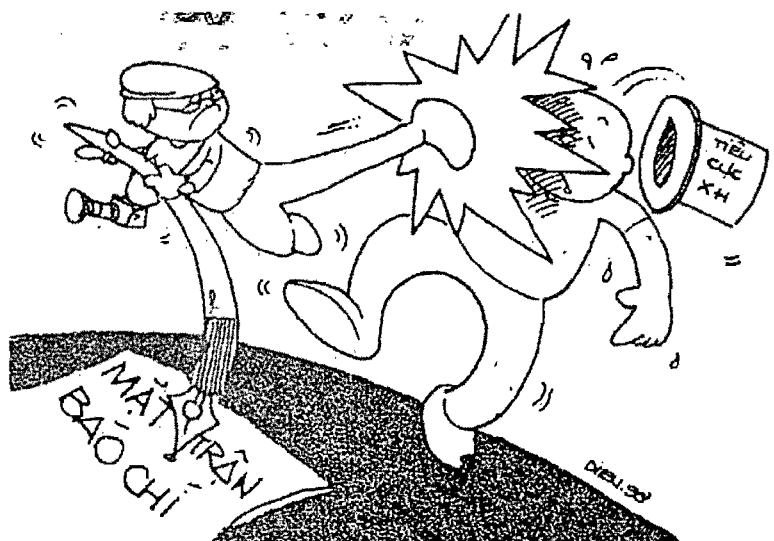
<http://www.who.int/fr/>

Autres sources

La Banque Mondiale. *World Development Indicators 2007 Cd-Rom*, Washington D.C., 2007.

Rapport économique sur le district de Sa Pa. *Tình hình kinh tế - xã hội, huyện Sa Pa, 2000-2005*, produit par la ville de Lao Cai, publié par Nhà xuất bản thống kê, Hanoi, 2005.

Annexes



dans *Saigon Giai Phong*, 24 juin 1997 (Drummond, 2003:92)

Figure 1 et 2 : Cette caricature (*biem hoa*) est parue en 1997 lors de la campagne nationale contre les « social evils ». Le caricaturiste est dépeint ici comme une personne menue, habillé comme un employé de bureau, qui s'appuie sur sa plume pour amasser la force et le momentum nécessaire pour servir un grand coût de pied à un type baraqué qui porte un chapeau sur lequel on peut lire « social evils ».

Dans le cadre de cette thèse, la figure 1 illustre bien la relative liberté et l'imagination des caricaturistes qui dénoncent les problèmes qui marquent le Vietnam contemporain. L'image suivante vient néanmoins nuancer cet état de fait : le rédacteur d'un journal demande à son employé de mémoriser les visages des cadres qu'il ne peut illustrer dans ses dessins.



dans *Tuoi Tre Cui*, n.185, juin 1999
(Drummond, 2003:94)



Figure 3 : Parodie d'une publicité qui annoncerait la vente de « sacs de corruption » (*túi tham nhũng*) de différentes tailles. Il y a même un sac sans fond !

Parue dans *Youth Magazine (Tuoi Tre Cuoi)* de juillet 2001
(Drummond, 2003:107)

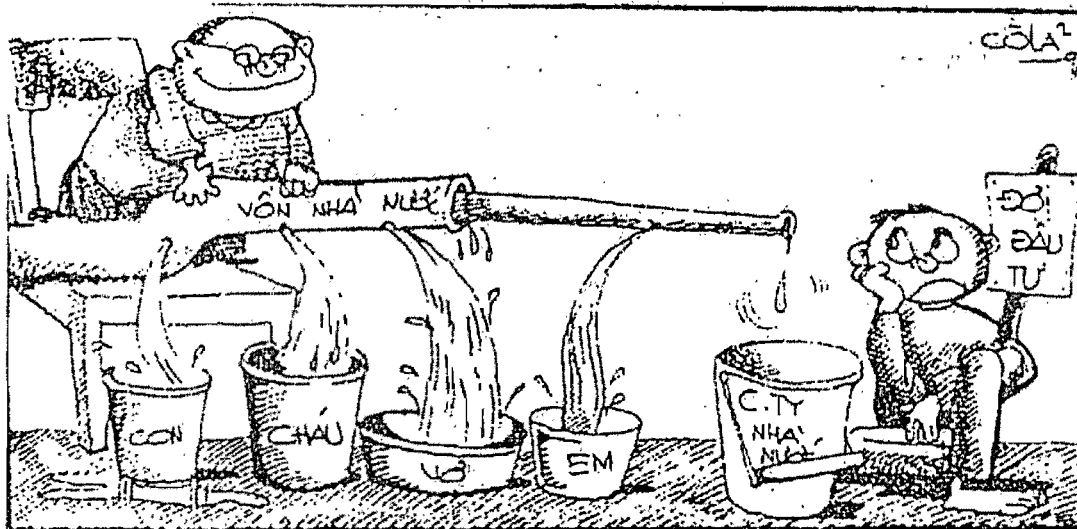
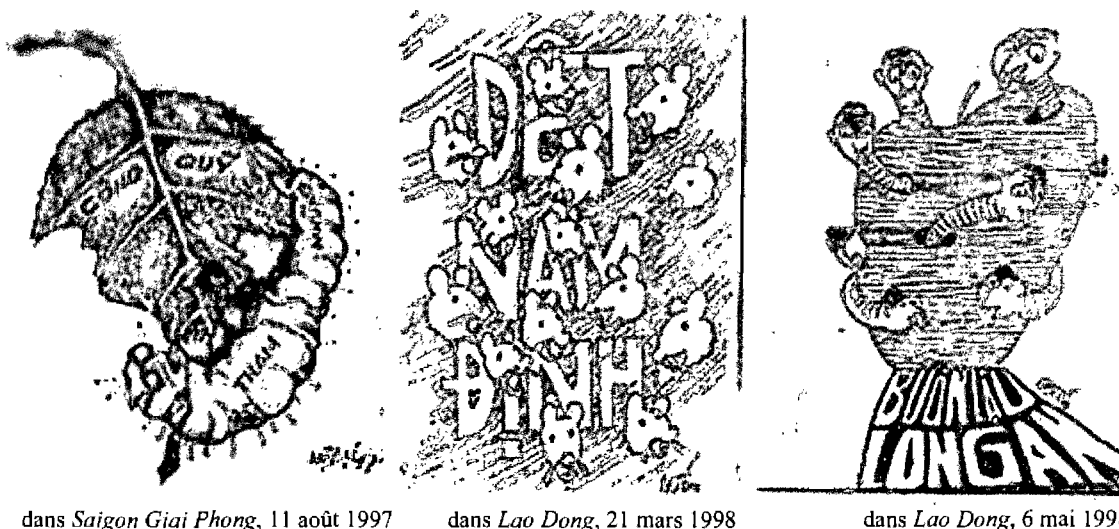


Figure 4 : L'eau est un symbole de prospérité au Viêt Nam et il est souvent utilisé par les caricaturistes pour illustrer la corruption. La précieuse ressource représente également un enjeu économique et social de taille dans ce pays rizicole. Ici l'eau représente les fonds publics et le capital. Elle est dérivée par le Chef exécutif d'une compagnie d'État dans des sceaux sur lesquels on peut lire respectivement : enfants, petits enfants, femme et frères. Le dernier récipient appartient aux travailleurs de la dite compagnie.

Parue dans *Saigon Giai Phong*, 24 juillet 1997
(Drummond, 2003:107)



dans *Saigon Giai Phong*, 11 août 1997

dans *Lao Dong*, 21 mars 1998

dans *Lao Dong*, 6 mai 1998

Figure 5 : Pour illustrer la corruption, l'imagination ne manque pas. Dans le premier cas, le caricaturiste dépeint un cadre en chenille qui s'attaque à une feuille sur laquelle on peut lire « fonds publics ». Dans la seconde image, des rats ont percé des trous dans un tissu de la grande compagnie Nam Dinh Textile. La troisième caricature illustre des cadres locaux corrompus de la province de Long An qui ont aménagé des trous de vers dans une pomme.

(Drummond, 2003:102-3)



dans *Lao Dong*, 21 Octobre 1997

Figure 6 : Les cadres sont souvent de mèche avec les dirigeants d'entreprises. Ici, des représentants des deux groupes sont présentés comme de gros rats grotesques qui échangent dans une cellule de prison. Une des deux bêtes remarque qu'ils ne passeront jamais dans l'étroit « cadre des punitions ».

(Drummond, 2003:100)



dans *Saigon Giai Phong*, 16 juillet 1997

Figure 7 : Cette *biem hoa* dénonce l'arrogance et la lenteur de la bureaucratie vietnamienne. Ici, un autre citoyen vient porter un formulaire d'assistance sociale à un cadre qui a visiblement autre chose à faire que de s'occuper des dizaines d'applications qu'on lui envoie !

(Drummond, 2003:105)



dans *Tuoi Tre*, 11 août 1998

Figure 8 : Ici, l'image dénonce le proxénitisme de certains propriétaires de bars et de restaurants.

(Drummond, 2003:120)



pas de référence (fournie pas David Marr)

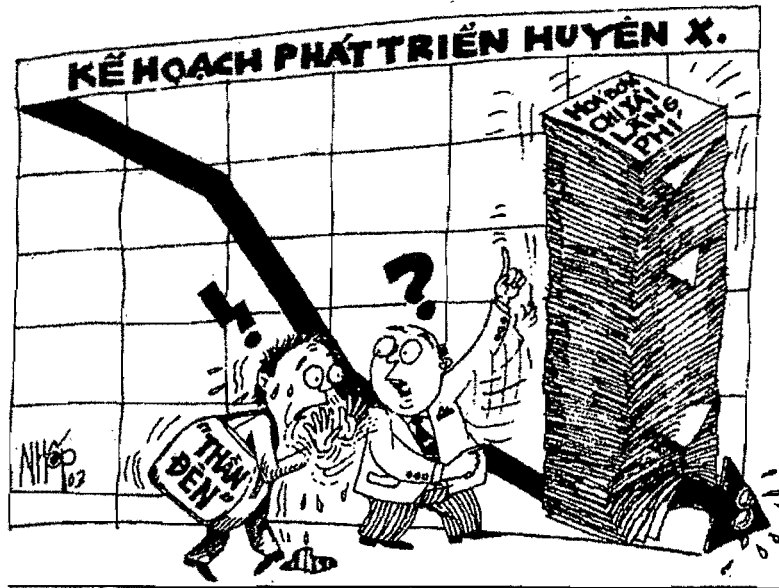
Figure 9 : un américain s'enfuit après la guerre laissant derrière lui une femme sévèrement enceinte et sa progéniture.

(Drummond, 2003:98)



Figure 10 : affiches dénonçant les fléaux sociaux apportés par le capitalisme.

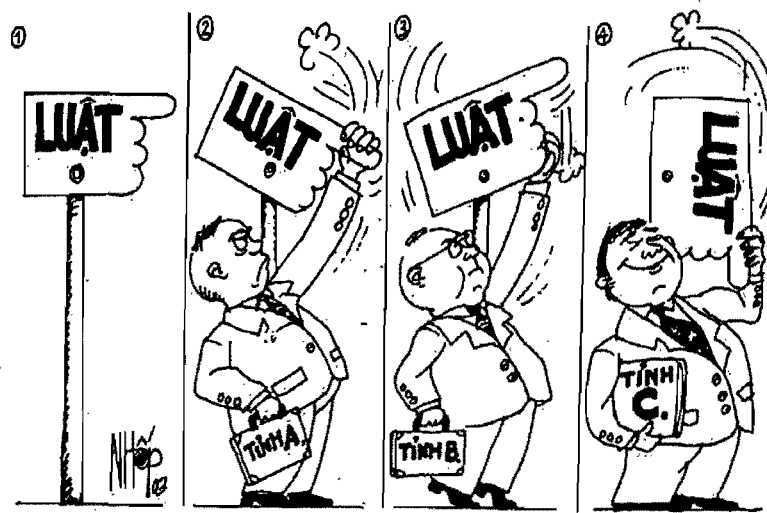
(Drummond, 2003:115-6)



dans *Tuổi Trẻ*, 15 mars 2003

Figure 11 : Même le génie de la lampe (*Thần Đèn*) ne peut rien contre l'accumulation des taxes, des frais et du gaspillage. Ces comptes pèsent si lourd dans l'économie du district qu'ils font chuter la courbe de la croissance et du développement.

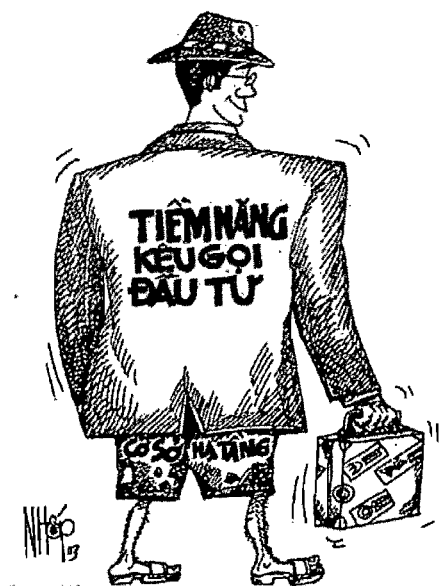
(Papin, 2003:182)



dans *Tuổi Trẻ*, avril 2003

Figure 12 : Les représentants des provinces (tỉnh) A, B et C détournent chacun le panneau de la voie légale (luật) dans la direction désirée. Le dernier, très content, indique qu'il est la loi dans sa province.

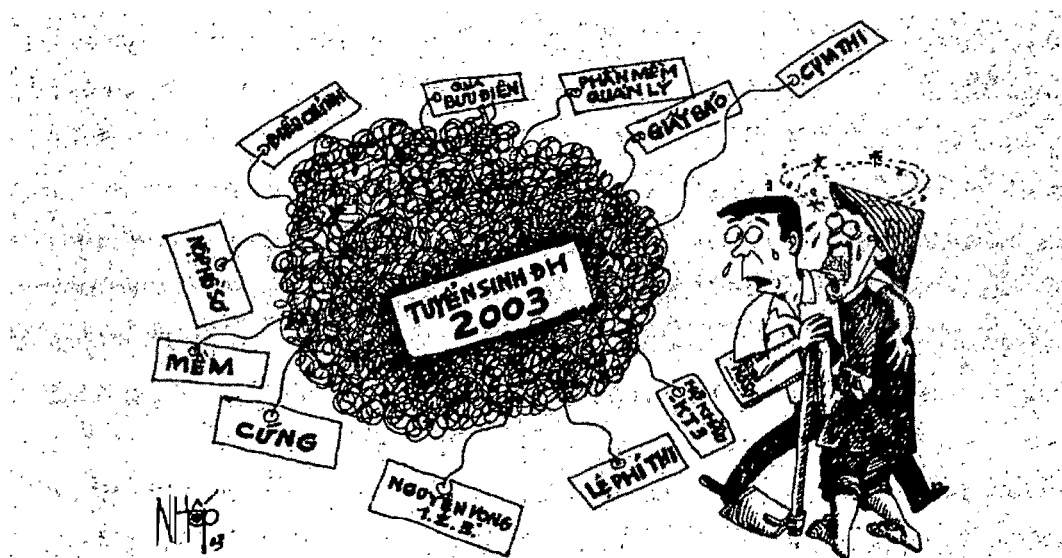
(Papin, 2003:157)



dans *Tuổi Trẻ*, 29 mars 2003

Figure 13 : l'homme porte une veste imposante sur laquelle il est écrit « capacité à attirer les investissements ». Il arbore cependant un petit caleçon où on peut lire « infrastructures ».

(Papin, 2003:192)



dans *Tuổi Trẻ*, 5 avril 2003

Figure 14 : « Ce jeune homme de la campagne, espoir de la famille, doit soutenir son brave paysan de père étourdi à la vue de lécheveau inextricable des frais et procédures nécessaires à l'inscription à l'université. L'étiquette de l'écheveau indique « recrutement universitaire pour l'année 2003 », les autres épinglent la kyrielle des dépenses officielles (dites « rigides », *cung*) et officieuses (dites « élastiques », *mêm*) dont le candidat doit s'acquitter. »

(Papin, 2003:111)